

CONSEIL COMMUNAL DU 20 JANVIER 2022
GEMEENTERAAD VAN 20 JANUARI 2022

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Aleksandra Kokaj, *Présidente/De Voorzitster* ;
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, Daniel Hublet, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;
Björn Becker, Eric Sax, Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Céline Fremault, Jean-Luc Vanraes, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen Delvoye, Diane Culer, Marion Van Offelen, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Vanessa Issi, Michel Cohen, Blaise Godefroid, Aurélie Czekalski, Caroline Van Neste, Chiraz El Fassi, Véronique Lederman-Bucquet, Yannick Franchimont, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Michel Bruylant, Fathiya Alami, Jean-Pierre Collin, Jacques Spelkens, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)* ;
Patrick De Nutte, *Le Secrétaire communal f.f./De wnd. gemeentesecretaris*

Excusés
Verontschuldigd

Cécile Egrix, Nicolas Clumeck, Patrick Zygas, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)*.

Ouverture de la séance à 18:30
Opening van de zitting om 18:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

20.01.2022/A/0001 **Ordonnance de police adoptée par le Bourgmestre en date du 12 janvier 2022 autorisant que les séances du Conseil communal des 20 et 27 janvier 2022, les commissions des 13 et 17 janvier 2022 et les commissions réunies du 24 janvier 2022 s'y rapportant se tiennent de manière virtuelle par vidéoconférence et que les documents administratifs soient transmis par la voie électronique aux conseillers communaux.- Confirmation.**

Le Conseil,

Considérant que le Bourgmestre a adopté, en date du 12 janvier 2022, une ordonnance de police basée sur l'article 134 de la Nouvelle Loi Communale afin d'autoriser que les séances du Conseil communal des 20 et 27 janvier 2022, les commissions des 13 et 17 janvier 2022 et les commissions réunies du 24 janvier 2022 s'y rapportant se tiennent de manière virtuelle par vidéoconférence et que les documents administratifs soient transmis par la voie électronique aux conseillers communaux et ce, pour des raisons de santé publique;

Considérant que dans le respect du dispositif de l'article 134 de la Nouvelle Loi Communale, le Bourgmestre a communiqué sur le champ cette ordonnance de police en la notifiant le 12 janvier 2022 par la voie électronique, à chaque membre du Conseil communal;

Que cette notification comprenait également « *les motifs pour lesquels le Bourgmestre a cru devoir se dispenser de recourir au Conseil* »;

Que la prise de cette décision devait en effet impérativement se faire avant la prochaine séance du Conseil communal afin d'aviser tant les membres du Conseil que les citoyens que les séances du Conseil communal des 20 et 27 janvier 2022 ainsi que les commissions s'y rapportant se tiendront de manière virtuelle par vidéoconférence, Décide de confirmer l'ordonnance de police ci-annexée adoptée par le Bourgmestre en date du 12 janvier 2022 autorisant que les séances du Conseil communal des 20 et 27 janvier 2022, les commissions des 13 et 17 janvier 2022 et les commissions réunies du 24 janvier 2022 s'y rapportant se tiennent de manière virtuelle par vidéoconférence et que les documents administratifs soient transmis par la voie électronique aux conseillers communaux.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Politieverordening goedgekeurd door de Burgemeester op 12 januari 2022 die toestaat dat de zittingen van de Gemeenteraad van 20 en 27 januari 2022, de commissies van 13 en 17 januari 2022 en de verenigde commissies van 24 januari 2022 die ermee samengaan virtueel gehouden worden via videoconferentie en dat de administratieve documenten elektronisch aan de gemeenteraadsleden bezorgd worden.- Bekrachtiging.

De Raad,

Overwegende dat de burgemeester op 12 januari 2022 een politieverordening goedgekeurd heeft, gebaseerd op artikel 134 van de Nieuwe Gemeentewet, om toe te staan dat de zittingen van de gemeenteraad van 20 en 27 januari 2022, de commissies van 13 en 17 januari 2022 en de verenigde commissies van 24 januari 2022 die ermee samengaan virtueel gehouden worden via videoconferentie en dat de administratieve documenten elektronisch aan de gemeenteraadsleden bezorgd worden, en dit met het oog op de volksgezondheid;

Overwegende dat, in naleving van de bepaling van artikel 134 van de Nieuwe Gemeentewet, de burgemeester deze politieverordening onmiddellijk gecommuniceerd heeft door ze op 12 januari 2022 elektronisch te betekenen aan elk gemeenteraadslid;

Dat deze betekening eveneens "de redenen bevatte waarom de burgemeester meende vrijgesteld te zijn van de raad";

Dat deze beslissing immers genomen moest worden voor de volgende zitting van de gemeenteraad om zowel de raadsleden als de burgers mee te delen dat de zittingen van de gemeenteraad van van 20 en 27 januari 2022 en de commissies die ermee samengaan virtueel gehouden zullen worden via videoconferentie,

Beslist de bijgevoegde politieverordening, goedgekeurd door de burgemeester op 12 januari 2022, die toestaat dat de zittingen van de gemeenteraad van 20 en 27 januari 2022, de commissies van 13 en 17 januari 2022 en de verenigde commissies van 24 januari 2022 die ermee samengaan virtueel gehouden worden via videoconferentie en dat de administratieve documenten elektronisch aan de gemeenteraadsleden bezorgd worden, te bekrachtigen.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Ordonnance de police signée du 12 01 2022 (FR).pdf, Ordonnance de police signée du 12 01 2022 (NL)).pdf

Interpellation citoyenne : l'obligation du port du masque dans l'enseignement primaire.

Mmes Moens de Fernig et Vandeputte rappellent que Mme Caroline Désir, Ministre de l'Enseignement de la Communauté française a déclaré publiquement que le port du masque pour les enfants dans l'enseignement primaire « porterait atteinte de manière disproportionnée à l'équilibre des enfants, avec les dangers que cela comporte en termes de santé mentale, de développement psychosocial et sans qu'un gain réel puisse être obtenu sur le plan de la santé publique ».

Deux semaines avant la décision du Codeco (Comité de concertation) du 3 décembre 2021, Mme Désir précisait dans sa circulaire n° 8349 du 19 novembre 2021 que le gouvernement avait pris la décision de ne pas l'appliquer dans l'enseignement primaire en Fédération Wallonie-Bruxelles pour les mêmes motifs.

Dans un courriel du 30 décembre 2021 adressé à Mme Moens de Fernig, Mme l'Echevin Gol-Lescot a fait part des éléments suivants :

- suite à une discussion sérieuse avec la responsable du service de pédiatrie d'un hôpital, Mme l'Echevin Gol-Lescot s'estime largement renseignée et pourrait faire référence à de nombreux articles argumentant dans un sens favorable au port du masque dès 6 ans. Toutefois, elle termine ce passage de son courriel en affirmant qu'elle ne souhaite pas entrer dans une polémique nourrie des positions des uns et des autres.

- même si le port du masque n'est agréable pour personne, « les enfants le supportent assez facilement et certains sont même très fiers de pouvoir faire « comme les grands » ». Mmes Moens de Fernig et Vandeputte tiennent à souligner ce dernier point : si « faire comme les grands » peut avoir un effet structurant et positif dans le cheminement de croissance et de développement d'un enfant, il y a des domaines où il est préférable que l'enfant ne fasse pas « comme les grands », tels que la consommation d'alcool, le tabagisme, etc. Il en va de même pour toute attitude de soumission aux mesures ou consignes injustifiées à divers égards, telles que le port du masque à l'école. Quant au fait que les enfants le supporteraient « assez facilement », il faut signaler que certains enfants pleurent parce qu'on leur met un masque sur le nez et la bouche. Certains enseignants craquent et s'en vont pleurer en cachette parce qu'ils ne supportent pas de voir des enfants en souffrance à cause de ce dispositif. C'est une réalité qu'il faut regarder en face.

- "Le réel problème pour les enfants, ce n'est pas le masque, mais plutôt les tensions qui entourent son port... ". Selon Mmes Moens de Fernig et Vandeputte, ces tensions sont dues à la décision politique de mettre cette mesure en œuvre. La responsabilité du surgissement de ces tensions, dont les enfants sont victimes du fait de divers conflits de loyauté, incombe seulement aux gouvernants à l'origine de cette décision et non aux personnes qui contestent cette mesure.

- Mme l'Echevin Gol-Lescot appliquera la directive imposant le port du masque aux enfants tout en leur laissant des temps de pause au motif qu'il est prouvé que les nouveaux variants du covid (Delta, Omicron,...) touchent largement les enfants et que ceux-ci sont devenus un vecteur important de propagation du virus même si leur processus vital est rarement mis en cause.

De nombreuses études attestent aujourd'hui les dommages sur le développement cognitif et psychologique qu'une telle mesure peut engendrer chez les jeunes enfants. Certains parents ont pu faire l'expérience des dégâts collatéraux considérables du port du masque sur les capacités d'apprentissage, d'écoute, d'attention des adolescents à l'école. On peut imaginer l'ampleur de l'impact sur des enfants plus jeunes.

L'OMS (Organisation mondiale de la santé) a listé plusieurs effets indésirables du port du masque dans le contexte de la pandémie de covid 19 en juin 2020. Contrairement aux propos de Mme l'Echevin Gol-Lescot, l'OMS indique que le masque peut être « mal supporté » et générer des « désavantages et difficultés » chez

les enfants.

Parmi la liste des inconvénients du port du masque « dans le grand public, par des personnes en bonne santé », établie par l'OMS, on peut relever les suivants:

- risque potentiellement accru d'autocontamination dû au fait de manipuler un masque facial puis de se toucher les yeux avec des mains contaminées;
- autocontamination possible si un masque non-médical humide ou sale n'est pas remplacé, favorisant ainsi la prolifération de micro-organismes;
- mal de tête et/ou difficultés respiratoires possibles selon le type de masque utilisé;
- lésions cutanées faciale, dermite irritative ou aggravation de l'acné en cas de port fréquent et prolongé du masque;
- difficulté de communiquer clairement;

Enfin, le blog « #covidrationnel » a publié une analyse qui reprenait en son point 5 les éléments suivants :

« Le GEMS a enfin recommandé d'équiper les écoles de quelques appareils simples, portatifs, de mesure du CO2, coûtant de 50 à 150 € pièce. Dans sa Circulaire n° 8376 du 03/12/21, la Fédération Wallonie-Bruxelles recommande « l'ouverture des fenêtres à partir de 900 ppm et la sortie du local le temps de renouveler l'air au-delà de 1.200 ppm ». Mais il faudrait assortir cela de recommandations, d'une sensibilisation et d'une formation des enseignants et élèves à l'importance de la ventilation, au développement des bonnes pratiques à mettre en œuvre dans chaque classe pour garantir une qualité d'air propice à un faible risque viral, mais aussi de bonnes conditions d'apprentissage ».

Cette analyse conclut en ces termes :

« La ventilation doit être la mesure non-pharmaceutique prioritaire. Contrairement à toutes les mesures mises en avant jusqu'à présent, aération et ventilation n'entraînent pas d'effets dommageables sur l'éducation, le vivre ensemble ou l'activité économique. Au contraire, elles peuvent être facilement maintenues sur le long terme et avoir des effets bénéfiques sur la propagation des autres infections respiratoires ainsi que sur la qualité de toutes nos activités, notamment d'apprentissage, en intérieur ».

Il apparaît donc que les avis sont extrêmement partagés.

Vu cette diversité d'avis ;

Sachant qu'il est question de préserver la santé physique et psychique des enfants ;

Sachant que la Convention internationale des droits de l'enfant entend par enfant « tout être humain âgé de moins de 18 ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable » et qu'elle prévoit en son article 3 que « dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une préoccupation primordiale » ;

Sachant que la mesure « masque dès 6 ans » repose sur une hypothèse très contestable du fait que l'enfant serait devenu depuis ce mois de décembre 2021 une source de danger pour ses pairs et les autres, ce qui lui renvoie une image de lui-même hautement délétère ;

N'y aurait-il pas lieu d'appliquer le principe de précaution, auquel tout décideur responsable, politique ou non, doit rester attaché ?

En vertu de ce principe, toutes les mesures ne présentant aucun impact négatif sur les enfants devraient être privilégiées.

Mmes Moens de Fernig et Vandeputte constatent que, quand il s'agit de culture, la commune d'Uccle n'hésite pas à enfreindre les règles du Codeco du 22 décembre 2021. Le Centre culturel d'Uccle (CCU) avait alors informé qu'en accord avec son Conseil d'administration et Mme l'Echevine de la Culture, il avait décidé de rester ouvert et de maintenir toutes les représentations planifiées, en précisant que la culture ne doit pas payer le prix fort de la crise.

Et les enfants ? N'ont-ils pas payé un prix déjà suffisamment important du fait de la gestion de la crise sanitaire ?

Vu les dangers potentiels du port du masque sur les jeunes enfants, comment l'échevinat peut-il décider d'infliger ces mesures dans les écoles communales d'Uccle qui sont sous sa responsabilité ? Quelles sont les raisons pour lesquelles l'échevinat et le Collège n'ont pas opté pour le principe de précaution ?

La commune d'Uccle, représentée par son Collège, est-elle prête à assumer la responsabilité financière de tout dégât cognitif éventuel du port du masque sur de jeunes enfants scolarisés dans les écoles communales ? Si c'est le cas, quelle procédure sera appliquée ? Les parents en ont-ils été avisés ?

Comment la commune explique-t-elle pouvoir enfreindre les règles du Codeco en matière de culture et ne pas en faire de même lorsqu'on touche au bien-être et à l'intégrité physique et psychique des enfants ?

Dans un récent entretien, Mme Tulkens, ancienne vice-présidente de la Cour européenne des droits de l'homme, citait ces propos d'Hanna Arendt : « Le fond de la désobéissance civique, c'est de rappeler l'esprit des lois ».

Ce rappel de l'esprit des lois est un devoir qui incombe autant aux élus qu'aux citoyens.

Le Collège et le Conseil vont-ils sortir du lot en mettant la santé physique et mentale des enfants au centre de leurs préoccupations ou vont-ils faire perdurer la maltraitance psychologique que nos jeunes subissent depuis près de 22 mois ?

M. Desmet reconnaît que demander le port du masque à un enfant de 6 ans est une décision déchirante que l'on ne prend pas de gaieté de cœur.

Néanmoins, cette mesure contraignante est recommandée par les experts scientifiques. Par ailleurs, d'autres intervenants ont souligné la maltraitance psychologique qui pourrait résulter d'une telle mesure.

Il s'agit donc d'un problème particulièrement complexe, qui suscite des divergences d'approche au sein même des formations politiques.

Il n'en demeure pas moins que les établissements scolaires s'avèrent des foyers infectieux et que le port du masque est imposé par les autorités dont dépendent les écoles.

M. Desmet tient malgré tout à rassurer les auteurs de l'interpellation citoyenne, dans la mesure où l'obligation du port du masque est appliquée avec suffisamment de souplesse pour ne pas traumatiser les enfants et ne pas entraver les apprentissages.

Des investissements importants ont été réalisés pour doter les écoles d'infrastructures techniques permettant de contrôler la qualité de l'air dans les classes.

Les mesures prises pour la gestion du Centre culturel, avec l'appui de l'échevin de tutelle, ont été adoptées en raison de l'incohérence de certaines décisions du Codeco (Comité de concertation), dans un contexte où, de toute évidence, les lieux culturels ne sont pas des foyers de contamination importants. Le contrôle du CST est effectué de manière systématique à l'entrée du Centre culturel et le port du masque est obligatoire lors des représentations.

M. Cools estime que cette interpellation citoyenne, dont il partage très largement le point de vue, souligne la cacophonie des différents gouvernements dans la gestion de la pandémie.

Le 19 novembre dernier, la Communauté française émet une circulaire stipulant qu'il n'y aura pas de port de masque à l'école primaire et, sur les plateaux de télévision, Mme Caroline Désir, Ministre de l'Education, relaie les critiques émises à cet égard en précisant que le masque gêne les enfants et constitue un frein aux apprentissages.

Le 21 novembre dernier, le Ministre Vandenbroucke, pourtant très rigoureux dans sa manière d'appréhender la crise sanitaire, déclare dans la presse que le port du masque doit être imposé dans les écoles uniquement pour les enfants âgés d'au moins 10 ans.

Néanmoins, le port du masque est imposé aux enfants dès l'âge de 6 ans !

La circulaire de la Communauté française du 3 décembre 2021 imposant le port du

masque mentionne une évaluation de la mesure prévue pour le 20 décembre.

Cette évaluation a-t-elle été effectuée ? Dans le cas contraire, le Collège a-t-il sollicité des informations plus détaillées auprès de la Communauté française et mené une réflexion quant à la pertinence du maintien d'une telle obligation ?

Cependant, M. Cools est en désaccord avec les auteurs de l'interpellation citoyenne sur un point : l'appel à la désobéissance civile.

Tout en comprenant que le monde culturel et les acteurs de la société civile manifestent leurs revendications, M. Cools estime que les autorités constituées doivent respecter les règles en vigueur, quitte à ce qu'elles militent en faveur de leur abrogation ou de leur modification.

La politique devant s'adapter à l'évolution de la pandémie, il est toutefois temps de s'interroger sur la nécessité de maintenir l'obligation du port du masque de manière aussi rigoureuse que par le passé.

Mme Fremault souligne la difficulté pour le monde politique à appréhender une crise sanitaire, à propos de laquelle tous les experts précisent qu'il faudra certainement un délai de 10 ans avant de pouvoir en évaluer tous les tenants et aboutissants.

Néanmoins, elle insiste sur le fait que la situation sanitaire demeure mauvaise en région bruxelloise : même si les hospitalisations, et notamment les entrées en soins intensifs, tendent à diminuer, le taux de contamination reste très élevé, dans une configuration marquée par la superposition de deux variants.

Par ailleurs, Mme Fremault est tout à fait consciente des problèmes que le port du masque peut provoquer chez les enfants, en termes de santé mentale et d'équilibre psychologique.

Se référant aux positions développées par Mme Catherine Fonck, chef de groupe CDH à la Chambre et médecin de formation, Mme Fremault estime que, eu égard à la circulation de ce virus, le port du masque ne peut être totalement abandonné mais doit être couplé à toute une batterie d'autres mesures, telles que le maintien des gestes « barrière » et l'installation de purificateurs d'air, de manière à maintenir les classes ouvertes.

Mme Culer reconnaît que cette crise sanitaire, qui dure depuis déjà deux ans, épuise tout le monde, autant les enfants que les adultes, et les mandataires politiques n'y sont pas insensibles, vu qu'ils sont eux-mêmes très souvent parents ou grands-parents.

Mme Culer estime toutefois que, dans le contexte actuel, le port du masque demeure un outil de protection important.

Cependant, la circulaire prévoit que le masque peut être ôté pendant les repas, les cours d'éducation physique et les moments de pause en classe lorsque tous les élèves sont assis et que le contexte s'y prête.

La circulaire ne précise pas la forme et la régularité de ces moments de pause, mais les enseignants font preuve en ce domaine de bon sens et de compréhension.

Mme Culer rappelle à cet égard le Projet éducatif des écoles communales ucloises, dû à l'initiative de Mme l'Echevin Gol-Lescot et approuvé par le Conseil communal en séance du 9 septembre 2021 :

« Toute action éducative est porteuse de valeurs créatrices d'attitudes génératrices de savoir-faire et de savoir-être. Toutes les personnes impliquées à quelque titre que ce soit dans le processus d'instruction et d'éducation s'accordent sur les valeurs suivantes (...) ; elles s'engagent à les incarner, à les promouvoir, à les transmettre, à les garder à l'esprit dans toutes les autres actions menées au sein de nos écoles communales. La bienveillance – *Mme Culer insiste particulièrement sur ce point* – est primordiale ».

M. Hayette reconnaît que cette pandémie est d'une complexité telle qu'elle suscite un certain désarroi chez de nombreux parents, et ce d'autant plus que les scientifiques ne s'accordent pas toujours entre eux ou que les mesures nécessaires sur le plan sanitaire peuvent provoquer des dégâts collatéraux sur le plan psychologique.

Selon M. Hayette, il faut appliquer les mesures en vigueur avec bienveillance, en

prévoyant des moments de pause sans port du masque et en mettant des masques à disposition pour les enfants qui n'en auraient pas, car il faut prendre en considération le coût requis pour l'acquisition de masques, qui est loin d'être négligeable pour les familles modestes.

Cependant, les pouvoirs organisateurs des écoles sont contraints d'appliquer les normes fixées à l'échelon fédéral, notamment via l'arrêté royal du 23 décembre 2021. Mais rien n'empêche un citoyen de contester cette norme devant le Conseil d'Etat ou d'autres juridictions. D'ailleurs, plusieurs citations en référé ont été regroupées et sont actuellement pendantes auprès du Tribunal de Namur.

Quoi qu'il en soit, il convient que le Collège applique les normes imposées par les niveaux de pouvoir supérieurs avec suffisamment de souplesse pour que les enfants puissent les supporter.

La solidarité de tous est indispensable pour venir à bout de cette pandémie.

M. De Bock estime que pour assurer une gestion efficace de cette pandémie et de son évolution, il convient de concilier de manière aussi subtile que possible le principe de précaution et le principe de proportionnalité, et c'est peut-être la proportionnalité des mesures qui a fait défaut, car l'obligation du port du masque dans les écoles s'avère tellement anxiogène pour les enfants et les enseignants qu'elle est probablement disproportionnée par rapport à son efficacité sur le plan sanitaire.

M. De Bock souligne que les mesures prises en France à l'égard des lycées n'ont pas été uniformes mais adaptées en fonction des taux de contamination observés dans les différentes villes. Il eût sans doute été opportun de s'en inspirer, pour éviter les conséquences délétères d'une lassitude de la population.

Il est pour le moins regrettable que pour épargner le secteur économique, on ait sacrifié de manière disproportionnée le secteur culturel.

Des contraintes telles que le port du masque ont donc été imposées de manière quelque peu inconsidérée aux enfants afin de sauvegarder des secteurs d'activité extérieurs à l'école.

Et comme l'a dit M. Cools, si une mesure s'avère inopportune ou injustifiée, il est tout à fait légitime de la combattre par les voies du droit.

Mme l'Echevin Gol-Lescot répond que personne n'est satisfait de la situation actuelle mais que tout est mis en œuvre pour préserver autant que possible l'éducation et le bien-être des enfants.

Les auteurs de l'interpellation citoyenne ont fait référence à la circulaire du 19 novembre 2021 mais ne mentionnent pas les circulaires des 3 et 23 décembre 2021 et du 7 janvier 2022, qui imposent le port du masque dans les écoles.

Les renseignements recueillis auprès de la Communauté française et du cabinet du Ministre de l'Education confirment qu'il incombe aux parents et au corps professoral de respecter les normes en vigueur mais qu'en cas de désaccord, les instances judiciaires compétentes sont habilitées à se prononcer.

Mme l'Echevin Gol-Lescot se permet toutefois de souligner les contradictions de Mme le Ministre Désir, qui a affirmé que le port du masque n'était pas une solution, tout en l'imposant dans ses circulaires.

Le Collège a souhaité avant tout garder autant que possible les écoles ouvertes afin de limiter au maximum le décrochage scolaire, tout en étant bien conscient des difficultés.

Les variations dans les consignes ne sont pas dues à des tergiversations inconsidérées mais à la nécessité de s'adapter au jour le jour à l'évolution de la pandémie, et notamment à l'explosion des cas dans les écoles et à l'émergence de nouveaux variants.

Des détecteurs de CO2 ont été installés dans les écoles, où la ventilation est assurée de manière systématique.

Les enseignants font preuve de bienveillance quant à l'obligation du port du masque : les enfants sont tenus de porter le masque lors qu'ils travaillent en groupe, se croisent

et circulent dans les locaux mais en sont dispensés lorsqu'ils sont assis à leur banc et regardent dans la même direction sans parler.

L'évaluation évoquée par M. Cools a bien été effectuée. Selon celle-ci, le virus se propage toujours.

Des livraisons de masques ont été effectuées dans les écoles mais celles-ci n'ont pas dû en distribuer beaucoup car la plupart des parents ont donné des masques à leurs enfants.

Mme l'Echevin Gol-Lescot remercie le service de l'Education et le personnel des écoles pour l'abnégation dont il fait preuve dans la gestion de cette crise.

Quoi qu'il en soit, tout jour d'école ouvert, même dans un cadre marqué par des restrictions et des contraintes, est un jour gagné pour l'avenir des enfants.

M. le Bourgmestre tient à remercier particulièrement Mme l'Echevin Gol-Lescot et ses services pour leur engagement dans ces circonstances difficiles, qui affectent d'ailleurs l'ensemble de l'administration communale.

Mme Vandeputte précise que cette interpellation citoyenne ne vise en aucune manière à incriminer le personnel enseignant.

Elle prend bonne note des considérations sur l'absence de consensus sur les décisions, le caractère primordial de l'intérêt de l'enfant et sur la proportionnalité des mesures à adopter.

Par rapport à l'impératif de proportionnalité, le port du masque est d'autant plus discutable qu'il n'a pas empêché la fermeture de certains établissements scolaires.

Vu que la notion de temps de pause n'est pas précisée, il faut faire preuve de souplesse dans sa mise en œuvre.

La commune en tant que pouvoir organisateur a le devoir de privilégier les mesures les moins traumatisantes pour les enfants, telles que la ventilation des locaux, et ne doit en aucune manière se muer en instance de contrôle et de rappel à l'ordre quant au port du masque, qui, en l'occurrence, relève davantage de la maltraitance que de la gestion sanitaire.

Les auteurs de l'interpellation citoyenne prient l'assemblée de considérer leur démarche comme une action humanitaire visant à préserver l'intégrité physique et psychique des enfants.

Tout en étant conscients de la bonne volonté du Collège, ils n'ont pas le sentiment que des réponses ont été données à l'ensemble de leurs interrogations.

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie : maskerplicht in het lager onderwijs.

Mevr. Moens de Fernig en Mevr. Vandeputte herinneren eraan dat Mevr. Caroline Désir, minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap, publiekelijk heeft verklaard dat het dragen van maskers voor kinderen in het lager onderwijs "het evenwicht van de kinderen onevenredig zou aantasten, met alle gevaren van dien voor de geestelijke gezondheid, de psychosociale ontwikkeling en zonder dat dit enige reële winst oplevert voor de volksgezondheid".

Twée weken vóór de beslissing van het Overlegcomité van 3 december 2021 heeft Mevr. Désir in haar omzendbrief nr. 8349 van 19 november 2021 gepreciseerd dat de regering om dezelfde redenen had besloten deze niet toe te passen in het lager onderwijs in de federatie Wallonië-Brussel.

In een e-mail van 30 december 2021 aan Mevr. Moens de Fernig heeft schepen Gol-Lescot haar het volgende meegedeeld :

- na een ernstig gesprek met het hoofd van de pediatrie afdeling van een ziekenhuis, meent mev. Gol-Lescot goed geïnformeerd te zijn en kan zij verwijzen naar talrijke artikelen die pleiten voor het dragen van een masker vanaf de leeftijd van 6 jaar. Zij eindigt dit deel van haar e-mail echter met de opmerking dat zij niet in een

polemiek wenst te treden op basis van de standpunten van de ene of de andere partij.

- ook al is het dragen van een masker voor niemand prettig, "kinderen verdragen het vrij gemakkelijk en sommigen zijn er zelfs erg trots op dat ze 'net als de groten' kunnen doen". Mevr. Moens de Fernig en mevr. Vandeputte benadrukten dit laatste punt: hoewel "doen wat de volwassenen doen" een structurerend en positief effect kan hebben op de groei en ontwikkeling van een kind, zijn er gebieden waar het beter is dat het kind niet doet "wat de volwassenen doen", zoals alcohol drinken, roken, enz. Hetzelfde geldt voor elke houding van onderwerping aan maatregelen of instructies die in verschillende opzichten ongerechtvaardigd zijn, zoals het dragen van een masker op school. Wat betreft het feit dat kinderen het "vrij gemakkelijk" zouden verdragen, moet erop worden gewezen dat sommige kinderen huilen omdat een masker over hun neus en mond wordt gedaan. Sommige onderwijzers breken en gaan weg en huilen in het geheim omdat zij het niet kunnen aanzien dat kinderen lijden door dit masker. Het is een realiteit die we onder ogen moeten zien.

- het echte probleem voor kinderen is niet het masker maar eerder de spanningen rond het dragen ervan...". Volgens Moens de Fernig en Vandeputte zijn deze spanningen te wijten aan het politieke besluit om deze maatregel door te voeren. De verantwoordelijkheid voor het ontstaan van deze spanningen, waarvan de kinderen het slachtoffer zijn als gevolg van verschillende loyaliteitsconflicten, ligt uitsluitend bij de regeringen die achter dit besluit zitten en niet bij de mensen die deze maatregel aanvechten.

- Mevr. Gol-Lescot zal de richtlijn toepassen die het dragen van maskers bij kinderen voorschrijft en hen tegelijkertijd toestaat pauzes te nemen, met als argument dat bewezen is dat de nieuwe varianten van covid (Delta, Omicron,...) vooral kinderen treffen en dat zij een belangrijke vector voor de verspreiding van het virus zijn geworden, ook al wordt hun vitale proces zelden in twijfel getrokken.

Talrijke studies getuigen vandaag van de schade die een dergelijke maatregel kan toebrengen aan de cognitieve en psychologische ontwikkeling van jonge kinderen. Sommige ouders hebben ervaren dat het dragen van een masker aanzienlijke nevenschade toebrengt aan het leer-, luister- en aandachtsvermogen van adolescenten op school. Men kan zich voorstellen hoe groot de impact op jongere kinderen is.

De WGO (Wereldgezondheidsorganisatie) heeft in het kader van de covid 19-pandemie in juni 2020 verschillende nadelige effecten van het dragen van een masker opgesomd. In tegenstelling tot wat schepen Gol-Lescot zei, stelt de WGO dat het masker "slecht verdragen" kan worden en "nadelen en moeilijkheden" voor kinderen kan veroorzaken.

Op de lijst van nadelen van het dragen van het masker "in het algemeen publiek, door gezonde mensen", opgesteld door de WGO, kunnen we het volgende opmerken :

- potentieel verhoogd risico op zelfbesmetting door het hanteren van een gezichtsmasker en vervolgens het aanraken van de ogen met besmette handen;
- mogelijke zelfbesmetting indien een nat of vuil niet-medisch masker niet wordt vervangen, waardoor micro-organismen kunnen aangroeien;
- hoofdpijn en/of ademhalingsmoeilijkheden mogelijk, afhankelijk van het gebruikte type masker;
- verwondingen van de gezichtshuid, irriterende dermatitis of verergering van acne als het masker vaak en langdurig wordt gedragen;
- moeite om duidelijk te communiceren.

Tot slot heeft de blog "#covidrationnel" een analyse gepubliceerd waarin onder punt 5 het volgende wordt vermeld :

"Le GEMS a enfin recommandé d'équiper les écoles de quelques appareils simples, portatifs, de mesure du CO2, coûtant de 50 à 150 € pièce. Dans sa Circulaire n° 8376 du 03/12/21, la Fédération Wallonie-Bruxelles recommande « l'ouverture des fenêtres à partir de 900 ppm et la sortie du local le temps de renouveler l'air au-delà de 1.200 ppm ». Mais il faudrait assortir cela de recommandations, d'une sensibilisation et

d'une formation des enseignants et élèves à l'importance de la ventilation, au développement des bonnes pratiques à mettre en œuvre dans chaque classe pour garantir une qualité d'air propice à un faible risque viral, mais aussi de bonnes conditions d'apprentissage".

Deze analyse concludeert het volgende :

"La ventilation doit être la mesure non-pharmaceutique prioritaire. Contrairement à toutes les mesures mises en avant jusqu'à présent, aération et ventilation n'entraînent pas d'effets dommageables sur l'éducation, le vivre ensemble ou l'activité économique. Au contraire, elles peuvent être facilement maintenues sur le long terme et avoir des effets bénéfiques sur la propagation des autres infections respiratoires ainsi que sur la qualité de toutes nos activités, notamment d'apprentissage, en intérieur."

Het lijkt er dus op dat de meningen zeer verdeeld zijn.

Gezien deze uiteenlopende meningen;

Met in het achterhoofd dat het gaat om het behoud van de lichamelijke en geestelijke gezondheid van kinderen;

Indachtig het feit dat het Internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind een kind definieert als ieder mens jonger dan 18 jaar, tenzij ingevolge het op het kind toepasselijke recht de meerderjarigheid eerder wordt bereikt en dat artikel 3 van het Verdrag bepaalt dat bij alle handelingen betreffende kinderen, ongeacht of deze worden verricht door openbare of particuliere instellingen voor maatschappelijk welzijn, rechtbanken, bestuurlijke autoriteiten of wetgevende lichamen, de belangen van het kind de eerste overweging vormen;

Wetende dat het masker vanaf 6 jaar-maatregel gebaseerd is op een zeer twijfelachtige veronderstelling dat het kind sinds december 2021 een bron van gevaar voor zijn leeftijdsgenoten en anderen zou zijn geworden, hetgeen een zeer schadelijk beeld van hemzelf geeft;

Zou het niet aangewezen zijn het voorzorgsbeginsel toe te passen, waaraan alle verantwoordelijke besluitvormers, politieke of andere, zich moeten blijven houden?

Volgens dit beginsel moet de voorkeur worden gegeven aan alle maatregelen die geen negatieve gevolgen hebben voor kinderen.

Mevr. Moens de Fernig en mevr. Vandeputte merken op dat de gemeente Ukkel op cultureel gebied niet aarzelt om de regels van het Overlegcomité van 22 december 2021 te overtreden. Het cultureel centrum van Ukkel (CCU) had vervolgens meegedeeld dat het in overleg met zijn raad van bestuur en de schepen van Cultuur had besloten open te blijven en alle geplande voorstellingen door te laten gaan, waarbij werd gepreciseerd dat cultuur niet de volle prijs van de crisis mocht betalen.

En de kinderen ? Hebben ze niet al een hoge prijs betaald voor het beheer van de gezondheids crisis ?

Hoe kan de schepen, gezien de mogelijke gevaren van het dragen van een masker voor jonge kinderen, besluiten deze maatregelen op te leggen in de gemeentelijke scholen van Ukkel die onder zijn verantwoordelijkheid vallen ? Wat zijn de redenen waarom de schepen en het college niet voor het voorzorgsbeginsel hebben gekozen ?

Is de gemeente Ukkel, vertegenwoordigd door haar college, bereid de financiële verantwoordelijkheid op zich te nemen voor eventuele cognitieve schade die wordt veroorzaakt door het dragen van maskers bij jonge kinderen die de gemeentescholen bezoeken ? Zo ja, welke procedure zal worden gevolgd? Zijn de ouders op de hoogte gebracht ?

Hoe verklaart de gemeente dat zij de regels van het Overlegcomité inzake cultuur kan overtreden en niet hetzelfde kan doen wanneer het welzijn en de lichamelijke en psychische integriteit van kinderen in het geding zijn ?

In een recent interview citeerde mevr. Tulkens, voormalig vicepresident van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, Hanna Arendt: "Le fond de la désobéissance civique, c'est de rappeler l'esprit des lois".

Dit herinneren aan de geest van de wet is een plicht die zowel op de verkozenen als op de burgers rust.

Zullen het college en de raad zich van de menigte onderscheiden door de lichamelijke en geestelijke gezondheid van kinderen centraal te stellen, of zullen zij het psychologische misbruik bestendigen waaronder onze jongeren al bijna 22 maanden te lijden hebben ?

De h. Desmet erkent dat het dragen van een masker bij een 6-jarige een hartverscheurende beslissing is die niet lichtvaardig wordt genomen.

Toch wordt deze beperkende maatregel door wetenschappelijke deskundigen aanbevolen.

Anderzijds wezen andere sprekers op de psychologische mishandeling die het gevolg zou kunnen zijn van een dergelijke maatregel.

Dit is derhalve een zeer complex vraagstuk, met uiteenlopende benaderingen, zelfs binnen de politieke formaties.

Feit blijft dat scholen infectiehaarden zijn en dat het dragen van maskers wordt opgelegd door de autoriteiten waaronder de scholen ressorteren.

De h. Desmet wilde de indieners van de vraag van de burger evenwel geruststellen, in die zin dat de verplichting om een masker te dragen met voldoende soepelheid wordt toegepast om de kinderen niet te traumatiseren of hun opleiding te belemmeren.

Er zijn aanzienlijke investeringen gedaan om scholen te voorzien van technische infrastructuur om de luchtkwaliteit in klaslokalen te bewaken.

De maatregelen die zijn genomen voor het beheer van het cultureel centrum, met de steun van de schepenen van toezicht, zijn genomen vanwege de tegenstrijdigheid van bepaalde besluiten van het Overlegcomité, in een context waarin culturele plaatsen uiteraard geen belangrijke infectiebronnen zijn. Het CST wordt systematisch gecontroleerd bij de ingang van het cultureel centrum en tijdens de voorstellingen moeten maskers worden gedragen.

De h. Cools is van mening dat deze burgerinterpellatie, wiens standpunt hij grotendeels deelt, de kakofonie onderstreept van de verschillende regeringen bij het beheer van de pandemie.

Op 19 november heeft de Franse Gemeenschap een omzendbrief uitgevaardigd waarin het dragen van maskers in de lagere scholen wordt verboden en mevrouw Caroline Désir, minister van Onderwijs, heeft op de televisie de kritiek op dit punt doorgegeven en verklaard dat het masker hinderlijk is voor de kinderen en een belemmering vormt voor het leerproces.

Op 21 november verklaarde minister Vandenbroucke, die de gezondheidscrisis zeer strikt aanpakt, in de pers dat het dragen van maskers in scholen alleen verplicht moet worden gesteld voor kinderen van ten minste 10 jaar.

Kinderen vanaf 6 jaar zijn echter verplicht een masker te dragen!

De omzendbrief van de Franse Gemeenschap van 3 december 2021 die het dragen van maskers oplegt, vermeldt een evaluatie van de maatregel die gepland is voor 20 december.

Is deze evaluatie uitgevoerd ? Zo nee, heeft het college meer gedetailleerde informatie gevraagd aan de Franse Gemeenschap en heeft het overwogen of een dergelijke verplichting moet worden gehandhaafd ?

Op één punt is de h. Cools het echter niet eens met de opstellers van de interpellatie van de burgers: de oproep tot burgerlijke ongehoorzaamheid.

Hoewel hij begrijpt dat de culturele wereld en de actoren van de burgermaatschappij hun eisen stellen, is de h. Cools van mening dat de gevestigde autoriteiten de geldende regels moeten eerbiedigen, ook al pleiten zij voor afschaffing of wijziging ervan.

Aangezien het beleid echter moet worden aangepast aan de evolutie van de pandemie, is het tijd om de noodzaak van de maskerverplichting even strikt te houden als in het verleden, in vraag te stellen.

Mevr. Fremault onderstreept hoe moeilijk het voor de politiek is om greep te krijgen op een gezondheids crisis, waarover alle deskundigen zeggen dat het zeker tien jaar zal duren voordat alle ins en outs kunnen worden beoordeeld.

Niettemin benadrukt zij dat de gezondheidssituatie in het Brusselse gewest slecht blijft: ook al vertonen de ziekenhuisopnames, en met name de opnames op de intensive care, een dalende tendens, het besmettingspercentage blijft zeer hoog, in een configuratie die wordt gekenmerkt door de superpositie van twee varianten.

Bovendien is mevr. Fremault zich ten volle bewust van de problemen die het dragen van een masker voor kinderen kan veroorzaken op het gebied van geestelijke gezondheid en psychologisch evenwicht.

Verwijzend naar de standpunten van mevr. Catherine Fonck, fractieleider van CDH in de Kamer en arts van opleiding, is mevr. Fremault van mening dat, gezien de verspreiding van dit virus, het dragen van maskers niet volledig kan worden afgeschaft, maar moet worden gekoppeld aan een hele reeks andere maatregelen, zoals het handhaven van de afstandsregels en het installeren van luchtzuiveraars om de klaslokalen open te houden.

Mevr. Culer erkent dat deze gezondheids crisis, die nu al twee jaar aan de gang is, iedereen uitput, zowel kinderen als volwassenen, en dat politici daar niet ongevoelig voor zijn, aangezien zij vaak zelf ouders of grootouders zijn.

Ze is echter van mening dat het dragen van een masker in de huidige context een belangrijk beschermingsmiddel blijft.

In de omzendbrief staat echter dat het masker kan worden afgedaan tijdens de maaltijden, de lessen lichamelijke opvoeding en de pauzes in de klas, wanneer alle leerlingen op hun plaats zitten en de context passend is.

In de omzendbrief worden de vorm en de regelmaat van deze pauzes niet gepreciseerd, maar de leerkrachten geven blijk van gezond verstand en begrip op dit gebied.

Mevr. Culer herinnert in dit verband aan het onderwijsproject van de Ukkelse gemeentescholen, dat op initiatief van schepen Gol-Lescot tot stand is gekomen en door de gemeenteraad van 9 september 2021 werd goedgekeurd:

"Toute action éducative est porteuse de valeurs créatrices d'attitudes génératrices de savoir-faire et de savoir-être. Toutes les personnes impliquées à quelque titre que ce soit dans le processus d'instruction et d'éducation s'accordent sur les valeurs suivantes (...); elles s'engagent à les incarner, à les promouvoir, à les transmettre, à les garder à l'esprit dans toutes les autres actions menées au sein de nos écoles communales. La bienveillance - *Mevr. Culer hamert vooral op dit punt* - est primordiale".

De h. Hayette erkent dat deze pandemie zo complex is dat zij bij veel ouders voor verwarring zorgt, vooral omdat wetenschappers het niet altijd met elkaar eens zijn of omdat de noodzakelijke gezondheidsmaatregelen psychologische nevenschade kunnen veroorzaken.

Volgens de h. Hayette moeten de geldende maatregelen met goede wil worden toegepast, door pauzes in te lassen zonder maskers en door maskers ter beschikking te stellen van kinderen die deze niet hebben, aangezien rekening moet worden gehouden met de kosten van de aanschaf van maskers, die voor bescheiden gezinnen verre van te verwaarlozen zijn.

De inrichtende machten van de scholen zijn echter verplicht de normen toe te passen die op federaal niveau zijn vastgesteld, met name via het KB van 23 december 2021.

Maar niets belet een burger om deze norm aan te vechten voor de Raad van State of andere rechtbanken. Bovendien zijn verschillende kortgedingprocedures gegroepeerd en momenteel aanhangig bij de rechtbank van Namen.

In ieder geval moet het college de door de hogere gezagsniveaus opgelegde normen toepassen met voldoende soepelheid om de kinderen in staat te stellen deze te dragen.

De solidariteit van allen is van essentieel belang om deze pandemie te overwinnen.

De h. De Bock is van mening dat voor een doeltreffend beheer van deze pandemie en de ontwikkeling daarvan het voorzorgsbeginsel en het evenredigheidsbeginsel zo subtiel mogelijk met elkaar moeten worden verzoend en het is misschien de evenredigheid van de maatregelen die tekort is geschoten, aangezien de verplichting om op school maskers te dragen voor kinderen en leerkrachten zo angstwekkend blijkt te zijn dat zij waarschijnlijk niet in verhouding staat tot de doeltreffendheid ervan uit gezondheidsoogpunt.

De h. De Bock beklemtoonde dat de maatregelen die in Frankrijk ten aanzien van de middelbare scholen zijn genomen, niet uniform zijn, maar zijn aangepast aan de besmettingsniveaus die in de verschillende steden zijn geconstateerd. Het zou ongetwijfeld op zijn plaats zijn geweest zich hierop te inspireren om de nefaste gevolgen van moeheid bij het publiek te voorkomen.

Het is op zijn zachtst gezegd betreurenswaardig dat, om de economische sector te ontzien, de culturele sector onevenredig is opgeofferd.

Beperkingen zoals het dragen van maskers zijn dus op een enigszins ondoordachte manier aan kinderen opgelegd om sectoren van activiteit buiten de school te beschermen.

En zoals de h. Cools zei, als een maatregel ongepast of ongerechtvaardigd blijkt te zijn, is het volkomen legitiem om deze via de wet aan te vechten.

Schepen Gol-Lescot antwoordt dat niemand tevreden is met de huidige situatie, maar dat alles in het werk wordt gesteld om het onderwijs en het welzijn van de kinderen zo veel mogelijk te vrijwaren.

De indieners van de burgerinterpellatie verwijzen naar de omzendbrief van 19 november 2021 maar maken geen melding van de omzendbrieven van 3 en 23 december 2021 en 7 januari 2022 die het dragen van maskers in scholen verplicht stellen.

De bij de Franse Gemeenschap en de minister van Onderwijs ingewonnen informatie bevestigt dat het de verantwoordelijkheid van de ouders en de leerkrachten is om de geldende normen na te leven, maar dat in geval van onenigheid de bevoegde gerechtelijke instanties het recht hebben om te beslissen.

Mevr. Gol-Lescot is echter zo vrij geweest te wijzen op de tegenstrijdigheden van minister Désir, die heeft verklaard dat het dragen van een masker geen oplossing is, terwijl zij dit in haar omzendbrieven wel oplegt.

Het college wou de scholen zoveel mogelijk open houden om het aantal vroegtijdige schoolverlaters te beperken, maar was zich terdege bewust van de moeilijkheden.

De variaties in de instructies zijn niet te wijten aan ondoordacht uitstel, maar aan de noodzaak om zich dagelijks aan te passen aan de ontwikkeling van de pandemie, en met name aan de explosie van het aantal gevallen op scholen en het ontstaan van nieuwe varianten.

In scholen, waar systematisch wordt geventileerd, zijn CO₂-detectoren geïnstalleerd.

De leerkrachten staan welwillend tegenover het dragen van maskers: de kinderen moeten maskers dragen wanneer zij in groepjes werken, elkaar passeren en zich in de lokalen verplaatsen, maar zijn vrijgesteld wanneer zij aan hun bank zitten en in dezelfde richting kijken zonder te spreken.

De door de h. Cools bedoelde beoordeling is uitgevoerd. Volgens haar verspreidt het virus zich nog steeds.

Er werden maskers aan de scholen geleverd, maar zij moeten er niet veel hebben uitgedeeld, want de meeste ouders gaven maskers aan hun kinderen.

Schepen Gol-Lescot bedankt de dienst Onderwijs en het schoolpersoneel voor hun onbaatzuchtigheid bij het aanpakken van deze crisis.

Hoe dan ook, elke dag dat de school open is, zelfs in een context die gekenmerkt wordt door beperkingen en restricties, is een dag winst voor de toekomst van de kinderen.

De Burgemeester dankt in het bijzonder schepen Gol-Lescot en haar diensten voor

hun inzet in deze moeilijke omstandigheden die ook het hele gemeentebestuur treffen.
Mevr. Vandeputte preciseert dat deze burgerinterpellatie geenszins bedoeld was om het onderwijzend personeel te beschuldigen.

Zij nam goede nota van de overwegingen betreffende het gebrek aan consensus over de beslissingen, het primordiale karakter van het belang van het kind en de evenredigheid van de te nemen maatregelen.

Wat het evenredigheidsvereiste betreft, is het dragen van maskers des te betwistbaarder omdat het de sluiting van bepaalde scholen niet heeft verhinderd.

Aangezien het begrip "pauzetijd" niet gespecificeerd is, is flexibiliteit nodig bij de tenuitvoerlegging ervan.

De gemeente heeft als inrichtende macht de plicht de minst traumatische maatregelen voor de kinderen te bevorderen, zoals ventilatie van de lokalen, en mag in geen geval optreden als controlerende instantie en het dragen van maskers vorderen, hetgeen in dit geval eerder een kwestie van mishandeling is dan van gezondheidsbeheer.

De auteurs van de burgerinterpellatie verzoeken de vergadering hun aanpak te beschouwen als een humanitaire actie die gericht is op het behoud van de fysieke en psychische integriteit van de kinderen.

Hoewel zij zich bewust waren van de goede wil van het college, hadden zij niet het gevoel dat op al hun vragen een antwoord was gegeven.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation citoyenne - port du masque.pdf

20.01.2022/A/0003 **Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 16 décembre 2021.**

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Goedkeuring van het register van de zitting van de Gemeenteraad van 16 december 2021.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Registre du Conseil du 16 décembre 2021.pdf

20.01.2022/A/0004 **Absence de Mme la Secrétaire communale.- Remplacement.- Confirmation.**

Le Conseil,

Attendu que l'article 50 de la nouvelle loi communale stipule que : "*Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 44, le Conseil communal désigne un Secrétaire faisant fonction en cas d'empêchement du Secrétaire ou de vacance de l'emploi. S'il y a urgence, la désignation est faite par le Collège des Bourgmestre et échevins et confirmée par le Conseil communal au cours de sa plus prochaine séance*";

Que Mme la Secrétaire communale est absente du 10 janvier jusqu'au 6 mars 2022 inclus,

Que vu l'urgence eu égard au principe de la continuité du service public, le Collège des Bourgmestre et Echevins a procédé, lors de sa séance du 11 janvier 2022, à la désignation de M. Patrick De Nutte, Chef de Département, comme Secrétaire communal faisant fonction jusqu'au 28 février 2022;

Qu'en vertu de l'article 50 de la NLC susmentionné, cette désignation doit être confirmée par le Conseil communal au cours de sa plus prochaine séance,

Décide de confirmer la désignation de M. Patrick De Nutte, Chef de Département, comme Secrétaire communal faisant fonction du 10 janvier jusqu'au 28 février 2022 inclus.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Afwezigheid van Mevr. de Gemeentesecretaris.- Vervanging.- Bekrachtiging.

De Raad,

Aangezien artikel 50 van de Nieuwe Gemeentewet bepaalt : "*Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 44, stelt de gemeenteraad, bij verhindering van de secretaris of bij vacature van het ambt, een waarnemende secretaris aan. In spoedeisende gevallen wordt de aanstelling door het college van burgemeester en schepenen gedaan en door de raad in zijn eerstvolgende vergadering bekrachtigd*";

Aangezien mevrouw de gemeentesecretaris afwezig is van 10 januari tot en met 6 maart 2022;

Aangezien gelet op de hoogdringendheid ten aanzien van het principe van de doorlopende openbare dienstverlening het college van burgemeester en schepenen in zitting van 11 januari 2022 overgegaan is tot de aanstelling van de h. Patrick De Nutte, Departementshoofd, als waarnemend gemeentesecretaris tot en met 28 februari 2022;

Aangezien krachtens artikel 50 van de voornoemde NGW deze aanstelling bekrachtigd moet worden door de gemeenteraad in zijn eerstvolgende vergadering, Beslist de aanstelling van de h. Patrick De Nutte, Departementshoofd, als waarnemend gemeentesecretaris van 10 januari tot en met 28 februari 2022 te bekrachtigen.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

INDIVIDUAL_NOTIFICATION_fr_47106.pdf

20.01.2022/A/0005 Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 7 décembre 2021 - Nouveau Centre Administratif d'Uccle - Sécurisation des portes d'accès aux zones de stationnement - Approbation de la dépense supplémentaire de 66.550 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/85 - Emprunt;

- 14 décembre 2021 - Fourniture et installation d'un cinémomètre répressif et de deux dispositifs sur lesquels les placer - 120.000 € (T.V.A. comprise) - Article 421/741-52/82 - Emprunt;
- 14 décembre 2021 - Réparation en urgence chaussée de saint-Job 637 suite à un effondrement de voirie - 10.167,78 € - Article 421/731-60/82 - Emprunt;
- 14 décembre 2021 - Chapelle de Stalle - Remplacement de l'installation de chauffage - 9.827,49 € (T.V.A. comprise) - Article 790/724-60/85 - Emprunt;
- 14 décembre 2021 - Ecole du Longchamp - Rénovation de la toiture des sanitaires maternelles et d'une classe niv +1 - 55.621,32 € (T.V.A. comprise) Article 721/724-60/85 - Emprunt;
- 14 décembre 2021 - Ecole de Messidor - Réparation de l'auvent cour (remise en état) de l'école primaire - 1.459,83 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 14 décembre 2021 - Ecole des Ecureuils - Remplacement de la chaudière et placement d'une régulation - Approbation des dépenses supplémentaires de 1.378,99 € (T.V.A. comprise) et 1.095,19 € (T.V.A. comprise) - Article 721/724-60/85 - Emprunt;
- 14 décembre 2021 - Enseignement communal - Informatique - Achat de matériel via la convention de mandat avec le CIRB - 23.210,84 € (T.V.A. comprise) - Articles 721/742-53/40, 722/742-53/40, 75101/742-53/40 et 75102/742-53/40 - Fonds de réserve;
- 14 décembre 2021 - Achat de 4 colonnes mobiles et de 6 chandelles pour le garage communal - 54.450 € (T.V.A. comprise) - Article 136/744-51/58;
- 14 décembre 2021 - Achat de camionnettes 2021 - Lot 2 (Camionnette service Plaques - Voirie) - Dépassement de l'estimation - 52.652,45 € (T.V.A. comprise) - Article 421/743-52/58 - Fonds de réserve;
- 21 décembre 2021 - Centrale de marchés INTERFIN (Utilisation performante et rationnelle de l'énergie) - Approbation des deux fiches projets (honoraires forfaitaires d'études / honoraires PEB / Coordination sécurité chantier) établies par Sibelga pour les sites de l'ICPP et du Service Vert - 44.301,97 € (T.V.A. comprise) - Article 137/747-60/85 - Emprunt;
- 21 décembre 2021 - Parking Doyenné - Raccordement du réseau local caméras au réseau de caméras de la police communale et installation de cinq caméras compatibles supplémentaires - 14.520 € (T.V.A. comprise) - Article 424/724-60/85 - Fonds de réserve;
- 21 décembre 2021 - Raccordement en eau de la plaine de jeux d'eau du Jardin de pluie de la chaussée de Saint-Job - 2.098,80 € (T.V.A. comprise) - Article 879/124-06/93;
- 21 décembre 2021 - Fourniture et pose de nouvelles clôtures en châtaigner autour des zones de jeux au parc de Wolvendael - 5.828,50 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;
- 21 décembre 2021 - Achat de matériel technique pour la médiathèque Le Phare - 1.298,47 € (T.V.A. comprise) - Article 76702/744-98/70;
- 21 décembre 2021 - Achat de mobilier pour les bibliothèques francophones - 15.580,04 € (T.V.A. comprise) - Article 76701/741-51/FR/70 - Subsidés;
- 21 décembre 2021 - Achat d'une interface usager pour les espaces publics des bibliothèques francophones - 9.982,50 € (T.V.A. comprise) - Article 76701/123-16/FR/70 - Subsidés;
- 21 décembre 2021 - Acquisitions d'œuvres d'art pour l'espace public - 20.000 € (T.V.A. comprise) - Article 770/749-51/70 - Fonds de réserve;
- 21 décembre 2021 - Amélioration de revêtements routiers en asphalte - Exercice 2020 - Approbation de la dépense supplémentaire de 49.878,90 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82 - Emprunt;
- 21 décembre 2021 - Mission d'études relative à la création et l'aménagement d'un

sentier vicinal reliant le parking sis chaussée de Saint-Job et la rue Jean Benaets - Approbation de la dépense supplémentaire de 7.140 € (T.V.A. comprise) - Article 421/747-60/82;

- 21 décembre 2021 - Achat de matériel de musique supplémentaire 2021 - 1.000 € (T.V.A. comprise) - Article 721/744-98/40 - Fonds de réserve;
- 21 décembre 2021 - Achat, livraison et installation d'un four industriel - 10.500 € (T.V.A. comprise) - Article 722/744-51/40 - Fonds de réserve;
- 21 décembre 2021 - Informatisation des services - Prestations de services - Engagement pour l'année 2022 de la dépense pour la maintenance des logiciels provenant de la société Civadis - 115.000 € (T.V.A. comprise) - Article 139/123-13/53,
- 28 décembre 2021 - Acquisition d'un gerbeur et d'une étagère à palettes pour le local stock du Centre Administratif d'Uccle - 15.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 13501/741-51/57 et 13501/744-51/57 - Fonds de réserve;
- 28 décembre 2021 - Rénovation du muret de la rampe d'accès de l'église du Parvis Saint-Pierre - 1.587,52 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82 - Emprunt;
- 28 décembre 2021 - Atelier d'infographie dans le Bâtiment COS - Achat d'une table à laminer - 25.427,42 € (T.V.A. comprise) - Article 137/744-98/85 - Emprunt;
- 28 décembre 2021 - Bâtiment administratif Danse/Beeckman - Désamiantage - 10.974,10 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/85;
- 28 décembre 2021 - Bâtiment administratif rue Auguste Danse, 25 - Nouvelle clôture et nouveaux portails en bois - 43.475,78 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/85 - Emprunt;
- 28 décembre 2021 - Divers bâtiments - Travaux de fourniture, de pose et mise en service de protections solaires externes dans 3 sites (écoles du Val Fleuri, de Messidor et du Homborch) - Approbation de la dépense supplémentaire sur le site Ecole Messidor de 805,60 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 28 décembre 2021 - Divers travaux d'aménagement et de maintenance sur différents sites - Approbation de la dépense supplémentaire totale de 4.676,28 € (T.V.A. comprise) - Fonds de réserve et emprunt;
- 28 décembre 2021 - Ecole Longchamp - Réparation et mise en conformité d'une conduite de gaz - Approbation de la dépense supplémentaire de 2.322,41 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-90/85 - Emprunt;
- 28 décembre 2021 - Sécurisation des accès et installation de lecteurs de badges sur le site du Centre Administratif d'Uccle (CAU / Projet U) - Approbation de l'engagement de la dépense supplémentaire de 8.019,54 € (T.V.A. comprise) et relative au devis pour la sécurisation des accès et l'installation de cinq lecteurs de badge pour l'accès aux parkings (A-1 / D-1/ D-2), au chemin privé arrière DO et pour la livraison au rez COS - Article 137/724-60/85 - Emprunt;
- 28 décembre 2021 - Mise en conformité des installations électriques dans différents sites (Ecole du Merlo / ICPP / Orangerie / Ecole du Centre / Ecole du Longchamp / Crèche du Chat / Ecole de Messidor / Ecole des Eglantiers / Ecole de Saint-Job / Crèche de Saint-Job) - Approbation des dépenses supplémentaires de 9.948,44 € (T.V.A. comprise) et 1.159,64 € (T.V.A. comprise) - Articles 722/724-60/85 et 75102/724-60/85;
- 28 décembre 2021 - Parking Saint-Pierre - Sécurisation - Approbation de la dépense supplémentaire de 17.557,74 € (T.V.A. comprise) - Article 424/724-60/85 - Fonds de réserve;
- 28 décembre 2021 - Projet U - Travaux de rénovation du nouveau centre administratif (bâtiment CAU) - Placement de répéteurs incendie supplémentaires - 24.028,96 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/85 - Emprunt;
- 28 décembre 2021 - Salle Jacques Van Offelen - Rénovation des douches et des vestiaires - Approbation de la dépense supplémentaire de 13.590,85 € (T.V.A. comprise) - Article 764/724-60/85 - Emprunt;

- 28 décembre 2021 - Parking Doyenne et nouveau bâtiment administratif pris en location (rue de Stalle, 103) - placement de caméras - 25.690,18 € (T.V.A. comprise) - Articles 137/724-60/85 (15.236,21 €) et 424/724-60/85 (10.453,97 €) - Emprunt et Fonds de réserve;
- 28 décembre 2021 - Achat de rayonnages pour le service Prêt de matériel et Expulsions - 7.500 € (T.V.A. comprise) - Article 137/741-51/58 - Emprunt;
- 28 décembre 2021 - Achat d'un chariot élévateur pour le service Prêt de matériel et Expulsions - 7.000 € (T.V.A. comprise) - Article 137/744-51/58 - Fonds de réserve;
- 28 décembre 2021 - Achat de matériel pour les logopèdes des écoles du Merlo et de l'ICPP - 1.500 € (T.V.A. comprise) - Articles 75101/744-98/40 et 75102/744-98/40;
- 28 décembre 2021 - Fourniture de 4 Défibrillateurs Externes Automatiques (DEA) pour le nouveau centre administratif et le COS - 10.000 € (T.V.A. comprise) - Article 137/744-98/58 - Emprunt;
- 28 décembre 2021 - Informatisation des Services - Achat de matériels Télétravail via la convention de mandat avec le CIRB - 36.797,31 € (T.V.A. comprise) - Article 140/742-53/35 - Fonds de réserve;
- 28 décembre 2021 - Informatisation des Services - Contrats de consultance Technicien Informatique pour aide à la migration des portables et aide aux différents services pour le déménagement du matériel informatique via la convention de mandat avec le CIRB - 50.145,43 € (T.V.A. comprise) - Article ordinaire 139/122-02/53 et 10.029,09 € (T.V.A. comprise) - Article 139/747-60/53 dans l'éventualité de la nécessité de prolonger les contrats de 2 semaines;
- 11 janvier 2022 - Réparations ponctuelles de la voirie - Exercice 2022 - 73.580,10 € (T.V.A. comprise) - Article 421/124-06/82;
- 11 janvier 2022 - Améliorations au Parc Montjoie (réfection chemins, noues, ...) - Approbation de la dépense supplémentaire de 3.861,70 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt.

Le Conseil prend connaissance.

Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 7 december 2021 - Nieuw Administratief Centrum van Ukkel - Beveiliging toegangen parkeerplaatsen - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 66.550 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/85 - Lening;
- 14 december 2021 - Levering en plaatsing van een snelheidshandhavingcamera en twee inrichtingen om hem op te plaatsen - 120.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/741-52/82 - Lening;
- 14 december 2021 - Dringende herstelling na een wegverzakking Sint-Jobsesteenweg 637 - 10.167,78 € - Artikel 421/731-60/82 - Lening;
- 14 december 2021 - Kapel van Stalle - Remplacement Vervanging van de verwarmingsinstallatie - 9.827,49 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 790/724-60/85 - Lening;
- 14 december 2021 - School Longchamp - Renovatie van het dak van het sanitair blok de (kleuterschool) en een klas niv +1 - 55.621,32 € (B.T.W. inbegrepen) Artikel 721/724-60/85 - Lening;
- 14 december 2021 - School Messidor - Herstelling van de overkapping van de speelplaats van de lagere school - 1.459,83 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;

- 14 december 2021 - School Ecureuils - Vervanging van de verwarmingsketel en plaatsing van een regelaar - Goedkeuring van de bijkomende uitgaven van 1.378,99 € (B.T.W. inbegrepen) en 1.095,19 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 721/724-60/85 - Lening;
- 14 december 2021 - Gemeentelijk onderwijs - Informatica - Aankoop van materieel via de mandaatovereenkomst met het ICBG - 23.210,84 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 721/742-53/40, 722/742-53/40, 75101/742-53/40 en 75102/742-53/40 - Reservefonds;
- 14 december 2021 - Aankoop van 4 mobiele kolommen en 6 assteunen voor de gemeentegarage - 54.450 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 136/744-51/58;
- 14 december 2021 - Aankoop van bestelwagens 2021 - Lot 2 (Bestelwagens Wegendienst - signalisatie) - Overschrijding van de raming - 52.652,45 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/743-52/58 - Reservefonds;
- 21 december 2021 - Opdrachtcentrale INTERFIN (performant en rationeel energiegebruik) - Goedkeuring van de twee door Sibelga vastgestelde projectfiches voor de sites van ICPP en de Groendienst - 44.301,97 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/747-60/85 - Lening;
- 21 december 2021 - Parking Dekenij - Aansluiting van het plaatselijk netwerk van camera's op het netwerk van bewakingscamera's van de gemeentelijke politie en installatie van vijf bijkomende compatibele camera's - 14.520 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 424/724-60/85 - Reservefonds;
- 21 december 2021 - Wataansluiting voor de waterspeeltuin van de regentuin op de Sint-Jobsesteenweg - 2.098,80 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 879/124-06/93;
- 21 december 2021 - Levering en plaatsing van nieuwe kastanjen afsluitingen rond de speelruimten in het Wolvendaelpark - 5.828,50 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;
- 21 december 2021 - Aankoop van technisch materieel voor de mediatheek Le Phare - 1.298,47 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76702/744-98/70;
- 21 december 2021 - Aankoop van meubilair voor de Franstalige bibliotheken - 15.580,04 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76701/741-51/FR/70 - Subsidies;
- 21 december 2021 - Aankoop van een gebruikersinterface voor de openbare ruimtes van de Franstalige bibliotheken - 9.982,50 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76701/123-16/FR/70 - Subsidies;
- 21 december 2021 - Aankoop van kunstwerken voor de openbare ruimte - 20.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 770/749-51/70 - Reservefonds;
- 21 december 2021 - Verbetering van wegbedekkingen in asfalt - Dienstjaar 2020 - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 49.878,90 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82 - Lening;
- 21 december 2021 - Studieopdracht met betrekking tot het aanleggen en inrichting van een buurtweg die de parking gelegen aan de Sint-Jobsesteenweg verbindt met de Jean Benaetsstraat - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 7.140 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/747-60/82;
- 21 december 2021 - Aankoop van bijkomend muziekmaterieel 2021 - 1.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 721/744-98/40 - Reservefonds;
- 21 december 2021 - Aankoop, levering en installatie van een industriële oven - 10.500 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/744-51/40 - Reservefonds;
- 21 december 2021 - Informatisering van de diensten - Dienstverlening - Aanbesteding voor het jaar 2022 van de kosten voor het onderhoud van de software van de firma Civadis - 115.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/123-13/53,
- 28 december 2021 - Aankoop van een stapelaar en een palletrek voor het stocklokaal van het Administratief Centrum van Ukkel - 15.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 13501/741-51/57 en 13501/744-51/57 - Reservefonds;
- 28 december 2021 - Renovatie van de lage muur van de oprit naar de kerk van het Sint-Pietersvoorplein - 1.587,52 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82 -

Lening;

- 28 december 2021 - Computer grafische workshop in het COS-gebouw - Aankoop van een lamineertafel - 25.427,42 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/744-98/85 -

Lening;

- 28 december 2021 - Administratief gebouw Danse/Beeckman - Asbestverwijdering - 10.974,10 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/85;

- 28 december 2021 - Administratief gebouw Auguste Dansestraat, 25 - Nieuwe afsluiting en nieuwe houten poorten - 43.475,78 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/85 - Lening;

- 28 december 2021 - Verschillende gebouwen - Levering, installatie en inbedrijfstelling van externe zonnepanelen op 3 plaatsen (Val Fleuri-, Messidor- en Homborchschool) - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 805,60 € (B.T.W. inbegrepen) voor de Messidorschool - Artikel 722/724-60/85 - Lening;

- 28 december 2021 - Diverse renovatie- en onderhoudswerken op verschillende locaties - Goedkeuring van de totale bijkomende uitgave van 4.676,28 € (B.T.W. inbegrepen) - Reservefondsen en lening;

- 28 december 2021 - School Longchamp - Herstelling en in overeenstemming brengen van een gasleiding - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 2.322,41 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-90/85 - Lening;

- 28 december 2021 - Beveiliging van de toegangen en installatie van badgelezers in het Administratief Centrum van Ukkel (ACU / Project U) - Goedkeuring van de vastlegging van een bijkomende uitgave van 8.019,54 € (B.T.W. inbegrepen) met betrekking tot het bestek voor de beveiliging van de toegang en de installatie van vijf badgelezers voor de toegang tot de parkings (A-1 / D-1 / D-2), tot de privéweg aan de achterzijde DO en voor de leveringen op het gelijkvloers OCS - Artikel 137/724-60/85 - Lening;

- 28 december 2021 - Conform maken van de elektriciteit op verschillende locaties (School Merlo / ICPP / Orangerie / School Centrum / School Longchamp / Kinderdagverblijf Chat / School Messidor / School Eglantiers / School van Sint-Job / Kinderdagverblijf van Sint-Job) - Goedkeuring van de bijkomende uitgaven van 9.948,44 € (B.T.W. inbegrepen) en 1.159,64 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 722/724-60/85 en 75102/724-60/85;

- 28 december 2021 - Parking Sint-Pieter - Beveiliging - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 17.557,74 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 424/724-60/85 - Reservefondsen;

- 28 december 2021 - Project U - Renovatiewerken in het nieuw administratief centrum - Plaatsing van bijkomende brandrepeaters - 24.028,96 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/85 - Lening;

- 28 december 2021 - Zaal Jacques Van Offelen - Renovatie van de douches en kleedkamers - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 13.590,85 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/724-60/85 - Lening;

- 28 december 2021 - Parking Dekenij en nieuw gehuurd administratief gebouw (Stallestraat, 103) - Plaatsing van camera's - 25.690,18 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 137/724-60/85 (15.236,21 €) en 424/724-60/85 (10.453,97 €) - Lening en Reservefondsen;

- 28 december 2021 - Aankoop van rekken voor de dienst Uitleningen en Uitdrijvingen - 7.500 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/741-51/58 - Lening;

- 28 december 2021 - Aankoop van een heftruck voor de dienst Uitleningen en Uitdrijvingen - 7.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/744-51/58 - Reservefondsen;

- 28 december 2021 - Aankoop van materiaal voor de logopedisten van de Merloschool en het ICPP - 1.500 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 75101/744-98/40 en 75102/744-98/40;

- 28 december 2021 - Levering van 4 Automatische Externe Defibrillatoren (AED) voor het nieuw administratief centrum en het OCS - 10.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel

137/744-98/58 - Lening;

- 28 december 2021 - Informatisering van de diensten - Aankoop van telewerkmaterieel via de mandaatovereenkomst met het ICBG - 36.797,31 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 140/742-53/35 - Reservefonds;
- 28 december 2021 - Informatisering van de diensten - Informatisering van de gemeentelijke diensten - Consultancycontracten voor IT Technici voor de migratie van de portables en hulp aan de verschillende diensten bij het verhuis van IT materiaal via de aankoopcentrale van het ICBG - 50.145,43 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel gewone begroting 139/122-02/53 en 10.029,09 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/747-60/53 indien de contracten met 2 weken verlengd dienen te worden;
- 11 januari 2022 - Plaatselijke herstellingen van de wegenis - Dienstjaar 2022-73.580,10 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/124-06/82;
- 11 januari 2022 - Verbeteringen in het Montjoiepark (herstelling wegen, knooppunten, ...) - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 3.861,70 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening.

De Raad neemt kennis.

20.01.2022/A/0006 **Covid 19.- Antenne de vaccination.- Approbation de la convention d'occupation précaire.**

Le Conseil,

Vu la décision du Collège du 14 décembre 2021 d'ouvrir une antenne de vaccination le 16 décembre 2021 au 110 de la rue Egide Van Ophem;

Attendu qu'il ressort d'une réunion tenue entre la commune, le propriétaire des lieux et la Croix-Rouge que cette dernière aurait besoin sur place d'un espace supplémentaire (de 500 à 540 m²) pour mener à bien les missions résultant de la réquisition signée par le Bourgmestre en date du 14 décembre 2021;

Attendu qu'en conséquence, les conditions financières de la convention d'occupation précaire de l'endroit sont revues à la hausse par rapport à celles relatives à l'occupation en tant que centre de vaccination, soit de 3.750 € par mois à 4.050 €;

Considérant qu'un montant de 30.000 € à l'article 140/126-01/35 du budget ordinaire 2022 sera inscrit à cette fin dans les modifications budgétaires et qui sera compensé par le subside de la Cocom notamment prévu à l'article de recette 140/465-48/35,

Décide de marquer son accord sur la convention d'occupation précaire.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Covid 19.- Vaccinatie-antenne.- Goedkeuring van de preciaire bezettingsovereenkomst.

De Raad,

Gelet op het besluit van het College van 14 december 2021 om op 16 december 2021 een vaccinatiecentrum te openen in de Egide Van Ophemstraat 110;

Overwegende dat uit een vergadering tussen de gemeente, de eigenaar van het pand en het Rode Kruis is gebleken dat het Rode Kruis extra ruimte (van 500 tot 540 m²) nodig heeft om de opdrachten uit te voeren die voortvloeien uit de opvoeding, getekend door de Burgemeester op 14 december 2021; Overwegende dat bijgevolg de financiële voorwaarden van de preciaire bezettingsovereenkomst voor de locatie naar boven

worden bijgesteld ten opzichte van die welke betrekking hebben op de bezetting als vaccinatiecentrum, meer bepaald van € 3.750 per maand naar € 4.050;
Overwegende dat hiervoor in de begrotingswijzigingen een bedrag van € 30.000 ingeschreven zal worden onder artikel 140/126-01/35 van de gewone begroting 2022 dat zal worden gecompenseerd door de subsidie van de GGC waarin met name is voorzien in ontvangstenartikel 140/465-48/35,
Beslist de preciaire bezettingsovereenkomst goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
AVU Convention d'occupation précaire.pdf

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIJTE

Mobilité - Mobiliteit

20.01.2022/A/0007 **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Nouvelles dispositions.**

Le Conseil,
Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;
Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;
Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;
Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;
Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;
Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Nouvelles dispositions :

Article 1 : Interdictions et restrictions de circulation.

Art.1.1. Sens interdit

Art.1.1.2. Il est interdit à tout conducteur de circuler sur les voies ci-après, dans le sens et sur le tronçon indiqué

en regard de chacune d'elles, sauf pour les cyclistes. La mesure est matérialisée par le signal C1 complété par le panneau M2 ainsi que le F19 complété par le panneau M4.

Art.1.1.2.1. Rue du Postillon, du square Georges Marlow vers le parvis Saint-Pierre;

Article 4 : Canalisation de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.55. Rue Alphonse Asselbergs, 35 (1-3 m);

Art.4.1.2.56. Avenue Jean et Pierre Carsoel, 108A (1-3 m);

Art.4.1.2.57. Avenue de la Ramée, 16 (1-3 m);

Art.4.3. Traversées

Art.4.3.1. Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants. La mesure

est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'art. 76.3. de l'A.R.

Art.4.3.1.2. Rue du Doyenné à hauteur du n° 75;

Art.4.3.1.3. Avenue du Globe à hauteur du n° 80;

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.5. Le stationnement est payant sur les zones de livraisons dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » et éventuellement les horaires, complétés par un panneau informatif « Forfait 100 euro excepté livraisons » avec le pictogramme d'un camion avec hayon ouvert.

Art.5.7.5.7. Chaussée de Waterloo, 925, lundi au vendredi de 6 à 12h (8 m);

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.30. Avenue Den Doorn, 1 (6 m);

Art.5.9.1.31. Avenue Winston Churchill, 169 (6 m);

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière.

Décide d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;
Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Nieuwe bepalingen :

Article 1 : Verkeersverbod en -beperking.

Art.1.1. Verboden richting

Art.1.1.2. Het is voor iedere bestuurder verboden te rijden op de onderstaande wegen, in de richting en weggedeelte zoals aangegeven op deze wegen, behalve voor fietsers.

Deze maatregel wordt kenbaar gemaakt met het verkeersbord C1 aangevuld met het bord M2 alsook F19 aangevuld met het bord M4.

Art.1.1.2.1. Postiljonstraat, van de Georges Marlowsquare naar het Sint-Pietersvoorplein;

Article 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.55. Alphonse Asselbergsstraat, 35 (1-3 m);

Art.4.1.2.56. Jean en Pierre Carsoellaan, 108A (1-3 m);

Art.4.1.2.57. Looflaan, 16 (1-3 m);

Art.4.3. Oversteekplaatsen

Art.4.3.1. Oversteekplaatsen voor voetgangers worden afgebakend op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte evenwijdige strepen, parallel met de as van de rijweg, conform artikel 76.3. van het K.B.

Art.4.3.1.2. Dekenijstraat ter hoogte van nr 75;

Art.4.3.1.3. Globelaan ter hoogte van nr 80;

Article 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.5. Het parkeren is betalend op de leveringszones op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» en eventueel een tijdsvenster aangevuld door een informatiebord "Forfait 100 euro uitgezonderd leveringen" met een pictogram van een vrachtwagen met een open laadklep.

Art.5.7.5.7. Waterlooosesteenweg, 925, maandag tot vrijdag van 6 tot 12u (8 m);

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen : Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een gehandicaptenrolstoel staat.

Art.5.9.1.30. Den Doornlaan, 1 (6 m);

Art.5.9.1.31. Winston Churchillaan, 169 (6 m);

Article 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens.

Beslist de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

2022 01 20_Cc_NoteExplicative.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Sports - Sport

20.01.2022/A/0008 **Approbation de l'engagement de la commune d'Uccle à respecter les conditions d'octroi du subside régional destiné à soutenir la politique sportive des pouvoirs locaux dans le cadre de la crise covid-19 pour l'exercice 2021.**

Le Conseil,

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé l'octroi d'une subvention destinée à soutenir la politique sportive des pouvoirs locaux dans le cadre de la crise covid-19 pour l'exercice 2021;

Que ce subside est calculé sur base de la clé de répartition de la dotation générale aux communes et qu'il revient donc à la commune d'Uccle le montant de 42.257,42 €;

Que pour ce faire, l'Assemblée doit répondre aux conditions en s'engageant à :

1. veiller à ce que les clubs sportifs maintiennent leurs tarifs sportifs pour l'année 2022, en veillant à ne pas accroître la différence entre non-locaux et locaux ;

Les clubs, pour bénéficier de l'aide régionale à raison de 40 € par membre affilié, ont dû remplir la condition de blocage de leurs tarifs pour 2022 ;

2. ne pas augmenter les loyers des infrastructures sportives communales pour la saison 2021-2022 et ce y compris les infrastructures para communales ;

Or, le règlement des redevances d'occupation prévoit en son article 2, l'indexation des tarifs au 1er janvier de chaque année (voir annexe 1) ; Qu'il est dès lors nécessaire de le modifier et de supprimer pareille indexation pour l'année 2022 ; Que les tarifs qui seront appliqués en 2022 seront dès lors similaires à ceux qui furent d'application en 2021 ; Que le règlement ainsi amendé (voir annexe 2) est soumis à l'approbation de l'assemblée ;

3. ne pas diminuer les crédits budgétaires de la politique sportive dans le budget 2022 ;

4. ne pas se servir de la prime forfaitaire aux clubs sportifs comme moyen d'apurer d'éventuelles dettes pendantes ;

Décide d'engager la commune d'Uccle à :

- *veiller à ce que les clubs sportifs maintiennent leurs tarifs sportifs pour l'année 2022, en veillant à ne pas accroître la différence entre non-locaux et locaux ;*
- *ne pas augmenter les loyers des infrastructures sportives communales pour la saison 2021-2022;*
- *ne pas diminuer les crédits budgétaires de la politique sportive dans le budget 2022 ;*
- *ne pas se servir de la prime forfaitaire aux clubs sportifs comme moyen d'apurer d'éventuelles dettes pendantes;*

Décide par conséquent de modifier l'article 2 du règlement des redevances d'occupation des centres sportifs afin de supprimer l'indexation prévue pour l'année 2022. De faire rétroagir la présente modification du règlement afin qu'elle entre en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2022

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Goedkeuring van de verbintenis van de gemeente Ukkel tot naleving van de toekenningsvoorwaarden van de gewestelijke subsidie bestemd om het sportbeleid van de plaatselijke besturen te ondersteunen in het kader van de COVID-19-crisis voor het dienstjaar 2021.

De Raad,

Overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de toekenning van een subsidie bestemd om het sportbeleid van de lokale besturen te ondersteunen in het kader van de COVID-19-crisis voor het dienstjaar 2021 goedgekeurd heeft;

Dat deze subsidie berekend wordt op basis van de verdeelsleutel van de algemene toelage aan de gemeentes en dat de gemeente Ukkel dus een bedrag van € 42.257,42 toekomt;

Dat de vergadering hiervoor moet voldoen aan de voorwaarden en zich tot het volgende moet verbinden :

1. Erover waken dat de sportclubs hun sporttarieven voor het jaar 2022 behouden en het verschil tussen niet-lokale en lokale tarieven niet vergroten:
Om de gewestelijke bijstand ten belope van € 40 per aangesloten lid te genieten, moesten de clubs voldoen aan de voorwaarde van bevrozing van hun tarieven voor 2022;
2. De huurprijzen van de gemeentelijke sportinfrastructuur voor het seizoen 2021-2022 niet verhogen, inclusief de parageemeentelijke infrastructuur:
Het reglement betreffende de bezettingsvergoedingen regelt in artikel 2 de indexering van de tarieven op 1 januari van elk jaar (zie bijlagen 1);
Dat om aan deze voorwaarde te voldoen de Sportdienst de schrapping van de indexering van de tarieven van de retributies voor 2022 ter goedkeuring aan de vergadering voorlegt en bijgevolg de wijziging van artikel 2 van dit reglement ter goedkeuring voorlegt (zie bijlagen 2);
3. De begrotingskredieten van het sportbeleid in de begroting 2022 niet verminderen;
4. Geen gebruik maken van de forfaitaire premie aan de sportclubs als middel om eventuele hangende schulden te vereffenen;

Beslist de gemeente Ukkel te verbinden tot het volgende:

- *Erover waken dat de sportclubs hun sporttarieven voor het jaar 2022 behouden en het verschil tussen niet-lokale en lokale tarieven niet vergroten;*
- *Ertoe de huurprijs van de gemeentelijke sportinfrastructuur niet te verhogen voor het seizoen 2021-2022, de indexering van de tarieven van de retributies voor 2022 te schrappen en bijgevolg de wijziging van artikel 2 van dit reglement goed te keuren;*
- *De begrotingskredieten van het sportbeleid in de begroting 2022 niet verminderen;*
- *Geen gebruik maken van de forfaitaire premie aan de sportclubs als middel om eventuele hangende schulden te vereffenen.*

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

1. Règlement redevance 2019-2022 signé.pdf, 2. Amendement Règlement redevance

20.01.2022/A/0009 **Approbation de la reconduction de la convention d'adhésion de la commune d'Uccle à l'A.S.B.L. Panathlon Wallonie-Bruxelles pour la période 2022-2024.**

Le Conseil,

Considérant qu'en séance du 23 décembre 2015, l'Assemblée a approuvé la convention d'adhésion de la commune d'Uccle à l'A.S.B.L. Panathlon Wallonie-Bruxelles qui promeut le fair-play et l'éthique dans le sport;

Qu'en séance du 23 mai 2019, l'Assemblée a approuvé la reconduction de cette convention pour la période 2019-2021;

Que cette convention arrivera à échéance au 31 décembre 2021;

Que ce partenariat permet à la commune d'Uccle de s'engager dans des actions de promotion du fair-play et de la non-violence dans le sport lors des événements communaux,

Que pour ce faire, le service des sports propose à l'approbation de l'Assemblée de reconduire cette convention pour la période 2022-2024 et d'engager la dépense annuelle de 1.500 € à l'article 764/123-16/12 du budget ordinaire des exercices 2022, 2023 et 2024,

Décide d'approuver la reconduction de la convention d'adhésion de la commune d'Uccle à l'A.S.B.L. Panathlon Wallonie-Bruxelles pour la période 2022-2024 moyennant une redevance annuelle de 1.500 € et l'engagement de cette dépense à l'article 764/123-16/12 du budget ordinaire des exercices 2022, 2023 et 2024.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Goedkeuring van de verlenging van de overeenkomst met de V.Z.W. Panathlon Wallonie-Bruxelles 2022-2024.

De Raad,

Overwegende dat de vergadering in zitting van 23 december 2015 de overeenkomst voor de aansluiting van de gemeente Ukkel bij de vzw Panathlon Wallonie-Bruxelles, die fair play en ethiek in de sport promoot, goedgekeurd heeft;

Dat de vergadering in zitting van 23 mei 2019 de verlenging van deze overeenkomst voor de periode 2019-2021 goedgekeurd heeft;

Dat deze overeenkomst afloopt op 31 december 2021;

Dat de gemeente Ukkel zich dankzij dit partnerschap kan engageren in acties voor de promotie van fair play en geweldloosheid in de sport tijdens de gemeentelijke evenementen;

Dat de Sportdienst hiervoor ter goedkeuring van de vergadering voorstelt om deze overeenkomst te verlengen voor de periode 2022-2024 en de jaarlijkse uitgave van € 1.500 vast te leggen op artikel 764/123-16/12 van de gewone begroting van de dienstjaren 2022, 2023 en 2024,

Beslist de verlenging van de overeenkomst voor de aansluiting van de gemeente Ukkel bij de vzw Panathlon Wallonie-Bruxelles voor de periode 2022-2024 middels een jaarlijkse retributie van € 1.500 en de vastlegging van deze uitgave op artikel 764/123-16/12 van de gewone begroting van de dienstjaren 2022, 2023 en 2024 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

20.01.2022/A/0010 **A.S.B.L. Piscine Longchamp.- Budget 2022.**

Le Conseil,

Considérant que l'A.S.B.L. Piscine Longchamp soumet à la Commune, conformément à la convention passée entre l'administration communale et cette association, le budget de l'exercice 2022;

Que le document ci-annexé a été approuvé à l'unanimité par l'Assemblée Générale réunie le 1er décembre 2021,

Décide de prendre connaissance du budget de l'A.S.B.L. Piscine Longchamp pour l'exercice 2022.

***M. De Bock** s'abstient sur ce point car il trouve que le budget est très optimiste et compte tenu de la situation.*

Il sait qu'un budget « n'est qu'un budget », mais M. De Bock trouve, tout de même, que le Collège est repassé à des niveaux avant pandémie pour 2022 et ce qui est peut-être interpellant dans la manière de présenter le budget, c'est qu'il a une augmentation d'environ 8 % par rapport à 2018 qui était une année normale des recettes pour les prix des entrées.

Par contre, le budget est à une augmentation de 15 à 16 % pour les frais de personnel. Cela trouble M. De Bock parce qu'on passe de 828.000 € à 960.000 € c'est-à-dire plus de 2/3 du montant global du budget annuel.

M. De Bock pose la question de savoir pourquoi il y a une aussi forte augmentation. Il se demande également si le Collège a anticipé toutes les indexations prévues cette année-ci, ce que n'ont pas fait les autres A.S.B.L. pour autant, mais il pense que l'augmentation est assez importante, 16 % de rémunération en 3 ans c'est beaucoup plus que l'indexation et il estime que c'est d'autant plus interpellant que le budget de l'année passée était en déficit de 400.000 € et qu'on prévoit un profit de 100.000 € cette année-ci.

Le Conseil prend connaissance.

40 votants : 39 votes positifs, 1 abstention.

Abstention : Emmanuel De Bock.

V.Z.W. Zwembad Longchamp.- Begroting 2022.

De Raad,

Overwegende dat de V.Z.W. Zwembad Longchamp, conform de overeenkomst tussen het gemeentebestuur en deze vereniging, de begroting van het dienstjaar 2022 voorlegt aan de Gemeente;

Dat het bijgevoegde document unaniem goedgekeurd werd door de Algemene Vergadering op 1 december 2022,

Beslist kennis te nemen van de begroting van de V.Z.W. Zwembad Longchamp voor het dienstjaar 2022.

De Raad neemt kennis.

40 stemmers : 39 positieve stemmen, 1 onthouding.

Onthouding : Emmanuel De Bock.

1 annexe / 1 bijlage

Budget 2022.pdf

**DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE -
DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID**

Logement - Huisvesting

20.01.2022/A/0011 **Logement.- Mise en conformité du contrat de bail type.**

Le Conseil,

Vu l'ordonnance du Gouvernement de Région de Bruxelles Capitale du 27 juillet 2017 visant la régionalisation du bail d'habitation entrée en vigueur le 1er janvier 2018;

Vu l'arrêté d'exécution du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 31 mai 2018 instaurant une annexe explicative en application de l'article 218, §5 du Code bruxellois du Logement, parue au Moniteur belge le 8 juin 2018;

Vu l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 28 octobre 2021 visant à instaurer une commission paritaire locative et à lutter contre les loyers abusifs qui est entrée en vigueur le 2 décembre 2021 et qui impose de renseigner le loyer de référence du logement mis en location dans le contrat de bail conclus en Région de Bruxelles Capitale;

Vu le contrat de bail type validé par l'Assemblée du 28 février 2019;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le contrat de bail type pour les logements de la Régie foncière afin de respecter les différents prescrits de l'ordonnance du 28 octobre 2021;

Attendu que le Service juridique a marqué son accord sur le texte revu,

Décide d'approuver le nouveau contrat de bail type pour les logements communaux affectés à la résidence principale du locataire.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Huisvesting.- Aanpassing van het modelhuurovereenkomst.

De raad,

Gelet op de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 27 juli 2017 houdende de regionalisering van de woninghuurovereenkomst, van kracht sinds 1 januari 2018;

Gelet op het uitvoeringsbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 31 mei 2018 tot invoering van een verklarende bijlage in toepassing van artikel 218 §5 van de Brusselse Huisvestingscode, verschenen in het Belgisch Staatsblad op 8 juni 2018;

Gelet op de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 oktober 2021 tot oprichting van een paritaire huurcommissie en ter bestrijding van buitensporige huurprijzen, die van kracht is sinds 2 december 2021 en die verplicht de indicatieve huurprijs van de verhuurde woning te vermelden in de huurovereenkomst gesloten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de modelhuurovereenkomst, goedgekeurd door de vergadering van 28 februari 2019;

Overwegende dat de modelhuurovereenkomst voor de woningen van de Grondregie

aangepast moet worden om te voldoen aan de verscheidene voorschriften van de ordonnantie van 28 oktober 2021;

Aangezien de Juridische dienst zijn goedkeuring heeft verleend aan de herziene tekst; Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de nieuwe modelhuurovereenkomst voor de gemeentelijke woningen die bestemd zijn als hoofdverblijf van de huurder.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

CONTRAT DE BAIL mise en conformité ordonnance loyer de référence.pdf, Moniteur du 20211122 Instauration d'une commission paritaire locative.pdf, Texte consolidé ordonnance du 20211028.pdf, Le loyer de référence doit désormais être mentionné dans les nouveaux contrats de bail - Bruxelles Logement.pdf

Régie foncière - Grondregie

20.01.2022/A/0012 Régie foncière.- Vote de douzièmes provisoires.

Le Conseil,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003, relatif à la gestion financière des régies communales, spécialement l'article 12;

Considérant qu'en attendant l'approbation du budget de la Régie foncière pour 2022, il y a lieu d'engager et de payer les dépenses obligatoires;

Considérant qu'il faudrait dès lors faire approuver par la Tutelle le vote de crédits provisoires à concurrence de deux douzièmes des allocations portées au budget ordinaire de l'exercice précédent, approuvées par la Région Bruxelles-Capitale, afin d'engager et de régler les dépenses obligatoires;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide de voter des crédits provisoires pour la Régie foncière, à concurrence de trois douzièmes des allocations portées au budget ordinaire de l'exercice précédent, approuvées par la Région Bruxelles-Capitale, afin d'engager et de régler les dépenses obligatoires au début de l'année 2022.

***M. Hayette** explique que son groupe va s'abstenir sur les 3 points concernant la Régie foncière, pour les mêmes raisons que celles qui étaient évoquées l'année dernière; il y aurait un manque flagrant d'ambition pour M. Hayette.*

Il attend de voir la semaine prochaine à quoi la Commune va consacrer son budget, ses dépenses mais il estime que 4 projets dont 1 sur un marais, il trouve cela problématique même s'il ne nie pas l'intérêt d'aller construire du logement sur un marais.

Il trouve toutefois que la Commune devrait quand même avoir un peu plus d'ambition sur les logements que ce que l'Echevin M. Biermann propose.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 37 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Bernard Hayette, Chiraz El Fassi, Cédric Didier Norré.

Grondregie.- Stemming van voorlopige twaalfden.

De Raad,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven, inzonderheid op artikel 12;

Overwegende dat in afwachting van de goedkeuring van de begroting van de Grondregie voor 2022, er is reden om verplichte uitgaven vast te leggen en te betalen;
Overwegende dat, dientengevolge, zouden voorlopige kredieten door de toezichhoudende overheid dienen goedgekeurd te worden ten belope van twee twaalfden van de toewijzingen die op de gewone begroting van het vorige dienstjaar werden ingeschreven, en die door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werden goedgekeurd, opdat de verplichte uitgaven zouden kunnen vastgelegd en betaald worden;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist de stemming van voorlopige kredieten voor de Grondregie, ten belope van drie twaalfden van de toewijzingen die op de gewone begroting van het vorige dienstjaar, die door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werden goedgekeurd, teneinde de verplichte uitgaven in het begin van 2022 te kunnen vastleggen en betalen.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 37 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Bernard Hayette, Chiraz El Fassi, Cédric Didier Norré.

20.01.2022/A/0013 **Approbation du budget de la Régie foncière pour l'exercice 2022.**

Le Conseil,

Vu que le Collège soumet au vote du Conseil communal les prévisions budgétaires de la Régie foncière pour l'exercice 2022;

Vu que la nouvelle présentation du budget imposée par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6.11.2003 se subdivise en budget d'exploitation et en budget patrimonial;

Vu le budget de la Régie foncière pour l'exercice 2022;

Vu les articles 93, 117 et 261 à 263 de la nouvelle loi communale organisant les Régies communales;

Vu les articles 1 à 13 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6.11.2003 relatifs aux budgets des Régie communales;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide :

- d'adopter le budget de la Régie foncière pour l'exercice 2022;
- de rendre non limitatives les allocations des chapitres des dépenses d'exploitation et de gestion ordinaire de la Régie;
- de soumettre la présente résolution et ses annexes aux formalités de publication et à l'approbation des autorités de tutelle.

***M. Biermann** explique que le budget de la Régie foncière prévoit une série de travaux, dans le patrimoine privé de la commune. Ces travaux permettent, principalement de développer du logement public avec la rénovation en profondeur de 2 maisons appartenant à la commune, Montagne de Saint-Job.*

M. Biermann ajoute que sont prévus le réaménagement de garages à proximité du plateau Avijl ainsi que les travaux et la mise à disposition de la maison 313 rue Vanderkindere dans le cadre d'un projet de « housing first ».

Quant au projet à proximité du marais du Broeck, M. Biermann explique que c'est un projet ancien qui a été entrepris par le service de l'environnement et qui vise à la gestion des eaux le long de la chaussée de St Job et c'est dans cet objectif que le

marais du Broeck a été acquis très récemment.

M. Biermann explique que se pose la question de savoir si, à l'alignement devant le marais du Broeck, il y a une possibilité de développer également de façon modeste quelques projets de logement publique.

M. Biermann énonce que cette étude va être menée et que l'intervention, destinée à une étape ultérieure, est consultable dans l'annexe qui concerne le plan triennal de la régie foncière.

Pour M. Biermann, la raison de la situation, dans laquelle se trouve la Commune pour le budget 2022, est simple. La situation est due au fait que le projet de gestion du marais du Broeck n'est pas un projet lié au patrimoine privé de la commune mais aux missions de service public de la Commune dans sa tentative de lutte contre les inondations. C'est la raison pour laquelle le budget communal est finalement intervenu dans l'acquisition de la parcelle du marais du Broeck.

Il est, par la suite, envisagé que la régie devienne éventuellement propriétaire de la part constructible de cette parcelle.

M. Cools *et son groupe sont déçus du budget 2022 de la régie foncière et du plan triennal 2022-2024 qui est joint à ce budget.*

M. Cools pense qu'ils illustrent une réalité, qui est que le logement et la rénovation urbaine ne seraient pas la priorité de ce Collège et de cette majorité. Il trouve le bilan réalisé sur 6 ans plus que faible.

M. Cools estime que le projet rue Vanderkindere est bon mais a été initié sous la précédente législature, la Commune ayant acquis avec les charges de l'urbanisme la maison en cause.

M. Cools explique que La Commune va faire rénover une maison dont elle est propriétaire 867 chaussée d'Alseberg, faire des rénovations de 7 maisons Montagne de Saint-Job et peut-être en construire 2 nouvelles.

M. Cools est réservé sur la rénovation des boxes de garage à Avijl.

De plus, M. Cools trouve le projet du marais mal baptisé car on parle d'une réalisation planifiée sur les 3 ans alors qu'il y voit une étude et aussi car le projet n'est pas sûr le marais à proprement dit mais sur terrain à front de voirie entre deux pignons aveugles où il est normal pour M. Cools que l'on réfléchisse à faire quelque chose.

M. Cools trouve tous ces projets extrêmement « light », tant pour le budget 2022 que pour l'ensemble du triennat à venir.

M. Cools estime que la gestion du marais est un projet d'intérêt publique, notamment pour des raisons hydrauliques et de bonne gestion de cette « éponge », qui est une des rares qui est restée le long de la vallée du Geleytsbeek. Il pense qu'il est primordial d'avoir une gestion intelligente de l'eau. Il est donc interpellé par l'acquisition au budget de 117.000 € de parcelle, en partie des berges du ruisseau.

Au sens de M. Cools, cela devait figurer au budget de la commune et pas à celui de la régie foncière même si par le passé, ce genre de projet a été mis au budget de la régie foncière.

M. Cools trouve que ce budget de la régie ne fait que gérer des propriétés comme la commune possède déjà. Il aurait aimé qu'il y ait plus d'ambition.

M. Cools explique qu'outre le budget 2022, le Collège propose en même temps le plan de la régie foncière.

M. Cools parle alors terrain communal Saint-Job/Papenkasteel en citant le plan de la Régie : « nous sommes propriétaire d'un terrain à l'angle de la chaussée de Saint-Job et de la rue Papenkasteel ». Il explique alors que cette acquisition ayant été approuvée il y a quelques mois par le Conseil à l'unanimité car, selon lui, le Collège aurait dû que la Commune allait louer l'ensemble des bâtiments de l'ancien dépôt de la poste situé rue du Roetaert/rue de Stalle.

M. Cools dit que ce terrain qui a été acquis devait réunir tous nos dépôts y compris ceux qui est situé aujourd'hui au dépôt Saint-Job.

M. Cools pensait que, dans ce cadre-là, le programme trisannuel mette en route la gestion de ce terrain et saisisse l'occasion de faire un projet de logements moyens acquisitifs.

Il estime que l'on aurait pu faire un permis de lotir et permettre à des jeunes ménages, avec une série de conditions, d'accéder aux logements moyens leurs permettant d'encore pouvoir habiter à Uccle.

M. Cools pense que c'est le vrai défi auquel la Commune est confrontée aujourd'hui. Pour lui, les jeunes ménages ne savent plus habiter à Uccle.

Il nuance son propos en disant que créer quelques logements à droite et à gauche ne va pas régler l'entièreté du problème mais que c'était un élément concret sur lequel nous avons la maîtrise.

Il pense que la Commune aurait pu aller plus loin avec la Région en acquérant des terrains rue du Bourdon ou autres qui sont des propriétés publiques pour développer un certain nombre de projets.

M. Cools expose que l'ensemble de la chaussée d'Alseberg entre la gare de Calevoet et la limite de Forest a été mise en zone de revitalisation urbaine.

M. Cools y voit une occasion manqué de réaliser des projets dans ce cadre-là. Projets qui aurait été concrétisés avec certains subsides régionaux.

Pour toutes ces raisons, M. Cools trouve ce budget très « light » pour 2022. Surtout s'il regarde le budget communal où plus de 26 millions d'euros d'investissement sont prévus.

Il voit des opportunités de projets manquées, comme celui du dépôt Papenkasteel où la Commune ne lance pas les études de faisabilité et donc, ne concrétise pas l'achat de ce terrain.

Il regrette fortement ces choix et en conséquence mon groupe Uccle en Avant votera contre ce projet budget.

M. De Bock rejoint M. Cools quant à ses doutes un certain nombre d'enjeux qui ont été listés dans la déclaration de politique communale et regrette ce manque de « volontarisme » dans le budget de la régie foncière.

M. De Bock ajoute que le groupe DéFI votera contre ce budget pour les mêmes raisons que le groupe Uccle En Avant.

M. De Bock estime que ce budget est décevant tant pour la chaussée d'Alseberg que pour la rénovation des biens dont la Commune assume la gestion. Il est déçu que cette majorité ne conçoive pas ces enjeux de manière plus volontaire.

M. Biermann a 2 éléments de réaction :

1) Tout d'abord, il tient à rappeler que la régie foncière gère le patrimoine privé de la commune et non le patrimoine qui est affecté à la réalisation de ces missions de service public.

M. Biermann estime qu'en conséquence, il faut une utilisation optimale des outils dont dispose la Commune. Il rappelle que la commune d'Uccle a soumis un projet de contrat de quartier pour la chaussée d'Alseberg et que la Région a répondu que la chaussée d'Alseberg pourrait faire éventuellement l'objet d'un contrat d'axe et non pas d'un contrat de quartier et que la Commune serait invitée à participer à un contrat d'axe, ce qui permettrait de développer des outils dans le cadre de la rénovation urbaine sur la ZRU.

2) Ensuite, M. Biermann rappelle que la Commune vient d'introduire un projet de contrat de quartier pour le quartier du Merlo. Ce projet ayant également des objectifs de cohésion sociale et de rénovation urbaine qui sont extrêmement importants. M. Bierman pense que ces outils sont beaucoup plus adaptés pour mener cette politique réalistes et utiles.

M. Biermann demande que soit également pris en compte la stratégie du Collège qui fait face à un très grand nombre de projet de développement de logements publics sur le territoire communal, sur des sites dont la Commune n'est pas le propriétaire foncier et qui sont souvent des terrains non bâtis.

La logique du Collège, lorsqu'il est sollicité par le Gouvernement bruxellois pour participer au plan d'urgence logement et au contrat logement entre la Région et les communes, est d'avoir une discussion ouverte et franche avec la Région sur l'opportunité, ou non, de construire sur des parcelles non bâties dans des quartiers qui font déjà l'objet d'une très forte concentration de logements publics et en particulier de logements sociaux.

Il semble à M. Biermann que si la Commune dispose de réserves qui pourraient être destinées à des projets de logements publics, elle devrait l'utiliser dans le cadre de cette nouvelle alliance du logement.

Ce plan d'urgence logement doit faire l'objet d'une discussion avec la Région mais M. Biermann se demande ce qu'il en sera pour le futur si la Commune développe l'entièreté de son patrimoine. Il estime qu'il ne resterait plus d'alternative ou de compensation à la stratégie régionale qui, d'après le Collège, n'est pas la bonne.

***M. Cools** est très intéressé par ce qu'a dit M. Biermann à propos de la demande d'obtention des contrats de quartier; notamment au Merlo, il demande que lui soit communiqué des copies de ces contrats.*

Ensuite, M. Cools exprime le fait que parler d'un contrat de quartier Merlo ou parler d'un contrat d'axe pour la chaussée d'Alseberg, ne changera pas le fait qu'il y ait plusieurs intervenants.

M. Cools estime que dans le cas de la chaussée d'Alseberg il y a d'autres bien aujourd'hui qui sont à l'abandon dont il y aurait un inventaire dans l'échevinat selon M. Cools.

M. Cools estime que le Collège pourrait dégager des budgets pour pouvoir faire l'acquisition de l'un ou l'autre bien dans ce cadre-là.

M. Cools dit que la commune ne se limite pas à la chaussée d'Alseberg et au quartier du Merlo mais ailleurs, il n'y a en tout cas pas de projet ou de contrat d'axe ou de contrat de quartier.

M. Cools comprend qu'il y ait une concertation avec la Région en ce qui concerne le plan logement. Il rappelle toutefois que quand on parle de logement public, on parle essentiellement de logement social et il rappelle également qu'il y a des sociétés de logements sociaux, les sociétés immobilières de service public, Binôme par exemple, il y a l'agence immobilière sociale qui peut jouer un rôle dans le domaine locatif.

M. Cools pense que les projets de logements sociaux peuvent être menés en concertation entre Commune, Région, société de logement social.

Il pense par contre que la Commune a un rôle de promotion qui n'est pas nécessairement une promotion des logements publics mais une promotion des logements moyens acquisitifs qui permettent à de jeunes ménages de pouvoir acquérir des biens, de devenir propriétaire de biens, soit en propriété pleine, soit avec des formules à étudier où l'on démembré le droit de propriété.

M. Cools cite comme exemple la commune d'Etterbeek qui a pris des initiatives dans ce domaine.

M. Cools pense que la Commune pourrait faire des baux emphytéotiques de longue durée et il exemplifie son propos avec le dépôt Papenkasteel où la Commune a la maîtrise du foncier même si ce dépôt ne fait pas partie d'un contrat de quartier.

M. Cools pense que l'on aurait pu étudier ce projet dans le cadre du plan trisannuel même si la chaussée de St Job n'est pas la chaussée d'Alseberg. Il explique que ce projet aurait permis de développer des logements dont les jeunes ménages auraient pu devenir propriétaires.

Il rappelle que le logement moyen locatif a difficile à trouver preneur parce que ceux qui ont un minimum de moyens préfèrent évidemment rembourser un emprunt que de payer un loyer.

M. Cools reproche au Collège de n'avoir aucun dossier dans ce cadre. Il espère dès lors que les constructions de la Montagne de St-Job, ne seront pas des logements locatifs mais de l'acquisitif moyen pour des jeunes ménages.

M. De Bock est déçu de la réponse de M. l'Echevin car il pense que ce budget « manque sa cible ».

M. De Bock explique que la régie foncière sert essentiellement du logement moyen, plus que du social.

Il ajoute que les logements en gestion à l'A.I.S. ne sont pas tous situés sur le territoire ucclois, il y a une grande partie qui ne sont pas situés dans la commune, et à côté d'acteur comme l'ex SUL (Société Ucquoise du Logement) qui est la société maintenant Binhôme qui gère le parc immobilier social, financé par la Région.

Il estime que parler de contrats de quartiers et de contrat d'axe n'a pas sa place dans la discussion d'un budget de régie foncière ; Il ne voit pas la plus-value dans ce débat d'avoir un contrat de quartier ou un contrat d'axe ou de ne pas en avoir par rapport à la continuité de la régie foncière.

Il pense qu'il faut faire vivre la régie foncière indépendamment des demandes régionales. M. De Bock ne pense pas que la Région sera plus généreuse avec la commune qu'elle ne l'a été hier.

Il regrette que la Commune n'ait jamais réussi à convaincre celles et ceux qui attribuent les contrats de quartier d'en donner un. Il doute que ces mêmes autorités seront plus généreuses dans l'attribution des contrats d'axe même si, pour lui, cela ne changera pas le visage de l'engagement de la Commune en faveur du logement public moyen.

M. De Bock explique qu'aujourd'hui on a environ un millier de logements sociaux sur notre commune, on a 200,250,300 logements avec le CPAS si l'on additionne les logements du CPAS géré par la régie foncière et les logements CPAS. En plus, il y a le parc de logements AIS qui n'est pas essentiellement communal.

M. De Bock explique la Commune est à 3 % d'Ucclais qui sont logés dans ces logements publics. Ce qui 2 ou 3 fois moins que dans d'autres communes, notamment Watermael-Boitsfort où 20 % des logements sont publics.

M. De Bock dit que la régie foncière ne pourra pas atteindre, seule, ces pourcentages mais qu'il croit que la Commune peut encore progresser en la matière. Quant au Keyembemt, M. De Bock explique que la SUL n'a pas reçu d'information officielle du Collège quant au refus d'un projet sur la zone.

Pour M. De Bock, les logements publics ne doivent pas toujours être construits au même endroit. Il cite la cité logement au Homborch, le Melkriek et le quartier Neerstalle, même si ce dernier reste un problème urbanistique important à ses yeux. M. De Bock répète qu'il faut « éclaté » la construction de logements sociaux communaux à côté des projets régionaux auxquels la Commune ne pourra peut-être pas s'opposer.

M. De Bock explique qu'il faut avoir une vraie stratégie du logement moyen à court terme et à long terme pour augmenter le parc de logements moyens qui est très inférieur à ce que M. De Bock espère.

Selon lui, la faute est due à la SLRB CITYDEV qui n'a jamais investi dans des projets de logements moyens dans notre commune. Il plaide pour une stratégie du logement moyen et la régie foncière est un outil réel qui montre l'intérêt de la commune pour ce logement moyen.

M. Godefroid tenait à préciser que l'A.I.S.U a principalement des logements à Uccle. Il cite le chiffre de 70 % des logements qui sont situés sur le territoire ucclais et si on prend en compte les communes limitrophes on monte à 90 %.

M. Godefroid trouve exagéré de dire qu'une grande partie des logements de l'A.I.S.U sont hors d'Uccle.

Il tient, d'autre part, à féliciter l'Echevin pour ses projets et aussi pour sa prise de parole de s'associer avec les autorités régionales pour avoir un projet cohérent. Il estime qu'Uccle a un déficit de logements sociaux et M. Godefroid est satisfait d'une approche plus volontariste en la matière, sans pour autant diminuer les espaces verts de la commune.

M. Biermann explique que ses propos, sur la stratégie communale des logements publics, ne différencieraient pas logement social, logement moyen.

M. Biermann met en avant que l'un des éléments mis en avant dans les discussions entre la Commune et ses partenaires régionaux, qu'il s'agisse de la SLRB ou d'autres, voire de Binôme, c'est la question d'une juste répartition de la proportion entre des logements moyens et des logements sociaux.

M. Biermann confirme que la stratégie au niveau de la régie est de développer aussi des possibilités en matière de logements moyens. Selon lui, c'est un élément fondamental et important.

M. Biermann cite le fond du logement comme un autre acteur régional, qui développe un petit projet, de logements moyens acquisitifs derrière la chaussée de St-Job côté Bourdon, sur un terrain anciennement pollué que le fond du logement dépollue et sur lequel ils vont construire un petit immeuble destiné à des logements moyens acquisitif.

M. Biermann explique que ce type de démarche est soutenu par le Collège et que le Collège essaye de trouver des partenaires et donc c'est un élément à encourager.

Quant à la remarque de M. De Bock sur le Keyenbempt, M. Biermann dit que l'élément fondamental est de savoir si la SLRB sollicite l'avis de la commune d'Uccle.

M. Biermann dit que la SLRB est venue il y a un an et demi faire une pré-présentation d'une pré-esquisse mais la Commune n'a jamais été sollicité depuis ni par la SLRB ni par Binôme. Toutefois, la Commune se tient prête à apporter toutes les réponses formelles souhaitées à tout intervenant mais encore faut-il que la question soit posée à la Commune.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 30 votes positifs, 7 votes négatifs, 3 abstentions.

Non : Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Odile Margaux, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Jacques Spelkens.

Abstentions : Bernard Hayette, Chiraz El Fassi, Cédric Didier Norré.

Goedkeuring van de begroting van de Grondregie voor het dienstjaar 2022.

De Raad,

Aangezien het College de begrotingsvoorzieningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2022 aan de stemming van de Gemeenteraad onderwerpt;

Aangezien het nieuwe voorstellen van de begroting opgelegd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 wordt onderverdeeld in exploitatiebegroting en patrimoniale begroting;

Gelet op de begroting van de Grondregie voor het dienstjaar 2022;

Gelet op artikels 93, 117 en 261 tot 263 van de nieuwe Gemeentewet houden organisatie van de Gemeentebedrijven;

Gelet op artikels 1 tot 13 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 6.11.2003 met betrekking tot de begrotingen van de Gemeentebedrijven;

Op voorstel van het Schepencollege,

Besluit :

- de begroting van de Grondregie voor het dienstjaar 2022 te aanvaarden;
- een onbeperkt karakter te geven aan de posten van de hoofdstukken van de exploitatieuitgaven en van gewoon beheer van de Regie;
- de huidige beslissing en haar bijlagen aan de formaliteiten van bekendmaking en goedkeuring van de voogdijoverheid te onderwerpen.

De h. Biermann legt uit dat de begroting van de Grondregie een reeks werken voorziet in *privaat eigendom van de gemeente, in hoofdzaak de ontwikkeling van openbare huisvesting met de grondige renovatie van 2 huizen van de gemeente (Berg van Sint-Job).*

De herinrichting van garages in de buurt van het Avijlplateau is gepland en werken en de terbeschikkingstelling van het huis aan de Vanderkinderestraat 313 in het kader van een "housing first"-project.

Wat het project in de buurt van het Marais du Broeck betreft, legt de h. Biermann uit dat dit een oud project is dat door de dienst Milieu is ondernomen en dat tot doel heeft het water langs de Sint-Jobsesteenweg te beheren en het is met dit doel voor ogen dat het Marais du Broeck onlangs werd aangekocht.

De h. Biermann legt uit dat de vraag rijst of er op het tracé voor het Marais du Broeck ook een mogelijkheid bestaat om op bescheiden schaal enkele projecten voor openbare huisvesting te ontwikkelen.

De h. Biermann verklaart dat deze studie zal worden uitgevoerd en dat de ingreep, die voor een later stadium is bedoeld, kan worden geraadpleegd in de bijlage betreffende het driejarenplan van de Grondregie.

Voor de h. Biermann is de reden voor de situatie waarin de gemeente zich voor de begroting 2022 bevindt, eenvoudig. Deze situatie is te wijten aan het feit dat het project voor het beheer van het Marais du Broeck geen project is dat verband houdt met het private eigendom van de gemeente, maar met de taken van openbare dienstverlening van de gemeente om overstromingen te bestrijden. Daarom werd de gemeentebegroting uiteindelijk betrokken bij de aankoop van het perceel van het Marais du Broeck.

Vervolgens is het de bedoeling dat de raad uiteindelijk eigenaar wordt van het bouwgedeelte van dit perceel.

***De h. Cools** en zijn fractie waren teleurgesteld over deze begroting 2022 en het daaraan gehechte driejarenplan 2022-2024.*

Hij is van mening dat zij een realiteit illustreren, namelijk dat huisvesting en stadsvernieuwing geen prioriteit zijn van dit college en deze meerderheid. Hij vond de balans over 6 jaar meer dan zwak.

Het project in de Vanderkinderestraat is een goed project maar het is gestart tijdens de vorige legislatuur, toen de gemeente het huis in kwestie verwierf met de stedenbouwkundige lasten.

De gemeente zal een huis dat zij bezit in de Alsebergsesteenweg 867 renoveren, 7 huizen op de Berg van Sint-Job renoveren en misschien 2 nieuwe huizen bouwen.

Hij heeft bedenkingen bij de renovatie van de garageboxen in Avijl.

Bovendien vindt de h. Cools het moerasproject een slechte naam omdat het over 3 jaar is gepland terwijl hij het als een studie ziet en ook omdat het project niet op het moeras zelf is maar op grond tegenover de weg tussen twee blinde gevels waar het voor de h. Cools normaal is om erover na te denken iets te doen.

Hij vond al deze projecten uiterst "licht", zowel voor de begroting 2022 als voor de hele volgende periode van drie jaar.

Het beheer van het moeras is een project van openbaar belang, met name om waterbouwkundige redenen en voor het goede beheer van deze "spons", die een van de weinige is die langs het dal van de Geleytsbeek is overgebleven. Hij is van mening dat een intelligent waterbeheer van essentieel belang is. Hij is dan ook bezorgd over de in de begroting opgenomen aankoop van € 117.000 aan grond, gedeeltelijk aan de oevers van de beek.

Dit had moeten worden opgenomen in de begroting van de gemeente en niet in die van de Grondregie, ook al is dit soort projecten in het verleden wel opgenomen in de begroting van de Grondregie.

Deze begroting van de regie beheert alleen eigendommen die de gemeente al bezit. Hij had graag meer ambitie gezien.

Naast de begroting voor 2022 stelt het college ook het plan van de Grondregie voor.

Over de gemeentegrond Sint-Job-Papenkasteel vermeldt het plan van de regie dat we eigenaar zijn van een stuk grond op de hoek van de Sint-Jobsesteenweg en de Papenkasteellaan. Deze aankoop was enkele maanden geleden door de raad unaniem

goedgekeurd omdat het college volgens hem had gezegd dat de gemeente de gebouwen van het voormalige postdepot in de Roetaertstraat/Stallestraat in hun geheel zou huren.

De aangekochte grond was bedoeld om al onze depots samen te brengen, met inbegrip van die welke zich nu in het depot Sint-Job bevinden.

In dit kader zet het driejarenprogramma het beheer van dit terrein op gang en grijpt het de kans om een project van middelgrote woningen te maken.

Hij is van mening dat een verkavelingsvergunning had kunnen worden verleend en dat jonge gezinnen, met een reeks voorwaarden, toegang hadden kunnen krijgen tot middelgrote woningen, waardoor zij toch in Ukkel hadden kunnen blijven wonen.

De gemeente staat vandaag voor de echte uitdaging. Volgens hem weten jonge gezinnen niet meer hoe ze in Ukkel moeten wonen.

Hij nuanceert zijn opmerkingen door te zeggen dat het creëren van een paar woningen rechts en links niet het hele probleem zal oplossen, maar dat het een concreet element was waarover wij controle hadden.

De gemeente had verder kunnen gaan met het Gewest door in de Horzelstraat of andere openbare eigendommen grond aan te kopen om een aantal projecten te ontwikkelen.

De hele Alsebergsesteenweg tussen het station Kalevoet en de grens met Vorst is opgenomen in een zone voor stadsvernieuwing.

Hij ziet dit als een gemiste kans om projecten op dit gebied uit te voeren. Projecten die met enige gewestelijke subsidies zouden zijn gerealiseerd.

Om al deze redenen vindt de h. Cools deze begroting 2022 erg "licht". Vooral als hij kijkt naar de gemeentebegroting waar meer dan 26 miljoen euro aan investeringen zijn gepland.

Hij ziet gemiste kansen voor projecten, zoals het depot Papenkasteel, waar de gemeente geen haalbaarheidsstudies laat uitvoeren en de aankoop van deze grond dus niet concretiseert.

Hij betreurt deze keuzes ten eerste en daarom zal mijn fractie Uccle en Avant tegen dit begrotingsontwerp stemmen.

De h. De Bock sluit zich aan bij de twijfels van de h. Cools over een aantal zaken die in de gemeentelijke beleidsverklaring worden opgesomd en betreurde dit gebrek aan "voluntarisme" in de begroting voor de Grondregie.

Hij voegt hieraan toe dat DéFI om dezelfde redenen als Uccle En Avant tegen deze begroting zou stemmen.

Hij is van mening dat deze begroting teleurstellend is, zowel voor de Alsebergsesteenweg als voor de renovatie van eigendommen die door de gemeente worden beheerd. Hij was teleurgesteld dat deze meerderheid deze kwesties niet op een meer pro-actieve manier heeft bekeken.

De h. Biermann heeft twee opmerkingen :

1) Allereerst wil hij erop wijzen dat de Grondregie het private eigendom van de gemeente beheert en niet het eigendom dat bestemd is voor de uitvoering van deze openbare dienstverlening.

De h. Biermann is dan ook van mening dat de instrumenten waarover de gemeente beschikt, ten volle moeten worden benut. De gemeente heeft een ontwerp van wijkcontract voor de Alsebergsesteenweg ingediend en het Gewest heeft geantwoord dat voor de Alsebergsesteenweg eventueel een ascontract zou kunnen worden gesloten en geen wijkcontract, en de gemeente zou worden uitgenodigd om deel te nemen aan een ascontract, dat de mogelijkheid zou bieden om instrumenten te ontwikkelen in het kader van stadsvernieuwing.

2) Vervolgens herinnerde hij eraan dat de gemeente onlangs een project voor een wijkcontract voor de Merlowijk heeft ingediend. Dit project heeft ook doelstellingen op het gebied van sociale cohesie en stadsvernieuwing die uiterst belangrijk zijn. De h. Bierman is van mening dat deze instrumenten veel geschikter zijn voor de uitvoering

van dit realistische en nuttige beleid.

Hij vraagt om ook rekening te houden met de strategie van het college, dat geconfronteerd wordt met een zeer groot aantal woningbouwprojecten op gemeentelijk grondgebied, op terreinen waar de gemeente niet de grondeigenaar is en die vaak onbebouwd zijn.

De logica van het college, wanneer het door de Brusselse regering wordt verzocht deel te nemen aan het noodhuisvestingsplan en het huisvestingscontract tussen het Gewest en de gemeenten, is een open en eerlijke discussie met het Gewest te voeren over de opportuniteit of niet om te bouwen op onbebouwde percelen in wijken waar reeds een zeer hoge concentratie van openbare woningen en in het bijzonder sociale woningen bestaat.

De h. Biermann is van mening dat als de gemeente reserves heeft die kunnen worden gebruikt voor openbare huisvestingsprojecten, zij deze reserves moet gebruiken in het kader van deze nieuwe woningbouwalliantie.

Dit noodhuisvestingsplan moet met het Gewest worden besproken, maar de h. Biermann vraagt zich af wat er in de toekomst zal gebeuren als de gemeente al haar troeven uitspeelt. Hij was van mening dat er geen alternatief of compensatie zou zijn voor de gewestelijke strategie, die volgens het college niet de juiste is.

De h. Cools is zeer geïnteresseerd in wat de h. Biermann had gezegd over de toepassing van wijkcontracten, met name in Merlo, en vroeg hem kopieën van deze contracten toe te zenden.

Ten tweede gaf hij aan dat praten over een wijkcontract voor Merlo of praten over een ascontract voor de Alsebergweg niets verandert aan het feit dat er verschillende belanghebbenden zijn.

Hij vindt dat er in het geval van de Alsebergweg nog andere eigendommen zijn die momenteel verlaten zijn en dat er een inventaris van deze eigendommen in de dienst van de schepen zou moeten zijn.

Het college zou budgetten kunnen vrijmaken om in dit verband een of ander onroerend goed te kunnen verwerven.

De gemeente beperkt zich niet tot de Alsebergsesteenweg en de wijk Merlo maar er is elders in ieder geval geen sprake van een ontwerp van ascontract of wijkcontract.

Hij heeft begrepen dat er overleg is met het Gewest over het huisvestingsplan. Hij herinnert de vergadering er echter aan dat wanneer wij het over openbare huisvesting hebben, wij het in wezen over sociale huisvesting hebben en hij herinnert de vergadering er ook aan dat er sociale huisvestingsmaatschappijen zijn, openbare vastgoedmaatschappijen, zoals Binôme, en het sociaal woonbureau, die een rol kunnen spelen in de huursector.

Sociale huisvestingsprojecten kunnen worden uitgevoerd in overleg tussen de gemeente, het gewest en de sociale huisvestingsmaatschappij.

Hij is echter van mening dat de gemeente een rol te spelen heeft bij het bevorderen van niet noodzakelijkerwijs openbare huisvesting, maar wel van middelgrote woningen die jonge gezinnen in staat stellen eigendom te verwerven, eigenaar te worden van onroerend goed, in volle eigendom of met nog te bestuderen formules waarbij het eigendomsrecht wordt ontmanteld.

Hij noemt als voorbeeld de gemeente Etterbeek die initiatieven op dit gebied heeft genomen.

De gemeente zou langlopende erfpachten kunnen afsluiten en hij illustreert zijn punt met het depot Papenkasteel waar de gemeente zeggenschap heeft over de grond, ook al maakt dit depot geen deel uit van een wijkcontract.

Dit project had in het kader van het drijarenplan kunnen worden bestudeerd, ook al is de Sint-Jobsesteenweg niet de Alsebergsesteenweg. Dit project zou de ontwikkeling mogelijk hebben gemaakt van woningen waarvan jonge gezinnen eigenaar zouden kunnen worden.

Hij herinnert eraan dat de gemiddelde huurwoning moeilijk kopers vindt omdat

degenen die over een minimum aan middelen beschikken uiteraard liever een lening aflossen dan een huur te betalen.

Hij verwijt dat het college in dit verband niet over dossiers beschikt. Hij hoopt dat de gebouwen op de Berg van Sint-Job geen huurwoningen zouden zijn maar eerder middelgrote koopwoningen voor jonge gezinnen.

De h. De Bock is teleurgesteld over het antwoord van de schepen omdat hij van mening was dat deze begroting "haar doel heeft gemist".

Hij legt uit dat de Grondregie hoofdzakelijk bestemd is voor middelgrote woningen, meer dan voor sociale woningen.

De door het SWU beheerde woningen liggen niet allemaal in Ukkel. Er is een groot deel dat niet in de gemeente ligt en naast actoren zoals de vroegere Ukkelse huisvestingsmaatschappij die nu Binôme is die het door het Gewest gefinancierde sociale woningbestand beheert.

Hij is van mening dat praten over wijkcontracten en ascontracten niet thuishoort in de discussie over de begroting van de Grondregie. Hij ziet in dit debat niet de meerwaarde van het wel of niet hebben van een wijkcontract of een ascontract in relatie tot de continuïteit van de Grondregie.

Hij vindt dat de Grondregie in leven moet worden gehouden, ongeacht de gewestelijke eisen. De h. De Bock denkt niet dat het Gewest genereuzer zal zijn voor de gemeente dan het gisteren was.

Hij betreurt dat de gemeente er nooit in is geslaagd degenen die de wijkcontracten gunnen ervan te overtuigen er een te geven. Hij betwijfelt of diezelfde autoriteiten genereuzer zouden zijn bij de gunning van ascontracten, ook al zou dit zijns inziens niets veranderen aan de inzet van de gemeente voor openbare middelgrote huisvesting.

De h. De Bock legt uit dat we vandaag in onze gemeente ongeveer duizend sociale woningen hebben, we hebben 200, 250, 300 eenheden bij het OCMW als we de eenheden van het OCMW die door de Grondregie worden beheerd en de OCMW-eenheden bij elkaar optellen. Daarnaast is er het SWU-woningenbestand dat niet hoofdzakelijk gemeentelijk is.

De h. De Bock legt uit dat 3 % van de inwoners van Ukkel in deze openbare huisvesting woont. Dit is 2 à 3 keer minder dan in andere gemeenten, met name Watermaal-Bosvoorde, waar 20 % van de woningen openbaar is.

De h. De Bock zegt dat de Grondregie alleen niet in staat zal zijn deze percentages te halen, maar dat hij gelooft dat de gemeente op dit gebied nog vooruitgang kan boeken. Wat Keyenbempt betreft, legt de h. De Bock uit dat het SWU geen officiële informatie van het college had ontvangen over de weigering van een project in het gebied.

Openbare huisvesting hoeft niet altijd op dezelfde plaats te worden gebouwd. Hij noemt de woonwijk in Homborch, Melkriek en de wijk Neerstalle, hoewel deze laatste volgens hem een groot stedenbouwkundig probleem blijft. De h. De Bock herhaalt dat de bouw van gemeentelijke sociale woningen moet worden "opgesplitst" naast gewestelijke projecten waartegen de gemeente zich misschien niet kan verzetten.

De h. De Bock legt uit dat een echte strategie voor huisvesting op middellange en lange termijn nodig is om het aantal middelgrote woningen, veel lager dan de h. De Bock hoopt, te vergroten.

Naar zijn mening ligt de fout bij de BGHM CITYDEV, die nooit heeft geïnvesteerd in middelgrote woningbouwprojecten in onze gemeente. Hij is voorstander van een strategie voor middelgrote woningen en de Grondregie is een echt instrument waaruit blijkt dat de gemeente belangstelling heeft voor middelgrote woningen.

De h. Godefroid wil erop wijzen dat het SWU voornamelijk woningen heeft in Ukkel.

Hij noemt het cijfer van 70% van de woningen op het grondgebied van Ukkel en als we de buurgemeenten meerekenen, stijgt dit cijfer tot 90 %.

De h. Godefroid vindt het overdreven te zeggen dat een groot deel van de huisvesting

van het SWU zich buiten Ukkel bevindt.

Hij feliciteert de schepenen met zijn projecten en met zijn besluit om de krachten te bundelen met de gewestelijke autoriteiten om tot een samenhangend project te komen. Hij is van mening dat Ukkel een tekort heeft aan sociale woningen en de h. Godefroid is tevreden met een meer pro-actieve aanpak op dit gebied, zonder de groene ruimten van de gemeente te verminderen.

De h. Biermann legt uit dat in zijn opmerkingen over de gemeentelijke openbare huisvestingsstrategie geen onderscheid werd gemaakt tussen sociale en middelgrote huisvesting.

Hij benadrukt dat een van de elementen die naar voren zijn gebracht in de besprekingen tussen de gemeente en haar gewestelijke partners, of het nu gaat om de BGHM of anderen, of zelfs Binôme, de kwestie was van een eerlijke verdeling van het aandeel tussen middelgrote en sociale woningen.

Hij bevestigt dat de strategie op het niveau van de Regie erop gericht is ook mogelijkheden voor middelgrote woningen te ontwikkelen. Naar zijn mening is dit een fundamenteel en belangrijk element.

De h. Biermann noemt het woningfonds als een andere gewestelijke speler die een klein project voor middelgrote woningen ontwikkelt achter de Sint-Jobsesteenweg aan de kant van Horzel, op een vroeger vervuild terrein dat door het woningfonds wordt gesaneerd en waarop zij een klein gebouw met middelgrote koopwoningen gaan neerzetten.

Dit soort aanpak wordt door het college gesteund en het college probeert partners te vinden, wat moet worden aangemoedigd.

Wat de opmerking van de h. De Bock over de Keyenbempt betreft, zei de h. Biermann dat het fundamentele element is of de BGHM het advies van de gemeente Ukkel inwint. De h. Biermann verklaart dat de BGHM anderhalf jaar geleden een voorpresentatie van een voorontwerp kwam maken maar dat de gemeente hierover sindsdien niets meer heeft gehoord, noch van de BGHM, noch van Binôme. De gemeente is echter bereid alle gewenste formele antwoorden te geven aan alle belanghebbenden maar de vraag moet nog steeds aan de gemeente worden gesteld.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 30 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.

Nee : Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Odile Margaux, Véronique Lederman-Bucquet, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Jacques Spelkens.

Onthoudingen : Bernard Hayette, Chiraz El Fassi, Cédric Didier Norré.

5 annexes / 5 bijlagen

Projet de budget 2022 Nl.doc, Note orientation-Plan Triennal RF 2022-2024.pdf,

Budget 2022.pdf, ANNEXE-Note orientation-programme RF 2022-2024.pdf, Projet de budget 2022 Fr.pdf

20.01.2022/A/0014 **Régie foncière d'Uccle.- Budget 2021.- Modification budgétaire n° 1.**

Le Conseil,

Vu l'Arrêté Ministériel du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs locaux n° 016-2021-053409 du 6 décembre 2021;

Considérant que l'Arrêté Ministériel n° 016-2021-053409 sous l'article 1er approuvant la modification budgétaire n°01 de l'exercice 2021 de la Régie foncière d'Uccle sous réserve des modifications ci-annexées;

Considérant que dans cette modification budgétaire la Régie foncière a ajouté arbitrairement un montant de 184.655,88 €, au budget d'exploitation en dépenses

comme en recettes et au budget patrimonial en recettes, ce qui fausse le budget et mine la transparence vis-à-vis du Collège et du Conseil communal;

Considérant que la Régie a mis un montant trop important à la dotation aux provisions pour risques et charges, déséquilibrant ainsi le budget d'exploitation;

Considérant que la modification budgétaire n° 01 de la Régie foncière d'Uccle est approuvée, sous réserve des modifications du compte budgétaire selon les instructions suivantes :

1. Correction de la dotation aux provisions pour risques et charges, donc le montant inscrit au 666-21 devra passer de 300.000 € à 184.655,88 €;

2. Suppression du montant de 184.655,88 € se trouvant en dépenses (666-90) comme en recettes (766-90) du budget d'exploitation et encore en recettes dans le budget patrimonial (766-90 Prélèvement du budget d'exploitation);

Considérant que la modification budgétaire n° 01 a été corrigé suivant les modifications demandées,

Décide :

- d'approuver la modification budgétaire n° 01 modifiée en annexe;

- de transmettre la modification budgétaire n° 01 modifiée à la tutelle;

- de reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 37 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Bernard Hayette, Chiraz El Fassi, Cédric Didier Norré.

Grondregie van Ukkel.- Begroting 2021.- Begrotingswijziging nr. 1.

De Raad,

Gelet op het ministerieel besluit van de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor de Plaatselijke Besturen nr. 016-2021-053409 van 6 december 2021;

Overwegende dat artikel 1 van het ministerieel besluit nr. 016-2021-053409 begrotingswijziging nr. 1 van het dienstjaar 2021 van de Grondregie van Ukkel goedkeurt onder voorbehoud van de bijgevoegde wijzigingen;

Overwegende dat de Grondregie in deze begrotingswijziging eigenmachtig een bedrag van € 184.655,88 toegevoegd heeft aan de exploitatiebegroting in uitgaven en in ontvangsten en aan de erfgoedbegroting in uitgaven, wat de begroting vervormt en de transparantie ten aanzien van het college en de gemeenteraad ondermijnt;

Overwegende dat de Regie een te groot bedrag bepaald heeft voor de toelage voor voorzieningen voor risico's en kosten, waardoor de exploitatiebegroting uit evenwicht gebracht werd;

Overwegende dat begrotingswijziging nr. 1 van de Grondregie van Ukkel goedgekeurd wordt onder voorbehoud van de wijzigingen van de begrotingsrekening volgens de volgende instructies:

1. Correctie van de toelage voor voorzieningen voor risico's en kosten, het bedrag ingeschreven op 666-21 moet dus dalen van € 300.000,00 naar € 184.655,88;

2. Schraping van het bedrag van € 184.655,88 in uitgaven (666-90) en in ontvangsten (766-90) in de exploitatiebegroting en in ontvangsten in de erfgoedbegroting (766-90 Afhouding van de exploitatiebegroting);

Overwegende dat begrotingswijziging nr. 1 gecorrigeerd werd volgens de gevraagde wijzigingen,

Beslist :

- de gewijzigde begrotingswijziging nr. 1 in de bijlage goed te keuren;

- de gewijzigde begrotingswijziging nr. 1 over te maken aan de Voogdij;
- deze beraadslaging te hernemen op de lijst van de beraadslagingen die overgemaakt moet worden aan de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 37 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Bernard Hayette, Chiraz El Fassi, Cédric Didier Norré.

4 annexes / 4 bijlagen

Modif budgetaire 2021 - Budget patrimonial.pdf, Arrêté Ministériel.pdf, Lettre de Bruxelles Pouvoirs locaux.pdf, Modif budgetaire 2021 -Budget d'exploitation.pdf

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

20.01.2022/A/0015 **Propriétés communales.- Centre administratif de la Commune d'Uccle, rue de Stalle, 77.- Espace « Coffee Corner ».- Approbation de la convention.**

Le Conseil,

Vu la décision du Conseil communal du 9 septembre 2021 approuvant l'organisation d'un nouvel appel d'offres, avec mise en concurrence des candidats, en vue d'attribuer une concession de services pour l'exploitation de l'espace « Coffee Corner » situé au rez de chaussée de la tour B du nouveau Centre administratif communal, rue de Stalle, 77 ainsi que les conditions de la concession de services, contenues dans le cahier spécial des charges et ses annexes;

Considérant que l'appel d'offres a été lancé le 14 septembre 2021;

Considérant que la Commune a réceptionné trois offres endéans le délai requis, à savoir : L'offre de la SPRL « les papilles hot », l'offre de la SRL « les filles - plaisirs culinaires » et l'offre « projet So Good » de M. Christophe Humbert;

Considérant qu'une dégustation s'est tenue le 16 novembre 2021;

Qu'il est ressorti de cette dégustation que l'ensemble des produits proposés étaient qualitatifs et qu'aucun élément rédhibitoire n'a été soulevé par les goûteurs;

Que lors de la dégustation, six goûteurs ont évalué trois critères : le volume des portions, le goût et l'esthétique;

Considérant qu'au regard des différents éléments analysés par le Collège celui-ci a décidé en date du 16 décembre 2021 d'attribuer la présente concession de services au candidat-concessionnaire ayant remis l'offre répondant le mieux aux critères énoncés dans le cahier spécial des charges, à savoir la SPRL « Les Papilles Hot »;

Considérant que le Service juridique a préparé une convention,

Décide d'approuver la convention et d'organiser la signature avec la SPRL « Les Papilles Hot » représentée par son administrateur Monsieur Michel VERLINDEN.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Gemeente-eigendommen.- Administratief centrum van de Gemeente Ukkel, Stallestraat 77.- Ruimte "Coffee Corner".- Goedkeuring van de overeenkomst.

De Raad,

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 9 september 2021 tot goedkeuring van de organisatie van een nieuwe offerteaanvraag met inmededingingstelling van de

kandidaten om een concessie voor diensten te gunnen voor de uitbating van de ruimte "Coffee Corner", gelegen op de gelijkvloerse verdieping van toren B van het nieuw gemeentelijk administratief centrum in de Stallestraat 77, alsook van de voorwaarden van de concessie voor diensten, vervat in het bestek en de bijlagen ervan;
Overwegende dat de offerteaanvraag gelanceerd werd op 14 september 2021;
Overwegende dat de gemeente drie offertes ontvangen heeft binnen de vereiste termijn, meer bepaald: de offerte van de bvba "les papilles hot", de offerte van de bv "les filles - plaisirs culinaires" en de offerte "projet So Good" van dhr. Christophe Humbert;
Overwegende dat er een degustatie plaatsgevonden heeft op 16 november 2021;
Dat uit deze degustatie blijkt dat alle voorgestelde producten kwalitatief waren en dat er geen enkel onoverkomelijk element aangehaald werd door de proevers;
Dat tijdens de degustatie zes proevers drie criteria beoordeeld hebben: het volume van de porties, de smaak en de esthetiek;
Overwegende dat ten aanzien van de verschillende elementen die door het college geanalyseerd werden het college op 16 december 2021 beslist heeft om de onderhavige concessie voor diensten te gunnen aan de kandidaat-inschrijver die de offerte ingediend heeft die het beste beantwoordt aan de criteria uit het bestek, hetzij de bvba "Les Papilles Hot";
Overwegende dat de Juridische dienst een overeenkomst voorbereid heeft,
Beslist de overeenkomst goed te keuren en de ondertekening met de bvba "Les Papilles Hot", vertegenwoordigd door haar bestuurder de heer Michel VERLINDEN, te organiseren.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
2021 09 09 Délib CC-concession sv.-RECOMM.PROCED.-princ.&cond.-FR.pdf,
Conv.concession service-05 01 2022.pdf

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Service vert - Groendienst

20.01.2022/A/0016 **Convention d'engagement pour les projets pilotes de tri et propreté publique on-the-go et out-of-home entre la commune d'Uccle et Bruxelles Environnement, Bruxelles-Propreté et Fost Plus en Région de Bruxelles-Capitale - 2021 et 2022.- Approbation de la convention modifiée.**

Le Conseil,

Vu qu'en date du 28 octobre, l'Assemblée a approuvé le partenariat avec Fost Plus pour le Parc Brugmann et le jardin du Chat ainsi que la convention de partenariat entre les différents partenaires et la Commune d'Uccle;

Vu que la convention a été adaptée en ce qui concerne les points suivants :

- - parties membres : Fost Plus représenté par Steven Boussemaere et non plus Patrick Laevers ; Région Bruxelles-Capitale (+coordonnées Alain Maron) et non plus BE et BP;
- - rajout de Corentin Tassigon dans les personnes de contact;

- - financé par Fost Plus et non plus Fost Plus, Coméos et Févia;
- - remplacement « membres de l'accord » par « chefs de projets de l'accord »;
- - suppression de la définition membres de l'accord;
- - rajout de la définition de touch point;
- - mise en place d'article pour découper les différentes parties de la convention;
- - suppression des précisions sur la période d'observation et d'une période fixe d'observation;
- - suppression de « l'engagement est dissous de plein droit dès que les membres de l'accord PPCV ne sont plus reconnus comme organisme agéé, sans préjudice des actes et situations créés antérieurement à la suspension ou au retrait de cet agrément. » ;
- - rajout des budgets par projet;
- - rajout « remplacement » dans Maintenance, réparation et remplacement des îlots de tri par les communes, article 17 et dans responsabilités communes article 33;
- - suppression : engagement optionnel mais recommandé : proposer des dispositifs de tri en fonction du lieu et des besoins;
- - trois exemplaires et non plus quatre;
- - signataires : La commune, la Région, Alain Maron et Fost Plus, Steven Boussemaere,

Décide d'approuver la convention modifiée de partenariat entre les différents partenaires et la Commune d'Uccle.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Overeenkomst voor de pilootprojecten rond sorteren en openbare reinheid on-the-go en out-of-home tussen de gemeente Ukkel en Leefmilieu Brussel, Net Brussel en Fost Plus in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - 2021 en 2022.- Goedkeuring van de gewijzigde overeenkomst.

De Raad,

Aangezien de vergadering op 28 oktober de samenwerking met Fost Plus voor het Brugmannpark en de Kattuin en de partnerschapsovereenkomst tussen de verschillende partners en de gemeente Ukkel goedgekeurd heeft;

Aangezien de overeenkomst aangepast werd wat betreft de volgende punten :

- Partijen: Fost Plus vertegenwoordigd door Steven Boussemaere en niet langer door Patrick Laevers; Brussels Hoofdstedelijk Gewest (+ gegevens Alain Maron) en niet langer LB en NB;
- Toevoeging van Corentin Tassigon in de contactpersonen;
- Gefinancierd door Fost Plus en niet langer Fost Plus, Comeos en Fevia;
- Vervanging van "leden van het akkoord" door "projectleiders van het akkoord";
- Schraping van de definitie van leden van het akkoord;
- Toevoeging van de definitie van touch point;
- Invoering van artikels om de verschillende delen van de overeenkomst van

elkaar te scheiden;

- Schraping van de verduidelijkingen over de observatieperiode en van een vaste observatieperiode;
- Schraping van "de verbintenis wordt van rechtswege ontbonden zodra de leden van het ONL-akkoord niet meer erkend zijn als erkende instelling, onverminderd de handelingen en situaties die tot stand kwamen voor de opschorting of de intrekking van deze erkenning";
- Toevoeging van de budgetten per project;
- Toevoeging van "vervanging" in Onderhoud, herstelling en vervanging van de sorteereilanden door de gemeentes, artikel 17 en in de gemeenschappelijke verantwoordelijkheden, artikel 33;
- Schraping: verbintenis optioneel maar aanbevolen: sorteervoorzieningen voorstellen op basis van de locatie en de behoeften;
- Drie exemplaren en niet langer vier;
- Ondertekenaars: de gemeente, het gewest, Alain Maron, en Fost Plus, Steven Boussemaere,

Beslist de gewijzigde partnerschapsovereenkomst tussen de verschillende partners en de gemeente Ukkel goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Fost Plus FR - Nouvelle version.docx, Fost Plus NL - Nouvelle version.docx

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Culture - Cultuur

20.01.2022/A/0017 **Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Accord-cadre pour l'achat de livres et de media 2020-2024 et convention avec le VGC.**

Le Conseil,

Attendu que la Vlaamse Gemeenschapscommissie joue un rôle de soutien auprès des bibliothèques néerlandophones de la Région de Bruxelles-Capitale;

Attendu qu'en vue de renforcer ce soutien, la Vlaamse Gemeenschapscommissie a établi un accord-cadre, à savoir un marché public de fourniture portant sur l'achat des collections de livres et médias pour les bibliothèques publiques bruxelloises néerlandophones;

Attendu que les communes dont dépendent ces bibliothèques sont invitées, si elles le souhaitent, à faire usage de cet accord-cadre en signant une convention avec la VGC;

Que la convention ainsi que les annexes se trouvent en pièces jointes à ce rapport;

Attendu que la Centrale des marchés de la Commune a été consultée par rapport à cette proposition et aux conditions et l'a évaluée positivement;

Attendu qu'il existe déjà un marché pour l'achat de livres dans la bibliothèque néerlandophone d'Uccle mais que ce marché comporte une clause de non-exclusivité;

Que les Bibliothécaires pourront commander leurs livres et média soit via le marché

de la VGC, soit via la marché de la Commune en fonction des conditions proposées les plus avantageuses ou de la disponibilité des ouvrages demandés;
Attendu que le marché existant a été automatiquement renouvelé le 30 novembre pour une durée de 4 ans;
Que l'accord-cadre de la VGC est valable jusqu'au 15 octobre 2025,
Décide de marquer son accord sur la convention avec la VGC pour l'utilisation de l'accord-cadre pour la commande de livres et de medias pour la Bibliothèque néerlandophone.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Raamovereenkomst voor het aankopen van bibliotheekcollecties 2020-2024 en overeenkomst met de VGC.

De Raad,
Aangezien de Vlaamse Gemeenschapscommissie een ondersteunende rol speelt voor de Nederlandstalige bibliotheken in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Aangezien de Vlaamse Gemeenschapscommissie, om deze steun te versterken, een raamovereenkomst heeft opgesteld, d.w.z. een overheidsopdracht voor de aankoop van boeken- en mediacollecties voor de Nederlandstalige Brusselse openbare bibliotheken;
Aangezien de gemeenten waartoe deze bibliotheken behoren worden uitgenodigd om desgewenst van deze raamovereenkomst gebruik te maken door een overeenkomst met de VGC te ondertekenen;
Aangezien de overeenkomst en de bijlagen aan dit verslag zijn toegevoegd;
Aangezien de Opdrachtcentrale werd geraadpleegd over dit voorstel en de voorwaarden en het voorstel positief heeft beoordeeld;
Aangezien er reeds een opdracht bestaat voor de aankoop van boeken in de Nederlandstalige bibliotheek van Ukkel maar deze overheidsopdracht een niet-exclusiviteitsclausule bevat; Aangezien de bibliothecarissen hun boeken en media kunnen bestellen via de opdracht van de VGC of via de opdracht van de gemeente, naargelang de voordeligste voorwaarden die worden aangeboden of de beschikbaarheid van de gevraagde werken;
Aangezien de bestaande opdracht van de gemeente op 30 november automatisch is verlengd voor een periode van 4 jaar;
Aangezien de raamovereenkomst van de VGC geldig is tot en met 15 oktober 2025,
Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst met de VGC voor het gebruik van de raamovereenkomst voor de bestelling van boeken en media voor de Nederlandstalige bibliotheek.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
bijlage raamovereenkomst aankoop collectie 2020-2024.pdf, raamovereenkomst aankoop collectie 2020-2024.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Solidarité internationale - Internationale solidariteit

Partenariat Uccle-Kintambo.- Répartition des montants dus aux partenaires entre ordinaire et extraordinaire.- Application de l'article 249, § 1 de la nouvelle loi communale.

Le Conseil,

Considérant qu'en sa séance du 21 décembre 2021, le Collège a marqué son accord sur le paiement des acomptes et sur l'engagement des soldes prévisionnels à destination des partenaires désignés pour effectuer des prestations dans le cadre du Programme de Coopération Internationale Communale pour le partenariat entre Uccle et Kintambo;

Qu'à cet égard, il y a lieu de répartir les montants concernés à l'ordinaire et à l'extraordinaire encore en 2021;

Qu'il n'y a plus de possibilité d'introduire une modification budgétaire qui permette cette répartition avant fin 2021;

Que les acomptes à verser aux partenaires doivent l'être sans délai afin que les travaux débutent encore en 2021 pour ne pas perdre les crédits disponibles;

Que M. le Receveur communal répartira les montants en créant l'article à l'extraordinaire afin de respecter l'accord donné par la Tutelle et paiera les acomptes relatifs aux dépenses extraordinaires;

Que les montants des acomptes à l'extraordinaire se répartissent comme suit : ISC sarl – 8883,74 dollars américains et EMF – 4637,09 dollars américains (soit environ 11966 euros, en fonction du cours du dollar américain), les mêmes montants sont concernés pour les soldes à provisionner;

Qu'il y a lieu d'engager également la somme de 4.500 € mentionnée dans le rapport au Collège 41607 de 2021, sur le même article budgétaire à l'extraordinaire;

Que M. le Receveur communal régularisera la procédure via la modification budgétaire 99 de clôture de l'année 2021;

Considérant que les dépenses seront couvertes par un subside à 100 % de Brulocalis dans le cadre du Programme de coopération Internationale Communale;

Considérant que l'urgence a été invoquée via l'article 249, § 1 de la nouvelle loi communale,

Décide de prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 21 décembre 2021 ci-annexée et d'admettre les dépenses s'y rapportant.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Partnerschap Ukkel-Kintambo.- Spreiding van de bedragen verschuldigd aan de partners tussen gewone en buitengewone begroting.- Toepassing van artikel 249, § 1 van de nieuwe gemeentewet.

De Raad,

Overwegende dat het college in zitting van 21 december 2021 zijn goedkeuring verleend heeft aan de betaling van de voorschotten en de vastlegging van de geraamde saldo's voor de partners die aangesteld werden om prestaties te verrichten in het kader van het programma Gemeentelijke Internationale Samenwerking voor het partnerschap tussen Ukkel en Kintambo;

Dat ten aanzien hiervan de betrokken bedragen nog in 2021 verdeeld moeten worden over de gewone en buitengewone begroting;

Dat er geen mogelijkheid meer is om een begrotingswijziging in te dienen die deze spreiding voor eind 2021 mogelijk maakt;

Dat de voorschotten onverwijld aan de partners betaald moeten worden zodat de werken nog in 2021 aanvangen om de beschikbare kredieten niet te verliezen;

Dat de gemeenteontvanger de bedragen zal spreiden door het artikel op de buitengewone begroting aan te maken om het akkoord van de Voogdij in acht te nemen en de voorschotten met betrekking tot de buitengewone uitgaven zal betalen;
Dat de bedragen van de voorschotten op de buitengewone begroting als volgt verdeeld worden: ISC sarl – 8.883,74 Amerikaanse dollar en EMF – 4.637,09 Amerikaanse dollar (hetzij ongeveer € 11.966, naargelang de koers van de Amerikaanse dollar), dezelfde bedragen zijn betrokken voor de te crediteren saldo's;
Dat de som van € 4.500 vermeld in verslag aan het college 41607 van 2021 eveneens vastgelegd moet worden op hetzelfde begrotingsartikel van de buitengewone begroting;
Dat de gemeenteontvanger de procedure zal regulariseren via begrotingswijziging 99 bij de afsluiting van het jaar 2021;
Overwegende dat de uitgaven ten belope van 100 % gedekt zullen worden door een subsidie van Brulocalis in het kader van het programma Gemeentelijke Internationale Samenwerking;
Overwegende dat de hoogdringendheid ingeroepen werd via artikel 249, § 1 van de nieuwe gemeentewet,
Beslist kennis te nemen van de bijgevoegde beslissing van het College van Burgemeester en schepenen van 21 december 2021 en de desbetreffende uitgaven toe te staan.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Rapport+de+mission+062021+final.pdf.pdf, Accord Tutelle sur marche à suivre.pdf, Kintambo - Collège du 21 décembre 2021.pdf

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Taxes - Belastingen

20.01.2022/A/0019 **Ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale.- Avenant au contrat du 30 novembre 2016 visant à promouvoir le développement économique local et régional.- Année 2022.**

Le Conseil,

Vu que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé en date du 9 décembre 2021 de prolonger pour l'année 2022 la convention qui lie la commune à la Région, et ce sur base des conditions actuelles et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu que cette ordonnance vise :

- à créer, par la voie de conclusion de contrats avec les communes, un climat propice au développement de l'activité économique en Région bruxelloise via l'octroi d'une subvention aux communes destinée à compenser la suppression par celles-ci d'une série de taxes déterminées par le Gouvernement, ainsi que le faible rendement de la fiscalité locale;
- à encadrer toute nouvelle taxe ou l'augmentation de toute taxe existante en fonction de son impact sur le développement économique local;

Vu que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale propose à la signature de la commune un avenant qui vise à repréciser les droits et obligations des parties pour l'année 2022 dans le cadre du contrat du 30 novembre 2016 visant à promouvoir le développement économique local et régional;

Vu que par cet avenant, l'article 3 4° du contrat est remplacé par le texte suivant :
« s'engage à ne pas percevoir de taxe locale sur les établissements d'hébergements touristiques mais à prévoir des centimes additionnels communaux pour les années 2017, 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022 qui s'élèvent à 4384 centimes sur la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristiques dénommée « City Tax » dont la Région de Bruxelles-Capitale assure le service. Sont exclus de ce dispositif les logements meublés occupés par une personne qui y séjourne plus de 90 jours ainsi que les kots « étudiants »;

Vu que par cet avenant, l'article 5 est complété par les alinéas suivants :

« En 2022 :

- un montant total de 221.509 euros en compensation de la suppression des taxes « informatique et force motrice »
- un montant total de 296.279 euros en compensation du faible rendement de la fiscalité locale
- un montant total de 349.775 euros en compensation de la suppression du précompte immobilier relatif au matériel et outillage.

Décide d'approuver l'avenant au contrat du 30 novembre 2016 visant à promouvoir le développement économique local et régional, joint en annexe.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.- Bijvoegsel bij de overeenkomst van 30 november 2016 om de lokale en gewestelijke economische ontwikkeling te bevorderen.- Jaar 2022.

De Raad,

Aangezien de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 9 december 2021 beslist heeft de overeenkomst tussen de gemeente en het gewest voor het jaar 2022 te verlengen, op basis van de huidige voorwaarden en overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien deze ordonnantie beoogt :

- door het sluiten van contracten met de gemeenten een bevorderlijk klimaat te scheppen voor de ontwikkeling van de economische activiteit in het Brussels Gewest via de toekenning van een subsidie aan de gemeenten om het schrappen van een reeks belastingen bepaald door de regering, alsook het lage rendement van de lokale fiscaliteit te compenseren;

- elke nieuwe belasting of de verhoging van elke bestaande belasting te kaderen naargelang de impact ervan op de lokale economische ontwikkeling;

Aangezien de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een bijvoegsel ter ondertekening van de gemeente voorlegt, dat ertoe strekt de rechten en plichten van de partijen voor het jaar 2022 te herbepalen in het kader van de overeenkomst van 30 november 2016 om de lokale en gewestelijke economische ontwikkeling te bevorderen;

Aangezien door dit bijvoegsel artikel 3, 4° van de overeenkomst vervangen wordt door de volgende tekst: "verbindt zich ertoe geen lokale belasting te heffen op

toeristische logies maar te voorzien in gemeentelijke opcentiemen voor de jaren 2017, 2018, 2019, 2020, 2021 en 2022 ten belope van 4384 centimen op de gewestbelasting op toeristische logies, "City Tax" genaamd, waarvan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de dienst verzekert. Uitgesloten van deze voorziening zijn gemeubelde woningen die bewoond worden door een persoon die hier meer dan 90 dagen verblijft, alsook "studentenkoten";

Aangezien door dit bijvoegsel artikel 5 wordt aangevuld met de volgende leden :
"in 2022 :

- een totaal bedrag van 221.509 euro als compensatie voor de afschaffing van de belastingen op "informatica en drijfkracht"
- een totaal bedrag van 296.279 euro als compensatie voor het lage rendement van de plaatselijke fiscaliteit
- een totaal bedrag van 349.775 euro als compensatie voor de afschaffing van de onroerende voorheffing voor materieel en outillage.

Beslist het bijvoegsel in de bijlage bij de overeenkomst van 30 november 2016 om de lokale en gewestelijke economische ontwikkeling te bevorderen, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Avenant au contrat visant à promouvoir développement économique 2022.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Commerce - Handel

20.01.2022/A/0020 **COVID-19.- Horaires d'ouverture des magasins de nuit.- Prolongation de la dérogation aux heures de fermeture.**

Le Conseil,

Considérant que la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services prévoit que les magasins de nuit (à savoir « *toute unité d'établissement dont la surface commerciale nette ne dépasse pas 150 m², qui n'exerce aucune autre activité que la vente de produits d'alimentation générale et d'articles ménagers et qui affiche de manière permanente et apparente la mention Magasin de nuit* ») doivent fermés de 7h à 18h sauf si un règlement communal fixe d'autres heures de fermeture;

Considérant que le règlement communal du 27 mai 2010 relatif aux magasins de nuit et aux bureaux privés pour les télécommunications ne prévoit pas d'autres heures de fermeture, en ce qui concerne les magasins de nuit, que celles précitées (7h à 18h);

Considérant que l'arrêté du ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 tel que modifié par l'Arrêté royal du 30 décembre 2021 dispose que : « *les magasins peuvent rester ouverts aux jours et heures habituels, sauf disposition contraire. Les magasins de nuit peuvent rester ouverts à partir de leur heure d'ouverture habituelle jusqu'à 23 heures* »;

Que les mesures prescrites par cet arrêté sont d'application jusqu'au 15 janvier 2022 inclus ;

Considérant que pour rappel plusieurs exploitants de magasins de nuit ont pris contact avec l'administration communale pour obtenir une dérogation à leur horaire de fermeture vu qu'en l'espèce, ils ne peuvent ouvrir que de 18h à 23h;

Considérant que les mesures adoptées ont un impact certain sur le chiffre d'affaires des magasins de nuit puisque les horaires d'ouverture ont été considérablement réduits;

Considérant qu'en vertu de l'article 6 de la loi du 10 novembre 2006 susmentionnée, le Collège peut, à la demande d'un ou plusieurs commerçants, accorder, pour des circonstances particulières et passagères ou à l'occasion des foires et marchés, des dérogations aux horaires de fermeture;

Que toutefois ces dérogations ne peuvent porter sur plus de 15 jours par an;

Qu'étant donné que la crise sanitaire due à la propagation du coronavirus Covid-19 est une circonstance particulière et passagère qui justifie des dérogations à l'obligation de fermeture, le Collège a décidé, lors de sa séance du 30 novembre 2021, d'octroyer, dans le respect du dispositif de l'article 6 de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, une dérogation aux horaires de fermeture des 6 magasins de nuits suivants dans la mesure où ils ont pu ouvrir à partir de 12h en lieu et place de 18h à partir du 1er décembre 2021 et ce, pour une durée de 15 jours :

- AMBALA SPRL Avenue Brugmann, 238;
- BAHIA TROPICA SPRL Chaussée d'Alseberg, 404;
- BRIGHT NIGHT SPRL Avenue Brugmann, 619;
- K.A. SONS SPRL Chaussée d'Alseberg, 539;
- PHAGWARA SPRL Rue de Stalle, 169;
- AGAM GURU SPRL Chaussée de Saint-Job, 701;

Que conformément au règlement communal, ces 6 magasins de nuit disposent d'une autorisation communale d'exploitation;

Considérant qu'étant donné que les mesures fédérales susmentionnées sont d'application jusqu'au 15 janvier 2022 inclus et que la dérogation accordée par le Collège n'était d'application que pour une durée de 15 jours à dater du 1er décembre 2021, il a été décidé de déroger provisoirement aux heures de fermeture prévues dans le règlement communal du 27 mai 2010 relatif aux magasins de nuit et aux bureaux privés pour les télécommunications;

Qu'en effet, la loi du 10 novembre 2006 prévoit qu'un règlement communal peut imposer d'autres heures de fermeture que celles qu'elle prévoit à savoir de 7h à 18h;

Qu'à cet égard, en séance du 16 décembre 2021, le Conseil communal a décidé de déroger provisoirement aux heures de fermeture reprises dans le règlement communal au vu des circonstances particulières actuelles dues à la crise sanitaire et aux différentes législations adoptées pour enrayer la propagation de la pandémie en permettant aux 6 magasins de nuit précités d'ouvrir à partir de 12h et ce, jusqu'au 27 janvier 2022 inclus;

Considérant qu'en l'état actuel de la crise sanitaire, il apparaît de toute évidence que les mesures gouvernementales précitées seront prolongées au-delà du 15 janvier 2022; Qu'il convient de prolonger la dérogation accordée provisoirement aux 6 magasins de nuits précités afin de leur permettre d'ouvrir à partir de 12h00 et ce, jusqu'au 24 février 2022 inclus;

Considérant que si dans l'intervalle, les mesures gouvernementales précitées imposant aux magasins de nuit de fermer plus tôt venaient à être supprimées, la présente dérogation deviendrait automatiquement caduque et ne serait dès lors plus valable;

Qu'en tout état de cause, en ce qui concerne l'heure de fermeture nocturne, les exploitants des magasins de nuit doivent continuer à se conformer aux différentes législations adoptées dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19 et ce, tant qu'elles sont d'application,
Décide de confirmer la prolongation de la dérogation aux horaires de fermeture des 6 magasins de nuits suivants dans la mesure où ils peuvent ouvrir à partir de 12h en lieu et place de 18h jusqu'au 24 février 2022 inclus :

- AMBALA SPRL Avenue Brugmann, 238;
- BAHIA TROPICA SPRL Chaussée d'Alseberg, 404;
- BRIGHT NIGHT SPRL Avenue Brugmann, 619;
- K.A. SONS SPRL Chaussée d'Alseberg, 539;
- PHAGWARA SPRL Rue de Stalle, 169;
- AGAM GURU SPRL Chaussée de Saint-Job, 701.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

COVID-19.- Openingsuren van nachtwinkels.- Verlenging van de afwijking op de openingsuren.

De Raad,

Overwegende dat de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening bepaalt dat nachtwinkels (meer bepaald "*iedere vestigingseenheid waarvan de netto verkoopoppervlakte niet groter dan 150 m² is, die geen andere activiteiten uitoefent dan de verkoop van algemene voedingswaren en huishoudelijke artikelen en die op duidelijke en permanente manier de vermelding "Nachtwinkel " draagt"*) moeten sluiten van 7 tot 18 uur behalve als een gemeentelijk reglement andere sluitingsuren bepaalt;

Overwegende dat het gemeentelijke belastingreglement van 27 mei 2010 op ondernemingen die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking van het publiek stellen en op nachtwinkels geen andere sluitingsuren voorziet, voor wat betreft de nachtwinkels, zoals hierboven vermeld (7 tot 18 u);

Overwegende dat het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken zoals gewijzigd door het ministerieel besluit van 30 december 2021 in artikel 10 het volgende bepaalt: "*Winkels mogen open blijven volgens de gebruikelijke dagen en uren, behoudens andersluidende bepalingen. Nachtwinkels mogen geopend blijven vanaf het gebruikelijke openingsuur tot 23.00 uur.*";

Dat de maatregelen van dit besluit van toepassing zijn t.e.m. 15 januari 2022;

Overwegende dat verschillende uitbaters van nachtwinkels het gemeentebestuur gecontacteerd hadden om een afwijking op hun sluitingsuren te bekomen omdat zij in dit geval slechts kunnen openen van 18 tot 23.00 uur;

Overwegende dat de goedgekeurde maatregelen een zekere impact hebben op het omzetcijfer van nachtwinkels omdat de openingsuren aanzienlijk beperkt werden;

Overwegende dat het college krachtens artikel 6 van de bovenvermelde wet van 10 november 2006 op verzoek van één of meerdere handelszaken afwijkingen op de sluitingsuren kan toekennen voor bijzondere en voorbijgaande omstandigheden of ter gelegenheid van beurzen en markten;

Overwegende dat deze afwijkingen niet op meer dan 15 dagen per jaar van toepassing mogen zijn;

Overwegende dat de gezondheidscrisis door de verspreiding van het coronavirus Covid-19 een bijzondere en voorbijgaande omstandigheid is die afwijkingen op het

verplichte sluitingsuur rechtvaardigt en het college daarom in zitting van 30 november 2021 beslist heeft om in naleving van de bepaling van artikel 6 van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening een afwijking op de openingsuren toe te staan van de volgende 6 nachtwinkels waarbij zij kunnen openen vanaf 12 uur i.p.v. 18 uur vanaf 1 december 2021 en dit voor een duur van 15 dagen :

- AMBALA SPRL Brugmannlaan 238;
- BAHIA TROPICA SPRL Alsebergsesteenweg 404;
- BRIGHT NIGHT SPRL Brugmannlaan 619;
- K.A. SONS SPRL Alsebergsesteenweg 539;
- PHAGWARA SPRL Stallestraat 169;
- AGAM GURU SPRL Sint-Jobsesteenweg 701;

Overwegende dat deze 6 nachtwinkels beschikken over een gemeentelijke uitbatingstoelating krachtens het gemeentelijke reglement;

Overwegende, aangezien de bovenvermelde federale maatregelen van toepassing zijn t.e.m. 15 januari 2022 en de door het college toegestane afwijking slechts van toepassing was voor een duur van 15 dagen vanaf 1 december 2021, dat er werd beslist om tijdelijk af te wijken van de openingsuren, voorzien in het gemeentelijke reglement van 27 mei 2010 op ondernemingen die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking van het publiek stellen en op nachtwinkels;

Overwegende dat de wet van 10 november 2006 bepaalt dat een gemeentereglement andere sluitingsuren kan opleggen dan de in de wet voorziene uren, namelijk van 7 tot 18 uur;

Overwegende dat de gemeenteraad hiervoor in zitting van 16 december 2021 heeft beslist tijdelijk af te wijken van deze sluitingsuren voorzien in het gemeentereglement gelet op de huidige bijzondere omstandigheden te wijten aan de gezondheidscrisis en van de verschillende wetten, goedgekeurd om de verspreiding van de pandemie in te perken, waarbij de voormelde 6 nachtwinkels mogen openen vanaf 12 uur en dit t.e.m. 27 januari 2022;

Overwegende, gelet op de huidige toestand van de gezondheidscrisis, dat het vanzelfsprekend lijkt dat de voormelde regeringsmaatregelen verlengd zullen worden tot na 15 januari 2022;

Overwegende dat het daarom gepast is om de tijdelijke afwijking voor de voormelde 6 nachtwinkels te verlengen zodat ze kunnen openen vanaf 12.00 uur en dit tot 24 februari 2022;

Overwegende, indien de voormelde regeringsmaatregelen die nachtwinkels verplichten vroeger te sluiten in tussentijd geschrapt zouden worden, dat deze afwijking automatisch zou vervallen en aldus niet meer geldig zal zijn;

Overwegende dat de uitbaters van nachtwinkels in ieder geval, inzake het nachtelijke sluitingsuur, zich moeten blijven schikken naar de verschillende wetten, goedgekeurd in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus Covid-19 en dit zolang deze van toepassing zijn,

Beslist de verlenging te bevestigen van de afwijking op de openingsuren toe te staan van de volgende 6 nachtwinkels waarbij zij kunnen openen vanaf 12.00 uur i.p.v. 18 uur t.e.m. 24 februari 2022 :

- AMBALA SPRL Brugmannlaan 238;
- BAHIA TROPICA SPRL Alsebergsesteenweg 404;
- BRIGHT NIGHT SPRL Brugmannlaan 619;
- K.A. SONS SPRL Alsebergsesteenweg 539;

- PHAGWARA SPRL Stallestraat 169;
- AGAM GURU SPRL Sint-Jobsesteenweg 701.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Prévention - Preventie

20.01.2022/A/0021 **Service Prévention - Nouvelle convention de partenariat avec Schola ULB pour le projet de remédiation scolaire "congés de détente 2022".**

Le Conseil,

Vu la décision du Collège du 22 décembre 2020 approuvant le principe du partenariat avec l'association spécialisée dans le tutorat « Schola ULB » qui permet de dispenser des remédiations à destination des élèves du secondaire;

Vu la convention avec l'A.S.B.L. Schola ULB adoptée en séance du 28 janvier 2021;

Que la convention de partenariat entre le service Prévention et Schola ULB est conclu au 29/03/2021 jusqu'en juin 2022;

Que cette convention définissait les modalités de prestation des tuteurs jusqu'en juin 2022;

Que les Conseillères en Accompagnement Scolaire ont organisé une première session qui a permis le soutien d'une quinzaine de jeunes et une seconde session pour une vingtaine d'élèves pour la réussite de leur année scolaire.

Que l'évaluation de ces deux sessions mettent en évidence la satisfaction des parents et des élèves participant au programme de remédiation scolaire;

Que les Conseillères en Accompagnement Scolaire restent satisfaites de la collaboration avec les coordinatrices de Schola ULB et de leurs tuteurs;

Que le Service prévention souhaite organiser des séances de remédiation scolaire pour les élèves du niveau secondaire lors des congés scolaires de détente pour maintenir le soutien et ce sur base des mêmes conditions que précédemment;

Considérant que ce projet sera financé par les subsides alloués par la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la lutte contre décrochage scolaire et notamment en réponse à la crise sanitaire;

Que le pôle conseil et accompagnement scolaire demande l'autorisation de poursuivre l'organisation du projet de remédiation scolaire en respectant la modification des conditions d'inscription, approuvée en Collège le 27/04/21.

Que le projet s'adresse aux élèves domiciliés à Uccle ou scolarisés dans une école ordinaire francophone située sur la Commune avec une priorité à ceux qui ne bénéficient pas d'une autre aide scolaire,

Que pour répondre à l'impact social du COVID, le pôle veillera à procéder en priorité aux inscriptions des enfants dont le ménage ne dépasse pas les conditions d'accès au logement modéré de la SLRB sans pour autant qu'une condition de revenu ne soit obligatoire et excluante;

Que le projet puisse cibler un niveau scolaire de la 1ère secondaire jusqu'à la 4ème secondaire;

Qu'un surplus de demandes engagera la priorisation des dossiers sur base des bilans pédagogiques et de l'avis des conseillères en accompagnement scolaire;

Considérant que l'organisation de la formule « Congés de détente » nécessite la signature d'une nouvelle convention avec Schola ULB spécifiant le niveau scolaire

des élèves : 1^{ière} à 4^{ème} secondaire, le lieu : salle 23, rue Victor Gambier, les besoins pédagogiques : mathématiques/Néerlandais et les horaires de 9h à 13h15;

Que la réactualisation du matériel de communication sera demandée au service communication;

Que la communication du projet est réalisée au moyen de flyers transmis auprès des partenaires en contact avec le public avec une priorité au public aidé par le CPAS et/ou habitant de logement social;

Considérant que les jeunes scolarisés et en difficulté scolaire pourront, s'ils viennent en remédiation, consulter aussi les conseillères en accompagnement scolaire comme personnes ressources pendant l'année,

Décide :

D'approuver dans le cadre du projet de remédiation scolaire décidée en séance du 20-12-2020, cette nouvelle convention de collaboration avec Schola ULB pour l'organisation de remédiation scolaire durant les congés de détente du lundi 28/02/22 au vendredi 4/03/2022.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Dienst Preventie - Nieuwe samenwerkingsovereenkomst met Schola ULB voor het schoolremediëringsproject "krokusvakantie 2022".

De Raad,

Gelet op de beslissing van het college van 22 december 2020 tot principiële goedkeuring van de samenwerking met de in studiebegeleiding gespecialiseerde vereniging "Schola ULB", dat remediëring aanbiedt voor leerlingen van het secundair onderwijs;

Gelet op de overeenkomst met vzw Schola ULB, goedgekeurd in zitting van 28 januari 2021;

Aangezien de samenwerkingsovereenkomst tussen de dienst Preventie en Schola ULB op 29/03/2021 werd afgesloten tot juni 2022;

Aangezien in deze overeenkomst de prestatievoorwaarden van de mentoren tot juni 2022 zijn vastgelegd;

Aangezien de schoolondersteuningsadviseurs een eerste sessie hebben georganiseerd waardoor ongeveer vijftien jongeren konden worden begeleid en een tweede sessie voor ongeveer twintig leerlingen om hun schooljaar tot een goed einde te brengen.

Aangezien uit de evaluatie van deze twee sessies blijkt dat de ouders en de leerlingen die aan het schoolremediëringsproject deelnemen, tevreden zijn;

Aangezien de schoolbegeleidingsadviseurs tevreden blijven over de samenwerking met de Schola ULB-coördinatrices en hun mentoren;

Aangezien de dienst Preventie tijdens de krokusvakantie remediëringssessies wil organiseren voor middelbare scholieren om de steun te behouden en dit op basis van dezelfde voorwaarden als voorheen;

Overwegende dat dit project zal worden gefinancierd met de subsidies die door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden toegekend in het kader van de strijd tegen schooluitval en in het bijzonder als antwoord op de gezondheidscrisis;

Aangezien de pijler Schooladvies- en begeleiding toestemming vraagt om de organisatie van het schoolremediëringsproject voort te zetten met inachtneming van de wijziging van de inschrijvingsvoorwaarden, goedgekeurd in het college op 27/04/21;

Aangezien het project bestemd is voor leerlingen die in Ukkel gedomicilieerd zijn of ingeschreven zijn in een gewone Franstalige school die in de gemeente is gevestigd,

waarbij voorrang wordt gegeven aan leerlingen die geen andere schoolsteun genieten, Aangezien de pijler, om tegemoet te komen aan de sociale impact van COVID, voorrang zal geven aan de inschrijving van kinderen waarvan het gezin de maximumgrenzen van de toegangsvoorwaarden tot middelgrote woningen van de BGHM niet overschrijdt, zonder een inkomensvoorwaarde verplicht en exclusief te maken;

Aangezien het project zich kan richten op een schoolniveau van het 1ste tot het 4de middelbaar;

Aangezien een overschot aan aanvragen zal leiden tot het prioriteren van dossiers op basis van pedagogische beoordelingen en het advies van de schoolbegeleidingsadviseurs;

Overwegende dat de organisatie van de formule "krokusvakantie" de ondertekening van een nieuwe overeenkomst met Schola ULB vereist, waarin het schoolniveau van de leerlingen wordt gespecificeerd: 1ste tot 4de middelbaar, de plaats: zaal 23, Victor Gambierstraat, de pedagogische behoeften: wiskunde/Nederlands en de uren van 9 tot 13.15 uur;

Aangezien het communicatiemateriaal door de dienst Communicatie zal worden bijgewerkt;

De communicatie over het project gebeurt via folders die worden toegezonden aan de partners die in contact staan met het publiek, met prioriteit voor het publiek dat door het OCMW wordt bijgestaan en/of in een sociale woning woont;

Overwegende dat schoolgaande jongeren en jongeren die op school in moeilijkheden verkeren, indien zij voor remediëring komen, in de loop van het jaar de schoolbegeleiders als hulpverleners kunnen raadplegen,

Beslist :

In het kader van het tijdens in zitting van 20-12-2020 goedgekeurde schoolremediëringsproject deze nieuwe samenwerkingsovereenkomst met Schola ULB goed te keuren voor de organisatie van schoolremediëring tijdens de krokusvakantie van maandag 28/02/22 tot vrijdag 4/03/2022.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention Schola ULB Congé de détente 22 VN (Nederlands).doc, Convention Schola ULB Congé de détente 22 FR.doc

DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

Nouvelles technologies - Nieuwe technologieën

20.01.2022/A/0022 **Informatisation des services.- Renouvellement des licences MS Teams pour la visioconférence pendant le télétravail suite à la crise sanitaire du CORONAVIRUS / COVID-19.- Application de l'article 249, § 1 de la nouvelle loi communale.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 relatif aux compétences du collège des Bourgmestre et Echevins;

Considérant que l'Art. 249 § 1 – 2° alinéa de la Nouvelle Loi Communale stipule que : « *Le conseil communal peut toutefois pourvoir à des dépenses réclamées par des circonstances impérieuses et imprévues, en prenant à ce sujet une résolution motivée. Dans le cas où le moindre retard occasionnerait un préjudice évident, le collège des bourgmestre et échevins peut, sous sa responsabilité, pourvoir à la dépense, à charge d'en donner, sans délai, connaissance au conseil communal, qui délibère s'il admet ou non la dépense. [Les membres du collège des bourgmestre et échevins qui auraient mandaté des dépenses payées en exécution des alinéas 1er et 2 mais rejetées des comptes définitifs, sont personnellement tenus d'en verser le montant à la caisse communale (L. 17.10.1990, M.B. 14.12.1990)].* »;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 139.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment l'article 90, 1°;

Considérant qu'en date du 15 février 2011, l'Assemblée a approuvé et transmis le projet de convention de mandat avec le CIRB au Conseil qui l'a approuvé en sa séance du 24 février 2011;

Considérant que la Commune peut donc ainsi bénéficier des marchés réalisés par le CIRB, en application de l'article 47§2 de la loi du 17 juin 2016, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, qui dispose que « Un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achat ou de marchés telle que définie à l'article 2, 7°, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation »;

Considérant que, conformément à la convention passée avec le CIRB, la facturation de chacun des articles émanera des sociétés renseignées ci-dessous et non pas du CIRB;

Considérant la situation d'urgence liée au CORONAVIRUS / COVID-19;

Considérant qu'il est nécessaire, compte tenu du confinement, et afin de permettre à l'administration de continuer sa mission de service public et de respecter les règles de distanciation sociale émises par le conseil de sécurité national, que collaborateurs puissent travailler et communiquer depuis leur domicile;

Considérant qu'une solution de vidéoconférence gratuite offerte par Microsoft permettant aux agents de communiquer entre eux et vers l'extérieur de l'administration avait été mise en place au début de la pandémie de Covid-19;

Considérant que la gratuité de cette solution avait pris fin début Novembre 2020 et que nous avons prolongé via Spear-IT;

Considérant que nous avons analysé différentes possibilités: MS Teams, Zoom, Google Meet, etc...;

Considérant que MS Teams est sorti comme la meilleure solution au niveau facilité à l'usage, le prix, compatibilité avec notre infrastructure actuelle;

Considérant que les utilisateurs ont l'habitude d'utiliser le logiciel MS Teams;

Considérant qu'il nous faut toujours 350 licences;

Considérant qu'une offre de prix a été sollicitée auprès de Spear-IT, Rue Carli 2, 1140 Evere et de SoftwareONE, via le mandat du CIRB, Belux, Buro & Design Center, Esplanade 1, Suite 315, 1020 Brussels;

Considérant que l'offre de Spear-IT est la meilleure avec un prix de 29.475,60 € (T.V.A. comprise) pour 350 licences;

Vu que cette société remplit ses obligations fiscales professionnelles, relatives à l'ONSS et n'est pas en état de faillite, de liquidation de cessation d'activité ou de réorganisation judiciaire;

Considérant que le prix total de la commande est de 29.475,60 € (T.V.A. comprise) à engager à l'article budgétaire extraordinaire 140/742-53/35,

Décide :

- de prendre pour information, en application de l'article 234, § 3 de la nouvelle loi communale, la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 28 décembre

2021 d'approuver la passation du marché par procédure négociée sans publication préalable en application de l'article 42, § 1, 1° a) la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics avec la société Spear-IT, Rue Carli 2, 1140 Evere, Belgique pour l'achat des licences MS Teams;

- de prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et échevins du 28 décembre 2021, relative à l'application de l'article 249, § 1 – 2° alinéa de la nouvelle loi communale et d'admettre la dépense estimée à 29.475,60 € (T.V.A. comprise).

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Informatisering der diensten - Verlenging van licenties MS Teams voor visioconferentie tijdens de teleworking ten gevolge de sanitaire crisis mbt CORONAVIRUS / COVID-19.- Toepassing van artikel 249, § 1 van de nieuwe gemeentewet.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236 inzake de bevoegdheden van het college van burgemeester en schepenen;

Gelet op artikel 249, § 1 - 2de lid van de Nieuwe Gemeentewet : "*De gemeenteraad kan echter voorzien in uitgaven die door dwingende en onvoorziene omstandigheden worden vereist, mits hij daartoe een met redenen omkleed besluit neemt. Wanneer het geringste uitstel onbetwistbaar schade zou veroorzaken, kan het college van burgemeester en schepenen onder eigen verantwoordelijkheid in de uitgave voorzien, onder verplichting om zonder verwijl daarvan kennis te geven aan de gemeenteraad, die besluit of hij met die uitgave al dan niet instemt. [De leden van het college van burgemeester en schepenen die uitgaven bevelen hebben in de gevallen bedoeld in het eerste en het tweede lid, die echter afgewezen zijn op de definitief afgesloten rekeningen, zijn er persoonlijk toe gehouden het overeenkomstige bedrag in de gemeentekas te storten (W. 17.10.1990, B.S. 14.12.1990)].";*

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 42, § 1, 1° a (de goed te keuren uitgave excl. btw is lager dan de drempel van € 139.000);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, meer bepaald artikel 90, 1°;

Overwegende dat de vergadering op 15 februari 2011 het ontwerp van mandaatovereenkomst met het CIBG heeft goedgekeurd en overgemaakt aan de raad die deze in zitting van 24 februari 2011 heeft goedgekeurd;

Overwegende dat de gemeente aldus kan genieten van de opdrachten uitgevoerd door het CIBG, in toepassing van artikel 47§2 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, dat het volgende bepaalt : "Een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoop- of opdrachtcentrale zoals bedoeld in artikel 2, 7°, is vrijgesteld van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren.";

Overwegende dat, overeenkomstig de overeenkomst met het CIBG, de facturering van elk artikel zal gebeuren door de hieronder vermelde ondernemingen en niet door het CIBG;

Gelet op de noodsituatie in verband met CORONAVIRUS / COVID-19;

Overwegende dat het noodzakelijk is, rekening houdend met de lockdown en om het bestuur in staat te stellen haar openbare dienstverlening voort te zetten en in naleving van de door de nationale veiligheidsraad uitgevaardigde regels inzake social distancing, dat werknemers vanuit hun woning kunnen werken en communiceren;

Overwegende dat Microsoft bij het begin van de Covid-19-pandemie een gratis videoconferentie-oplossing had aangeboden waardoor ambtenaren met elkaar en met de buitenwereld konden communiceren;

Overwegende dat deze gratis oplossing begin november 2020 was afgelopen en dat we deze via Spear-IT hadden verlengd;

Overwegende dat we verschillende mogelijkheden hebben geanalyseerd: MS Teams, Zoom, Google Meet, enz...;

Overwegende dat MS Teams als de beste oplossing uit de bus kwam inzake gebruiksgemak, prijs en compatibiliteit met onze huidige infrastructuur;

Overwegende dat dat gebruikers gewend zijn MS Teams software te gebruiken;

Overwegende dat we nog 350 licenties nodig hebben;

Overwegende dat een prijsofferte is gevraagd aan Spear-IT, Carlistraat 2, 1140 Evere en aan SoftwareONE, via het mandaat van het CIBG, Belux, Buro & Design Center, Esplanade 1, Suite 315, 1020 Brussel;

Overwegende dat de offerte van Spear-IT de beste is met een prijs van € 29.475,60 incl. btw voor 350 licenties;

Overwegende dat de onderneming voldoet aan haar fiscale beroepsverplichtingen, haar verplichtingen inzake de RSZ en niet in staat van faillissement, vereffening, staking van de werkzaamheden of gerechtelijke reorganisatie verkeert;

Overwegende dat de totaalprijs van de bestelling € 29.475,60 incl. btw bedraagt, vast te leggen onder artikel 140/742-53/35 van de buitengewone begroting,

Beslist kennis te nemen :

- in toepassing van artikel 234, § 3 van de nieuwe gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en schepenen van 28 december 2021 tot goedkeuring van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking in toepassing van artikel 42, § 1, 1° a) van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten met onderneming Spear-IT, Carlistraat 2, 1140 Evere, België voor de aankoop van MS Teams-licenties;
- van de beslissing van het College van Burgemeester en schepenen inzake de toepassing van artikel 249, § 1 - 2° alinea van de nieuwe gemeentewet en zijn goedkeuring te verlenen aan de geraamde uitgave van € 29.475,60 (incl. btw).

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

20.01.2022/A/0023 **Question écrite de M. De Bock concernant la sécurisation de passages pour piétons.**

Un nouveau passage pour piéton a vu le jour avenue de Messidor.

Quel est le plan de sécurisation des passages pour piétons dans la commune (lieux) et pour quel coût ?

Pourquoi le Collège n'a-t-il pas sécurisé lesdits passages par des Led ?

Réponse :

Le passage pour piétons à hauteur du n° 298 de l'avenue de Messidor existe depuis de

nombreuses années. Toutefois, malgré la signalisation en place (signaux F49 dans les 2 sens de circulation) et la présence de potelets pour empêcher le stationnement gênant à proximité, de nombreux riverains se plaignaient de sa dangerosité due à une mauvaise visibilité, principalement la nuit, et plusieurs accidents s'y sont malheureusement produits. Nous avons donc insisté auprès de Sibelga pour qu'un éclairage spécifique y soit installé, ce qui fut fait en décembre dernier.

Dans son catalogue, Sibelga ne dispose actuellement pas de dispositifs LED incrustés dans le sol comme vous le suggérez. Ce catalogue évoluant régulièrement, nous étudierons cette possibilité si un tel dispositif venait à s'y ajouter. Il nous revient toutefois que ces dispositifs ne sont pas très fiables (étanchéité, résistance au passage des véhicules...).

Bruxelles Mobilité, en collaboration avec les bureaux d'études Ascaudit et Timenco, a réalisé il y a quelques années, en partenariat avec les 19 communes bruxelloises, un plan d'accessibilité de la voirie et de l'espace public (PAVE). Ce plan consiste notamment en un état des lieux de l'accessibilité des trottoirs et des espaces publics. Les traversées piétonnes de notre commune ont également été analysées et, pour chaque non-conformité constatée, un diagnostic reprenant des recommandations et solutions d'amélioration a été établi.

Cet outil, qui reprend une quantité importante de données et dont le format est malheureusement peu pratique, constitue une source d'inspiration. Dans le cadre d'aménagements ponctuels ou de réaménagements de façade à façade, les passages pour piétons sont systématiquement sécurisés (extensions locales de trottoir, pose de potelets...) et adaptés aux personnes à mobilité réduite (abaissement de la bordure, dalles podotactiles...).

Certains passages pour piétons font l'objet d'une analyse approfondie par les services communaux, en priorité en présence d'un établissement scolaire à proximité ou quand l'on se trouve dans une artère fort fréquentée. Il arrive également qu'un aménagement soit envisagé suite à une demande des riverains.

Le coût de la sécurisation d'un passage pour piétons dépend principalement du périmètre et de la nature de l'intervention et peut aller de quelques milliers à plusieurs dizaines de milliers d'euros.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. De Bock over de beveiliging van de zebrapaden.

Er is een nieuwe voetgangersoversteekplaats in de Messidorlaan.

Wat is het plan om voetgangersoversteekplaatsen in de gemeente veiliger te maken (locaties) en tegen welke kosten ?

Waarom heeft het college de genoemde oversteekplaatsen niet beveiligd met LED's ?

Antwoord :

De voetgangersoversteekplaats aan de Messidorlaan 298 bestaat al vele jaren. Maar ondanks de geplaatste borden (F49-borden in beide richtingen) en de aanwezigheid van paaltjes om parkeren in de buurt te voorkomen klaagden veel buurtbewoners dat het gevaarlijk was vanwege de slechte zichtbaarheid, vooral 's nachts, en gebeurden er helaas verschillende ongelukken. Daarom hebben wij bij Sibelga aangedrongen op de installatie van een specifiek verlichtingssysteem, wat in december jongstleden is gebeurd.

In haar catalogus heeft Sibelga momenteel geen LED-toestellen die in de grond zijn ingebouwd, zoals u suggereert. Aangezien de catalogus regelmatig evolueert, zullen wij deze mogelijkheid bestuderen indien een dergelijk toestel wordt toegevoegd. Wij zijn ons er echter van bewust dat deze inrichtingen niet erg betrouwbaar zijn

(waterdichtheid, weerstand tegen passerende voertuigen, enz.).

Enkele jaren geleden heeft Brussel Mobiliteit, in samenwerking met adviesbureaus Ascaudit en Timenco, een plan opgesteld voor de toegankelijkheid van wegen en openbare ruimten, in samenwerking met de 19 Brusselse gemeenten. Dit plan bestaat met name uit een inventarisatie van de toegankelijkheid van voetpaden en openbare ruimten. Ook de voetgangersoversteekplaatsen in onze gemeente werden geanalyseerd en voor elke geconstateerde non-conformiteit werd een diagnose opgesteld met aanbevelingen en oplossingen voor verbetering.

Dit instrument, dat een grote hoeveelheid gegevens bevat en waarvan het formaat helaas niet erg praktisch is, is een bron van inspiratie. In het kader van specifieke inrichtingen of herinrichtingen van gevel tot gevel worden de oversteekplaatsen voor voetgangers systematisch veilig gemaakt (plaatselijke verbredingen van het trottoir, plaatsing van paaltjes, ...) en aangepast aan personen met beperkte mobiliteit (verlaging van de stoerand, tasttegels, ...).

Sommige voetgangersoversteekplaatsen worden door de gemeentelijke diensten aan een grondig onderzoek onderworpen, met name wanneer er een school in de buurt is of wanneer het een drukke straat betreft. Het komt ook voor dat een verbetering wordt overwogen naar aanleiding van een verzoek van omwonenden.

De kosten voor het veilig maken van een voetgangersoversteekplaats hangen voornamelijk af van de omvang en de aard van de ingreep en kunnen variëren van enkele duizenden tot enkele tienduizenden euro's.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

21 40 De Bock passages piétons.docx

20.01.2022/A/0024 **Question écrite de Mme Alami concernant les priorités à l'inscription.**

Je souhaite obtenir de vos services le graphique, en terme de pourcentage, représentant la ventilation des priorités à l'inscription. En ce compris les demandes non prioritaires.

Je vous remercie pour l'information.

Réponse :

Ces pourcentages varient très régulièrement, en fonction des demandes (départs et arrivées). Par exemple, pour la prochaine rentrée scolaire (après Pâques), il y a beaucoup plus de demandes en fratries. Automatiquement, le pourcentage va augmenter.

Par contre, ces pourcentages peuvent également très vite diminuer lors de départs. Mais nous respectons toujours les minimum 20 % de priorités, puisque nous sommes pour l'ensemble des crèches à une moyenne de +/- 30 %.

Vu le nombre important de demande d'inscription d'enfant dont les parents bénéficient d'au moins une priorité, aucune demande sans priorité n'a pu être prise en compte.

A l'exception d'1 enfant dont un parent travaille dans l'administration, tous les parents, dont les enfants fréquentent les crèches sont au moment de l'inscription Ucclois.

Les données reprises ci-dessous représentent la situation au vendredi 7 janvier 2022.

Crèche de Saint-Job (64 enfants TP) :

1°) Priorités entrant dans le cadre des 20 % réservés à l'accueil spécifique : 19 enfants Ucclois soit 29,68 %. (6 jumeaux, 3 situations sociales, 1 enfant placé par le juge de la jeunesse et 9 enfants en rapport avec le critère fratrie).

2°) Priorités Uccloises : 45 enfants (40 enfants dont au moins un parent habite la commune, 4 enfants **non** Ucclois du personnel administratif communal et 1 enfant Ucclois du personnel administratif communal).

Crèche du Homborch (36 enfants TP - 42 enfants inscrits suite à des temps partiels) :

1°) Priorités entrant dans le cadre des 20% réservés à l'accueil spécifique : 10 enfants Ucclois soit 23.8 % (2 situations sociales – accompagnement SAJ et ASBL Brustars, 1 en situation de handicap, et 7 enfants en rapport avec le critère fratrie).

2°) Priorités Uccloises : 32 enfants (26 enfants dont au moins un parent habite la commune, 4 enfants Ucclois du personnel enseignant ou CPAS, 2 enfants Ucclois du personnel administratif communal).

Crèche du Globe (92 enfants TP)

1°) Priorités entrant dans le cadre des 20% réservés à l'accueil spécifique : 34 enfants Ucclois soit 36.96 % (2 situations sociales, 1 en situation de handicap, 8 jumeaux, 1 adoption, 1 enfant à la demande du juge et 21 enfants en rapport avec le critère fratrie).

2°) Priorités Uccloises : 58 enfants (52 enfants dont au moins un parent habite la commune et 6 enfants non Ucclois du personnel administratif communal).

Crèche du Chat (24 enfants TP)

1°) Priorités entrant dans le cadre des 20% réservés à l'accueil spécifique : 6 enfants Ucclois soit 25 % (4 situations sociales, 1 en situation de handicap et 1 regroupement familial).

2°) Priorités Uccloises : 18 enfants dont au moins un parent habite la commune.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van Mevr. Alami over de voorrang bij de inschrijving.

Ik zou graag van uw diensten de procentuele grafiek van de verdeling van de prioriteiten bij de inschrijving ontvangen, incl. de niet-prioritaire verzoeken.

Dank u voor de informatie.

Antwoord :

Deze percentages variëren zeer regelmatig, afhankelijk van de aanvragen (vertrek en aankomst). Voor het volgende schooljaar (na Pasen) zijn er bijvoorbeeld veel meer aanvragen van broers en zussen. Automatisch zal het percentage stijgen.

Anderzijds kunnen deze percentages ook zeer snel dalen bij vertrek. We respecteren echter altijd het minimum 20% van de prioriteiten aangezien wij een gemiddelde hebben van ± 30 % voor alle kinderdagverblijven.

Gezien het grote aantal aanvragen voor kinderen waarvan de ouders ten minste één prioriteit hebben, konden geen aanvragen zonder prioriteit in aanmerking worden genomen.

Met uitzondering van één kind, waarvan de ouder bij het bestuur werkt, zijn alle ouders van wie de kinderen naar de kinderdagverblijven gaan Ukkelaar op het ogenblik van de inschrijving.

De onderstaande gegevens geven de situatie op vrijdag 7 januari 2022 weer.

Kinderdagverblijf Saint-Job (64 kinderen VT):

1°) Prioriteiten in het kader van de 20 % voor specifieke opvang : 19 Ukkelse kinderen, d.w.z. 29,68 % (6 tweelingen, 3 sociale situaties, 1 kind geplaatst door de jeugdrechter en 9 kinderen met betrekking tot de broer-zus criteria).

2°) Ukkelse prioriteiten : 45 kinderen (40 kinderen waarvan ten minste één ouder in de gemeente woont, 4 **niet**-Ukkelse kinderen van gemeentelijk administratief personeel en 1 Ukkels kind van gemeentelijk administratief personeel).

Kinderdagverblijf Homborch (36 kinderen VT - 42 kinderen ingeschreven als gevolg van deeltijdwerk):

1°) Prioriteiten in het kader van de 20 % voor specifieke opvang : 10 Ukkelse kinderen , d.w.z. 23,8 % (2 sociale situaties - steun van SAJ en vzw Brustars, 1 in een invaliditeitssituatie en 7 kinderen met betrekking tot de broer-zus criteria).

2°) Ukkelse prioriteiten : 32 kinderen (26 kinderen waarvan ten minste één ouder in de gemeente woont, 4 Ukkelse kinderen van onderwijzend personeel of het OCMW, 2 Ukkelse kinderen van gemeentelijk administratief personeel).

Kinderdagverblijf Globe (92 kinderen VT)

1°) Prioriteiten in het kader van de 20 % voor specifieke opvang : 34 Ukkelse kinderen, d.w.z. 36,96 % (2 sociale situaties, 1 in een invaliditeitssituatie, 8 tweelingen, 1 adoptie, 1 kind op verzoek van de rechter en 21 kinderen met betrekking tot de broer-zus criteria).

2°) Ukkelse prioriteiten : 58 kinderen (52 kinderen waarvan ten minste één ouder in de gemeente woont en 6 niet-Ukkelse kinderen van gemeentelijk administratief personeel).

Kinderdagverblijf Chat (24 kinderen VT)

1°) Prioriteiten in het kader van de 20 % voor specifieke opvang : 6 Ukkelse kinderen, d.w.z. 25 % (4 sociale situaties, 1 in een invaliditeitssituatie en 1 gezinshereniging).

2°) Ukkelse prioriteiten : 18 kinderen waarvan ten minste één ouder in de gemeente woont.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

QE 21 41 Alami priorité inscription.docx.docx

20.01.2022/A/0025

Question écrite de M. Cools sur les travaux pour réaliser la passerelle piéton/cycliste à hauteur du Lycée français.

Les travaux pour concrétiser la passerelle piéton/cycliste à hauteur du Lycée français ont débuté. Ces travaux sont attendus depuis longtemps et sont des plus utiles au regard de la dangerosité du pont qui enjambe le chemin de fer pour les cyclistes et surtout les piétons. Ce pont est très étroit et quasi démunie de trottoir.

Le planning d'exécution des travaux est-il connu et a-t-il été communiqué aux habitants ? Quand la fin des travaux et l'ouverture de la passerelle aux piétons et cyclistes est-elle prévue ?

Réponse :

Les travaux de construction de la passerelle à la rue de Verrewinkel ont débuté en février 2021.

Il faut savoir que certaines opérations ne peuvent se faire qu'avec interruption du trafic ferroviaire étant donné que le travail se situe en fond de talus donc à proximité des voies du chemin de fer. Pour ce faire, des autorisations doivent être demandées à Infrabel qui ne les délivre qu'à de rares occasions. Pour 2021, une autorisation a été obtenue pour un weekend et notre entrepreneur a profité d'une coupure de voies (nécessaire à l'entretien des voies de la même ligne).

A ce jour, les terrassements, les fondations ont été réalisés, les talus ont été stabilisés. Les piles et les culées du pont ont été bétonnées.

La prochaine étape du chantier se déroulera à la fin de ce mois de janvier (avec coupure de trafic) avec la pose de la charpente métallique, la pose du tablier ainsi que les remblais des talus.

Durant le mois de mars, le garde-corps sera placé au cours de la dernière interruption du trafic ferroviaire.

La fin des travaux est prévue début mai 2022.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Cools over de bouw van de voetgangers/fietsersbrug bij het Lycée français.

De werkzaamheden voor de voltooiing van de voetgangers- en fietsersbrug aan het Lycée français zijn begonnen. Op deze werkzaamheden werd lang gewacht en zij zijn zeer nuttig gezien het gevaar van de brug over de spoorlijn voor fietsers en vooral voetgangers. De brug is erg smal en heeft bijna geen trottoir.

Is de planning bekend en is het aan de bewoners meegedeeld ? Wanneer is het einde van de werkzaamheden en de openstelling van de brug voor voetgangers en fietsers gepland ?

Antwoord :

De bouw van de voetgangersbrug aan de Verrewinkelstraat is in februari 2021 begonnen.

Bepaalde werken kunnen echter alleen worden uitgevoerd met onderbreking van het treinverkeer, aangezien de werkzaamheden zich onderaan de talud en dus dicht bij de spoorwegen bevinden. Daartoe moeten vergunningen worden aangevraagd bij Infrabel, die deze slechts bij uitzondering afgeeft. Voor 2021 werd toestemming verkregen voor een weekend en profiteerde onze aannemer van een spooronderbreking (nodig voor het onderhoud van de sporen op dezelfde lijn).

Tot dusver zijn de grondwerken en funderingen voltooid en zijn de taluds gestabiliseerd. De brugpijlers en landhoofden zijn gebetonneerd.

De volgende fase van de werken zal eind januari plaatsvinden (met een onderbreking van het verkeer) met de installatie van de staalconstructie, de installatie van het dek en het opvullen van de taluds.

In de loop van maart zal de vangrail worden geplaatst tijdens de laatste onderbreking van het treinverkeer.

Het einde van de werken is voorzien voor begin mei 2022.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

20.01.2022/A/0026 **Interpellation de M. Sax : la sécurisation des passages pour piétons.**

M. Sax se demande pourquoi la Commune, pour renforcer la sécurité des piétons, ne réaliserait pas ses passages protégés en photoluminescences Luminokrom, étant donné que ceci est moins coûteux pour sa réalisation, consomme moins et n'émet pas de CO² ?

La peinture des passages avec une peinture photoluminescente s'inscrit dans l'émergence des infrastructures de demain qui se doivent d'être plus sûres; plus économes et plus écoresponsables.

Le marquage qu'il propose, exploite le phénomène naturel de la photoluminescence. Ce processus physique permet à la peinture de capter la lumière en journée et de créer la nuit un guide lumineux, sans aucune consommation d'électricité, ni émission de CO².

Il demande que l'on se renseigne sur cette technique qui rejoindra les projets de limiter les consommations d'électricité et d'émission de CO².

M. Wyngaard estime qu'effectivement on a ce passage pour piétons avenue Messidor à hauteur de l'entrée du parc Brugmann où il y a eu l'un ou l'autre accident et c'est vrai que la visibilité n'est pas extraordinaire, c'est situé en ligne droite et donc c'était plus que souhaitable de davantage rendre visible cette traversée, raison pour laquelle il y a un éclairage spécifique qui a été placé.

Vous évoquez d'autres pistes qui peuvent être des pistes complémentaires et est tout à fait ouvert et remercie pour ces propositions éco responsables, si on peut les mettre en œuvre, ce serait naturellement positif ; en ce qu'on indique c'est que par rapport au système de l'aide incrustée, ce n'est pas encore disponible au niveau du catalogue Sibelga mais il y a eu un contact entre le service et Sibelga à cet égard et on est tout disposé à étudier le dispositif. Ce qui nous revient c'est que ce n'est pas toujours fiable pour deux raisons principalement : l'étanchéité du dispositif et d'autre part le fait que ça ne résisterait pas terriblement bien au passage des véhicules dans le temps mais ceci dit le service s'est engagé avec Sibelga à étudier plus avant cette proposition.

M. Sax évoque la peinture photo luminescente. Des expérimentations étaient en cours sur des voiries publiques et qu'en fonction des résultats ceci pourrait le cas échéant être déployé. Donc, aucune fermeture par rapport à ces propositions éco responsables et innovantes, si on peut les déployer à l'avenir on le fera mais ce n'est pas dit que ce soit suffisant mais ça peut être un dispositif qui complète avantageusement un éclairage plus classique.

Concernant l'étude des cheminements piétons de manière plus générale sur Uccle : on analyse de manière plus précise les traversées piétonnes dans les zones commerçantes où vous avez des flux piétons qui sont beaucoup plus conséquents, on en a parlé et vous avez validé la création d'un passage pour piéton complémentaire au niveau du parvis St-Pierre, on est dans un quartier commerçant, on sait qu'on a là énormément de piétons et donc il est important de sécuriser les usagers faibles dans l'espace public. Il y a également un point d'attention très clair de la part du Collège sur la sécurisation des abords d'école et à cet égard il y a un examen qui est réalisé par le service de la voirie en collaboration avec l'enseignement quand il s'agit d'établissements scolaires communaux, il y a un examen au cas par cas pour pointer les établissements scolaires dont les abords doivent être davantage sécurisés ; il y a des mesures qui ont déjà été prises (plein Air, St-Jozef ... ; ce qui est prévu prochainement : Val Fleuri, Decroly, Montjoie, Longchamp), donc tout réseau confondu, communal et non communal, nous veillons à rendre les traversées piétonnes plus visibles, plus sécurisantes, plus

confortables au niveau de l'espace public et quand ça se justifie pour des raisons de sécurité, contenu du trafic, des vitesses pratiquées etc et on peut même envisager le placement d'un feu à bouton poussoir ce qui permet de faire le lien avec la question qui porte sur le coût, c'est très variable d'une installation à l'autre; s'il s'agit d'une simple avancée de trottoirs, de quelques pavés, de bordures à déplacer, on sera sur une intervention de quelques milliers d'euros. Si c'est un aménagement beaucoup plus conséquent comme celui réalisé au Dieweg à la sortie de l'école Plein Air, là c'est plusieurs dizaines de milliers d'euros.

M. De Bock trouve qu'il n'a pas eu la réponse à la question posée, à savoir est-ce qu'il y a une étude, une cartographie des passages piétons les plus accidentogènes; c'est ça l'essentiel et pense que les piétons, quels qu'ils soient, même les automobilistes, qu'on prenne le moins de risque possible quand on est piéton, quand on traverse une voirie, que ce soit vis à vis d'un tram, d'une voiture, il y a des passages pour piétons qui sont moins sécurisés ou qui sont plus accidentogènes par nature.

Un exemple, c'est le rond-point Churchill où l'on croit que les damiers qui sont situés entre le rond-point Churchill et les voies de trams sont des passages pour piétons alors que ce ne sont pas des passages pour piétons. Il y a pourtant des panneaux qui interdisent le passage pour piétons et pourtant tous les jours il y a des piétons qui traversent n'importe comment.

Donc ce qui importe c'est communiquer cette fameuse carte et s'il n'y a pas de cartographie des passages pour piétons les plus accidentogènes, est-ce que vous pourriez la mettre en place.

M. Wyngaard se permet de clarifier son propos. Il y a une analyse de ce type-là qui est réalisée aux abords des écoles communales, il y a vraiment une étude qui est réalisée au cas par cas en fonction de toute une série de facteurs.

Pour l'ensemble des passages pour piétons sur le territoire communal on n'a pas de données par passage piéton malheureusement sur le type d'accident et sur le nombre d'accidents parce qu'il y a évidemment des événements malheureux qui peuvent survenir avec un freinage brutal etc, il n'y a pas de relevé, il n'y a pas d'étude, il n'y a pas de témoin, ça ne nous est pas rapporté. Donc l'information ne remonte vers nous et vers le service uniquement quand il y a un accident d'une certaine gravité, à ce moment-là on en est informé par les services de police et il y a des mesures qui sont prises.

De la même manière on va avoir une attention particulière pour les quartiers commerçants. Un exemple par rapport à la question de la dangerosité et par rapport à des accidents qui nous sont rapportés : il s'agit du carrefour St-Job/Carsoel, il y a deux accidents très graves qui s'y sont produits. Suite à ça des mesures ont été prises, il y a une oreille de trottoir qui a été aménagée, des barrières parisiennes qui ont été placées, les passages pour piétons vont être déplacés, les travaux doivent d'ailleurs être poursuivis lors des vacances de Pâques, il y a des dalles qui vont être placées, les feux vont être légèrement remontés au niveau de Carsoel et de St-Job. Et donc c'est évidemment sur base de témoignages, d'incidents, d'informations qui nous remontent de la part des services de police que nous pouvons prendre des mesures.

De manière plus générale, à chaque fois qu'on réaménage une voirie, il y a la création d'oreilles de trottoirs ou de trottoirs traversant et on veille à chaque fois à rendre le confort du piéton plus grand, à augmenter la visibilité, la sécurité routière ; il y a déjà une vingtaine de carrefours qui ont été traités depuis le début de la mandature et au cours de cette année on en traitera encore une quinzaine.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Sax : de beveiliging van de zebrapaden.

De h. Sax vraagt zich af waarom de gemeente, om de veiligheid van voetgangers te

verbeteren, haar beveiligde oversteekplaatsen niet schildert met Luminokrom fotoluminescente verf, aangezien deze goedkoper is om te produceren, minder energie verbruikt en geen CO2-uitstoot ?

Het beschilderen van oversteekplaatsen met fotoluminescente verf past in het kader van de totstandbrenging van de infrastructuur van morgen, die veiliger, zuiniger en milieuvriendelijker moet zijn.

De voorgestelde markering maakt gebruik van het natuurlijke verschijnsel fotoluminescentie. Dankzij dit fysische proces kan de verf overdag licht opvangen en 's nachts een lichtgevende gids creëren, zonder elektriciteitsverbruik of CO2-uitstoot.

Hij vraagt informatie over deze techniek die zou passen in projecten om het elektriciteitsverbruik en de CO2-uitstoot te beperken.

De h. Wyngaard zegt dat er inderdaad een voetgangersoversteekplaats is in de Messidorlaan (ingang Brugmannpark) waar zich een of twee ongelukken hebben voorgedaan. De zichtbaarheid is er inderdaad niet buitengewoon en het was dan ook meer dan wenselijk om deze oversteekplaats beter zichtbaar te maken, via specifieke verlichting.

U noemt andere opties die aanvullend zouden kunnen zijn en we staan er volledig open voor en zijn dankbaar voor deze ecologisch verantwoorde voorstellen. Als ze kunnen worden uitgevoerd, zou dat positief zijn. Er zijn nog geen inbouwtoestellen beschikbaar in de Sibelga catalogus maar er is contact geweest tussen de dienst en Sibelga in dit opzicht en er is bereidheid dit te bestuderen. We hebben echter vastgesteld dat het niet altijd betrouwbaar is: de waterdichtheid ervan en de weerstand tegen passerende voertuigen. De dienst zal dit samen met Sibelga verder bestuderen.

De h. Sax had het over fotoluminescente verf. Er wordt geëxperimenteerd op de openbare weg en afhankelijk van de resultaten zou dit gebruikt kunnen worden. Er is dus geen sprake van een afsluiting met betrekking tot deze ecologisch verantwoorde en innoverende voorstellen. Deze zullen echter een voordelige aanvulling vormen op traditionele verlichting.

Wat de meer algemene studie van de voetgangersroutes in Ukkel betreft: we zijn bezig met een nauwkeurigere analyse van de oversteekplaatsen in winkelgebieden met grotere voetgangersstromen. We hebben hierover gesproken en u heeft de aanleg van een extra voetgangersoversteekplaats ter hoogte van het Sint-Pietersvoorplein bekrachtigd. Het college heeft ook veel aandacht voor de toegangswegen tot scholen en in dit opzicht is er een onderzoek dat wordt uitgevoerd door de diensten Wegen en Onderwijs wanneer het gaat om gemeentescholen. Er is een onderzoek per geval om de scholen aan te wijzen waarvan de toegangswegen veiliger moeten worden gemaakt. Er zijn maatregelen die al zijn genomen (Plein Air, St-Jozef...; wat binnenkort is gepland: Val Fleuri, Decroly, Montjoie, Longchamp), dus alle netten samen, gemeentelijk en niet-gemeentelijk, waar we voetgangersoversteekplaatsen zichtbaarder, veiliger en comfortabeler willen maken wanneer dat gerechtvaardigd is voor de veiligheid, de verkeersinhoud, de snelheid, enz. en we kunnen zelfs denken aan de installatie van een verkeerslicht met drukknop, waardoor we de link kunnen leggen met de kwestie van de kosten, die sterk variëren van de ene installatie tot de andere. Als het gaat om een eenvoudige stoepovergang, een paar stoeptegels, stoepranden die moeten worden verplaatst, kost het een paar duizend euro. Gaat het om een veel omvangrijker installatie zoals die aan de Dieweg bij de uitgang van de school Plein Air school, dan gaat het om enkele tienduizenden euro's.

De h. De Bock vindt dat hij geen antwoord heeft gekregen op de gestelde vraag, namelijk of er een studie is, een kaart van de meest ongevalsgevoelige oversteekplaatsen voor voetgangers. Hij vindt dat voetgangers, zelfs automobilisten, zo weinig mogelijk risico moeten nemen wanneer zij een weg oversteken. Er zijn voetgangersoversteekplaatsen die minder veilig zijn of die van nature een groter risico op ongelukken inhouden.

Een voorbeeld is de Churchillrotonde waar men denkt dat de damborden tussen de Churchillrotonde en de tramsporen voetgangersoversteekplaatsen zijn, terwijl dat niet zo is. Er staan borden die het oversteken van voetgangers verbieden en toch zijn er elke dag voetgangers die de weg verkeerd oversteken.

Het is dus belangrijk dat deze kaart wordt gecommuniceerd en als er geen kaart is van de meest ongevalsgevoelige voetgangersoversteekplaatsen, kunt u die er dan opzetten? **De h. Wyngaard** verduidelijkt zijn punt. Er is een analyse van dit type die wordt uitgevoerd in de omgeving van de gemeentescholen. Er is werkelijk een studie die geval per geval wordt uitgevoerd aan de hand van een hele reeks factoren.

Voor alle voetgangersoversteekplaatsen op het Ukkelse grondgebied beschikken we helaas niet over ongevalgegevens voor oversteekplaatsen. De informatie komt dus pas bij ons en bij de dienst terug wanneer er een ongeval van een zekere ernst is gebeurd. Op dat moment worden wij door de politie op de hoogte gebracht en worden er maatregelen genomen.

Op dezelfde wijze zullen wij bijzondere aandacht besteden aan de handelswijken. Een voorbeeld in verband met de kwestie van het gevaar en in verband met ongevallen die ons zijn gemeld: het kruispunt St-Job/Carsoel, waar zich twee zeer ernstige ongevallen hebben voorgedaan. Naar aanleiding hiervan zijn maatregelen genomen: trottoiroor, Parijse hekken, verplaatsing van de voetgangersoversteekplaatsen. De werkzaamheden zullen worden voortgezet tijdens de paasvakantie. Er zijn tegels die zullen worden geplaatst, de lichten zullen iets worden verhoogd ter hoogte van Carsoel en St-Job. Het is dus duidelijk op basis van getuigenissen, incidenten, informatie die ons door de politiediensten wordt verstrekt, dat wij maatregelen kunnen nemen.

Meer in het algemeen leggen we bij elke herinrichting van een weg trottoirs of oversteekplaatsen aan en zorgen wij er telkens voor dat de voetgangers zich comfortabeler voelen, met meer zichtbaarheid en verkeersveiligheid. Sinds het begin van het mandaat zijn al een twintigtal kruispunten aangepakt en in de loop van dit jaar zullen er nog eens vijftien bijkomen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Sax - Sécurité piétons.docx

20.01.2022/A/0027 **Interpellation de M. De Bock : la sécurisation de passages pour piétons.**

M. De Bock demande si le Collège a procédé à l'étude des passages pour piétons les plus dangereux.

Si c'est le cas, pourrait-il en communiquer les résultats et le coût financier ?

Pourquoi le placement de « leds » n'a-t-il pas été pris en considération pour sécuriser ces passages, notamment sur l'avenue de Messidor ?

M. Wyngaard estime qu'effectivement on a ce passage pour piétons avenue Messidor à hauteur de l'entrée du parc Brugmann où il y a eu l'un ou l'autre accident et c'est vrai que la visibilité n'est pas extraordinaire, c'est situé en ligne droite et donc c'était plus que souhaitable de davantage rendre visible cette traversée, raison pour laquelle il y a un éclairage spécifique qui a été placé.

Vous évoquez d'autres pistes qui peuvent être des pistes complémentaires et est tout à fait ouvert et remercie pour ces propositions éco responsables, si on peut les mettre en œuvre, ce serait naturellement positif ; en ce qu'on indique c'est que par rapport au système de l'aide incrustée, ce n'est pas encore disponible au niveau du catalogue

Sibelga mais il y a eu un contact entre le service et Sibelga à cet égard et on est tout disposé à étudier le dispositif. Ce qui nous revient c'est que ce n'est pas toujours fiable pour deux raisons principalement : l'étanchéité du dispositif et d'autre part le fait que ça ne résisterait pas terriblement bien au passage des véhicules dans le temps mais ceci dit le service s'est engagé avec Sibelga à étudier plus avant cette proposition.

M. Sax évoque la peinture photo luminescente. Des expérimentations étaient en cours sur des voiries publiques et qu'en fonction des résultats ceci pourrait le cas échéant être déployé. Donc, aucune fermeture par rapport à ces propositions éco responsables et innovantes, si on peut les déployer à l'avenir on le fera mais ce n'est pas dit que ce soit suffisant mais ça peut être un dispositif qui complète avantageusement un éclairage plus classique.

Concernant l'étude des cheminements piétons de manière plus générale sur Uccle : on analyse de manière plus précise les traversées piétonnes dans les zones commerçantes où vous avez des flux piétons qui sont beaucoup plus conséquents, on en a parlé et vous avez validé la création d'un passage pour piéton complémentaire au niveau du parvis St-Pierre, on est dans un quartier commerçant, on sait qu'on a là énormément de piétons et donc il est important de sécuriser les usagers faibles dans l'espace public. Il y a également un point d'attention très clair de la part du Collège sur la sécurisation des abords d'école et à cet égard il y a un examen qui est réalisé par le service de la voirie en collaboration avec l'enseignement quand il s'agit d'établissements scolaires communaux, il y a un examen au cas par cas pour pointer les établissements scolaires dont les abords doivent être davantage sécurisés ; il y a des mesures qui ont déjà été prises (plein Air, St-Jozef ... ; ce qui est prévu prochainement : Val Fleuri, Decroly, Montjoie, Longchamp), donc tout réseau confondu, communal et non communal, nous veillons à rendre les traversées piétonnes plus visibles, plus sécurisantes, plus confortables au niveau de l'espace public et quand ça se justifie pour des raisons de sécurité, contenu du trafic, des vitesses pratiquées etc et on peut même envisager le placement d'un feu à bouton poussoir ce qui permet de faire le lien avec la question qui porte sur le coût, c'est très variable d'une installation à l'autre; s'il s'agit d'une simple avancée de trottoirs, de quelques pavés, de bordures à déplacer, on sera sur une intervention de quelques milliers d'euros. Si c'est un aménagement beaucoup plus conséquent comme celui réalisé au Dieweg à la sortie de l'école Plein Air, là c'est plusieurs dizaines de milliers d'euros.

M. De Bock trouve qu'il n'a pas eu la réponse à la question posée, à savoir est-ce qu'il y a une étude, une cartographie des passages piétons les plus accidentogènes; c'est ça l'essentiel et pense que les piétons, quels qu'ils soient, même les automobilistes, qu'on prenne le moins de risque possible quand on est piéton, quand on traverse une voirie, que ce soit vis à vis d'un tram, d'une voiture, il y a des passages pour piétons qui sont moins sécurisés ou qui sont plus accidentogènes par nature.

Un exemple, c'est le rond-point Churchill où l'on croit que les damiers qui sont situés entre le rond-point Churchill et les voies de trams sont des passages pour piétons alors que ce ne sont pas des passages pour piétons. Il y a pourtant des panneaux qui interdisent le passage pour piétons et pourtant tous les jours il y a des piétons qui traversent n'importe comment.

Donc ce qui importe c'est communiquer cette fameuse carte et s'il n'y a pas de cartographie des passages pour piétons les plus accidentogènes, est-ce que vous pourriez la mettre en place.

M. Wyngaard se permet de clarifier son propos. Il y a une analyse de ce type-là qui est réalisée aux abords des écoles communales, il y a vraiment une étude qui est réalisée au cas par cas en fonction de toute une série de facteurs.

Pour l'ensemble des passages pour piétons sur le territoire communal on n'a pas de données par passage piéton malheureusement sur le type d'accident et sur le nombre d'accidents parce qu'il y a évidemment des événements malheureux qui peuvent survenir avec un freinage brutal etc, il n'y a pas de relevé, il n'y a pas d'étude, il n'y a

pas de témoin, ça ne nous est pas rapporté. Donc l'information ne remonte vers nous et vers le service uniquement quand il y a un accident d'une certaine gravité, à ce moment-là on en est informé par les services de police et il y a des mesures qui sont prises.

De la même manière on va avoir une attention particulière pour les quartiers commerçants. Un exemple par rapport à la question de la dangerosité et par rapport à des accidents qui nous sont rapportés : il s'agit du carrefour St-Job/Carsoel, il y a deux accidents très grave qui s'y sont produit. Suite à ça des mesures ont été prises, il y a une oreille de trottoir qui a été aménagée, des barrières parisiennes qui ont été placées, les passages pour piétons vont être déplacés, les travaux doivent d'ailleurs être poursuivis lors des vacances de Pâques, il y a des dalles qui vont être placées, les feux vont être légèrement remonté au niveau de Carsoel et de St-Job. Et donc c'est évidemment sur base de témoignages, d'incidents, d'informations qui nous remontent de la part des services de police que nous pouvons prendre des mesures.

De manière plus générale, à chaque fois qu'on réaménage une voirie, il y a la création d'oreilles de trottoirs ou de trottoirs traversant et on veille à chaque fois à rendre le confort du piéton plus grand, à augmenter la visibilité, la sécurité routière ; il y a déjà une vingtaine de carrefours qui ont été traités depuis le début de la mandature et au cours de cette année on en traitera encore une quinzaine.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. De Bock : beveiliging van de zebrapaden.

De h. De Bock vraagt of het college een studie heeft verricht naar de gevaarlijkste oversteekplaatsen voor voetgangers.

Zo ja, kan hij de resultaten en de financiële kosten mededelen ?

Waarom is de plaatsing van LED's niet overwogen om deze oversteekplaatsen veiliger te maken, met name in de Messidorlaan ?

De h. Wyngaard zegt dat er inderdaad een voetgangersoversteekplaats is in de Messidorlaan (ingang Brugmannpark) waar zich een of twee ongelukken hebben voorgedaan. De zichtbaarheid is er inderdaad niet buitengewoon en het was dan ook meer dan wenselijk om deze oversteekplaats beter zichtbaar te maken, via specifieke verlichting.

U noemt andere opties die aanvullend zouden kunnen zijn en we staan er volledig open voor en zijn dankbaar voor deze ecologisch verantwoorde voorstellen. Als ze kunnen worden uitgevoerd, zou dat positief zijn. Er zijn nog geen inbouwtoestellen beschikbaar in de Sibelga catalogus maar er is contact geweest tussen de dienst en Sibelga in dit opzicht en er is bereidheid dit te bestuderen. We hebben echter vastgesteld dat het niet altijd betrouwbaar is: de waterdichtheid ervan en de weerstand tegen passerende voertuigen. De dienst zal dit samen met Sibelga verder bestuderen.

De h. Sax had het over fotoluminescente verf. Er wordt geëxperimenteerd op de openbare weg en afhankelijk van de resultaten zou dit gebruikt kunnen worden. Er is dus geen sprake van een afsluiting met betrekking tot deze ecologisch verantwoorde en innoverende voorstellen. Deze zullen echter een voordelige aanvulling vormen op traditionele verlichting.

Wat de meer algemene studie van de voetgangersroutes in Ukkel betreft: we zijn bezig met een nauwkeurigere analyse van de oversteekplaatsen in winkelgebieden met grotere voetgangersstromen. We hebben hierover gesproken en u heeft de aanleg van een extra voetgangersoversteekplaats ter hoogte van het Sint-Pietersvoorplein bekrachtigd. Het college heeft ook veel aandacht voor de toegangswegen tot scholen en in dit opzicht is er een onderzoek dat wordt uitgevoerd door de diensten Wegen en Onderwijs wanneer het gaat om gemeentescholen. Er is een onderzoek per geval om

de scholen aan te wijzen waarvan de toegangswegen veiliger moeten worden gemaakt. Er zijn maatregelen die al zijn genomen (Plein Air, St-Jozef...; wat binnenkort is gepland: Val Fleuri, Decroly, Montjoie, Longchamp), dus alle netten samen, gemeentelijk en niet-gemeentelijk, waar we voetgangersoversteekplaatsen zichtbaarder, veiliger en comfortabeler willen maken wanneer dat gerechtvaardigd is voor de veiligheid, de verkeersinhoud, de snelheid, enz. en we kunnen zelfs denken aan de installatie van een verkeerslicht met drukknop, waardoor we de link kunnen leggen met de kwestie van de kosten, die sterk variëren van de ene installatie tot de andere. Als het gaat om een eenvoudige stoepovergang, een paar stoeptegels, stoepranden die moeten worden verplaatst, kost het een paar duizend euro. Gaat het om een veel omvangrijker installatie zoals die aan de Dieweg bij de uitgang van de school Plein Air school, dan gaat het om enkele tienduizenden euro's.

De h. De Bock vindt dat hij geen antwoord heeft gekregen op de gestelde vraag, namelijk of er een studie is, een kaart van de meest ongevalsgevoelige oversteekplaatsen voor voetgangers. Hij vindt dat voetgangers, zelfs automobilisten, zo weinig mogelijk risico moeten nemen wanneer zij een weg oversteken. Er zijn voetgangersoversteekplaatsen die minder veilig zijn of die van nature een groter risico op ongelukken inhouden.

Een voorbeeld is de Churchillrotonde waar men denkt dat de damborden tussen de Churchillrotonde en de tramsporen voetgangersoversteekplaatsen zijn, terwijl dat niet zo is. Er staan borden die het oversteken van voetgangers verbieden en toch zijn er elke dag voetgangers die de weg verkeerd oversteken.

Het is dus belangrijk dat deze kaart wordt gecommuniceerd en als er geen kaart is van de meest ongevalsgevoelige voetgangersoversteekplaatsen, kunt u die er dan opzetten?

De h. Wyngaard verduidelijkt zijn punt. Er is een analyse van dit type die wordt uitgevoerd in de omgeving van de gemeentescholen. Er is werkelijk een studie die geval per geval wordt uitgevoerd aan de hand van een hele reeks factoren.

Voor alle voetgangersoversteekplaatsen op het Ukkelse grondgebied beschikken we helaas niet over ongevalgegevens voor oversteekplaatsen. De informatie komt dus pas bij ons en bij de dienst terug wanneer er een ongeval van een zekere ernst is gebeurd. Op dat moment worden wij door de politie op de hoogte gebracht en worden er maatregelen genomen.

Op dezelfde wijze zullen wij bijzondere aandacht besteden aan de handelswijken. Een voorbeeld in verband met de kwestie van het gevaar en in verband met ongevallen die ons zijn gemeld: het kruispunt St-Job/Carsoel, waar zich twee zeer ernstige ongevallen hebben voorgedaan. Naar aanleiding hiervan zijn maatregelen genomen: trottoiroor, Parijse hekken, verplaatsing van de voetgangersoversteekplaatsen. De werkzaamheden zullen worden voortgezet tijdens de paasvakantie. Er zijn tegels die zullen worden geplaatst, de lichten zullen iets worden verhoogd ter hoogte van Carsoel en St-Job. Het is dus duidelijk op basis van getuigenissen, incidenten, informatie die ons door de politiediensten wordt verstrekt, dat wij maatregelen kunnen nemen.

Meer in het algemeen leggen we bij elke herinrichting van een weg trottoirs of oversteekplaatsen aan en zorgen wij er telkens voor dat de voetgangers zich comfortabeler voelen, met meer zichtbaarheid en verkeersveiligheid. Sinds het begin van het mandaat zijn al een twintigtal kruispunten aangepakt en in de loop van dit jaar zullen er nog eens vijftien bijkomen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. De Bock - Sécurisation passages à piétons.docx

Cédric Didier Norré quitte la séance / verlaat de zitting.

Motion demandant de ne pas alourdir les tarifs de stationnement en Région bruxelloise déposée par M. Cools.

M. Cools rappelle que le 24 décembre 2021, le gouvernement bruxellois a adopté en troisième lecture un projet d'ordonnance modifiant la réglementation du stationnement en région bruxelloise.

De manière générale, cette ordonnance prévoit une augmentation du prix du stationnement en voirie sur le territoire régional.

Elle n'a pas fait l'objet d'une concertation approfondie avec les différentes communes bruxelloises.

Elle ne tient pas compte des différentes situations de stationnement selon les quartiers, en particulier de l'absence de parkings hors voirie dans de nombreux quartiers des communes bruxelloises de seconde couronne telles qu'Uccle.

Dès lors, la motion réclame une concertation étroite avec toutes les communes avant toute modification éventuelle de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique de stationnement et création de l'Agence de stationnement de la Région bruxelloise.

Si une nouvelle ordonnance devait être établie, elle devrait être conçue de manière à davantage tenir compte des réalités locales, en octroyant une plus large autonomie aux communes dans la politique de stationnement, y compris en matière de tarifs (notamment pour les cartes spéciales).

Mme Fremault estime qu'il y a des éléments qui lui conviennent et d'autres non. C'est en ce sens que Mme Fremault s'abstiendra tout en rappelant que M. Cools n'a pas demandé une concertation et un travail commun sur le sujet.

Elle souhaite pointer quelques éléments interpellant dans la résolution telle qu'elle a été formulée.

Mme Fremault met tout d'abord en exergue le considérant « *que l'ordonnance du 22 janvier 2009, portant organisation de la politique de stationnement, offre un cadre suffisant pour l'organisation du stationnement à Bruxelles* » afin de souligner qu'elle ne sait pas si on peut qualifier un cadre de suffisant 12 ans après son adoption.

Elle émet déjà une réserve sur ce considérant qui signifierait que plus de douze ans après son adoption, on pourrait se satisfaire d'une ordonnance de janvier 2009 qui certes a jeté toute une série de bases mais qui, selon elle, doit faire l'objet d'un certain nombre de modifications. Dans quels sens, cela doit encore se discuter, des débats sont en cours au Parlement bruxellois et les communes sont en train d'être concertées à ce sujet.

Mme Fremault s'attarde ensuite sur le considérant qui suit directement celui cité, à savoir « *considérant qui n'a pas lieu de modifier cette ordonnance pour alourdir encore plus le coût de l'usage de la voiture en région bruxelloise* ».

Elle estime en effet que ce considérant est réducteur. Elle ne pense pas que la modification unique de l'ordonnance, n'y souscrivant pas dans l'état actuel des choses, telle qu'empruntée par le Gouvernement, serait uniquement d'alourdir le coût de l'usage de la voiture.

Elle souligne qu'il y a un certain nombre d'autres considérations qui doivent intervenir sur le plan environnemental. Il y a la question aussi de la santé et de la santé publique.

Quant au « *Considérant qu'un alourdissement généralisé du tarif stationnement voirie nuirait à l'attractivité économique de Bruxelles* », Mme Fremault estime qu'il manque de nuance vu que la question de l'alourdissement des tarifs de stationnement est très variable d'une ville à l'autre et que si l'on prend par exemple le tarif de stationnement de villes aux Pays-Bas, ils sont beaucoup plus élevés.

Elle estime dès lors que ça manque de nuances par rapport à la question du lien entre tarification de stationnement et attractivité économique en tant que telle.

Mme Fremault souhaite être dans la nuance sur ce sujet-là et vu qu'il n'y a pas encore d'aboutissement du travail de concertation avec les communes, la motion marque une opposition à un relèvement généralisé au tarif de stationnement en voirie. Elle demande au Gouvernement bruxellois de ne pas solliciter l'adoption d'un projet d'ordonnance qui modifie l'ordonnance 2009, sans concertation ni dialogue préalable approfondi.

Elle estime que personne ici ne pense que l'ordonnance, en tout cas le projet tel qu'il a été présenté par Mme Van den Brandt, va être adoptée comme tel. Elle explique que le Conseil sait très bien avec un peu d'expérience que ce type de processus consiste à mettre quelque chose de très fort sur la table d'un point de vue idéologique et puis de faire en sorte de trouver des pistes d'atterrissage. Le Gouvernement bruxellois a été suffisamment sous tension d'ailleurs à ce sujet lorsque la Ministre a déposé les premiers textes.

Mme Fremault met en en exergue que la motion en tant que telle aurait dû organiser toute une série d'autres préalables et qu'elle n'est chronologiquement pas tout à fait juste. La concertation et le dialogue sont en cours et tout le monde espère qu'ils aboutiront.

Elle conclut donc il y a un problème de chronologie dans l'énonciation des demandes marquées et que par ailleurs les considérants manquent de nuances d'où l'abstention.

M. Desmet précise que son groupe ne soutiendra pas cette proposition de motion et que la volonté n'est pas liée à un blocage idéologique basique mais à sa mouture.

Il explique qu'à la lecture de la motion laisse penser que M. Cools ne veut pas entendre parler d'une révision généralisée des tarifs et que le texte soit abordé au Parlement.

M. Desmet précise qu'électoralement c'est évidemment une posture facile mais que ce n'est pas avec ce type de motion où on ne veut rien savoir, où on rejette tout, qu'on va se faire entendre à la Région, qu'on va s'accorder sur le processus de révision en cours et qu'il y aurait collaboration.

Il rappelle que la proposition qui est décrite est le fruit d'un compromis, d'une réflexion longue, argumentée, réfléchie du niveau régional entre 6 partis : PS, Ecolo, Defi, Groen, Open VLD et Vooruit et que par ailleurs, dans la motion est demandée une concertation des communes alors même que celle-ci est en cours.

M. Desmet propose dès lors d'attendre de découvrir l'avis uclois qui sera proposé dans les prochaines semaines vu qu'Uccle, comme les 18 autres communes sera amenée à rendre un avis.

Il explique que l'adaptation des tarifs est quelque part aussi attentive à l'évolution de l'inflation, ce qui immanquablement amène une progression. Et que les 15€ ne semblent pas devoir être considérés comme élevés, comparé surtout aux 60€ qui sont annuellement demandés pour un stationnement vélo dans un box fermé, montant que M. Cools a voulu stigmatisé à l'époque comme étant trop cher.

Quant à l'augmentation pour un second véhicule, 50€ à 120€, M. Desmet affirme que les écologistes l'assument car au-delà de tout dogmatisme et en pleine conscience des réalités notamment sociales mais fondamentalement face aux réalités liées au dérèglement climatique il faut agir et pas palabrer.

Quant aux remarques potentielles pseudo -sociales, voire populistes, M. Desmet anticipe d'ores et déjà les critiques en rappelant les montants qui furent soumis lors de la précédente mandature, certes pour des cartes professionnelles mais qui n'hésitaient pas à s'annoncer à 900 € annuellement.

M. De Bock confirme que le projet d'ordonnance qui sera soumis et les arrêtés d'exécution qui sont en préparation, et dont la presse a fait l'écho, peuvent interpeller

et que pour lui, il est essentiel de demander l'avis des communes ce qui a été exigé par DéFI.

M. De Bock croit que c'est important que ce ne soit pas la Région qui impose ces tarifs sans avoir l'avis des communes tout en pensant qu'il y a parfois un peu de cynisme de la part de certains élus locaux à se cacher finalement derrière la Région bruxelloise pour à la fois donner en gestion leur stationnement ou en tout cas assumer une politique de stationnement coûteuse et chère qui rapporte des taxes au budget et d'un autre côté ne pas vouloir assumer face à leurs propres électeurs la hausse des tarifs demandés.

M. De Bock souligne que tout n'est pas à jeter dans la politique régionale de stationnement, comme par exemple une politique en matière de stationnement des riverains qui peut tout à fait se justifier. Il estime qu'exiger une redevance pour se stationner sur la voirie publique, c'est tout à fait normal puisqu'on obtient un service. Mais ce service doit être évidemment proportionnel au service rendu. Il l'est sans doute moins par exemple quand on exige pour quelques minutes de retard de stationnement, alors qu'on a alimenté l'horodateur, le paiement d'une taxe qui va passer de 25 à 40 €.

M. De Bock explique que dans ce débat ce n'est pas tant la carte des riverains qui pose question, ce sont d'autres tarifs qui eux peuvent paraître beaucoup plus prohibitifs et notamment le côté forfait des 40 € que l'on imposerait à celui qui aurait 1, 2, 3 minutes de retard ou 10 minutes de retard même alors qu'il a alimenté l'horodateur.

Il rappelle les débats par rapport à l'installation de la scan car, qui ne permet pas aujourd'hui de distinguer un arrêt et un stationnement ou qui prive un certain nombre de personnes de recours et qui établit une présomption de culpabilité. C'est chacun des usagers qui doit, même s'il est en droit, prouver qu'il n'était pas en infraction au règlement stationnement.

Il estime que c'est vraiment problématique mais qu'on doit parfois pouvoir s'appuyer sur les nouvelles technologies pour notamment prévoir un système beaucoup plus juste où, si effectivement on est en retard, on a tout le moins la redevance qui nous est demandée, on tient compte de ce qu'on a déjà payé dans l'horodateur. C'est possible avec les nouvelles technologies ; si demain on a une redevance de 20 € à payer, il est assez logique de pouvoir tenir compte des 5,6,7 € que les gens ont déjà alimentés dans l'horodateur.

M. De Bock estime qu'il doit être possible et que le Conseil communal doit se montrer créatif et innovant en utilisant les technologies, pas seulement en mettant des caméras sur une voiture mais aussi en utilisant les ordinateurs pour décompter ce que les uns et les autres ont déjà payé.

A cet égard, il explique qu'il faut pouvoir indiquer ce pourquoi on est d'accord, à savoir un usage raisonné et payant de la voirie parce que ça nécessite évidemment un entretien et un coût et de l'autre côté une politique qui ne soit pas non plus confiscatoire. Quand on a des tarifs de stationnement de 40€ pour 8 m² sur le sol, si vous faites la rentabilité annuelle, nous sommes à plus de 1000 € par mois, ça semble assez prohibitif.

M. De Bock rappelle que les automobilistes contribuent énormément à la solidarité des modes opératoires qui permettent à tout un chacun de faire face au coût de la solidarité aujourd'hui entre les usagers, qu'ils soient piétons ou pas.

Il expose qu'il y a 6 milliards d'accises aujourd'hui et de TVA sur l'ensemble du parc automobile, 200 millions d'euros de taxes de circulation et de mises en circulation, plus de 50 millions d'euros à parking. brussels.

M. De Bock souligne également que rien qu'à la commune d'Uccle on double les recettes grâce à la scan car et que les automobilistes ne sont pas que des « cochons payeurs ». En effet, énormément de gens ont besoin de leur voiture.

Il estime enfin qu'il faut pouvoir tenir compte de chacun et qu'il faut surtout arrêter d'opposer les usagers faibles aux usagers automobiles.

Mme Maison estime que c'est extrêmement exagéré de prétendre qu'on va alourdir encore plus le coût de la voiture en Région bruxelloise ou qu'on est face à une fiscalité confiscatoire. Si on regarde 50 pays dans le monde on est tout en bas du classement au niveau du coût du stationnement.

Elle met en exergue que bien au-delà de nos coûts il y a Berlin, Stockholm, Paris, Zurich, Londres, Viennes, Copenhague, Toronto etc et qu'en dessous de nous, les pays qui taxent moins le stationnement il y a Minsk, Kiev, Mexico city, Athènes et Tirana et ce, pour remettre les choses dans leur juste proportion quant au terme confiscatoire.

Mme Maison expose ensuite quelques chiffres. Il y a environ 500.000 voitures qui sont en circulation en Région de Bruxelles-Capitale, 730.000 emplacements hors voirie qui sont utilisées à concurrence de 52% seulement.

Elle ne dit pas que c'est le cas à Uccle mais sur le territoire de la Région bruxelloise. 265.000 véhicules qui encombrant les rues avec non pas 7m² mais 15m² ; une voiture stationnée c'est 15m² sur la voirie. 58% de l'espace public qui est réservé aux voitures stationnées pour 46% de déplacements en voiture dans la somme totale de déplacements.

Mme Maison estime que tout n'est évidemment pas parfait et qu'il il serait tout à fait normal que l'histoire des forfaits et des retards soit un peu aménagée. Elle est d'accord avec son chef de groupe sur ce point.

Elle explique qu'il serait normal aussi qu'une petite citadine qui prend beaucoup moins de place qu'une grosse 4/4 soit moins taxée ; qu'on n'émette pas plus de cartes de riverains que d'emplacements disponibles comme pourtant c'est le cas aujourd'hui ; qu'on donne la priorité aux corps de métier qui ont besoin de leur voiture comme outil de travail (les plombiers, les électriciens mis aussi les infirmières à domicile, les architectes).

Elle estime que l'expression « alourdir encore plus le coût de la voiture en Région bruxelloise » ne semble pas appropriée comme le dit M. Cools et elle n'est pas d'accord avec cela. Quand on voit ce que coûte une voiture par mois et qu'on considère que pour la première carte « riverain » ce serait 15 € par an, cette motion est hors de toute proportion.

Mme Maison explique qu'il y a également lieu de considérer les personnes, les citoyens qui ont besoin d'une qualité de l'air (7000 décès prématuré par an dû à la mauvaise qualité de l'air), toutes les pathologies liées au bruit, tout le souhait d'avoir un espace plus partagé.

Elle conclut que pour l'ensemble des considérations qu'elle a développées, en tout cas pour ce qui la concerne, elle ne votera pas la motion.

M. Hayette salue l'initiative de M. Cools mais ça va être difficile de s'y associer.

Rejoignant le point de vue de Mme Fremault, M. Hayette estime que ce n'est pas pour autant qu'il faut jeter la motion « aux orties » mais par contre il faut la nuancer.

Il expose que si on peut regretter que les communes manquent un peu d'autonomie et qu'il faudrait leur en accorder plus, il ne faut pas non plus les dédouaner parce qu'on l'a vu avec l'introduction de la scan car par exemple, elles contribuent également à alourdir la facture parfois de stationnement pour les distraits, pour certaines familles qui n'ont pas les moyens de payer leur parking, ça peut arriver.

M. Hayette estime qu'il peut être fait confiance au Bourgmestre pour relayer au niveau de la conférence des Bourgmestres les doléances du Conseil. Il pense qu'au niveau de la Région il est utile qu'il y ait une certaine harmonisation puisqu'il y a une imbrication des rues les unes avec les autres.

Il plaide dès lors en même temps que l'autonomie pour une certaine harmonisation des systèmes.

S'il ne s'associe pas à la motion c'est parce M. Hayette estime qu'il manque

clairement une dimension sociale.

Il explique que ces tarifs sont très prohibitifs et il souhaite qu'on essaye d'avoir des tarifs en fonction des revenus des gens et des tarifs pour les parkings qui permettent aux gens de pouvoir continuer à vivre et à utiliser leur voiture. Il s'agit principalement de la raison pour laquelle M. Hayette ne peut pas s'associer à la motion mais ça ne veut pas dire qu'on ne peut pas la retravailler.

Il invite dès lors M. Cools à la reposer et à refaire comme le suggérait Mme Fremault, un groupe de travail pour qu'on arrive quand même à une motion parce que ce n'est pas une discussion de « café du commerce » et qu'il faut vraiment essayer d'avoir une réponse de la commune par rapport à cette ordonnance qui va être publiée.

M. Cohen s'exprime en son nom et pas au nom de son groupe.

Il estime que bien que cette motion ne soit pas parfaite et manque de nuance et sans présager de votes futurs dans quelques mois sur l'avis que la commune devra rendre à la Région, il votera pour cette motion.

M. Cohen explique qu'une nouvelle fois on pénalise l'automobiliste ucclois alors qu'il n'y a pas encore assez, au niveau d'Uccle, d'alternatives de transports en commun et pour cette raison il est un peu fort de café d'augmenter les tarifs alors qu'on n'a toujours pas de métro et qu'il manque beaucoup de transports en commun et de lignes.

M. le Bourgmestre répond qu'il va peut-être en décevoir certains, mais il estime que si on vote pour ou contre ou que si on s'abstient sur sur cette motion, ça n'a absolument aucune importance et ça n'aura aucun impact.

Il explique qu'il n'a rien contre les motions mais il estime que c'est quand même intéressant de pouvoir se concentrer sur des choses utiles parce que ce qui est demandé dans la motion, il y a des choses qu'il pourrait rencontrer mais on met la charrue avant les bœufs.

M. le Bourgmestre met en exergue qu'en ce qui concerne le fait de demander l'avis aux communes c'est prévu et en réponse à M. Cools, le sujet a déjà été partiellement débattu avant les vacances d'été où la Ministre de la mobilité est venue exposer une mouture qui a déjà été modifiée, devant la conférence des Bourgmestres. Plusieurs Bourgmestres, tous partis confondus, ont exprimé de nombreux points de mécontentement par rapport à ce projet.

Il souligne qu'il fait partie de ceux qui considèrent que la politique en matière de mobilité menée par la Région est globalement nullissime mais que pour autant dans ce plan tout n'est pas mauvais non plus.

M. le Bourgmestre expose que par exemple ne pas avoir d'harmonisation sur un aussi petit terrain que la Région, ce n'est pas extraordinaire. Les limites communales ne sont en effet pas connues par tous les citoyens et il y a peu de villes régions dans le monde qui ont une espèce de patchwork où le citoyen ne s'y retrouve plus.

Donc au niveau de l'harmonisation il estime qu'il y a des choses à apporter et qu'il faut pouvoir discuter d'une part du montant et du fait de laisser, sans tomber dans un sous municipalisme qui ne rend pas de clarté, la possibilité aux communes dans certains cas particuliers de pouvoir avoir une latitude par rapport à l'organisation de ces paiements et notamment aux périodes des soldes ou aux périodes des travaux.

En conclusion, M. le Bourgmestre souligne que ce sera un bon débat lorsque ça viendra à l'ordre du jour, que de pouvoir examiner l'avis que notre commune sera appelée à rendre pour essayer d'avoir un avis qui ne soit pas démagogique, dans le sens qu'on ne touche à rien, mais qui soit quelque chose d'objectif et de nuancé parce que le sujet en vaut la peine.

M. Wyngaard explique que beaucoup de choses ont déjà été dites et qu'il ne va pas rentrer dans le fond du sujet parce qu'effectivement, lors du prochain Conseil communal, il y aura un débat au sein de l'assemblée sur l'avis de la commune d'Uccle

dans le cadre de cette révision des tarifs sur le stationnement.

Les communes sont d'ailleurs concertées parce que ceci est prévu par la législation en la matière, donc il est obligatoire de demander l'avis des communes et l'avis des Conseils communaux est sollicité ; libre après de se positionner ou pas.

Il rappelle qu'il est prévu de transmettre un avis à la Région et comme l'a indiqué M. le Bourgmestre, ce qui est intéressant quand on rend un avis, c'est que cet avis soit entendu, qu'il soit recevable, qu'il soit audible, qu'on ait un maximum de chances que ce que nous pointons soit suivi des faits ensuite au niveau de la Région.

Il estime que si le mois prochain on arrive avec un avis, qu'on dit que rien ne va, qu'on ne veut rien entendre et que de toute façon tout ça c'est sans *Uccle* quelque part c'est la meilleure manière de n'influer en rien sur la réforme qui interviendra.

Par rapport à la concertation, M. Wyngaard explique qu'elle est prévue et est déjà en cours puisque la Région a organisé diverses réunions auxquelles ont participé les administrations, les services compétents des 19 communes bruxelloises pour lesquelles il y a déjà une série de suggestions et de propositions qui ont déjà été débattues, corrigées et amendées. Par ailleurs ça a été discuté au Gouvernement entre les parties concernées en inter Cabinet etc et tout ceci s'achèvera par le débat qu'il y aura le mois prochain.

Afin de répondre à certaines interventions, par rapport à la question de la tolérance et du fait de se voir infliger une redevance si on a une minute de retard, M. Wyngaard explique qu'en principe il y a une certaine flexibilité en la matière. Par rapport à la scan car, il y a quelques maladies de jeunesse incontestablement et donc le dispositif est sans cesse amélioré et corrigé pour répondre au mieux aux quelques soucis qu'on a pu rencontrer.

M. Cools rappelle à Mme Fremault, qu'elle a reçu le 4 janvier, un mail avec accusé de réception l'invitant à communiquer ses remarques (Mme Fremault affirmant n'avoir rien reçu). Il explique qu'il était ouvert à toute proposition d'amendement ou de discussion.

Il estime qu'il ne faut pas faire dire à la motion ce qu'elle ne dit pas.

M. Cools explique qu'il ne dit pas que le parlement ne doit pas se saisir d'un dossier, simplement la motion dit qu'il ne faut pas que le Parlement aborde ce point avant une concertation avec les communes. Il attire aussi l'attention sur le fait qu'on en est à la troisième lecture par le Gouvernement bruxellois du projet de l'ordonnance.

M. Cools répond ensuite à plusieurs intervenants.

Il rappelle, quand M. Desmet affirme qu'il vient sur le côté social d'un certain nombre de relèvements de tarifs, que ce n'est pas raisonnable, que la législature précédente il y avait des cartes professionnelles à 900 € (ou 600 € ...ne sachant plus), que c'est simplement parce que l'ordonnance 2009 ne donnait aucun autre choix à la commune et fixait les tarifs professionnels.

M. Cools dit qu'il n'est pas d'accord quand on dit que le projet d'ordonnance n'alourdit pas les tarifs de stationnement, un automobiliste qui se gare 2 heures en zone rouge paye actuellement 5 €, il devra à l'avenir payer 8,8 €, un conducteur qui stationne 4,30 € en zone grise débourse maintenant 12,5 €, avec la nouvelle réforme devra payer 22 €, la troisième carte par exemple riverain passe de 250 € à 500 €, qu'on ne dise pas qu'on n'alourdit pas les tarifs.

M. Cools n'est pas non plus d'accord que lorsqu'on dit que cette motion n'est pas nuancée et qu'il est ouvert à la modifier. Il est par ailleurs inquiet sur la position que la commune va adopter concernant cette ordonnance parce qu'elle est parfaitement nuancée. Il n'est pas non plus d'accord sur le fait de dire que les motions ne servent à rien.

M. Cools conclut sur le fait qu'il propose de reporter la motion au mois prochain pour voir si la proposition d'avis sur le projet d'ordonnance est effectivement débattue au Conseil communal car si c'est le cas ça n'a pas de sens de débattre en parallèle d'une

motion sur le même sujet.

M. Cools précise qu'il a très souvent entendu des choses inexactes et il rappelle que l'opposition, a un relèvement généralisé des tarifs de stationnement, ne veut pas dire qu'il est fermé à toutes modifications mais simplement à un relèvement généralisé sans nuance.

M. Cools espère que M. le Bourgmestre et M. Wyngaard auront à cœur de défendre un certain nombre de spécificités en ce qui concerne le stationnement de notre commune et dans d'autres pour qu'à nouveau on n'alourdisse pas fondamentalement les tarifs de stationnement à Uccle.

M. Wyngaard précise qu'en entendant M. Cools, il y a encore un doute par rapport à ça, pour être tout à fait clair, un avis de la commune sera débattu au Conseil communal de février.

Il souligne qu'en fonction de ça M. Cools jugera s'il est opportun de voter la motion ce soir, si ça a encore du sens de débattre une motion en même temps qu'un avis le mois prochain ou s'il est opportun plutôt de la retirer.

M. Cools met en exergue qu'il avait compris et c'est pour cela qu'il a proposé qu'on ne vote pas sur la motion maintenant et qu'il verra le mois prochain s'il la retire ou pas.

M. Vanraes propose qu'étant donné que le mois prochain il y aura à nouveau un débat, M. Cools est libre de demander que le vote ait lieu sur sa motion.

Il demande à M. Cools que dès lors qu'on a déjà eu un débat ce mois-ci, qu'on en aura un autre non pas sur la motion mais quand même sur le contenu de celle-ci, qu'on se limite juste au vote sur la motion et non plus à une rediscussion.

M. Cools approuve la proposition sur ce point.

M. De Bock explique que par rapport à l'enjeu que M. Hayette mentionnait, il est opposé à un permis de polluer qui verrait une taxation en fonction des revenus. Il pense que c'est utile d'avoir une taxation en fonction de la pollution générée et croit que c'est utile d'avoir des motions communales.

Le Conseil prend connaissance.

Motie die het niet verhogen van de parkeertarieven in het Brussels Gewest vraagt, ingediend door de h. Cools.

De h. Cools herinnert eraan dat de Brusselse regering op 24 december 2021 in derde lezing een ontwerp van ordonnantie heeft aangenomen tot wijziging van de parkeerreglementering in het Brussels gewest.

In het algemeen voorziet deze ordonnantie in een verhoging van het parkeertarief op straat op het gewestelijke grondgebied.

Er is geen diepgaand overleg geweest met de verschillende Brusselse gemeenten.

Er wordt geen rekening gehouden met de verschillende parkeersituaties in de verschillende wijken, met name het gebrek aan parkeergelegenheid buiten de straat in veel wijken van de Brusselse gemeenten van de tweede ring, zoals Ukkel.

De motie roept dan ook op tot nauw overleg met alle gemeenten vóór een eventuele wijziging van de ordonnantie van 22 januari 2009 betreffende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Gewestelijk Parkeeragentschap.

Als er een nieuwe verordening wordt opgesteld, moet deze meer rekening houden met de plaatselijke realiteit, door de gemeenten meer parkeerautonomie te geven, met inbegrip van de tarieven (met name voor speciale kaarten).

Mevr. Fremault is van mening dat er elementen zijn die passen en andere niet. Ze wil zeer duidelijk zijn en ze zal zich daarom onthouden door te wijzen op een aantal elementen in de resolutie zoals die is geformuleerd.

Wanneer we enkele overwegingen bekijken, zien we dat de ordonnantie van 22 januari 2009 betreffende de organisatie van het parkeerbeleid een voldoende kader biedt voor de organisatie van het parkeren in Brussel. We weten niet of het twaalf jaar later nog voldoende kan worden genoemd, en dus is er al een voorbehoud bij de overweging die is gemaakt, want dat zou betekenen dat we meer dan twaalf jaar later tevreden zouden kunnen zijn met een verordening van januari 2009, waarin zeker een hele reeks grondslagen is gelegd, maar die nog op een aantal punten zou moeten worden gewijzigd. Hierover moet nog worden gediscussieerd. Er zijn debatten gaande in het Brusselse parlement en de gemeenten worden geraadpleegd over dit onderwerp.

Het tweede punt is de overweging die direct volgt op de geciteerde overweging dat er geen reden is om deze verordening te wijzigen om de kosten van het autogebruik in het Brussels gewest nog verder te verhogen. Deze overweging is reductief. Een wijziging van de verordening zonder rekening houden met de huidige stand van zaken zal slechts een verhoging van de kosten inhouden.

Er zijn nog een aantal andere overwegingen die een rol moeten spelen op milieuvlak. Er is ook nog de kwestie van de gezondheid en de volksgezondheid. Een algemene verhoging van de parkeertarieven zou de economische aantrekkelijkheid van Brussel schaden.

De kwestie van de hogere parkeertarieven verschilt sterk van stad tot stad. Als wij bijvoorbeeld kijken naar de parkeertarieven van steden in Nederland, dan liggen die veel hoger. Mevr. Frémault is dan ook van mening dat er een gebrek aan nuance is ten aanzien van de vraag naar het verband tussen parkeertarieven en economische aantrekkelijkheid als zodanig.

In de motie, die genuanceerd wil zijn over dit onderwerp en gezien het feit dat het overleg met de gemeenten nog niet is afgerond, wordt verzet aangetekend tegen een algemene verhoging van de parkeertarieven in de stad en wordt de Brusselse regering verzocht niet te streven naar de goedkeuring van een ontwerp van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 2009 zonder voorafgaand overleg of een diepgaande dialoog.

We denken dat niemand hier denkt dat het ontwerp zoals gepresenteerd door mevr. Van den Brandt als zodanig zal worden aangenomen. We weten uit ervaring goed dat dit soort proces noodzakelijkerwijs inhoudt dat er vanuit ideologisch oogpunt iets heel sterks op tafel moet worden gelegd en dat vervolgens moet worden getracht wegen te vinden om verder te komen. De Brusselse regering stond al genoeg onder druk over dit onderwerp toen de minister de eerste teksten indiende.

Het is dus niet helemaal juist om te denken dat de motie als zodanig een hele reeks andere voorwaarden, chronologisch gezien, zou moeten hebben georganiseerd; het overleg en de dialoog zijn aan de gang en we hopen dat deze succesvol zullen zijn. Er is dus een chronologisch probleem in de uiteenzetting van de eisen en ook in de overwegingen die nuance missen, vandaar de onthouding.

De h. Desmet zegt dat zijn fractie deze motie niet zal steunen. Het gaat niet om een fundamentele ideologische blokkade maar het betreft de opstelling ervan. Al heel snel bleek dat het uiteindelijke voorstel, waarmee een consensus kon worden bereikt, het resultaat was van een gezamenlijke constructieve vooruitgang, zoals dat telkens weer wordt getracht te doen.

Als je het leest, wil je niets horen over een algemene partijherziening en wil je niet dat de tekst in het parlement wordt besproken. Electoraal is dit natuurlijk een makkelijke houding. Het is niet met dit soort moties, waarin u niets wilt weten, waarin u alles afwijst, dat u gehoord gaat worden in het Gewest, dat men akkoord gaat met het

huidige herzieningsproces en dat er zou worden samengewerkt.

Het voorstel dat wordt afgekeurd is het resultaat van een compromis, van een lange, beargumenteerde en doordachte reflectie op gewestelijk niveau tussen 6 partijen: PS, Ecolo, Defi, Groen, Open VLD en Vooruit. Bovendien wordt aangedrongen op overleg met gemeenten, terwijl die al aan de gang is.

Ukkel zal, net als de 18 anderen, om een mening worden gevraagd. Laten we dus afwachten wat Ukkels mening zal zijn in de komende weken.

Deze aanpassing is op de een of andere manier ook attent op de ontwikkeling van de inflatie, die onvermijdelijk tot een stijging leidt. Die € 15 moet niet als hoog worden beschouwd, zeker niet in vergelijking met de € 60 die jaarlijks wordt aangerekend voor fietsenstalling in een gesloten box, een bedrag dat de h. Cools indertijd als te duur wilde bestempelen.

Wat de verhoging voor een tweede voertuig betreft, van 50 naar 120, ja, de ecologen gaan daarvan uit omdat we, los van elk dogmatisme en in het volle besef van de realiteiten, in het bijzonder de sociale, maar fundamenteel geconfronteerd met de realiteiten in verband met de klimaatverandering, moeten handelen en niet moeten palaveren over mogelijke pseudo-sociale, of zelfs populistische opmerkingen.

Vooruitlopend op de kritiek herinnerde hij aan de bedragen die tijdens het vorige mandaat zijn ingediend, zeker voor professionele kaarten, maar die er niet voor terugdeinsden zich aan te kondigen voor € 900 per jaar.

De h. De Bock bevestigt dat het ontwerp van verordening en de uitvoeringsbesluiten in voorbereiding vragen oproepen. Défi was een van de partijen die wou dat de gemeentes werden geraadpleegd.

De h. De Bock vindt dat het belangrijk is dat het niet het Gewest is dat deze tarieven oplegt zonder de mening van de gemeenten te kennen, omdat hij van mening is dat sommige lokale verkozenen zich soms een beetje cynisch opstellen door zich achter het gewest te verschuilen om een duur parkeerbeleid te voeren dat belastingen genereert en anderzijds om de aan de kiezers gevraagde verhoging van de tarieven niet te willen doorvoeren.

Niet alles in het gewestelijke parkeerbeleid is af te wijzen. Het is heel normaal om een vergoeding te vragen voor het parkeren op de openbare weg want je krijgt een dienst. Maar deze dienst moet uiteraard in verhouding staan tot de geleverde dienst. Dat is ongetwijfeld minder het geval wanneer bijvoorbeeld voor enkele minuten vertraging bij het parkeren, ook al is de parkeermeter gevuld, een belasting moet worden betaald die stijgt van 25 naar 40 euro.

In dit debat zijn het niet zozeer de bewonerskaart die vragen oproept maar andere tarieven die veel onbetaalbaar lijken en met name het vaste tarief van € 40 dat zou worden opgelegd aan iemand die 1 of 2 of 3 minuten te laat is, of 10 minuten te laat, ook al heeft hij of zij de parkeermeter gevoed.

De debatten over het gebruik van de scanauto, die het vandaag niet mogelijk maakt een onderscheid te maken tussen stoppen en parkeren of die een aantal mensen van hun verhaal berooft en een vermoeden van schuld vestigt. Het zijn de gebruikers die, zelfs indien zij in het gelijk worden gesteld, moeten bewijzen dat zij de parkeervoorschriften niet hebben overtreden.

Dit is echt problematisch en we moeten soms kunnen vertrouwen op nieuwe technologieën om tot een veel eerlijker systeem te komen, waarbij we, als we te laat zijn, ten minste de vergoeding krijgen die ons wordt gevraagd te betalen, rekening houdend met wat we al in de parkeermeter hebben betaald. Het is mogelijk met nieuwe technologieën; als we morgen een bedrag van € 20 moeten betalen, is het niet meer dan logisch dat we rekening kunnen houden met de € 5, 6, 7 die de mensen al in de parkeerautomaat hebben gestoken. Het zou mogelijk moeten zijn en de gemeente zou creatief en innovatief moeten zijn door gebruik te maken van technologie, niet alleen door camera's op een auto te plaatsen maar ook door computers te gebruiken

om te tellen wat de mensen al hebben betaald.

In dit verband moeten wij kunnen aangeven waarover wij het eens zijn, namelijk een beredeneerd en betalend gebruik van de wegen, want dit vergt uiteraard onderhoud en kosten, en anderzijds een beleid dat evenmin confiscatoir is. Met parkeertarieven van 40 euro voor 8 m² op de grond zitten we, als je de jaarlijkse rentabiliteit bekijkt, op meer dan 1.000 euro per maand, wat nogal onbetaalbaar lijkt.

Het is belangrijk eraan te herinneren dat de automobilisten een enorme bijdrage leveren aan de solidariteit tussen de gebruikers, of ze nu voetganger zijn of niet. 6 miljard euro aan accijnzen vandaag en btw op het hele wagenpark, het is belangrijk om dit ook te onderstrepen; 200 miljoen euro aan verkeersbelastingen, meer dan 50 miljoen euro aan parking brussels. Alleen al in de gemeente Ukkel worden de inkomsten verdubbeld dankzij scanauto's. Veel mensen hebben hun auto nodig, we moeten met iedereen rekening kunnen houden, en bovenal moeten we ophouden zwakke gebruikers tegen autogebruikers uit te spelen.

Mevr. Maison zegt dat de partijvisies helemaal niet dezelfde waren. Beweren dat we de kostprijs van de auto in het Brussels Gewest nog meer gaan verhogen of dat we te maken krijgen met een confiscatoir belastingstelsel, vindt ze zwaar overdreven. Als we kijken naar 50 landen in de wereld, staan we onderaan de ranglijst wat parkeerkosten betreft.

Ver boven onze kosten liggen Berlijn, Stockholm, Parijs, Zürich, Londen, Wenen, Kopenhagen, Toronto enz. De landen onder ons die minder parkeerbelasting heffen zijn Minsk, Kiev, Mexico City, Athene en Tirana. Dat is het, gewoon om de dingen in hun juiste proporties te zetten wat betreft de term confiscatoir. Nog enkele cijfers: er rijden ongeveer 500.000 auto's rond in het gewest, waarvan er 730.000 op een parkeerterrein staan, waarvan slechts 52% wordt gebruikt. Ik zeg niet dat dit het geval is in Ukkel maar in het Brussels Gewest. 265.000 voertuigen die de straten volproppen met niet 7m² maar 15m²; één geparkeerde auto is 15m² op de weg. 58% van de openbare ruimte is gereserveerd voor geparkeerde auto's voor 46% van het totale aantal verplaatsingen met de auto.

Uiteraard is niet alles perfect; het zou heel normaal zijn dat de geschiedenis van vaste tarieven en vertragingen een beetje wordt bijgesteld, in overeenstemming met de fractieleider op dit punt. Het zou ook normaal zijn dat een kleine stadsauto die veel minder ruimte inneemt dan een grote 4WD, minder wordt belast. Het zou ook normaal zijn als wij niet meer bewonerskaarten zouden uitreiken dan er plaatsen beschikbaar zijn, hoewel dit vandaag wel het geval is. Het zou ook normaal zijn voorrang te geven aan beroepen die hun auto als werkinstrument nodig hebben (loodgieters, elektriciens maar ook thuisverpleegsters, architecten). De uitdrukking "de kosten van de auto in het Brussels Gewest nog verder opdrijven" lijkt niet op zijn plaats, zoals de h. Cools zegt. Als we zien hoeveel een auto per maand kost en als we bedenken dat dit voor de kaart van de eerste bewoner 15 euro per jaar zou zijn, is deze motie buiten alle proporties.

Als we ook denken aan de burgers die behoefte hebben aan luchtkwaliteit (7000 vroegtijdige sterfgevallen per jaar door slechte luchtkwaliteit), aan alle ziektebeelden die verband houden met lawaai, aan de wens om een meer gedeelde ruimte te hebben. Gezien al deze overwegingen van de h. Cools, althans wat haar betrof, om niet voor de motie te stemmen.

De h. Hayette juicht het initiatief van de h. Cools toe, maar het zou moeilijk zijn het te steunen. Hij was het eens met het standpunt van mevr. Frémault maar dit betekende niet dat het moest worden verworpen. Aan de andere kant moet het genuanceerd worden want hoewel we kunnen betreuren dat de gemeenten wat autonomie missen en dat ze meer zouden moeten krijgen, moeten we ze ook niet van hun verantwoordelijkheid ontslaan want ze dragen er ook toe bij, en dat hebben we gezien

bij de invoering van de scanauto, omdat die bijvoorbeeld ook bijdraagt aan hogere parkeerrekeningen voor verstrooide mensen, voor bepaalde gezinnen die hun parkeerplaats niet kunnen betalen, en dat kan gebeuren.

We kunnen erop vertrouwen dat onze burgemeester onze grieven doorgeeft op het niveau van de conferentie van burgemeesters en daarom denken we dat het nuttig is dat er op gewestelijk niveau een zekere harmonisatie is, aangezien de straten met elkaar verbonden zijn. Er moet ook enige harmonisatie van systemen zijn. Waarom ze niet combineren? Omdat er duidelijk een sociale dimensie ontbreekt.

Deze tarieven zijn zeer onbetaalbaar en wij willen echt proberen om tarieven te hebben die zijn afgestemd op de inkomens van de mensen en om tarieven voor parkeergarages te hebben die de mensen in staat stellen te blijven leven en hun auto te gebruiken. Dat is de hoofdreden waarom we niet meedoen, maar dat betekent niet dat we er niet aan kunnen werken. Dus de h. Cools wordt uitgenodigd om het opnieuw in te dienen en om opnieuw, zoals mevr. Fremault voorstelde, een werkgroep te voorzien zodat we tot een motie kunnen komen, want dit is geen cafédiscussie en we moeten echt proberen een antwoord van de gemeente te krijgen met betrekking tot deze verordening die gepubliceerd gaat worden.

De h. Cohen spreekt in eigen naam en niet namens zijn fractie. Hoewel deze motie niet volmaakt is en nuances ontbeert, en zonder vooruit te lopen op toekomstige stemmingen over enkele maanden over het advies dat wij aan het Gewest zullen moeten geven, zal de h. Cohen voor deze motie stemmen. Hij vond dat de Ukkelse automobilist opnieuw werd gestraft terwijl er in Ukkel nog niet voldoende alternatieven voor het openbaar vervoer waren, en daarom was het een beetje sterk om de tarieven te verhogen terwijl er nog steeds geen metro was en een gebrek aan openbaar vervoer en lijnen.

De burgemeester antwoordt dat hij misschien sommige mensen teleurstelt maar of men nu voor of tegen stemt of zich onthoudt, het is van geen belang en zal geen gevolgen hebben. Ik heb niets tegen moties, maar ik denk dat het interessant is om ons te kunnen concentreren op nuttige dingen, want wat in de motie wordt gevraagd, er zijn dingen waaraan zou kunnen worden voldaan, maar we spannen het paard achter de wagen.

Er is sprake van om de gemeenten om hun mening te vragen en dat gebeurt, is gepland, vooral omdat, in antwoord op de vraag van de h. Cools, ja, het onderwerp al gedeeltelijk is besproken vóór de zomervakantie, toen de minister van Mobiliteit een ontwerp kwam presenteren dat al was gewijzigd, vóór de conferentie van de burgemeesters. Het was een heet hangijzer, aangezien verschillende burgemeesters, van alle partijen, hun ongenoegen over dit project hebben geuit.

Ik behoor tot degenen die het door het Gewest gevoerde mobiliteitsbeleid in het algemeen als nietig beschouwen, maar ook in dit plan is niet alles slecht. De burgemeester behoort niet tot degenen die het bijvoorbeeld niet buitengewoon vinden dat er geen harmonisatie is in zo'n klein gebied als het Gewest; de gemeentegrenzen zijn niet bij alle burgers bekend en er zijn maar weinig stadsgewesten in de wereld die een soort lappendeken hebben waarin de burger zijn weg niet meer kan vinden. Dus, in termen van harmonisatie, zijn er dingen die gedaan moeten worden. Wij moeten echter kunnen discussiëren over het bedrag en over het feit dat, zonder te vervallen in een subgemeentelijkheid die geen duidelijkheid schept, de gemeenten in bepaalde bijzondere gevallen over een zekere speelruimte kunnen beschikken met betrekking tot de organisatie van deze betalingen en met name met betrekking tot de koopperiodes of de periodes van werkzaamheden.

Dit alles om te zeggen dat het een goed debat zal zijn wanneer het op de agenda komt, om de mening te kunnen onderzoeken die onze gemeente zal moeten geven om te proberen een mening te hebben die niet demagogisch is, we raken niets aan, maar die

iets objectiefs en genuanceerds is omdat het onderwerp de moeite waard is.

De h. Wyngaard vindt dat er al veel is gezegd en zal niet inhoudelijk op het onderwerp ingaan omdat er tijdens de volgende gemeenteraad een debat zal worden gevoerd over het standpunt van de gemeente Ukkel in het kader van deze herziening van de parkeertarieven.

De gemeenten worden geraadpleegd omdat de wetgeving ter zake daarin voorziet, zodat het verplicht is het advies van de gemeenten te vragen en het advies van de gemeenteraden wordt gevraagd, waarna het hen vrij staat al dan niet een standpunt in te nemen.

Wij zijn van plan een advies naar het Gewest te sturen en, zoals de burgemeester heeft aangegeven, is het belangrijk dat de gemeenten worden geraadpleegd en dat dit advies gehoord wordt. Als wij volgende maand terugkomen met een advies en zeggen dat er niets goed is, dat wij niets willen horen en dat het in ieder geval allemaal zonder Ukkel is, dan is dat de beste manier om geen invloed uit te oefenen op de hervorming die zal plaatsvinden.

Wat de raadpleging betreft, deze is gepland en reeds aan de gang aangezien het Gewest verschillende vergaderingen heeft georganiseerd waaraan de besturen, de bevoegde diensten van de 19 Brusselse gemeenten hebben deelgenomen en waarvoor reeds een reeks suggesties en voorstellen zijn besproken, gecorrigeerd en gewijzigd. Bovendien is dit in de regering besproken tussen de betrokken partijen in het interkabinet, enz. en dit alles zal worden afgerond met het debat dat ten minste volgende maand zal plaatsvinden.

Wat de kwestie van de tolerantie betreft en het feit dat een retributie wordt aangerekend als men één minuut te laat is, is er in principe een zekere flexibiliteit op dit gebied. Wat de scanauto betreft, zijn er ongetwijfeld een paar kinderziekten en het systeem wordt voortdurend verbeterd en gecorrigeerd om zo goed mogelijk te reageren op de weinige problemen die zich hebben voorgedaan.

De h. Cools herinnert mevr. Fremault eraan dat hij op 4 januari een e-mail met ontvangstbevestiging had ontvangen waarin hij haar verzocht haar opmerkingen mee te delen (mevr. Fremault zei dat zij niets had ontvangen). De h. Cools heeft niet gezegd dat het parlement een zaak niet in behandeling zou nemen maar in de motie wordt alleen gezegd dat het parlement de zaak niet in behandeling zou nemen voordat met de gemeenten overleg is gepleegd. Hij vestigde ook de aandacht op het feit dat de Brusselse regering momenteel bezig is met de derde lezing van het ontwerp.

De h. Cools antwoordt op verschillende sprekers:

Wanneer de h. Desmet zegt dat hij aan de sociale kant van een aantal tariefverhogingen komt, meent hij dat het niet redelijk is, dat er in de vorige legislatuur beroepskaarten waren aan € 900 (of € 600 ... weet het niet meer), herinnert hij eraan dat het gewoon is omdat de ordonnantie van 2009 de gemeente geen andere keuze liet en de beroepstarieven had vastgelegd.

Hij was het niet eens met de bewering dat het ontwerp de parkeertarieven niet verhoogt, aangezien een bestuurder die 2 uur in de rode zone parkeert momenteel € 5 betaalt en in de toekomst € 8,8 zal moeten betalen; een bestuurder die voor € 4,30 in de grijze zone parkeert, betaalt nu € 12,5 en zal met de nieuwe hervorming € 22 moeten betalen; de derde kaart, bijvoorbeeld voor een bewoner, zal van € 250 naar € 500 stijgen.

De burgemeester is nogal ongerust, want als gezegd wordt dat deze motie niet genuanceerd is, staat hij open voor wijzigingen, en maakt hij zich zorgen over wat het standpunt van onze gemeente zal zijn ten aanzien van deze verordening, omdat zij volkomen genuanceerd is. Zeggen dat de moties nutteloos zijn, brengt hem niet tot een akkoord.

Volgende maand komt er een advies van het college dus hij stelt voor de motie uit te

stellen tot volgende maand. Als we in de gemeenteraad over een advies over het ontwerp beraadslagen, heeft het geen zin om tegelijkertijd over een motie over hetzelfde onderwerp te debatteren.

Ik heb heel vaak onjuiste dingen gehoord.

Het verzet tegen een algemene verhoging van de parkeertarieven betekent niet dat men zich verzet tegen alle wijzigingen. Het is gewoon een veralgemeende tariefverhoging zonder enige nuancering en dat de burgemeester en de h. Wyngaard een aantal specificiteiten met betrekking tot het parkeren in onze gemeente en in andere gemeenten zullen verdedigen, zodat de parkeertarieven in Ukkel niet opnieuw fundamenteel worden verhoogd.

De h. Wyngaard verduidelijkt dat, aangezien de h. Cools hierover nog twijfels heeft, voor alle duidelijkheid een advies van de gemeente zal worden besproken in de gemeenteraad van februari. Afhankelijk daarvan zal de h. Cools beoordelen of het opportuun is vanavond over de motie te stemmen, of het nog zin heeft een motie tegelijk met een advies volgende maand te behandelen, dan wel of het opportuun is de motie in te trekken.

De h. Cools begreep het en daarom stelde hij voor dat we nu niet over de motie stemmen en dat we volgende maand zien of hij haar intrekt of niet.

De h. Vanraes stelt voor dat de h. Cools, aangezien er volgende week weer een debat wordt gehouden, vrij is om te vragen dat er over zijn motie wordt gestemd, maar zou hij de h. Cools kunnen vragen dat we, aangezien we deze maand al een debat hebben gehad, nog een debat houden, niet over de motie maar over de inhoud van de motie, dat we ons beperken tot de stemming over de motie en niet meer over een herbespreking.

De h. Cools stemt in met het voorstel op dit punt.

De h. De Bock is van mening dat hij, in verband met de door de h. Hayette genoemde kwestie, gekant is tegen een vergunning waarbij de belasting op het inkomen wordt gebaseerd. Hij meent dat het nuttig is belasting te heffen naar gelang van de veroorzaakte vervuiling en meent dat het nuttig is gemeenschappelijke moties te hebben.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen

Justification motion sur les tarifs de stationnement.docx, Motion sur les tarifs de stationnement.docx

Céline Fremault quitte la séance / verlaat de zitting.

Chiraz El Fassi quitte la séance / verlaat de zitting.

20.01.2022/A/0029 **Interpellation de M. Cools : respect des PPAS.**

M. Cools estime que les décisions prises pour l'aménagement du territoire lors de la délivrance des permis d'urbanisme façonnent le paysage urbain et déterminent la qualité de vie.

Ces décisions doivent être cohérentes et relever d'un bon aménagement des lieux. Ce bon aménagement est déterminé par les plans particuliers d'affectation du sol (P.P.A.S.) ou les permis de lotir, lorsqu'ils existent.

Plus de la moitié du territoire communal est couverte par des P.P.A.S. ou des permis de lotir, qui planifient le développement urbanistique des quartiers concernés. Ces plans définissent en général l'affectation des différentes parcelles de l'aire géographique concernée, le type de construction qui peut y être construit, la densité du bâti, les espaces réservés aux jardins et espaces verts, aux espaces de sport, aux commerces, etc. L'objectif de ces plans consiste à éviter l'urbanisme débridé qui a abouti dans les années 60 au phénomène de la « bruxellisation ».

Ces plans assurent – ou plutôt devraient assurer – une sécurité juridique aux habitants de ces quartiers ainsi qu'à toute personne qui voudrait y acquérir un bien.

M. Cools est contraint de recourir au conditionnel parce que le Collège a pris une décision sans précédent en délivrant, le 21 septembre 2021, un permis d'urbanisme qui viole les dispositions des P.P.A.S. n° 15 et 15 bis Montjoie-Cavell-Roberts-Jones-Errera. Ce permis constitue un précédent très dangereux pour tous les quartiers régis par des P.P.A.S. ou des permis de lotir.

Les riverains des parcelles situées aux n° 105-107 de la rue Edith Cavell viennent de prendre connaissance de ce permis suite à son affichage récent.

L'accusé de réception de la demande de permis date du 7 mai 2019.

Dans ce dossier, le permis délivré par le Collège aura été retiré deux fois par celui-ci (respectivement le 14 juillet 2020 et le 15 juin 2021), ce qui constitue assurément un phénomène rarissime !

Le permis délivré le 21 septembre dernier s'efforce de mieux motiver les dérogations énoncées dans le permis du 15 juin 2021, qui a fait l'objet d'une suspension par le Conseil d'Etat.

Les motivations de ce nouveau permis violent des dispositions essentielles figurant dans de nombreux P.P.A.S., telles que l'imposition de maisons unifamiliales ou de zones de jardin non-constructibles.

Estimer, à l'instar du Collège, que l'interdiction d'immeubles à appartements multiples à certains endroits ne peut être considérée comme une donnée essentielle du P.P.A.S. est inacceptable et vide un tel dispositif de son sens.

La variété des gabarits et la densité des constructions voulue par le P.P.A.S. dans son aire géographique, plus large que la rue Edith Cavell, relèvent de la volonté de garantir la diversité des constructions dans le quartier.

Pour le moment, cette diversité est encore largement préservée dans le quartier et dans les quatre avenues incluses dans l'aire géographique du P.P.A.S. n° 15, dont la majorité des parcelles (et notamment une partie du terrain concerné par le permis évoqué par M. Cools) est régie par le prescrit « Destination : Maisons isolées, jumelées ou groupées. La construction d'immeubles à appartements multiples est interdite ».

Comment justifier que, par dérogation, la construction d'appartements multiples soit autorisée dans les zones régies par ce prescrit (en l'occurrence les zones roses du P.P.A.S.), et ce alors même que le P.P.A.S. définit les zones rouges, où ce type d'immeuble peut être érigé ?

M. Cools ne comprend pas comment le Collège a pu ouvrir une telle boîte de pandore. C'est précisément pour répondre à une intention protectrice que de nombreux P.P.A.S. interdisent l'érection d'appartements multiples dans leur aire géographique.

Qualifier de « maison » un immeuble à appartements et considérer que ce seul mot définit l'affectation constitue une trahison d'une donnée essentielle du P.P.A.S., et ce d'autant plus que pour le même P.P.A.S. ou des P.P.A.S. voisins, des permis cherchant à substituer des appartements à des maisons unifamiliales ont été refusés. Comment justifier une telle incohérence ?

De plus, des contournements analogues ont été observés pour dénaturer, via la construction d'un volume de liaison, les espaces renseignés comme « zones de jardin » dans le P.P.A.S..

M. Cools est aussi pantois face à l'argument selon lequel le mauvais état d'une maison

justifie sa démolition, quoique l'immeuble considéré fût en bon état lors de l'introduction de la première demande de permis. Suffit-il de laisser pourrir un bien pour obtenir sa démolition ?

Le permis du 21 septembre 2021 relève de la provocation à plus d'un titre. Lors de l'enquête publique, les remarques des riverains sur les terrasses à l'arrière sont un des éléments ayant abouti au retrait du permis du 15 juin 2021. Or, le permis du 21 septembre n'opère aucune révision du dossier sur ce point, et même autorise l'installation de nouvelles terrasses supplémentaires, qui n'étaient pas prévues dans le permis du 15 juin !

M. Cools enjoint le Collège de ne plus jamais prendre des décisions qui vident les P.P.A.S. de leur sens.

Si le Collège a des objections à l'égard des P.P.A.S., il lui incombe de mettre en œuvre des procédures de modification ou d'abrogation de ceux-ci et d'obtenir à cette fin l'accord du Conseil communal.

M. Hayette déclare que s'il est avéré que le sens du P.P.A.S. a été modifié pour favoriser un type de construction plus large, alors la commune doit des explications sur les raisons de ces changements.

Il refuse de croire qu'il s'agisse d'un chipotage pour favoriser le promoteur.

M. Hayette explique que, comme le souligne M.Cools, si les règles ne conviennent pas alors il y a lieu de changer le P.P.A.S. mais en respectant les procédures.

D'une manière générale il regrette l'absence de dialogue avec les citoyens concernés. Les oppositions à ce projet ne manquent pas. La commune a eu un rôle d'arbitre dans les différends entre le promoteur et les riverains. Trop souvent les habitants n'ont pas d'autres possibilités que d'introduire un recours auprès du Conseil d'Etat et cela coûte cher, de l'énergie et ça fait perdre du temps à tout le monde.

Généralement, pour beaucoup, cette procédure est celle de la dernière chance. La tranquillité ne se négocie pas.

M. Hayette expose que d'un côté il est normal qu'un propriétaire vise à valoriser son bien, voire à en tirer un profit, mais qu'il n'est pas acceptable que ça se fasse au détriment de la quiétude des voisins et que d'un autre côté il est naturel que si on achète une maison, qui sont souvent chères à Uccle, on aspire à en conserver les émotions qui ont motivé à passer l'acte.

Il est sein de réagir si l'équilibre est rompu entre son avant et son devenir. La commune doit permettre que la coexistence entre les souhaits des uns et des autres puissent avoir une réponse citoyenne. Ce n'est pas toujours simple ni possible mais la commune doit rester le garant de la justice sociale et penser à toujours favoriser le plus vulnérable.

Il rappelle que depuis quelques mois la commune a multiplié des constructions spéculatives privées, que ce soient des projets mammoth comme les promenades d'Uccle, les closeries du Verrewinkel ou encore les jardins du Kinsendael prévus au Bourdon. Parfois ce sont des projets plus modestes comme la transformation d'une maison unifamiliale en un immeuble à appartements comme à Cavell. Ces réalisations démontrent du dynamisme, l'intérêt pour la commune, elles augmentent les recettes mais elles ont aussi un coût.

En premier lieu la tristesse pour certains, le désespoir pour d'autres qui, après avoir investi toute leur vie dans la maison de leur rêve, se voient privés d'horizon parce qu'un promoteur peu scrupuleux n'en avait rien à faire de leur détresse ou parce que l'autorité publique avait contourné la législation sans se soucier du souvenir des citoyens qui ne demandaient que de la tranquillité.

Les agences immobilières ne s'y sont pas trompées, elles sont à l'affût du moindre bien, de la moindre parcelle pour y construire leur projet immobilier et peu importe qu'ils viennent d'Anvers, de Londres, de Paris, leur seul leitmotiv c'est la rentabilité à tout prix et pour eux trop souvent à Uccle c'est un point sur la carte.

En deuxième lieu, M. Hayette expose les conséquences indirectes pour les ucclois et

uccloises : augmentation du trafic, une nette régression du couvert végétal général ainsi d'après un article de l'ACU en septembre 2021, nous serions passé de 24 % de surface minérale en 1955, 44 % en 2006 et environ 50 % de nos jours.

M. Hayette exemplifie son propos sur les promoteurs immobiliers « sans scrupule » en citant le cas d'un chantier à Fort-Jaco où la Commune a dû intervenir pour arrêter un chantier en infraction.

M. Hayette précise que l'exemple de cette construction à Cavell doit inviter à la prudence et exiger que la commune procède à un examen de conscience sur les raisons qui l'ont poussée à interpréter un P.P.A.S. et à tenter d'imposer un point de vue au détriment des gens de la rue Edith Cavell. De manière générale, si cette hyper urbanisation attire du monde, les prix comme les inconvénients de la cité poussent d'autres à fuir vers la campagne pour y retrouver une qualité de vie.

M. De Bock estime que le témoignage de M. Cools est assez dramatique.

Il rappelle qu'il a eu l'occasion, il y a plus d'un an et demi, de faire une tribune dans le Wolvendael, en écoutant les riverains et les comités de quartier, sur le sentiment de la densification exacerbée d'un certain nombre de projets même dans des quartiers résidentiels de type villa où on maximise au-delà de la raison et même en demandant des dérogations substantielles aux P.P.A.S. et aux zones de permis de lotir qui avaient été établies préalablement.

Il met en exergue que l'engagement de la majorité et d'Ecolo sur notamment la non-construction en matière d'ilot, mérite quand même d'être passée au crible.

Quand on voit le nombre de projets ou le nombre de terrains de quelques ares qui sont parfois divisés pour y loger des 3 ou 4 façades ou des immeubles à appartements, ou des faux immeubles à appartements avec des doubles duplex dont on ne veut pas dire qu'ils sont des immeubles à appartements, M. De Bock estime qu'il y a véritablement une volonté de maximiser le bâti qui se fait au détriment de la convivialité et de ce qui a fait l'attractivité de la commune.

Il faut être bien clair, quand on autorise de construire plus grand que ses voisins ou qu'on déroge aux limites au P.P.A.S. ou au permis de lotir qui était pourtant restrictif, cela devient la nouvelle norme du quartier et cela encourage à terme les personnes à déménager, parce qu'elles ont perdu en convivialité et en résidentialité et ces personnes qui voient finalement une plus-value accordée à leur terrain, parce qu'évidemment, sur une maison unifamiliale le voisin a pu construire un immeuble à appartements ou une fausse maison unifamiliale, mais de double de m² que la sienne, cela permet à un promoteur de venir détruire la maison voisine et construire le projet qu'il souhaite.

Il conclut que la commune a une véritable responsabilité pour ne pas encourager ce type d'investissement spéculatif et de faire en sorte qu'elle reste accessible à l'ensemble de la population bruxelloise, quelle qu'elle soit. Le prix du m² carré qui s'envole dans un ensemble de quartier, il faut vraiment dissuader celles et ceux qui ont ces projets de maximiser et d'acheter bien cher une maison unifamiliale pour en faire de faux immeubles à appartements ou des vrais projets spéculatifs.

M. Biermann estime qu'il y a dans les interventions, certains éléments qui sont réels. Il est vrai que la commune d'Uccle présente aujourd'hui en terme d'investissement immobilier un enjeu extrêmement important, la valeur du foncier a considérablement augmenté et on constate que compte tenu de l'imposition de normes de performances énergétiques, de valeur du foncier etc il y a une demande importante en terme de division de bâti existant, de démolitions/reconstructions, de densifications et une forme de spéculation à cet égard.

Il explique qu'on constate, rien que l'année passée alors que le covid nous frappait de plein fouet, une augmentation de l'ordre de 30% des demandes de permis d'urbanisme. A cet égard deux choses : 1) il n'est évidemment interdit à personne d'introduire une demande de permis d'urbanisme et ce n'est pas parce qu'on a 30% de

demande en plus qu'on a 30% de permis délivrés en plus; 2) Il y a une augmentation des refus également.

Afin de répondre à M. De Bock qui parlait de passer au crible les permis délivrés, M. Biermann rappelle qu'il est donné toutes les informations utiles avec la plus grande transparence en matière de conséquence en terme de densification et il est convaincu que le Collège est respectueux des engagements pris dans la déclaration de politique générale et du cadre planologique établi par la commune, c'est-à-dire des P.P.A.S.. A cet égard le P.P.A.S. dont il est question ici dans le cas particulier évoqué date de 1957 et il est tout à fait raisonnable de considérer qu'il mérite d'être adapté au contexte contemporain et qu'après la mise en œuvre du règlement communal d'urbanisme zoné des grandes avenues, ce P.P.A.S. devrait être l'un des premiers à connaître une adaptation à la réalité de notre époque.

Afin de répondre à M. Cools qui disait qu'il y avait eu un double retrait, M. Biermann explique c'est une situation rare qui comprend en l'espèce un élément particulier à savoir que le fonctionnaire délégué dont l'avis fut sollicité, c'est la procédure qui le prévoit, a transmis 2 avis différents. C'est donc le premier avis qui a été transmis qui a été intégré dans le permis délivré. Quelques jours plus tard un second avis a été communiqué, ce qui explique le premier retrait et la délivrance sur base du nouvel avis du fonctionnaire délégué, donc du fonctionnaire régional d'Urban.brussels.

Et effectivement, suite à la suspension par le Conseil d'Etat le permis a été retiré pour en améliorer la motivation. La question de la démolition a été analysée quant aux qualités patrimoniales du bien. Ce bien date d'avant 1932 et donc il fait l'objet d'une inscription d'office à l'inventaire, il n'y a pas d'autres mesures de protection patrimoniale particulière pour ce bien. Donc on se retrouve dans une situation dans laquelle on nous reproche dans certains cas de refuser des démolitions pour des motifs qui ne sont pas repris dans la réglementation : économie circulaire, principes environnementaux etc et ainsi de porter atteinte aux droits de propriété et dans d'autres cas on nous reproche d'autoriser ces démolitions.

M. Biermann met en exergue que dans le cas précis on a étudié les qualités patrimoniales du bâtiment et les qualités du projet proposée et il ajoute à titre de précision fondamentale que les parcelles concernées par ce projet concernent l'immeuble de gauche et un immeuble à droite à la place de la grande villa existante. Le P.P.A.S. prévoit qu'à la localisation de l'immeuble de droite il est parfaitement autorisé de construire un immeuble de logements collectif, c'est-à-dire un immeuble à appartements. Par contre c'est vrai que le P.P.A.S. parle de maison pour l'immeuble de gauche. Lorsque le projet a été introduit il a sollicité plusieurs dérogations importantes. Quand un projet nécessite des dérogations, il revient au Collège de solliciter les dérogations avec lesquelles elle est à priori d'accord, auprès du fonctionnaire délégué régional et lui qui accepte ou non les dérogations.

Plusieurs dérogations importantes n'ont pas été sollicitées par la commune. Donc le Collège n'a pas été d'accord avec la proposition initiale du demandeur. Sur le grand immeuble de droite il y avait un 4^{ème} étage dans la demande initiale; le Collège a refusé de solliciter la dérogation pour cet étage entier. Il a exigé que le demandeur renonce à un grand nombre de dérogations pour l'immeuble de gauche et notamment des dérogations au P.P.A.S. en matière de gabarit, ce qui signifie que l'immeuble de gauche, bien que, et c'est la seule dérogation demandée à cet égard, l'immeuble de gauche puisse faire l'objet d'une division et donc être un immeuble de logements collectifs. Il doit avoir le gabarit de la maison unifamiliale qui est son mitoyen de gauche.

Il a été exigé que la rampe de garage soit placée dans le corps de l'immeuble pour maintenir la zone de cour et jardin du côté latéral droit. M. Cools considère que ce volume de liaison entre les deux bâtiments est en zone de cour et jardin et qu'il ne peut en aucun cas être autorisé, toutefois, dans le bâtiment existant il est déjà présent et il a déjà fait l'objet d'un permis d'urbanisme que dans le passé le Collège a déjà

autorisé la construction d'un volume de liaison dans la zone de cour et jardin.

Dans le permis d'urbanisme concerné, on est allé vérifier l'esprit du P.P.A.S. de 1957 et on a considéré que la volonté était d'assurer une perméabilité visuelle vers l'intérieur d'îlot et vers les jardins. S'assurant que le déplacement de la rampe de garage et la manière dont ce volume de liaison devait être configuré, uniquement du rez-de-chaussée, permettait encore cette perméabilité visuelle depuis l'espace public vers l'intérieur d'îlot qui doit connaître une forte amélioration des abords.

Et enfin l'ensemble des modifications exigées de la part du demandeur entraîne la diminution importante de la densité puisqu'on passe de 13 unités de logement à 10 unités. A ce moment l'immeuble de gauche a un gabarit tout à fait conforme à son voisin de gauche qui est une maison unifamiliale. On a considéré que le raccord était harmonieux avec le front bâti continu à la maison 2 façades mitoyenne à gauche, que le gabarit correspondait à ce bloc de maisons unifamiliales.

M. Biermann conclut que ces quelques éléments de clarification amènent à considérer qu'en aucune manière on ne doit penser qu'il s'agit de chipotage, de violation ou de trahison du P.P.A.S.. Les dérogations motivées furent sollicitées auprès du fonctionnaire délégué. Il a motivé à son tour les raisons pour lesquelles il les avaient accordées et il revient effectivement désormais au Conseil d'Etat de considérer si ces motivations sont conformes et suffisantes au fond et non dans le cadre de la procédure en extrême urgence qui vise à la suspension.

M. Cools remercie pour les réponses tout en précisant qu'elles ne lui donnent qu'à moitié satisfaction.

Il rappelle que les dispositions dont on parle ici dans un P.P.A.S. qui date de 1957, existent dans les P.P.A.S. des années 1990 et même 2000.

Il est par ailleurs étonné de l'évolution des avis du fonctionnaire délégué vu que par le passé dans des dossiers similaires il y a eu refus des dérogations par celui-ci.

M. Cools constate que certaines dérogations n'ont pas été demandées et que le Collège aurait pu ne pas solliciter de dérogation pour ce qui concernait l'immeuble de gauche. Il y avait un volume bâti mais il faut voir quand il a été bâti. Quand des constructions qui existent avant l'entrée en vigueur d'un P.P.A.S., le jour où l'on choisit une démolition/reconstruction, il est nécessaire de l'inscrire dans le cadre du P.P.A.S..

Il explique que sans se prononcer sur le projet en lui-même, dans l'avis de la commission de concertation unanime, il était indiqué que l'architecture des façades étaient pauvres et devait être améliorée et donc quand on dit qu'on va comparer les qualités patrimoniales du nouveau projet et les qualités patrimoniales du bâtiment existant, on peut débattre.

M. Cools précise qu'il ne parlait pas des qualités patrimoniales du bâtiment et que dans la motivation, il y a insistance pour justifier la démolition et le mauvais état du bâtiment ce qui le dérange beaucoup. Qu'on décime même un bâtiment en bon état et que finalement ses qualités sont faibles, que le projet qui va émerger sera de grande qualité, pourquoi pas envisager une démolition. Mais que certains propriétaires laissent « pourrir » leur bien sur place pour pouvoir obtenir une démolition ça, cela dérange beaucoup plus M. Cools qui pense qu'il y a une forte dérogation au P.P.A.S..

M. Cools conclut qu'on en aurait pu respecter le P.P.A.S. qui prévoyait de l'habitat type maison à gauche, une zone de jardin puis l'appartement sans avoir encore 1 ou 2 logements peut-être de moins que les 10 mais il y avait moyen de faire un projet qui respectait le P.P.A.S.. Annonçant vouloir modifier le P.P.A.S. de 1957, on a mis la charrue avant le bœuf. Il faut faire attention à la boîte de Pandore de densifier la commune. On sait que certains ont cette volonté-là.

M. Cools précise qu'il serait extrêmement prudent et en tout cas si on veut aller dans ce sens-là alors il faut venir avec des modifications du P.P.A.S., avec des nouveaux P.P.A.S. mais tant que les P.P.A.S. sont là, ils doivent être pleinement et entièrement respectés, sans quoi on crée l'insécurité juridique, on crée toutes ces procédures de recours qui sont très lourdes pour les riverains qui doivent les assumer.

M. Hayette remarque que pas une seule fois il a été prononcé le mot « riverain », le mot « voisin ». Prendre seulement conscience qu'en face de ce bâtiment qui va être construit, bâtiment avec un gabarit important, les riverains et les voisins devraient aussi faire l'objet d'une concertation avec les autorités de cette commune.

M. Desmet s'étonne d'une partie des arguments entendu des trois intervenants principaux pour avoir vécu pendant plus de 20 ans chemin 't Cortenbosch. Des dérogations qui ont été autorisées, où une villa avec grand jardin a été remplacée par exemple par 8 maisons unifamiliales où le jardin correspondait à un mouchoir de poche. Il semble que c'était M. Cools qui avait la responsabilité politique.

Il explique qu'on parle de densification mais que celle-ci n'est pas neuve. Il faut aussi que l'on mette en parallèle, même si on parlait pour le dossier Régie foncière du bâti public, mais où on a entendu toute une série d'arguments qui ont été avancés sur le manque d'ambition de la commune etc. M. Desmet souscrit tout à fait aux arguments que M. Biermann a avancés comme justification. Mais là nous avons au sein d'un quartier peu habité par du social même très peu par des revenus moyens une volonté de développement du logement parce que du logement il nous en faut.

Nous sommes, de par des raisons institutionnelles, dans un carcan géographique où la possibilité d'extension de la région bruxelloise est réduite alors soit on construit en hauteur et s'était par exemple des rêves de Mme Dupuis lorsqu'elle envisageait du logement social avec 1000 logements dans un projet, on n'en est plus là aujourd'hui.

On essaye en tant qu'écologiste, dans les compétences qui sont les nôtres, d'avoir des projets beaucoup plus raisonnables. Et puis dire qu'on accepte tout s'est oublier le débat du mois passé concernant le projet rue Egide Van Ophem, du projet Astra Zeneca par exemple. Il ne faut pas exagérer et oublier ce qui a été autorisé sur d'autres mandatures.

M. De Bock estime que ces dossiers sont très importants pour les riverains. Aujourd'hui il y a manifestement un gros problème et vraiment on ne peut pas accepter, et M. Desmet se trompe de combat quand il porte cette défense alors que ce sont des constructions de logement de luxe essentiellement. Et donc M. De Bock peut tout entendre en terme de densification dans un certain nombre de quartier mais les problèmes bien souvent qui portent ombrage sont souvent des problèmes de gabarit, de dérogation au côté des riverains qui perdent de l'enseignement, qui ont des jours et des vues qui se créent et doivent aller en recours devant le Conseil d'Etat, ce qui coûte en fait au contribuable uclois.

Quand la commune doit se défendre d'avoir délivré un permis et quand elle perd, elle a engagé elle aussi les fonds de la collectivité. Ce qui est intéressant dans ce dossier c'est quand même de pointer que la commune a perdu par 2 fois, et par 2 fois elle a engagé bien chèrement l'argent du contribuable à la défense d'une vision qui n'était pas partagée par le Conseil d'Etat et par les riverains.

M. Biermann explique qu'il un peu perdu par rapport aux éléments de réponse qu'il est supposé apporter.

Il ne sait en effet pas s'il faut parler du chemin privé 't Cortenbosch ou d'un quelconque projet de luxe si M. De Bock a pris connaissance du projet et des plans d'aménagement. Affirmer de façon péremptoire qu'il s'agit d'un projet de luxe, c'est peut-être le cas ou pas, en l'occurrence ce n'est peut-être pas la bonne manière de décrire les choses. Ceci étant, il expose deux éléments de réponse.

En ce qui concerne l'éventuelle modification du P.P.A.S. évoquée par M. Cools, il explique que la modification ou l'adaptation d'un P.P.A.S. ne signifie pas automatiquement une volonté de densification du quartier, bien au contraire et que ça ne correspondrait pas aux engagements de déclarations de politique générale. Il en donne pour preuve le règlement communal d'urbanisme zoné n'autorisera pas lui non plus une forte densification du quartier, bien au contraire.

Pour répondre à M. Hayette, M. Biermann reconnaît qu'il aurait certainement dû mentionner les riverains dans sa réponse mais quand on signale que notamment la

commission de concertation et le Collège par la suite ont eu la volonté de réduire le projet tel qu'initialement introduit, c'est notamment parce que les riverains ont contribué grandement à l'analyse du dossier dans le cadre de la commission de concertation de l'enquête publique et qu'ils ont été entendus, pas sur tous les points mais sur un grand nombre de points et c'est ce qui a permis à la commission de concertation et au Collège de se forger une opinion et de déterminer quelles étaient les dérogations qui étaient justifiable et celles qui ne l'étaient pas et donc qui n'ont pas été sollicitées.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : respecteren van de BBP's.

De h. Cools vindt dat beslissingen inzake ruimtelijke ordening bij de afgifte van bouwvergunningen vorm geven aan het stadslandschap en bepalend zijn voor de levenskwaliteit.

Deze beslissingen moeten coherent zijn en een goede inrichting nastreven. Deze goede planning wordt bepaald door bijzondere bestemmingsplannen (BBP) of verkavelingsvergunningen, indien deze bestaan.

Meer dan de helft van het gemeentelijke grondgebied valt onder BBP's of verkavelingsvergunningen die de stedelijke ontwikkeling in de betrokken gebieden plannen. In deze plannen wordt in het algemeen de bestemming van de verschillende percelen in het betrokken geografisch gebied vastgelegd, het soort bebouwing dat erop mag worden gebouwd, de dichtheid ervan, de ruimten die zijn gereserveerd voor tuinen en groen, sportterreinen, winkels, enz. Het doel van deze plannen is de ongebreidelde stadsplanning te vermijden die in de jaren zestig tot het verschijnen van de "Brusselisering" heeft geleid.

Deze plannen bieden - of liever gezegd zouden moeten bieden - rechtszekerheid voor de bewoners van deze wijken en voor iedereen die daar een goed wil kopen.

Hij ziet zich genoodzaakt de voorwaardelijke tijd te gebruiken omdat het college een ongekende beslissing heeft genomen door op 21 september 2021 een bouwvergunning af te geven die in strijd is met de bepalingen van BBP nr. 15 en 15 bis Montjoie-Cavell-Roberts-Jones-Errera. Deze vergunning schept een zeer gevaarlijk precedent voor alle wijken die onder BBP's of verkavelingsvergunningen vallen.

De bewoners van de percelen in de Edith Cavellstraat 105-107 hebben pas kennis genomen van deze vergunning nadat deze onlangs was bekendgemaakt.

De ontvangstbevestiging van de vergunningsaanvraag dateert van 7 mei 2019.

In dit dossier zal de door het college afgegeven vergunning tweemaal door het college zijn ingetrokken (op 14 juli 2020 en 15 juni 2021), wat beslist een zeldzaam verschijnsel is!

De op 21 september afgegeven vergunning beoogt een betere rechtvaardiging van de afwijkingen die zijn opgenomen in de vergunning van 15 juni 2021, die door de Raad van State is geschorst.

De redenen voor deze nieuwe vergunning zijn in strijd met belangrijke bepalingen in veel BBP's, zoals het opleggen van eengezinswoningen of niet-bouwbare tuingebieden.

Het standpunt van het college dat het verbod van gebouwen met meerdere appartementen op bepaalde locaties niet als een essentieel kenmerk van het BBP kan worden beschouwd, is onaanvaardbaar en maakt een dergelijke regeling zinloos.

De verscheidenheid aan bouwgroottes en de dichtheid van de bebouwing die de BBP nastreeft in haar geografisch gebied, dat ruimer is dan de Edith Cavellstraat, passen in het streven om de diversiteit van de bebouwing in de wijk te waarborgen.

Voorlopig is deze diversiteit nog grotendeels bewaard gebleven in de wijk en in de vier lanen die deel uitmaken van het geografische gebied van BBP nr. 15, waarvan de

meeste percelen (en met name een deel van de grond waarop de door de h. Cools genoemde vergunning betrekking heeft) vallen onder het voorschrift "Destination : Maisons isolées, jumelées ou groupées. La construction d'immeubles à appartements multiples est interdite".

Hoe kan worden gerechtvaardigd dat bij wijze van uitzondering de bouw van meergezinswoningen is toegestaan in de zones die onder dit voorschrift vallen (in casu de roze zones van het BBP), terwijl het BBP de rode zones afbakt, waar dit soort gebouwen mag worden opgetrokken?

De h. Cools begrijpt niet hoe het college zo'n doos van Pandora heeft kunnen openen. Het is juist met het oog op de bescherming dat vele BBP's de oprichting van appartementsgebouwen in hun geografisch gebied verbieden.

Een appartementsgebouw een "huis" te noemen en te oordelen dat dit woord alleen het gebruik definieert, is een verraad aan een essentieel gegeven van het BBP, te meer daar voor dezelfde BBP of naburige BBP vergunningen zijn geweigerd die ertoe strekten appartementen te vervangen door eengezinswoningen. Hoe kan een dergelijke inconsistentie worden gerechtvaardigd?

Bovendien zijn soortgelijke ontduikingen waargenomen om, door de constructie van een verbindingsvolume, de ruimten te vervormen die in het BBP als "tuinzones" zijn aangeduid.

De h. Cools is ook verbaasd over het argument dat de slechte staat van een huis de sloop ervan rechtvaardigt, ook al verkeerde het gebouw in kwestie in goede staat toen de eerste vergunningsaanvraag werd ingediend. Is het voldoende om een pand te laten verrotten om de sloop ervan te verkrijgen?

De vergunning van 21 september 2021 is in meer dan één opzicht provocerend. Tijdens het openbaar onderzoek waren de opmerkingen van de omwonenden over de terrassen aan de achterkant een van de elementen die hebben geleid tot de intrekking van de vergunning van 15 juni 2021. De vergunning van 21 september echter wijzigt het dossier op dit punt niet, en staat zelfs de aanleg toe van nieuwe extra terrassen, die niet waren voorzien in de vergunning van 15 juni!

De h. Cools dringt er bij het college op aan nooit meer besluiten te nemen die BBP's zinloos maken.

Indien het college bezwaren heeft tegen BBP's, is het zijn verantwoordelijkheid procedures in te voeren om deze te wijzigen of in te trekken en hiertoe de instemming van de gemeenteraad te verkrijgen.

De h. Hayette legt uit dat, indien zou worden vastgesteld dat de betekenis van het BBP is gewijzigd ten gunste van een breder type constructie, de gemeente uitleg verschuldigd is over de reden van deze wijzigingen.

Hij weigert te geloven dat het een geval van muggenzifterij was om de ontwikkelaar te bevoordelen.

Indien de regels niet geschikt zijn, moet het BBP worden gewijzigd, maar dan wel in overeenstemming met de procedures.

In het algemeen betreurt hij het gebrek aan dialoog met de betrokken burgers. Er is geen gebrek aan oppositie tegen dit project. De gemeente heeft de rol van scheidsrechter gespeeld in de geschillen tussen de projectontwikkelaar en de omwonenden. Maar al te vaak hebben de bewoners geen andere optie dan in beroep te gaan bij de Raad van State, wat voor iedereen duur, tijdrovend en energieverwend is.

Over het algemeen is deze procedure voor veel mensen de laatste kans. Gemoedsrust is niet onderhandelbaar.

Het is normaal dat een eigenaar ernaar streeft de waarde van zijn eigendom te verhogen, zelfs om winst te maken, maar het is onaanvaardbaar dat dit ten koste gaat van de rust van de burens en dat het anderzijds normaal is dat als men een huis koopt, dat in Ukkel vaak duur is, men ernaar streeft de emoties die tot de actie hebben geleid, te behouden.

Het is belangrijk te reageren als het evenwicht tussen zijn verleden en zijn toekomst wordt verstoord. De gemeente moet het mogelijk maken dat de wensen van sommigen en die van anderen naast elkaar kunnen bestaan, zodat de burger kan reageren. Dit is niet altijd eenvoudig of mogelijk, maar de gemeente moet garant blijven staan voor sociale rechtvaardigheid en altijd denken aan het bevoordelen van de meest kwetsbaren.

Hij herinnert eraan dat de gemeente de laatste maanden het aantal particuliere speculatieve bouwwerken heeft verveelvoudigd, of het nu gaat om mammoetprojecten zoals de promenades van Ukkel, de afsluitingen van Verrewinkel of de Kinsendaeltuinen die in Horzel zijn gepland. Soms gaat het om meer bescheiden projecten, zoals de verbouwing van een eengezinswoning tot een appartementsgebouw, zoals in Cavell. Deze projecten geven blijk van dynamiek en belangstelling voor de gemeente, ze verhogen de inkomsten, maar ze hebben ook een prijs.

In de eerste plaats verdriet bij sommigen, wanhoop bij anderen die, na hun hele leven te hebben geïnvesteerd in hun droomhuis, zich beroofd zien van een horizon omdat een gewetenloze projectontwikkelaar zich niets heeft aangetrokken van hun leed of omdat de overheid de wetgeving heeft omzeild zonder zich te bekommeren om de nagedachtenis van de burgers die alleen maar om rust hebben gevraagd.

Vastgoedmakelaars vergissen zich niet, zij zijn op zoek naar het kleinste eigendom, het kleinste stukje grond om hun vastgoedproject op te bouwen en het maakt niet uit of ze uit Antwerpen, Londen of Parijs komen, hun enige leidmotief is rentabiliteit tot elke prijs en voor hen, te vaak in Ukkel, is het een punt op de kaart.

Ten tweede heeft de h. Hayette de indirecte gevolgen voor de bevolking van Ukkel toegelicht: meer verkeer, een duidelijke achteruitgang van het algemene vegetatiedek, en volgens een artikel in de ACU van september 2021 zouden we van 24 % minerale oppervlakte in 1955 zijn gegaan naar 44 % in 2006 en ongeveer 50 % nu.

De h. Hayette illustreert zijn opmerkingen over "gewetenloze" projectontwikkelaars aan de hand van het geval van een bouwterrein in Fort-Jaco waar de gemeente moest ingrijpen om een bouwterrein in overtreding tegen te houden.

De h. Hayette zei dat het voorbeeld van deze constructie in Cavell tot voorzichtigheid zou moeten manen en de gemeente zou moeten verplichten haar geweten te onderzoeken over de redenen die haar ertoe hebben aangezet een BBP te interpreteren en te proberen een standpunt op te leggen ten nadele van de mensen van de Edith Cavellstraat. In het algemeen trekt deze hyperurbanisatie weliswaar mensen aan, maar zowel de prijzen als de ongemakken van de stad drijven anderen ertoe naar het platteland te vluchten voor een betere levenskwaliteit.

De h. De Bock vindt de getuigenis van de h. Cools nogal dramatisch.

Hij herinnert eraan dat hij meer dan anderhalf jaar geleden de gelegenheid had om, luisterend naar de omwonenden en de wijkcomités, in de Wolvendael een artikel te schrijven over het gevoel van overdreven verdichting van een aantal projecten, zelfs in woonwijken van het type villa, waar de maximalisatie alle redelijkheid te buiten gaat en zelfs aanzienlijke afwijkingen van het BBP en van de eerder vastgestelde zones voor verkavelingsvergunningen worden gevraagd.

Hij benadrukt dat de verbintenis van de meerderheid en Ecolo, met name wat betreft het niet bouwen van blokken, nauwkeurig moet worden onderzocht.

Als we het aantal projecten zien of het aantal percelen van een paar are die soms worden opgedeeld om er 3 of 4 gevels of appartementsgebouwen in onder te brengen, of valse appartementsgebouwen met dubbele duplexen waarvan we niet willen zeggen dat het appartementsgebouwen zijn, dan is de h. De Bock van mening dat er een echte wil is om de bebouwde oppervlakte te maximaliseren ten nadele van de gezelligheid en van wat de gemeente zo aantrekkelijk heeft gemaakt.

We moeten er heel duidelijk over zijn dat wanneer we toestaan dat mensen groter bouwen dan hun burens of wanneer we afwijken van de grenzen van het BBP of de

verkavelingsvergunning, die restrictief was, dit de nieuwe norm wordt voor de buurt en dit mensen er uiteindelijk toe aanzet weg te trekken, omdat ze de gezelligheid en het verblijf zijn kwijtgeraakt, en deze mensen uiteindelijk een waardeestijging van hun grond zien, omdat de buurman op een eengezinswoning natuurlijk een appartementsgebouw of een valse eengezinswoning kan bouwen, maar met twee keer zoveel vierkante meter als zijn eigen woning, waardoor een projectontwikkelaar het huis van de buurman kan komen slopen en het project kan bouwen dat hij wil.

Hij concludeert dat de gemeente een reële verantwoordelijkheid heeft om dit soort speculatieve investeringen niet aan te moedigen en ervoor te zorgen dat deze toegankelijk blijven voor de gehele Brusselse bevolking. De prijs van een vierkante meter rijst in een hele wijk de pan uit, en degenen die deze projecten hebben moeten er echt van worden weerhouden te maximaliseren en een eengezinswoning tegen een hoge prijs te kopen om er valse appartementsgebouwen of echte speculatieve projecten van te maken.

De h. Biermann is van mening dat de tussenkomsten een aantal reële elementen bevatten. Het is waar dat de gemeente Ukkel vandaag de dag een uiterst belangrijke plaats inneemt op het gebied van investeringen in onroerend goed, de waarde van de grond is aanzienlijk gestegen en wij stellen vast dat er, rekening houdend met het opleggen van normen inzake energieprestaties, de waarde van de grond, enz., er een aanzienlijke vraag is naar splitsing van bestaande gebouwen, sloop/verbouwing, verdichting en een vorm van speculatie in dit verband.

Alleen al vorig jaar is, in volle Covidperiode, het aantal aanvragen voor bouwvergunningen met ongeveer 30% gestegen. In dit verband zijn twee dingen waar: 1) het is natuurlijk niet voor iedereen verboden een aanvraag voor een bouwvergunning in te dienen en het is niet omdat er 30% meer aanvragen zijn dat er ook 30 % meer vergunningen worden afgegeven; 2) er is ook een toename van het aantal weigeringen.

In antwoord op de h. De Bock, die sprak over het screenen van de afgegeven vergunningen, memoreerde de h. Biermann dat alle nuttige informatie wordt verstrekt met de grootst mogelijke transparantie ten aanzien van de consequenties op het gebied van verdichting en hij is ervan overtuigd dat het college de toezeggingen nakomt die zijn gedaan in de algemene beleidsverklaring en het planologisch kader dat door de gemeente is vastgesteld, te weten de BBP's. In dit verband dateert het betrokken BBP uit 1957 en is het redelijk te oordelen dat het een aanpassing aan de hedendaagse context verdient en dat dit BBP, na de invoering van de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening voor de grote lanen, als een van de eerste aan de realiteit van onze tijd moet worden aangepast.

In antwoord op de vraag van de h. Cools (dubbele intrekking) legt hij uit dat dit een zeldzame situatie is die in dit geval een bijzonder element bevat, namelijk dat de gedelegeerde ambtenaar om wiens advies was verzocht, zoals in de procedure is bepaald, twee verschillende adviezen heeft uitgebracht. Het was dus het eerste advies dat werd uitgebracht en in de afgegeven vergunning werd opgenomen. Enkele dagen later werd een tweede advies meegedeeld, waarin de eerste intrekking en de kwestie worden toegelicht op basis van het nieuwe advies van de gedelegeerde ambtenaar, d.w.z. de gewestelijke ambtenaar van Urban.brussels.

Na de schorsing door de Raad van State werd de vergunning effectief ingetrokken om de motivering te verbeteren. De kwestie van de sloop werd geanalyseerd in het licht van de erfgoedkwaliteiten van het pand. Dit pand dateert van vóór 1932 en wordt daarom automatisch in de inventaris opgenomen, er zijn geen andere specifieke maatregelen ter bescherming van het erfgoed voor dit pand. We bevinden ons dus in een situatie waarin ons in sommige gevallen wordt verweten dat we sloop weigeren om redenen die niet in de regelgeving zijn opgenomen: circulaire economie, milieubeginselen, enz. en dus inbreuk maken op eigendomsrechten, en ons in andere gevallen wordt verweten dat we deze sloop toestaan.

De h. Biermann wijst erop dat in dit geval de erfgoedkwaliteiten van het gebouw en de kwaliteiten van het voorgestelde project zijn bestudeerd en hij voegt hieraan ter verduidelijking toe dat de percelen waarop dit project betrekking heeft, het gebouw aan de linkerzijde en een gebouw aan de rechterzijde betreffen, ter vervanging van de bestaande grote villa. Het BBP bepaalt dat het op de plaats van het gebouw aan de rechterkant perfect is toegestaan een collectief woongebouw (appartementengebouw) te bouwen. Het is echter waar dat het BBP spreekt over een huis voor het gebouw aan de linkerkant. Bij de invoering van het project werd om een aantal belangrijke afwijkingen verzocht. Wanneer voor een project afwijkingen nodig zijn, moet het college de afwijkingen waarmee het a priori instemt, aanvragen bij de gedelegeerde gewestelijke ambtenaar en deze moet de afwijkingen al dan niet aanvaarden.

Verscheidene belangrijke afwijkingen werden door de gemeente niet aangevraagd. Het college was het dus niet eens met het oorspronkelijke voorstel van de aanvrager. Op het grote gebouw rechts bevond zich in de oorspronkelijke aanvraag een 4de verdieping; het college heeft geweigerd de afwijking voor deze gehele verdieping aan te vragen. Het vereiste van de aanvrager om af te zien van een groot aantal afwijkingen voor het gebouw aan de linkerkant en in het bijzonder afwijkingen van het BBP wat betreft de grootte van het gebouw, wat betekent dat het gebouw aan de linkerkant, hoewel, en dit is de enige afwijking die in dit verband is gevraagd, het gebouw aan de linkerkant kan worden gesplitst en dus een meergezinsgebouw kan zijn. Het moet dezelfde voetafdruk hebben als de eengezinswoning die er links van staat.

Er werd verlangd dat de garageoprit in de romp van het gebouw zou worden geplaatst om de binnenplaats en het tuingedeelte aan de rechterzijde te behouden. De h. Cools is van mening dat dit verbindingsvolume tussen de twee gebouwen op het erf en in de tuin ligt en in geen geval kan worden toegestaan; in het bestaande gebouw is het echter reeds aanwezig en is er reeds een bouwvergunning voor afgegeven dat het college in het verleden een verbindingsvolume op het erf en in de tuin heeft toegestaan.

In de betrokken bouwvergunning is de geest van het BBP van 1957 gecontroleerd en is geoordeeld dat het de bedoeling was te zorgen voor visuele permeabiliteit naar het interieur van het blok en naar de tuinen. Wij hebben ervoor gezorgd dat de verplaatsing van de garageoprit en de wijze waarop dit verbindingsvolume moest worden geconfigureerd, alleen vanaf de begane grond, deze visuele doorlaatbaarheid van de openbare ruimte naar het interieur van het blok, dat een sterke verbetering van de omgeving moet ondergaan, nog steeds mogelijk maakte.

Ten slotte leidt de reeks wijzigingen die van de aanvrager worden verlangd tot een aanzienlijke verlaging van de dichtheid, van 13 naar 10 wooneenheden. Op dit punt heeft het gebouw aan de linkerkant een afmeting die volledig in lijn is met zijn buurman aan de linkerkant, die een eengezinswoning is. Men was van mening dat de aansluiting harmonieus was met de doorlopende voorgevel naar de tweegezinswoning links, dat de afmeting overeenkwam met dit blok eengezinswoningen.

De h. Biermann concludeert dat deze paar verduidelijkingen tot de conclusie leiden dat in geen geval mag worden gedacht dat met het BBP wordt gesjoemeld, dat deze wordt geschonden of dat deze wordt verraden. De met redenen omklede afwijkingen werden aangevraagd bij de gedelegeerde ambtenaar. Hij heeft op zijn beurt de redenen voor de toekenning ervan gegeven en het is nu aan de Raad van State om na te gaan of deze redenen in overeenstemming zijn met en toereikend zijn ten aanzien van de grond van de zaak en niet in het kader van de procedure van uiterste spoedeisendheid die schorsing beoogt.

De h. Cools bedankt voor de antwoorden maar zei dat hij er slechts half tevreden mee was.

Hij herinnert eraan dat de bepalingen die hier worden besproken in een BBP uit 1957 bestaan in de BBP's van de jaren 1990 en zelfs 2000.

Hij is ook verbaasd over de evolutie van de standpunten van de gedelegeerde

ambtenaar, aangezien hij in het verleden in soortgelijke gevallen afwijkingen had geweigerd.

De h. Cools merkt op dat sommige afwijkingen niet zijn aangevraagd en dat het college geen afwijking had kunnen aanvragen voor het gebouw aan de linkerkant. Er was een gebouw volume, maar het is nodig om te zien wanneer het werd gebouwd. Wanneer constructies bestaan voordat een BBP in werking is getreden, is het op de dag dat men kiest voor sloop/verbouwing, noodzakelijk deze in het kader van het BBP in te schrijven.

Hij legt uit dat, zonder zich uit te spreken over het project zelf, in het advies van de unanieme overlegcommissie werd aangegeven dat de architectuur van de gevels slecht was en verbeterd diende te worden en dat we dus kunnen debatteren wanneer we zeggen dat we de erfgoedkwaliteiten van het nieuwe project gaan vergelijken met die van het bestaande gebouw.

De h. Cools zei dat hij het niet had over de erfgoedkwaliteiten van het gebouw en dat er in de motivering op wordt aangedrongen de sloop en de slechte staat van het gebouw te rechtvaardigen, wat hem zeer stoort. Als een gebouw in goede staat wordt gedecimeerd en de kwaliteiten ervan zwak zijn, en het project dat eruit zal voortkomen van hoge kwaliteit zal zijn, waarom dan niet sloop overwegen ? Maar dat bepaalde eigenaars hun eigendom ter plaatse laten "verrotten" om een afbraak te bekomen, dat stoort de h. Cools veel meer, die meent dat er een sterke afwijking is van het BBP.

De h. Cools concludeert dat het BBP had kunnen worden gerespecteerd, dat voorzag in huisvesting aan de linkerkant, een tuingedeelte en dan het appartement zonder 1 of 2 woningen misschien minder dan de 10 te hebben, maar er was een manier om een project te maken dat het BBP respecteerde. Door aan te kondigen dat zij het BBP van 1957 wilden wijzigen, spanden zij het paard achter de wagen. We moeten voorzichtig zijn met de doos van Pandora van de verdichting van de gemeente. We weten dat sommige mensen dit willen doen.

De h. Cools preciseert dat hij uiterst voorzichtig zou zijn en dat wij in ieder geval, als wij die kant op willen, moeten komen met wijzigingen van de BBP, met nieuwe BBP, maar zolang de BBP er zijn, moeten zij volledig en volledig worden nageleefd, anders creëren wij rechtsonzekerheid, creëren wij al deze beroepsprocedures die zeer zwaar zijn voor de bewoners die ze moeten dragen.

De h. Hayette merkt op dat niet één keer het woord "bewoner" of "buur" werd gebruikt. Het is belangrijk te beseffen dat de bewoners en omwonenden van dit gebouw, dat met een grote voetafdruk zal worden gebouwd, ook door de plaatselijke autoriteiten moeten worden geraadpleegd.

De h. Desmet is verbaasd over sommige van de argumenten die hij van de drie belangrijkste sprekers had gehoord, aangezien hij al meer dan 20 jaar aan de 't Cortenboschweg woont. Afwijkingen die werden toegestaan, waarbij een villa met een grote tuin werd vervangen door, bijvoorbeeld, 8 eengezinswoningen waarvan de tuin een zakdoekje was. Het lijkt erop dat het de h. Cools was die de politieke verantwoordelijkheid had.

Hij legt uit dat we het over verdichting hebben, maar dat dit niet nieuw is. Wij moeten ook een parallel trekken met het dossier van de Grondregie van de openbare bebouwing, waar wij een hele reeks argumenten hebben gehoord over het gebrek aan ambitie van de gemeente, enz. De h. Desmet is het volledig eens met de argumenten die de h. Biermann ter rechtvaardiging aanvoert. Maar hier willen we woningen ontwikkelen in een wijk waar weinig sociale of gemiddelde inkomens wonen, omdat we woningen nodig hebben.

Om institutionele redenen zitten wij in een geografisch keurslijf waarin de mogelijkheden om het Brusselse Gewest uit te breiden beperkt zijn, dus ofwel bouwen wij hoog en dat was bijvoorbeeld de droom van mevr. Dupuis toen zij sociale huisvesting met 1.000 woningen in een project voor ogen had, maar dat is vandaag de dag niet meer het geval.

Als ecologen proberen wij binnen onze competenties veel redelijker projecten te hebben. En zeggen dat wij alles aanvaarden is het debat van vorige maand over het Egide Van Ophemstraat-project, het Astra Zeneca-project bijvoorbeeld, vergeten. We moeten niet overdrijven en vergeten wat in andere legislaturen werd toegestaan.

De h. De Bock is van mening dat deze dossiers van groot belang zijn voor de omwonenden. Vandaag is er duidelijk een groot probleem en wij kunnen dit echt niet aanvaarden, en de h. Desmet voert de verkeerde strijd wanneer hij dit verdedigt terwijl het in wezen gaat om luxewoningbouw. En zo kan de h. De Bock alles horen wat betreft verdichting in een aantal wijken, maar de problemen die vaak een schaduw werpen zijn vaak problemen van afmetingen, van afwijking aan de kant van de buurtbewoners die onderwijs verliezen, die dagen en uitzichten hebben die gecreëerd worden en naar de Raad van State moeten voor verhaal, wat in feite de Ukkelse belastingbetaler kost.

Wanneer de gemeente zich moet verdedigen omdat zij een vergunning heeft afgegeven en wanneer zij verliest, heeft zij ook middelen van de gemeenschap gebruikt. Wat in dit dossier interessant is, is dat de gemeente twee keer heeft verloren en twee keer veel belastinggeld heeft uitgegeven om een visie te verdedigen die niet werd gedeeld door de Raad van State en door de omwonenden.

De h. Biermann legt uit dat hij een beetje in de war was over de antwoorden die hij geacht werd te geven.

Hij wist niet of hij het had over private weg 't Cortenbosch of over een of ander luxeproject en of de h. De Bock het project en de ontwikkelingsplannen had gezien. Peremptorisch verklaren dat het een luxeproject is, kan al dan niet het geval zijn, in dit geval is het misschien niet de juiste manier om de zaken te beschrijven. In deze omstandigheden heeft hij twee elementen van een antwoord voorgesteld.

Met betrekking tot de door de h. Cools genoemde mogelijke wijziging van het BBP legt hij uit dat de wijziging of aanpassing van een BBP niet automatisch betekent dat men een verdichting van de wijk wenst, integendeel, en dat dit niet zou stroken met de verbintenissen in de algemene beleidsverklaringen. Hij gaf als bewijs dat de gemeentelijke stedenbouwkundige zoneverordeningen ook geen hoge dichtheid van de wijk zouden toestaan, integendeel.

In antwoord op de h. Hayette erkent hij dat hij in zijn antwoord zeker de omwonenden had moeten vermelden, maar toen erop werd gewezen dat de overlegcommissie en het college nadien de wil hadden om het project zoals het aanvankelijk was voorgesteld, terug te schroeven, was dat met name omdat de omwonenden in het kader van de overlegcommissie van het openbaar onderzoek een grote bijdrage hadden geleverd aan de analyse van het dossier en dat zij waren gehoord. Op basis daarvan hebben de overlegcommissie en het college zich een oordeel kunnen vormen en kunnen bepalen welke afwijkingen gerechtvaardigd waren en welke niet en derhalve niet werden aangevraagd.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur le respect des PPAS.docx

20.01.2022/A/0030 **Interpellation de M Hayette : travaux sur le parking Infobo.**

M. Hayette a appris que la Région aurait organisé une réunion de concertation consacrée à la construction du parking Infobo.

Ces travaux devraient débuter le 22 février prochain.

Le Collège pourrait-il confirmer cette information ? Quel est le calendrier des travaux

? Ce projet prévoit-il bien l'aménagement de 750 places de parking ? Le montant du budget final s'élève-t-il bien à 12 millions d'euros ?

Quelles solutions le Collège envisage-t-il pour les voitures présentes sur le site en journée ? De quelles garanties disposeront les riverains des rues avoisinantes afin d'éviter une invasion par les voitures des navetteurs ?

L'ouverture du nouveau centre administratif requiert l'aménagement de places de parking pour le personnel communal. Le Collège envisage-t-il la location d'emplacements dans le nouveau complexe ? Quelles conditions le Collège est-il prêt à accepter?

M. l'Echevin Wyngaard répond que, selon les données fournies par Parking Brussels, en charge de ce dossier, Urban Brussels, l'administration régionale de l'urbanisme, a demandé à Parking Brussels des informations complémentaires, qui sont censées être fournies avant la délivrance du permis d'urbanisme.

Après la délivrance du permis, il y a un délai d'attente de 60 jours pour un éventuel recours au Conseil d'Etat. Les travaux ne peuvent être entrepris avant l'expiration de ce délai.

Ces travaux, avec modules préfabriqués, dureront approximativement 15 mois.

Le montant requis, entièrement à charge de la Région, s'élève à 12 millions d'euros.

Ces travaux prévoient l'aménagement de 749 emplacements (704 couverts, dont 22 pour motos et 7 pour camionnettes, et 45 non-couverts, dont 5 pour les bus), auxquels s'ajoutent 124 emplacements pour vélos et 88 emplacements sécurisés.

La commune ne doit fournir aucune contribution financière pour ce projet.

Les retards pris dans la mise en œuvre de ce projet rendent d'autant plus possible une concertation.

Des contacts ont été établis entre la Région et la commune pour la mise à disposition de ce parking.

La gratuité du stationnement dans ce type de parking de dissuasion pour les usagers qui poursuivent leur trajet via les transports en commun est une des propositions qui ont été émises lors des discussions sur la réforme du stationnement.

Ceci pourrait d'ailleurs constituer une solution intéressante pour certains agents communaux, notamment ceux qui viennent de Drogenbos.

M. Cools précise que ce projet a été financé par l'Agence régionale de stationnement avec le produit des ristournes opéré par les communes.

Il s'inquiète du fait que M. Wyngaard évoque la gratuité pour ceux qui ensuite prennent les transports en commun. Il est important que cette gratuité ne se limite pas à ces utilisateurs.

M. Hayette insiste sur l'importance des conséquences de la fermeture de ce parking sur les rues avoisinantes. Il faut organiser une concertation qui va bien au-delà de la rue de l'Etoile.

M. Wyngaard : déclare qu'il y aura une information et une concertation avec les riverains même si durant la période du chantier il y aura un impact en terme de stationnement sur les quartiers avoisinants.

Il précise que des solutions seront cherchées, avec la Région, afin de proposer des alternatives, étant donné qu'il est probable que ça ne suffira pas vu la capacité actuelle de ce parking qui est de plus de 200 places.

Par rapport à la question de la gratuité, il précise qu'il avisait simplement le Conseil communal du fait qu'à l'heure actuelle, ces parkings de dissuasion sont payants pour tout le monde et qu'à l'avenir dans le cadre de la réforme de la vision des tarifs sur le stationnement, il est prévu qu'il y ai une gratuité pour les personnes qui prennent les transports en commun, gratuité qui n'existe pas aujourd'hui.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Hayette : werken op de Infoboparking.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage
Travaux parking infobo.docx*

20.01.2022/A/0031 **Interpellation de M. Hayette : le prix de l'énergie.**

M. Hayette signale que selon Statbel, l'Office belge de statistique, l'indice des prix à la consommation de décembre 2021 est préoccupant. L'inflation est passée de 5,64 % à 5,71 % en un mois et a atteint son niveau le plus élevé depuis le mois de juillet 2008.

Cette poussée inflationniste est due principalement aux prix élevés de l'énergie. Cela s'est traduit sur la facture d'énergie par une augmentation des prix dans les proportions suivantes en un an : 44,1 % pour l'électricité, 97 % pour le gaz naturel et 33 % pour le gasoil de chauffage.

Face à la hausse exceptionnelle des prix de l'énergie, en particulier du gaz et de l'électricité, un « chèque énergie » a été octroyé à tout ménage qui bénéficiait du tarif social pour l'électricité en date du 30 septembre 2021. Il s'agit d'un montant forfaitaire de 80 € qui sera remboursé automatiquement par le fournisseur d'électricité sous la forme d'une note de crédit, sans que ce fournisseur ne doive être contacté à cette fin.

Malheureusement, cela ne suffira pas pour aider les ménages de plus en plus précarisés par une crise sociale accentuée par la pandémie.

Vu qu'il incombe à la commune d'aider ses habitants les plus fragiles, quelles mesures le Collège compte-t-il prendre, indépendamment de la politique menée par le C.P.A.S., pour soutenir ces familles en difficulté ?

M. Lambert Limbosch précise que la crise du coût de l'énergie évoquée est mondiale. De multiples facteurs viennent l'expliquer et en premier lieu le retour de la croissance dans les différentes économies. Après, la pause imposée du Covid ouvre de nouvelles perspectives d'analyses; certains facteurs locaux peuvent aussi jouer un rôle à côté de ce tableau international. Dans « Le soir » d'hier, un article rappelle combien dans cette matière et cette crise du coût de l'énergie notre pays paye en partie le prix d'une évaporation de nos pouvoirs de décisions en matière énergétique et que l'important c'est la réponse apportée à cette crise.

Cette réponse pour être efficace doit s'articuler selon les compétences et le pouvoir d'action propre à chaque acteur public, chacun à son niveau ou selon son corps de métier. Il est évident qu'à ce niveau le C.P.A.S. est l'interlocuteur direct et local de tous les citoyens, parce qu'en cette matière tout un chacun peut aller frapper à la porte du C.P.A.S.. Et que les moyens financiers mobilisés passent par les différents niveaux de pouvoir, régionaux, fédéraux, à la hausse des prix de l'énergie ; elle est déjà organisée parfois de longue date.

Il y a un débat sur les moyens d'action et qui peuvent aboutir à des solutions concrètes pour tous nos concitoyens, les familles précarisées et aussi les classes moyennes, tout le monde reçoit pour l'instant de manière échelonnée ses avis de paiement, de régularisation de factures.

M. Lambert Limbosch souligne que la commune joue un rôle spécifique en la matière et un rôle de « core business » à sa mesure et selon ses compétences. Ce rôle il s'inscrit dans le long terme, ainsi que dans l'information et l'orientation du public vers les acteurs qui sont le plus à même de l'aider avec pertinence et efficacité. Les acteurs

se distinguent par leur nom, ce qui peut être une bonne chose.

M. Lambert Limbosch rappelle qu'une récente communication de la Fédération des services sociaux relaye, dans le magazine des séniors, l'existence d'un numéro vert qui permettrait aux personnes en difficulté de tous ordres de pouvoir à trouver une réponse et une orientation. Il faut dire que la FDSS joue un rôle essentiel en Région bruxelloise pour les personnes en difficulté. Et donc la FDSS a récemment établi une cartographie de qui fait quoi en matière de lutte contre la précarité énergétique en RBC. La FDSS a identifié 11 domaines d'intervention, de l'accompagnement technique à l'accompagnement social en passant par l'aide financière ; ce sont les C.P.A.S. qui sont présents sur ses 11 terrains d'action, tandis que les acteurs plus spécifiques interviennent à d'autres niveaux.

M. Lambert Limbosch souhaite également mettre en exergue deux exemples de ce qui est fait à la Commune et qui peuvent s'ajouter aux différents acteurs qui participent à la lutte contre la précarité énergétique.

Il s'agit tout d'abord d'assistants sociaux au service action et cohésion sociales qui sont là pour orienter et écouter les citoyens qui posent toutes les questions relatives à l'énergie.

Il y a également un service essentiel à la commune en cette matière, c'est le guichet énergie au sein du service environnement qui lui aussi apporte des conseils sur les gestes à accomplir pour économiser l'énergie mais aussi l'eau. Le prix de l'eau est aussi un facteur de coût important, moins impacté pour le moment. Ce guichet énergie peut aussi guider les personnes qui s'adressent à lui sur les aides offertes par les primes environnementales ucloises et les primes régionales. Le guichet énergie a préparé une information sur son action et les possibilités de se faire aider face à cette situation.

Quant au long terme, M. Lambert Limbosch souligne qu'il existe tout un travail qui est en cours de route et qui porte notamment sur la prime communale à l'installation d'un chauffe-eau. Le service concerné travaille, dans le cadre du plan local d'action pour la gestion énergétique, sur la création de communautés d'énergie et il répond à des questions structurelles à des besoins des ménages sur le principe de l'union fait la force.

A ce stade, la communauté d'énergie sera envisagée pour le quartier du Merlo et en tout cas ciblerait les quartiers défavorisés de la commune.

M. Lambert Limbosch explique que la commune travaille aussi en coulisse à différents niveaux : le commun participe à SIBELGA, via Binôme l'action consiste à encourager la rénovation et l'isolation de ses logements.

Il souligne d'une part que Binôme a terminé les travaux d'isolation de toutes les maisons individuelles de logement à Uccle et d'autre part, le travail de Sibelga sur toutes les questions de tarif social et de clients protégés.

M. Cornelis précise effectivement le C.P.A.S. a une cellule énergie qui cherche des solutions durables pour les personnes qui s'adressent au C.P.A.S. afin de combler leur problème de factures d'énergie. Le C.P.A.S. a aussi un fond d'énergie auquel on peut faire appel pour justement aider les usagers dans leurs décomptes et mettre en place un bouclier devant ces décomptes.

M. Hayette parlait des ménages précarisés et remercie M. Cornelis d'avoir une réponse.

Il précise que sur le site internet du C.P.A.S., il ne trouve pas le volet énergie et que cela serait bien si une publicité ciblée pouvait être faite parce que pour le moment une des préoccupations pour les citoyens c'est justement cette question énergétique.

Si une publicité ciblée pouvait être faite ce serait bien Donc informer le citoyen de manière plus proactive serait une bonne idée.

M. Hayette estime que c'est bien tous ces engagements. Le problème c'est que beaucoup de gens ne connaissent pas le service, M. Hayette l'ignorait et ce n'est pas faute d'être intéressé au sujet.

Il estime qu'on gagnerait à l'heure actuelle à faire une petite annonce sur le site de la commune voire dans le Wolvendael. Il y a beaucoup de gens qui passent au travers des mailles du filet et qui n'osent pas forcément passer la porte du C.P.A.S. ; comme les classes moyennes.

M. Hayette souligne enfin qu'il ne faut pas négliger pas cette idée de changement de comportement prôné par M. Wyngaard et son parti à savoir que la meilleure énergie c'est celle qu'on ne consomme pas et qu'il faut donc penser qu'on doit quand même avancer de manière beaucoup plus proactive sur les économies d'énergie si on veut aussi contribuer à soulager la détresse de certains ménages.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Hayette : de energieprijzen.

Dhr. Hayette deelt mee dat volgens Statbel, het Belgische statistiekbureau, de consumptieprijzenindex van december 2021 verontrustend is. De inflatie is in één maand tijd opgelopen van 5,64 % tot 5,71 % en heeft daarmee haar hoogste peil sinds juli 2008 bereikt.

Deze inflatiegolf is vooral te wijten aan de hoge energieprijzen. Dit komt in de energiefactuur tot uiting door de volgende prijsstijgingen in één jaar tijd : 44,1 % voor elektriciteit, 97 % voor aardgas en 33 % voor stookolie.

Als reactie op de uitzonderlijke stijging van de energieprijzen, meer bepaald voor gas en elektriciteit, werd er een energiecheque toegekend aan elk gezin dat vanaf 30 september 2021 het sociale tarief voor elektriciteit genoot. Het gaat om een forfaitair bedrag van € 80 dat automatisch door de elektriciteitsleverancier terugbetaald zal worden in de vorm van een creditnota, zonder dat de leverancier hiervoor gecontacteerd moet worden.

Helaas zal dit niet volstaan om de gezinnen te helpen die steeds kwetsbaarder zijn door een sociale crisis die versterkt wordt door de pandemie.

Welke maatregelen denkt het college te nemen, los van het beleid van het OCMW, om deze gezinnen in moeilijkheden te steunen, aangezien het de verantwoordelijkheid van de gemeente is om haar meest kwetsbare inwoners te helpen ?

Dhr. Lambert Limbosch verduidelijkt dat de genoemde energiekosten crisis wereldwijd is. Daar zijn vele redenen voor, in de eerste plaats de terugkeer van de groei in de verschillende economieën. Daarna opent de door COVID opgelegde pauze nieuwe perspectieven voor analyse; naast dit internationale beeld kunnen ook enkele lokale factoren een rol spelen. In "Le Soir" van gisteren wordt er in een artikel aan herinnerd dat ons land in deze kwestie en in deze crisis van de energieprijzen gedeeltelijk de prijs betaalt voor het feit dat onze beslissingsbevoegdheid op energiegebied verdwenen is en dat het er vooral op aankomt op deze crisis te reageren. Om doeltreffend te zijn moet dit antwoord geformuleerd worden naargelang de bevoegdheden en de handelingsbevoegdheid van elke overheidsactor, ieder op zijn eigen niveau of naargelang zijn eigen beroep. Het is duidelijk dat op dit niveau het OCMW de directe en lokale gesprekspartner is van alle burgers want in deze materie kan iedereen aankloppen bij het OCMW. De gemobiliseerde financiële middelen gaan via de verschillende machtsniveaus, gewestelijk en federaal, naar de verhoging van de energieprijzen. Het is soms al lang georganiseerd.

Er wordt gedebatteerd over de actiemiddelen die kunnen leiden tot concrete oplossingen voor al onze medeburgers, preciaire gezinnen en ook de middenklasse, iedereen ontvangt zijn facturen voorlopig gespreid.

Dhr. Lambert-Limbosch benadrukt dat de gemeente op dit gebied een specifieke rol speelt en een core business-rol vervult in overeenstemming met haar bevoegdheden. Deze rol is van lange duur en houdt in dat het publiek geïnformeerd en doorverwezen

wordt naar de actoren die het best in staat zijn om hen op een relevante en doeltreffende manier te helpen. De actoren worden onderscheiden door hun naam, wat een goede zaak kan zijn.

Dhr. Lambert-Limbosch herinnert eraan dat in een recente mededeling van de Federatie van Maatschappelijke Diensten (FdSS) in het tijdschrift voor senioren melding gemaakt wordt van het bestaan van een gratis telefoonnummer waar mensen in moeilijkheden van allerlei aard terecht kunnen voor een antwoord en begeleiding. Het moet gezegd dat de FdSS in het Brussels gewest een essentiële rol speelt voor mensen in moeilijkheden. Daarom heeft de FdSS onlangs in kaart gebracht wie wat doet in de strijd tegen energiearmoede in het BHG. De FdSS heeft 11 interventiegebieden vastgesteld, van technische ondersteuning over financiële hulp tot sociale begeleiding. De OCMW's zijn op deze 11 actiegebieden aanwezig, terwijl meer specifieke actoren op andere niveaus interveniëren.

Dhr. Lambert-Limbosch wil ook de aandacht vestigen op twee voorbeelden van wat er in de gemeente gedaan wordt en die toegevoegd kunnen worden aan de verschillende actoren die betrokken zijn bij de strijd tegen energiearmoede.

In de eerste plaats zijn er de maatschappelijk werkers van de dienst Sociale Actie en Cohesie, die de burgers met allerlei vragen over energie begeleiden en naar hen luisteren.

Er is ook een essentiële dienst in de gemeente op dit gebied, het Energieloket binnen de Milieudienst, dat ook advies geeft over hoe energie en water bespaard kunnen worden. De waterprijs is ook een belangrijke kostenfactor, die momenteel minder impact ondervindt. Dit Energieloket kan de mensen die er contact mee opnemen ook wegwijs maken in de steun die aangeboden wordt door de Ukkelse milieupremies en de gewestelijke premies. Het Energieloket heeft informatie opgesteld over zijn actie en de mogelijkheden om in deze situatie hulp te krijgen.

Wat de lange termijn betreft, benadrukt dhr. Lambert-Limbosch dat er een hele reeks werkzaamheden aan de gang is, meer bepaald inzake de gemeentepremie voor de installatie van een boiler. De betrokken dienst werkt in het kader van het lokaal actieplan voor energiebeheer aan de oprichting van energiegemeenschappen en beantwoordt structurele vragen over de behoeften van huishoudens op basis van het beginsel "eendracht maakt macht".

In dit stadium zal de energiegemeenschap overwogen worden voor de wijk Merlo en zich in ieder geval richten op de kansarme wijken van de gemeente.

Dhr. Lambert-Limbosch legt uit dat de gemeente ook achter de schermen op verschillende niveaus werkt: de gemeente neemt deel aan SIBELGA, via Binhôme bestaat de actie uit het aanmoedigen van de renovatie en isolatie van haar woningen.

Hij wijst erop dat Binhôme de isolatiewerkzaamheden aan alle individuele huizen in Ukkel afgerond heeft en dat Sibelga werkt aan alle kwesties van sociaal tarief en beschermde klanten.

Dhr. Cornelis legt uit dat het OCMW een Energiecel heeft die duurzame oplossingen zoekt voor mensen die het OCMW contacteren om hun problemen met de energiefactuur op te lossen. Het OCMW beschikt ook over een Energiefonds waarop een beroep gedaan kan worden om gebruikers te helpen met hun afrekeningen en om een schild op te zetten voor deze facturen.

Dhr. Hayette had het over kwetsbare gezinnen en dankt dhr. Cornelis voor zijn antwoord.

Hij zegt dat hij op de website van het OCMW de rubriek Energie niet vindt en dat het goed zou zijn als er gerichte reclame gemaakt kon worden, omdat op dit moment juist deze energiekwestie een van de bezorgdheden van de burgers is.

Als er gerichte reclame gemaakt kan worden, zou dat goed zijn. De burger proactiever informeren zou dus een goed idee zijn.

Dhr. Hayette vindt dat al deze verbintenissen goed zijn. Het probleem is dat veel mensen niet op de hoogte zijn van de dienst, dhr. Hayette was hiervan niet op de

hoogte en dat komt niet door een gebrek aan belangstelling voor het onderwerp. Hij denkt dat het momenteel beter zou zijn een kleine advertentie te plaatsen op de website van de gemeente of zelfs in de Wolvendael. Er zijn veel mensen die door de mazen van het net vallen en die niet noodzakelijkerwijs bij het OCMW durven binnenstappen, zoals de middenklasse.

Tot slot benadrukt dhr. Hayette dat we niet voorbij mogen gaan aan het idee van gedragsverandering dat door dhr. Wyngaard en zijn partij aanbevolen wordt, namelijk dat de beste energie diegene is die we niet verbruiken, en dat we dus moeten denken om veel proactiever te werken aan energiebesparing als we ook willen bijdragen aan het verlichten van de ontredde van bepaalde gezinnen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation prix de l'énergie.docx

20.01.2022/A/0032 **Interpellation de M. Desmet : récolte de lunettes.**

M. Desmet rappelle que depuis de nombreuses années, la nécessité de recycler et valoriser le contenu des poubelles a abouti au tri structuré de produits tels que les bouchons en plastique ou en liège, les vêtements, le papier, le verre, etc.

Ces opérations de récupération permettent non seulement de lutter contre le consumérisme et le gaspillage mais aussi de développer des projets sociaux et solidaires.

Cependant, les montures de lunettes n'ont pas encore été incorporées dans ces actions de récupération, quoiqu'elles soient recyclables et donc valorisables.

À l'initiative discrète de quelques associations, présentes en Europe, en Belgique, et aussi à Uccle grâce à l'acharnement d'un membre du Lions Club, une récolte a lieu au sein de quelques lunetteries du centre de la commune.

En quelques années, des milliers de paires de lunettes récupérées à Uccle ont obtenu une seconde vie en répondant aux besoins des cinq continents.

Mais vu que tous les quartiers ucclois ne participent pas à cet acte solidaire et écologique, M. Desmet souhaiterait que cette action soit intensifiée, grâce à l'ouverture de points de collecte à la Maison communale, dans les bibliothèques, les écoles, les maisons de seniors, etc. Il s'agirait uniquement d'autoriser l'installation d'une petite boîte au sein de ces différents lieux.

M. Desmet espère que le Collège sera favorable à sa proposition.

Mme Ledan remercie M. Desmet pour cette question mettant en avant une initiative citoyenne en faveur des populations « du sud » mais aussi en faveur de l'économie circulaire et de la lutte contre le gaspillage.

Mme Ledan indique que le Lions Club s'est fait le relais d'une action menée par l'A.S.B.L. Medico Belgium grâce à un de ses membres qui vient de Uccle.

Cette association récupère et redonne une seconde vie aux lunettes au bénéfice de populations en Afrique, en Asie et en Amérique du sud en partenariat avec Medico Lions Club France qui gère une grosse structure de tri au Havre depuis 1978.

Mme Ledan explique que des lunettes sont, de ce fait, récoltées dans toute la Belgique avec l'aide d'opticiens et de pharmaciens. Au Havre, ce sont 3 à 3,5 millions de paires qui sont acheminées chaque année vers ces pays. Dès qu'une commande parvient, de la part d'un Lion ou de la part d'un dispensaire étranger qui est connu et identifié, les lunettes sont expédiées surtout en Afrique et en Amérique du sud mais aussi au Népal. Elle explique qu'il y a près de 800 demandes en France mais un peu moins en

Belgique.

Cette A.S.B.L. soutient des projets de médecine sociale et aide des collectivités locales à se développer dans des régions défavorisées. Elle récolte du matériel médical auprès de cabinets médicaux ou d'hôpitaux et donc là il y a près de 200 tonnes de matériel qui ont été envoyés depuis sa création en 2007 principalement en Afrique.

La spécificité d'un autre type d'action qui est de gérer l'octroi de subsides est de s'occuper de petits projets. Celui qui est mis en avant aujourd'hui, en est un. A Uccle il y a neuf opticiens qui participent à ce projet de revalorisation et de recyclage de lunettes parce qu'en fait ils ont été directement contactés par un membre du Lions Club qui habite ce quartier et c'est pourquoi il n'y a pas d'autres opticiens de la commune qui ont été identifiés comme participant à ce projet.

Pour répondre à la demande de M. Desmet, Mme Ledan indique qu'elle souhaite faire la promotion de cette initiative et de cette personne dans le magazine le Wolvendael. Cela permettrait sans doute d'inciter d'autres opticiens de la commune, voire des pharmaciens, à y participer mais aussi d'autres structures comme les homes par exemple. Et puis aussi à faire connaître cette initiative pour que les uccloises et ucclois puissent se rendre dans différents lieux de collecte, donc les opticiens qui sont déjà partenaires de ce projet mais d'autres nouvelles structures pour aller déposer leur lunette usagée.

Mme Ledan précise que beaucoup de gens ignorent que le dispositif existe et donc garde chez eux ces lunettes usagées. Elle prévoit de relayer l'initiative auprès d'opérateurs avec lesquels il y a des contacts et qui travaillent dans le domaine de la solidarité, mais des citoyens aussi, et d'installer des boîtes de récupération dans divers lieux de la commune : les bibliothèques, les homes du CPAS et peut-être d'autres endroits comme la maison communale.

Après s'être tout d'abord assuré que la collecte puisse être réalisée dans de nouveaux lieux qui ne pourront cependant pas se multiplier à l'infini puisqu'une seule personne se charge de la collecte et qu'au niveau communal il sera difficile de l'assurer à sa place.

Mme Ledan remercie la disponibilité de M. Desmet pour aider la commune dans le développement de ce projet.

Mme Delvoye ajoute que tous les Lions Clubs sont impliqués dans ce projet. C'est une des actions du Lions, c'est le problème de la cécité. Le leitmotiv du Lions c'est « we serve » et que s'il est demandé à n'importe quel membre de n'importe quel club Lions de venir relever la boîte à lunette, il se fera un plaisir de le faire.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Desmet : de inzameling van brillen.

De h. Desmet herinnert eraan dat de noodzaak om te recycleren sinds vele jaren heeft geleid tot het gestructureerd sorteren van producten zoals plastic of kurken doppen, kleding, papier, glas, enz.

Hierdoor worden niet alleen consumentisme en afval bestreden maar ook sociale en solidariteitsprojecten ontwikkeld.

Brilmonturen worden echter nog niet gerecycleerd.

Op discreet initiatief van enkele verenigingen, aanwezig in Europa, in België, en ook in Ukkel dankzij de vastberadenheid van een lid van de Lion's Club, vindt een inzameling plaats in enkele brillenzaken in het centrum van de gemeente.

In enkele jaren tijd hebben duizenden in Ukkel ingezamelde brillen een tweede leven gekregen door te voorzien in de behoeften van de vijf continenten.

Maar omdat niet alle Ukkelse wijken hieraan deelnemen, zou de h. Desmet graag zien dat deze actie wordt geïntensiveerd, dankzij de opening van inzamelpunten in het gemeentehuis, in bibliotheken, scholen, rusthuizen, enz. Er is enkel toestemming

nodig voor de installatie van een kastje op deze locaties.

Hij hoopt dat het college zijn voorstel zal steunen.

Mevr. Ledan bedankt de h. Desmet voor deze vraag die de aandacht vestigt op een burgerinitiatief ten bate van de "zuidelijke" bevolkingsgroepen, maar ook van de kringlooeconomie en de strijd tegen afval.

Ze deelt mee dat de Lion's Club een actie had doorgegeven die door vzw Medico Belgium was uitgevoerd dankzij een van haar leden die uit Ukkel afkomstig was.

Deze vereniging recupereert en geeft een tweede leven aan brillen ten bate van bevolkingsgroepen in Afrika, Azië en Zuid-Amerika, in samenwerking met Medico Lions Club France, die sinds 1978 een grote sorteerinstallatie in Le Havre exploiteert.

Daarom worden in heel België brillen ingezameld via opticiens en apothekers. In Le Havre worden elk jaar 3 tot 3,5 miljoen brillen naar deze landen gestuurd. Zodra een bestelling is ontvangen, van Lion of een buitenlandse kliniek die bekend en geïdentificeerd is, worden de brillen hoofdzakelijk naar Afrika en Zuid-Amerika gestuurd, maar ook naar Nepal. Er zijn ongeveer 800 aanvragen in Frankrijk, maar iets minder in België.

Deze vzw steunt projecten rond sociale geneeskunde en helpt lokale gemeenschappen in achterstandsgebieden zich te ontwikkelen. Het zamelt medische apparatuur in van dokterspraktijken en ziekenhuizen en sinds de oprichting in 2007 werd bijna 200 ton aan apparatuur verzonden, voornamelijk naar Afrika.

Het specifieke karakter van een ander soort actie (beheer van de toekenning van subsidies) is gelegen in de behandeling van kleine projecten. Degene die vandaag onder de aandacht wordt gebracht is er een van. In Ukkel zijn er negen opticiens die deelnemen aan dit recyclageproject van brillen omdat zij rechtstreeks werden gecontacteerd door een lid van de Lions Club die in deze wijk woont en daarom zijn er geen andere opticiens in de gemeente die als deelnemers aan dit project werden geïdentificeerd.

Mevr. Ledan zal dit initiatief promoten in de Wolvendael. Dit zal ongetwijfeld andere opticiens in de gemeente, of zelfs apothekers, aanmoedigen om deel te nemen, maar ook andere structuren zoals bijvoorbeeld rusthuizen. En ook om bekendheid te geven aan dit initiatief, zodat de Ukkelse inwoners naar verschillende inzamelpunten kunnen gaan.

Mevr. Ledan zegt dat veel mensen niet op de hoogte zijn van dit systeem en daarom hun gebruikte brillen thuis bewaren. Zij is van plan het initiatief door te geven aan actoren waarmee contacten bestaan en die werkzaam zijn op het gebied van solidariteit, maar ook aan burgers, en inzamel dozen te plaatsen op verschillende plaatsen in de gemeente: bibliotheken, OCMW-rusthuizen en misschien andere plaatsen zoals het gemeentehuis.

Na er eerst voor te hebben gezorgd dat de inzameling kon worden uitgevoerd op nieuwe locaties, die niet tot in het oneindige konden worden vermenigvuldigd, aangezien slechts één persoon belast was met de inzameling en het voor de gemeente moeilijk zou zijn om deze over te nemen.

Mevr. Ledan bedankt de h. Desmet voor zijn bereidheid om de gemeente te helpen bij de ontwikkeling van dit project.

Mevr. Delvoye: alle Lions clubs zijn bij dit project betrokken. Het is het probleem van blindheid. Het leidmotief van de Lion's is "wij overleven" en leden van een Lion's club zullen met plezier hieraan meehelpen.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage
récolte de lunettes.docx*

Mme Van Offelen a été interpellée par des habitants du Vallon d'Ohain, petite voie sans issue à circulation locale donnant sur l'avenue Jacques Pastur, à propos de la signalétique du stationnement.

Cette ruelle est située en bordure du secteur de stationnement du Fort Jaco. Au-delà du Vallon d'Ohain, le stationnement n'est plus réglementé.

Cependant, en raison du manque de signalétique à l'entrée de la rue et de marquage au sol indiquant l'appartenance de cette rue à la zone bleue, certains visiteurs ne se rendent pas compte de l'existence d'une réglementation pour le stationnement, omettent en toute bonne foi de placer leur disque de stationnement et subissent des verbalisations.

Un habitant de la rue a contacté le service de la Voirie pour signaler ce problème et demander le placement de marquages au sol ainsi que d'un panneau de rappel au début de la rue.

Mais vu que rien n'a été fait à ce jour, des automobilistes se sont encore vu infliger des amendes.

Certes, la loi n'oblige pas les communes à placer des panneaux de rappel ou des marquages au sol à l'intérieur du périmètre d'une zone bleue. Néanmoins, l'association Touring milite pour que ce soit le cas : une signalétique claire et lisible est indispensable pour éviter de mettre les citoyens indûment en situation d'infraction.

Le Collège est-il disposé à placer une signalétique (panneau + marquage au sol) au Vallon d'Ohain ? Si c'est le cas, quand cette mesure sera-t-elle mise en œuvre ?

D'autres rues sont-elles confrontées au même type de problème ? Des corrections ont-elles été demandées par des citoyens ? Si c'est le cas, un dispositif analogue pourrait-il être installé dans les voiries concernées ?

M. De Bock souhaite s'associer à la demande de Mme Van Offelen. Il rappelle qu'il avait milité lorsqu'il était dans la majorité, à la législature précédente, pour ce fameux marquage au sol. Il remercie M. l'Echevin Biermann qui, à l'époque, avait répondu favorablement à cette problématique.

M. De Bock demande au Conseil de se souvenir que celui-ci avait dû faire placer beaucoup de panneaux signalétiques visuels en début ou en fin de zones bleues car celles-ci n'étaient pas forcément connues par les visiteurs. Ce type de panneau n'est pas toujours facile à identifier dans les longues avenues. Il explique que la multiplication de ces panneaux peut devenir contreproductive en citant notamment la rue Vanderkindere comme exemple.

M. De Bock trouve que la commune doit être attentive dans le fait de permettre que tout un chacun, entrant dans une zone bleue, puisse effectivement, en sortant de son véhicule, voir ces marqueurs de zone bleue sur le sol et puisse identifier dans quels types de stationnement se trouve son véhicule. Ainsi, le citoyen pourra, le cas échéant, mettre son disque bleu afin d'éviter toute mauvaise surprise.

M. De Bock met en exergue le fait qu'il trouve important que la commune vérifie certaines rues où il y a plus de passage et puisse refaire le marquage, le cas échéant, quand il y a eu des effacements ou quand certaines rues ont été refaites. M. De Bock explique que, personnellement, il n'a pas eu de mauvaises surprises et que ces fameux marqueurs peints sont efficaces et il souhaite inciter la commune à continuer dans ce sens.

M. De Bock estime que la solution qu'il avait proposée de passer à 3h dans certaines zones est intéressante, et qu'il serait pertinent d'évaluer ce plan de stationnement en fonction des différentes zones pour ainsi, peut-être, les faire évoluer. Il explique qu'il y a des quartiers où l'on a mis des horodateurs alors que le disque bleu pourrait être plus efficace et qu'il y a des zones à disque bleu qui devraient partiellement devenir des zones avec des horodateurs. M. De Bock invite le Collège à présenter au Conseil

cette analyse ou peut-être à l'associer dans une réflexion par rapport à cela, majorité et opposition, parce qu'il pense que ça dépasse un enjeu de majorité et c'est à cet égard la raison pour laquelle il avait déposé un certain nombre de questions écrites sur le rendement des horodateurs.

Il pense que cette évaluation n'a pas été faite en interne et il aimerait y contribuer. Il invite celles et ceux qui veulent la faire avec lui à s'associer pour avoir une vision commune; il souligne que le plus difficile dans cette matière étant d'avoir des constats communs avant de dégager des solutions communes.

M. Wyngaard explique qu'il y aura un débat approfondi le mois prochain sur la question du stationnement et certains aspects qui ont été évoqués par M. De Bock pourront l'être le mois prochain de manière plus pertinente et avantageuse pour toutes et tous.

Par rapport à certains éléments des questions posées, M. Wyngaard explique que les marquages au sol sont toujours réalisés dans certains cas.

M. Wyngaard met en évidence que le service en charge du marquage n'a pas arrêté son travail de marquage depuis l'entame de cette mandature. Il ajoute que cela a un coût et qu'il se souvient que le plus petit marquage en thermo plastique est onéreux surtout s'il faut le réaliser sur l'ensemble du territoire communal.

M. Wyngaard souligne qu'il y existe une autre difficulté, qui est que la commune ne doit pas réaliser ce type de marquage si le revêtement de la voirie va être refait dans les prochaines années. Le fait de réaliser des marquages neufs sur des voiries qui vont être rénovées n'est pas pertinent; cela explique que ce marquage n'est pas nécessairement réalisé partout.

M. Wyngaard rejoint M. De Bock sur la nécessité d'avoir une information qui est la plus explicite possible; ce qui peut passer par un panneau de rappel tel que celui qui a été placé récemment Vallon d'Ohain comme l'a rappelé Mme Van Offelen; que cela peut être réalisé à d'autres endroits.

M. Wyngaard explique qu'il faut analyser au cas par cas ce qui est pertinent car il y aurait des zones où il n'y a pas de confusion possible comme dans le nord de la commune qui est globalement règlementé en zone verte, avec des exceptions en zone rouge et en zone bleue. Il rappelle qu'en cas de doute, le fait de placer le disque bleu ne coûte rien et évite le cas échéant une mauvaise surprise.

Par rapport à la modification du statut de certaine voirie, M. Wyngaard rappelle que depuis l'entame de la mandature il y a déjà eu l'une ou l'autre modification notamment un tronçon de la chaussée de Waterloo au Fort Jaco qui est passé en zone rouge et qui était avant en zone verte; que ce changement a eu lieu car la zone verte ne correspondait pas à la réalité du terrain.

M. Wyngaard estime que l'on peut imaginer que des zones vertes passent en zones bleues ou que des zones bleues passent en zones vertes. Il explique avoir parfois des contacts avec des comités de riverains ou des comités de quartier qui, de part leur connaissance du terrain, sont les plus à même de nous dire si ces zones conviennent

La commune est disposée, le cas échéant, à adapter le plan en place et que l'on peut imaginer une évaluation plus large. M. Wyngaard explique que si le Conseil souhaite faire part d'une ou l'autre suggestion, celles-ci seront examinées par le service.

Mme Van Offelen croit effectivement qu'il faut agir au cas par cas dans la modification de ces zones pour une information plus explicite et pour qu'il n'y ait pas de confusion. Un des indicateurs pertinents pouvant être le nombre de contraventions dans les zones bleues; que ce nombre important de contraventions pourrait signifier qu'il y aurait des personnes qui n'ont pas vu cette zone bleue à cause d'un manque de panneau, de marquage au sol.

Concernant l'adaptation des zones, Mme Van Offelen exemplifie son propos avec l'avenue Moscicki où il y aurait très peu de voitures garées en journée. La présence d'horodateurs dans cette rue est peut-être la cause de cette absence de voitures stationnées. Elle explique alors que cela pourrait être judicieux de repasser cette rue en

zone bleue.

M. De Bock rejoint Madame Van Offelen sur les 2 rues qu'elle a mentionnées. Il croit qu'il faut faire cette évaluation ainsi que se mettre d'accord sur le mode d'évaluation. M. De Bock explique qu'à l'époque de son interpellation, il n'avait pas cité explicitement l'avenue Moscicki mais qu'il avait cité certaines des avenues autour de l'hôpital.

Il explique que la commune avait mis beaucoup d'horodateurs dont il rappelle le coût qui est d'environ 5.000 €. M. De Bock ajoute qu'il croit que M. Wyngaard le rejoignait dans l'analyse du coût.

M. De Bock explique que cet investissement de plusieurs milliers d'euros que la commune a fait pour ces horodateurs apporterait, selon lui, la même efficacité que des zones bleues. Il ajoute qu'il trouve cela malheureux car, selon lui, la tendance va plutôt vers la transformation de zones à disques en zones horodateurs et non l'inverse. Par contre, il ne rejoint pas du tout l'Echevin Wyngaard, sur son incitation à la retenue vis-à-vis du marquage de stickers, car il pense que la commune se doit d'avertir parfaitement les automobilistes étant donné l'argent qu'elle gagne grâce à ceux qui oublient de mettre leur disque à cause d'une zone bleue qui serait mal indiquée. Il croit que les stickers apportaient cette réponse ou en tout cas diminueraient le nombre de contestations. M. De Bock signale que l'argument soulevé par l'Echevin montre que l'approche d'Ecolo est différente de l'approche en 2018 de DéFI et MR sur la même question.

M. Wyngaard estime que certaines contre-vérités ont été dites.

Il trouve que l'approche en la matière ne diffère absolument pas sous cette mandature. M. Wyngaard rappelle que le fait de rendre l'information en matière de zones bleues visible est primordial pour le Collège.

Il indique que ce marquage a un coût et que dans certains cas, la commune ne les réalisait pas parce que le revêtement de la voirie allait être refait dans l'année ou les deux années qui suivaient. La réalisation de ces marquages est un investissement qui ne paraît pas opportun si la voirie doit être réaménagée. Dans ces cas de réaménagement imminent, l'Echevin Wyngaard estime préférable de patienter et de disposer d'un nouveau revêtement avant de les appliquer. M. Wyngaard précise que ces marquages ne représentent pas un budget énorme, qu'il n'a, dès lors, pas dit que le coût serait démesuré. Ce n'est donc pas une question de coût qui fait que la commune ne réaliserait pas de marquages et que la commune laisserait ainsi l'automobiliste dans la confusion; le souhait de la commune est que l'information soit la plus claire pour tout le monde.

Le deuxième élément dont M. Wyngaard souhaite reparler est le passage de zone bleue en zone verte, dont il n'a pas compris les voiries pertinentes dans ce débat. M. Wyngaard parle alors des abords de la maison communale pour lesquels le Collège a décidé de ne rien modifier, ces voiries demeurent en zone bleue et ce n'est que si le besoin se fait ressentir sur le terrain suite à un retour des riverains en ce sens que le Collège décidera, le cas échéant, de passer de zone bleue en verte.

M. Wyngaard parle alors des abords de l'hôpital Cavell où, suite au déménagement, diverses voiries sont passées de zones rouges à zones vertes. Dans ce cas, il explique que le tarif est devenu moindre parce qu'une rotation forte n'était plus nécessaire.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Van Offelen : de bewegwijzering van de blauwe zones.

Mevr. Van Offelen werd door bewoners van het Ohaindal (kleine doodlopende straat met plaatselijk verkeer naar de Jacques Pasturlaan) ondervraagd over parkeersignalisatie.

Deze weg ligt langs de parkeersector Fort-Jaco. Voorbij het Ohaindal is parkeren niet

meer geregeld.

Wegens ontbrekende signalisatie aan de ingang van de weg en grondmarkeringen die een blauwe zone aangeven zijn sommige bezoekers niet op de hoogte van de parkeerregeling waardoor zij hun parkeerschijf niet plaatsen en beboet worden.

Een bewoner van de weg heeft dit probleem gemeld bij de dienst Wegen met de vraag grondmarkeringen te voorzien en een herinneringsbord aan het begin van de weg.

Aangezien tot op heden niets is gedaan, worden bestuurders nog steeds beboet.

De wet verplicht gemeenten inderdaad niet om binnen de perimeter van een blauwe zone herinneringsborden te plaatsen of wegmarkeringen aan te brengen. Toch ijvert vereniging Touring hiervoor: duidelijke en leesbare signalisatie is essentieel om inbreuken te voorkomen.

Zal het college signalisatie (bord + grondmarkering) voorzien in het Ohaindal ? Zo ja, wanneer zal dit uitgevoerd worden ?

Zijn er andere straten met een gelijkaardig probleem Zijn er door burgers correcties gevraagd ? Zo ja, kan in de betrokken straten een soortgelijke maatregel worden ingevoerd ?

De h. De Bock steunt het verzoek van Mevr. Van Offelen. Hij herinnert eraan dat hij campagne had gevoerd voor deze wegmarkering toen hij in de vorige legislatuur in de meerderheid zat. Hij bedankt schepen Biermann die toen positief op dit probleem had gereageerd.

Hij vraagt de raad eraan te herinneren dat er veel borden geplaatst moesten worden aan het begin of het einde van blauwe zones omdat bezoekers zich daar niet noodzakelijk bewust van waren. Dit type bord is niet altijd gemakkelijk te herkennen in lange lanen. De wildgroei van deze borden zou een averechts effect kunnen hebben, zoals in de Vanderkinderestraat.

Hij vindt dat de gemeente erop moet toezien dat iedereen die een blauwe zone binnenrijdt, de markeringen van de blauwe zone op de grond daadwerkelijk kan zien wanneer hij uit zijn voertuig stapt en kan vaststellen in welk soort parkeerzone zijn voertuig zich bevindt. Op die manier kan de burger indien nodig zijn blauwe schijf gebruiken om onaangename verrassingen te voorkomen.

Hij vindt dat de gemeente bepaalde straten met meer verkeer controleert en markeringen zo nodig opnieuw aanbrengt wanneer ze zijn uitgewist of bij een wegheeraanleg. De h. De Bock heeft zelf geen onaangename verrassingen gehad en vindt deze markeringen doeltreffend. De gemeente moet dit werk voortzetten.

Hij is van mening dat zijn oplossing (tijdslimiet in bepaalde zones tot 3 uur) interessant is en dat het relevant zou zijn dit parkeerplan voor van de verschillende zones te evalueren. Er zijn zones met parkeerautomaten waar de blauwe schijf efficiënter zou en omgekeerd. Hij verzoekt het college deze analyse aan de raad voor te leggen of hierin te betrekken, zowel meerderheid als oppositie, omdat dit meer is dan een meerderheidskwestie en dit de reden is waarom hij een aantal schriftelijke vragen heeft ingediend over het rendement van parkeerautomaten.

Hij denkt dat deze evaluatie niet intern is verricht en hij zou er graag aan meewerken. Hij nodigde degenen die ook willen bijdragen uit de krachten te bundelen om tot een gemeenschappelijke visie te komen, noodzakelijk om gemeenschappelijke oplossingen te voorzien.

De h. Wyngaard legt uit dat er volgende maand een diepgaand debat zal worden gehouden over de parkeerproblematiek en dat bepaalde aspecten, aangehaald door de h. De Bock, volgende maand op een voor iedereen relevantere en gunstigere manier kunnen worden besproken.

Met betrekking tot sommige vragen legt de h. Wyngaard uit dat wegmarkeringen in sommige gevallen nog worden aangebracht.

De markeringsdienst is sinds het begin van deze legislatuur niet gestopt met markeren en dit brengt kosten met zich mee. Zelfs de kleinste markering in thermoplast is duur,

vooral als deze op het gehele grondgebied moet worden aangebracht.

De gemeente brengt ook geen markering aan als het wegdek de komende jaren wordt gerenoveerd. Dit verklaart waarom er niet overal markeringen werden aangebracht.

Hij is het met de h. De Bock eens dat informatie zo expliciet mogelijk moet zijn. Dit kan gebeuren via een herinneringsbord zoals onlangs in het Ohaindal en dit kan ook op andere plaatsen gebeuren.

Elk geval moet apart worden geanalyseerd omdat er zones zijn waar geen verwarring mogelijk is, zoals in het noorden van de gemeente waar over het algemeen de groene zone is gereguleerd, met uitzonderingen in rode en blauwe zones. In geval van twijfel kost het niets om de blauwe schijf te plaatsen om onaangename verrassingen te voorkomen.

I.v.m. de wijziging van het statuut van bepaalde wegen herinnert de h. Wyngaard eraan dat er sinds het begin van de legislatuur reeds een of andere wijziging heeft plaatsgevonden, met name een gedeelte van de Waterlooosesteenweg bij Fort-Jaco dat van groen naar rood werd veranderd omdat de groene zone niet overeenkwam met de realiteit op het terrein.

Zones kunnen van kleur veranderen en hij heeft contact met bewonerscomités of buurtcomités die door hun kennis van het terrein het best in staat zijn te vertellen of deze zones geschikt zijn.

De gemeente is bereid het bestaande plan zo nodig aan te passen en een bredere evaluatie kan worden overwogen. Indien de raad suggesties wenst te doen, zullen deze door de dienst worden bestudeerd.

Mevr. Van Offelen vindt dat zonewijzigingen geval per geval moeten worden bekeken om duidelijker informatie te verstrekken en verwarring te voorkomen. Het aantal boetes in een blauwe zone is hierbij een relevante indicator. Een grote aantal zou kunnen betekenen dat mensen deze blauwe zone niet hebben gezien omdat er geen borden of wegmarkeringen zijn.

Wat zonewijzigingen betreft, vermeldt ze de Moscickilaan waar overdag zeer weinig auto's geparkeerd staan. De aanwezigheid van parkeerautomaten in deze straat is misschien de oorzaak hiervan. Het zou verstandig zijn deze straat weer in een blauwe zone te veranderen.

De h. De Bock is het eens met mevr. Van Offelen over de twee straten die zij heeft vermeld. Hij vindt dat deze evaluatie moet worden uitgevoerd en dat overeenstemming moet worden bereikt over de evaluatiemethode. In zijn interpellatie had hij de Moscickilaan niet expliciet vernoemd maar wel enkele straten rond het ziekenhuis.

De gemeente heeft veel parkeerautomaten geplaatst (kostprijs ± € 5.000). Hij voegt eraan toe dat hij meent dat de h. Wyngaard het met hem eens is in zijn analyse van de kosten.

Volgens hem zou de investering van enkele duizenden euro's in deze parkeerautomaten dezelfde efficiëntie opleveren als blauwe zones. Dit is betreuenswaardig omdat volgens hem de tendens is om schijfzones om te vormen tot parkeerautomaten en niet omgekeerd.

Hij is het echter niet eens met schepen Wyngaard om terughoudend te zijn t.a.v. stickers omdat de gemeente de plicht heeft bestuurders volledig te waarschuwen, gezien het geld dat zij verdient aan mensen die vergeten hun schijf te leggen omdat een blauwe zone slecht is gemarkeerd. Stickers zouden het aantal klachten kunnen verminderen. Uit het argument van de schepen blijkt dat de benadering van Ecolo verschilt van de benadering in 2018 van DéFI en MR over dezelfde kwestie.

De h. Wyngaard vindt dat er enkele onwaarheden waren verteld.

De benadering van deze kwestie in deze legislatuur is helemaal niet anders. Blauwe zones zichtbaar maken is belangrijk is voor het college.

Markeringen hebben een kostprijs en wordt soms niet uitgevoerd als het wegdek in het volgende jaar of de volgende twee jaar zou worden vernieuwd. Deze markeringen

vertegenwoordigen geen enorm budget en hij heeft niet gezegd dat de kosten buitensporig zouden zijn. Het is geen kwestie van kosten dat de gemeente geen markeringen zou aanbrengen en bestuurders in verwarring zou laten. De gemeente wil dat informatie voor iedereen zo duidelijk mogelijk is.

I.v.m. de overgang van blauwe naar groene zones begreep hij de relevante wegen in dit debat niet. Hij vermeldt het gebied rond het gemeentehuis waarvoor het college geen veranderingen zal aanbrengen. Deze wegen blijven blauw en alleen als de noodzaak ter plaatse wordt gevoeld naar aanleiding van feedback van omwonenden zou het college indien nodig besluiten de blauwe zone in groen te veranderen.

De h. Wyngaard vermeldt het gebied rond het Cavellziekenhuis waar, na de verhuizing, verschillende wegen van rode in groene zones zijn veranderd. Het tarief werd lager omdat een sterke rotatie niet langer nodig was.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

CC200120021 Interpel Marion VAN OFFELEN Zones bleues de stationnement Pour une Signalétique claire.docx

Maëlle De Brouwer quitte la séance / verlaat de zitting.

Odile Margaux quitte la séance / verlaat de zitting.

20.01.2022/A/0034 **Question orale de M. Cools : l'adhésion de notre commune à la convention des maires pour le climat.**

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van de h. Cools : onderschrijven van onze gemeente van de overeenkomst van de burgemeesters voor het klimaat.

Het punt wordt verdaagd.

20.01.2022/A/0035 **Question orale de M. Cools : l'heure gratuite de stationnement à Uccle-centre.**

M. Cools rappelle que l'heure de stationnement gratuite, instaurée en raison des travaux sur la chaussée d'Alseberg, a été supprimée au début de ce mois de janvier. Le régime du quart d'heure gratuit est donc à nouveau d'application.

Pourtant, la prolongation de cette mesure jusqu'à la fin du mois de janvier (et donc jusqu'à la fin des soldes) aurait été un coup de pouce précieux pour les commerces, qui ont beaucoup souffert des travaux et de la pandémie.

Pourquoi le Collège n'a-t-il pas fait ce geste en faveur des commerçants ?

La justification de cette suppression (qui n'a fait l'objet d'aucune annonce au cours du débat de la dernière séance du Conseil sur la rénovation de la chaussée d'Alseberg) repose sur l'allégation selon laquelle, en raison de l'achèvement des travaux fin novembre 2021, un « geste » a déjà été accompli en faveur des commerçants par la prolongation de cette mesure jusqu'à la fin de l'année dernière.

Toutefois, ces travaux étaient loin d'être complètement terminés, ni début décembre ni début janvier, que ce soit pour diverses finitions, l'aménagement des carrés d'arbres ou le remplacement des affreux blocs en béton qui enlaidissent les trottoirs.

En outre, les travaux menés dans la chaussée d'Alseberg à hauteur de l'avenue des

Sept Bonniers perturbent l'accès à Uccle-Centre.

Comment les riverains, les commerçants et leurs clients ont-ils été informés de la fin de l'heure gratuite ?

M. Wyngaard explique que l'essentiel des éléments pertinents se sont retrouvés dans la presse comme l'explique M. Cools.

Le cadre juridique actuel autorise les autorités locales à offrir un quart d'heure de stationnement gratuit. Le Collège pense qu'une zone commerçante, soumise à un chantier de grande envergure fort impactant pour les commerçants, doit bénéficier d'une heure gratuite de stationnement pour soutenir les commerçants. Cette dérogation, à la règle générale fixée par la Région de Bruxelles-Capitale, se justifierait par cette volonté de soutien aux commerces d'une zone en chantier.

M. Wyngaard expose également qu'il y a d'autres mesures qui ont été prises par le Collège pour soutenir et accompagner les commerçants impactés.

Il rappelle que l'essentiel de chantier de la Chaussée d'Alseberg s'est achevé fin novembre et qu'il ne reste que certains éléments à placer comme des panneaux, des corbeilles ou que des blocs de béton à retirer. L'aménagement de l'espace public est dès lors tout à fait réalisé et l'inauguration est intervenue.

M. Wyngaard met en exergue que le Collège a estimé qu'il ne convenait pas d'interrompre cette heure de stationnement gratuite fin novembre, au même moment que la fin du chantier, mais qu'il y avait lieu, compte tenu des fêtes de fin d'année qui sont une période particulière et pour permettre une visibilité accrue, de revenir à la règle classique au 1^{er} janvier 2022. M. Wyngaard admet que le Conseil peut « disserter » sur la pertinence de prolonger l'heure de stationnement jusqu'au 1^{er} janvier.

Quant à la question d'une heure de stationnement gratuite durant des périodes particulières comme des braderies ou les soldes, M. Wyngaard exprime le souhait d'avoir ce débat le mois prochain dans le cadre de l'avis sur lequel échangera le Conseil.

Il rappelle que c'est un avis qui sera exprimé à la Région. Il ajoute qu'à l'heure actuelle, ce changement pour des événements n'est pas prévu et qu'il est de ce fait impossible à mettre en œuvre.

M. Cools invite M. Wyngaard à faire figurer cette heure gratuite circonstanciée dans l'avis qui sera proposé par le Collège au conseil communal le mois prochain.

Il semble à M. Cools ne pas avoir reçu de réponse sur l'information au riverain et commerçants du changement de système intervenu le 1 janvier.

M. Wyngaard répond que la situation pour les riverains ne change pas car ils détiennent une carte spécifique de stationnement, la carte « riverain ».

Pour les clients, M. Wyngaard explique que le dispositif avait été annoncé. Il demande également en cas d'oubli de sa part à sa collègue Mme. Valentine Delwart de le compléter.

Il expose que le dispositif aurait été annoncé par différents canaux d'informations qui indiquaient qu'il était d'application durant la période du chantier et qui prendrait fin au terme de celui-ci.

M. Wyngaard ajoute l'avoir indiqué dans ses contacts réguliers et fréquents avec les commerçants concernant le chantier.

Il précise également que l'information était également présente sur les horodateurs où il y avait un autocollant apposé indiquant qu'il y avait une heure de stationnement gratuite. Cet autocollant ayant été retiré au moment où la mesure n'était plus d'application.

M. Wyngaard souligne que dès lors, qu'un citoyen utilisant l'horodateur voit immédiatement que le stationnement gratuit n'est plus d'une heure mais d'¼ d'heure.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : het uur gratis parkeren in Ukkel-centrum.

De h. Cools herinnert eraan dat het gratis parkeeruur, ingevoerd wegens de werken in de Alsebergsesteenweg, in het begin van januari werd afgeschaft. Het gratis kwartier is dus opnieuw van toepassing.

Een verlenging van deze maatregel tot eind januari (het einde van de koopjes) zou echter een waardevolle stimulans zijn geweest voor de winkels die zwaar hebben geleden onder de werkzaamheden en de pandemie.

Waarom heeft het college dit gebaar ten gunste van de handelaars niet gemaakt ?

De rechtvaardiging voor deze schrapping (die niet werd aangekondigd tijdens het debat over de renovatie van de Alsebergsesteenweg tijdens de laatste zitting) is gebaseerd op de bewering dat, wegens de voltooiing van de werken eind november 2021, reeds een "gebaar" is gemaakt naar de handelaars door deze maatregel te verlengen tot eind vorig jaar.

Deze werken waren echter nog lang niet klaar, noch begin december, noch begin januari, of het nu ging om diverse afwerkingen, de inrichting van de boomspiegels of de vervanging van de lelijke betonblokken die de trottoirs lelijk maken.

Bovendien verstoren de werkzaamheden aan de Alsebergsesteenweg ter hoogte van de Zeven Bunderslaan de toegang tot Ukkel-Centrum.

Hoe werden de omwonenden, de winkeliers en hun klanten op de hoogte gebracht van het einde van het gratis uur ?

De h. Wyngaard legt uit dat de meeste relevante informatie in de pers is gepubliceerd, zoals de h. Cools heeft uitgelegd.

Volgens het huidige rechtskader mogen lokale overheden 15 minuten gratis parkeren toelaten. Het college is van mening dat een winkelgebied waar een grootschalig bouwproject wordt uitgevoerd met grote gevolgen voor handelaars een uur gratis parkeren moet krijgen om hen te ondersteunen. Deze afwijking van de algemene regel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zou gerechtvaardigd zijn door deze wens om bedrijven in een bouwzone te ondersteunen.

De h. Wyngaard legt ook uit dat het college andere maatregelen had genomen om de getroffen handelaars te steunen en te begeleiden.

De meeste werken in de Alsebergsesteenweg waren eind november voltooid en alleen bepaalde elementen moesten nog worden geplaatst, zoals borden, vuilnisbakken en betonblokken die moesten worden verwijderd. De openbare ruimte is nu volledig voltooid en de openingsplechtigheid heeft plaatsgevonden.

De h. Wyngaard wijst erop dat het college het niet opportuun acht dit gratis parkeeruur eind november, tegelijk met het einde van de werken, te onderbreken, maar dat het met het oog op de eindejaarsfeesten en om een grotere zichtbaarheid mogelijk te maken opportuun is om op 1 januari 2022 terug te keren naar de klassieke regel. De h. Wyngaard is het ermee eens dat de raad kan "twisten" over de wenselijkheid van de verlenging van het parkeeruur tot 1 januari.

Wat de kwestie van een gratis uur parkeren tijdens speciale periodes zoals de koopjes betreft, gaf de h. Wyngaard de wens te kennen dit debat volgende maand te voeren in het kader van het advies waarover de raad zich zal uitspreken.

Hij herinnert eraan dat dit advies in het Gewest zou worden uitgebracht. Hij voegde eraan toe dat deze wijziging voor evenementen momenteel niet gepland is en dat zij derhalve niet kan worden uitgevoerd.

De h. Cools verzoekt de h. Wyngaard dit uitzonderlijk gratis uur op te nemen in het advies dat het college volgende maand aan de gemeenteraad zal voorleggen.

De h. Cools heeft de indruk dat hij geen antwoord heeft gekregen op de informatie die aan bewoners en handelaars is verstrekt over de wijziging van het systeem op 1 januari.

De h. Wyngaard antwoordt dat de situatie voor de bewoners niet verandert omdat zij

een specifieke parkeerkaart hebben (bewonerskaart).

Voor de klanten legt de h. Wyngaard uit dat het systeem was aangekondigd. Hij vroeg ook aan zijn collega Valentine Delwart om het aan te vullen als hij het vergeten was.

De regeling was aangekondigd via verschillende informatiekkanalen, waaruit bleek dat zij van toepassing was tijdens de werken en zou eindigen aan het einde ervan.

De h. Wyngaard voegt hieraan toe dat hij dit had aangegeven in zijn regelmatige en frequente contacten met handelaars over de werken.

Hij zegt ook dat de informatie ook aanwezig was op de parkeerautomaten waar een sticker zat die aangaf dat er één uur gratis parkeren was. Deze sticker werd verwijderd toen de maatregel niet langer van toepassing was.

De h. Wyngaard wijst erop dat zodra een burger de parkeerautomaat gebruikt, hij onmiddellijk ziet dat het gratis parkeren niet langer voor één uur geldt, maar voor ¼ uur.

De Raad neemt kennis.

20.01.2022/A/0036 **Question orale de Mme Fraiteur : les mesures anti-covid dans les écoles.**

Mme Fraiteur signale que la première réunion du Codeco (Comité de concertation) a confirmé la fixation de la rentrée scolaire le 10 janvier 2022, à 100 % en mode présentiel, moyennant l'application d'une série de mesures telles que :

- le port du masque pour les sections primaires et secondaires;
- la ventilation;
- la pose de détecteurs de CO₂;
- la fermeture des classes lorsque 4 enfants sont déclarés positifs (et non plus 2);
- la fermeture des classes pendant 5 jours (et non plus 7 jours);
- l'invitation adressée aux parents pour les inciter à soumettre leurs enfants à un autotest avant la rentrée scolaire et à renouveler par la suite cette opération une fois par semaine.

Lors de la dernière séance du Conseil communal, le Collège a confirmé l'achat de détecteurs de CO₂, mais en nombre insuffisant en raison d'une rupture de stock.

Le placement de ces appareils a-t-il débuté, et en priorité dans les cantines, les infrastructures sportives et les locaux destinés au personnel, comme le recommande la Fédération ?

Combien de détecteurs manque-t-il encore pour équiper les écoles ?

Comment ces mesures, et en particulier le port du masque, sont-elles perçues par les directions, professeurs, parents et élèves ?

Mme Gol-Lescot rappelle que lors de sa séance du mois de décembre, le Conseil avait acté en urgence l'achat de 173 détecteurs de CO₂ pour un montant de 22.407,77 € et qu'un subside de 14.900 € avait été reçu pour cet achat. Ces 173 détecteurs étaient les seuls disponibles sur le marché.

Elle précise que la priorité pour poser ces détecteurs a été donnée aux locaux communs comme les réfectoires, les gymnases, les salles des professeurs. Les détecteurs restant de CO₂ sont transportés d'une classe à l'autre.

Ces détecteurs sont de petits ou moyens objets sur une prise et il a été demandé aux enseignants de faire circuler ces détecteurs entre les classes pour le temps nécessaire entre deux aérations.

Mme Gol-Lescot explique alors que les cours se donnent avec des fenêtres entre-ouvertes malgré le froid.

Elle explique également qu'aucun autre détecteur de CO₂ n'étant disponible

actuellement sur le marché, la Commune n'a pu s'en procurer de nouveau et que ces détecteurs sont assez faciles à transporter d'une classe à l'autre.

Mme Gol-Lescot rappelle que la priorité du le Collège était d'équiper les salles qui sont partagées.

Elle expose qu'il y a actuellement un grand nombre d'enfants qui sont malades dans les écoles ucloises et de ce fait, beaucoup de classes fermées.

Mme Gol-Lescot signale qu'en plus des enfants « officiellement » malades, beaucoup sont aussi absents des écoles suite à un autotest positif.

Elle rappelle que bien que les autotests sont faciles à utiliser, ils présentent l'inconvénient qu'ils ne sont pas repris dans le comptage des tests officiels, notamment pour les fermetures de classes qui ont lieu à partir d'un certain nombre de cas positifs.

Mme Gol-Lescot explique que l'école du Centre sera fermée jusqu'à mardi suite au nombre important de cas positifs et qu'il ne restait que 22 enfants pour l'ensemble des primaires.

Pour en revenir aux achats de détecteurs CO² complémentaires, Mme Gol-Lescot précise que la Commune attend de voir si les fournisseurs en ont de nouveaux de disponibles, ce qui n'est pas le cas pour l'instant.

Quant au port du masque et les réactions des parents, elle expose que les réactions sont partagées entre les parents qui exigent le port du masque et ceux qui sont contre.

Mme Gol-Lescot met en exergue qu'en plus des détecteurs de CO², les écoles et la Commune mettent toutes les mesures possibles en œuvre que ce soit la vérification de la qualité de l'air, le nettoyage des mains, les mesures sanitaires, les mesures d'hygiène. Elle ajoute que ces mesures resteront sur le long terme et aideront peut-être en cas d'autres maladie.

M. Cools explique être satisfait de la réponse qu'il a reçue à propos des détecteurs CO², mais estime qu'il n'a pas reçu de réponse à propos des aérateurs.

M. Cools conçoit que c'est assez difficile d'en mettre partout notamment dans certains locaux communs, mais il se demande si une politique d'équipement en matière d'aérateur pour certains locaux a été mise en place ?

Mme Gol-Lescot répond qu'il n'y a pas de telle politique actuellement parce que les modèles qui ont été présentés n'ont eu aucun accord de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Elle précise que les purificateurs d'air coûtent environ 1.000 € par local, qu'ils ne sont pas transportables et que la Commune a 468 locaux dans ses écoles.

Mme Gol-Lescot, explique également qu'elle a été voir avec M. le Bourgmestre et M. Biermann plusieurs modèles mais aucun n'est considéré comme tout à fait fiable.

Elle conclut par le fait que les modèles mis dans les théâtres ont des prix avoisinant le 10.000 € à multiplier en l'espèce par 468 classes et que ce montant lui semble déraisonnable. Le Collège cherche dès lors activement une solution pour l'aération des classes autre que celle qui consiste à ouvrir les fenêtres même en hiver.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Fraiteur : de Anti-covid-maatregelen in de scholen.

Mevr. Fraiteur deelt mee dat de eerste vergadering van het overlegcomité heeft bevestigd dat de start van het schooljaar op 10 januari 2022 100 % ter plaatse zal zijn, met toepassing van reeks maatregelen zoals :

- maskers voor basis en middelbaar;
- ventilatie;
- installatie van CO₂-detectoren;
- sluiting van klassen vanaf 4 positieve kinderen (niet langer 2);
- lessen sluiten voor 5 dagen (in plaats van 7 dagen);

- ouders verzoeken hun kinderen voor het begin van het schooljaar aan zelftests te onderwerpen en dit wekelijks te herhalen;

Tijdens de laatste vergadering van de gemeenteraad heeft het college de aankoop van CO2-detectoren bevestigd, maar in onvoldoende aantallen wegens een voorraadtekort. Zijn er al geïnstalleerd, bij voorrang in refters, sportaccommodaties en personeelsruimten, zoals aanbevolen door de Federatie ?

Hoeveel detectoren zijn er nog nodig om scholen uit te rusten ?

Hoe worden deze maatregelen, en met name het dragen van maskers, ervaren door schooldirecteuren, leerkrachten, ouders en leerlingen ?

Mevr. Gol-Lescot herinnert eraan dat de raad van december had besloten met spoed 173 CO2-detectoren aan te kopen (€ 22.407,77) en dat er hiervoor een subsidie van € 14.900 was ontvangen. Deze 173 detectoren waren de enige die op de markt verkrijgbaar waren.

Er werd prioriteit gegeven aan de installatie in gemeenschappelijke ruimten zoals refters, turnzalen en lerarenkamers. De resterende detectoren worden van het ene naar het andere klaslokaal gebracht gedurende de tijd die nodig is tussen twee ventilaties.

De lessen worden gegeven met open ramen, ondanks de kou.

Er zijn momenteel veel zieke kinderen in Ukkelse scholen waardoor veel klassen gesloten zijn.

Daarnaast zijn er ook veel afwezige kinderen als gevolg van een positieve zelftest.

Deze zelftests worden echter niet meegerekend in de officiële teststelling, met name voor klassluitingen die plaatsvinden na een bepaald aantal positieve gevallen.

De school Centre zou tot dinsdag gesloten blijven wegens het grote aantal positieve gevallen en er blijven voor alle lagere scholen nog slechts 22 kinderen over.

Er zijn bij de leveranciers nog geen extra CO2-detectoren beschikbaar.

Inzake het dragen van het masker waren de reacties van ouders verdeeld.

Ze benadrukt dat de scholen en de gemeente naast detectoren alle mogelijke maatregelen nemen zoals de luchtkwaliteit controleren, handen schoonmaken en hygiënische maatregelen. Deze maatregelen blijven op lange termijn van kracht en kunnen helpen in geval van verdere ziekte.

De h. Cools was tevreden met het antwoord over de CO2-detectoren maar vond dat hij geen antwoord had gekregen over de beluchters.

Hij is het ermee eens dat het nogal moeilijk is om ze overal te installeren, vooral in bepaalde gemeenschappelijke ruimten, maar vraagt zich af of er een beleid is om bepaalde ruimten uit te rusten met beluchters.

Mevr. Gol-Lescot antwoordt dat een dergelijk beleid momenteel niet bestaat omdat de ingediende modellen niet door de Federatie Wallonië-Brussel zijn goedgekeurd.

Luchtzuiveraars kosten ongeveer € 1.000 per lokaal en kunnen niet verplaatst worden.

De gemeentescholen tellen bovendien 468 lokalen.

Ze heeft met de burgemeester en de h. Biermann verschillende modellen bekeken maar geen ervan werd als volledig betrouwbaar beschouwd.

De modellen die in theaters worden gebruikt, kosten bovendien zo'n € 10.000, wat onbetaalbaar is voor 468 lokalen. Het college is daarom actief op zoek naar andere oplossingen voor de ventilatie van klaslokalen dan het openen van ramen.

De Raad neemt kennis.

20.01.2022/A/0037 **Question orale de M. Cools : la gestion du covid dans nos écoles.**

M. Cools rappelle que la lutte contre la propagation de la Covid dans les écoles

suppose notamment une bonne aération des classes et autres locaux scolaires.

L'ouverture, en période hivernale, des fenêtres n'étant pas toujours évidente à effectuer.

M. Cools demande si des aérateurs et des détecteurs de CO₂ ont été placés dans nos classes d'écoles ? Le cas échéant, il aimerait savoir combien ont été placés ?

Mme Gol-Lescot rappelle que lors de sa séance du mois de décembre, le Conseil avait acté en urgence l'achat de 173 détecteurs de CO₂ pour un montant de 22.407,77 € et qu'un subside de 14.900 € avait été reçu pour cet achat. Ces 173 détecteurs étaient les seuls disponibles sur le marché.

Elle précise que la priorité pour poser ces détecteurs a été donnée aux locaux communs comme les réfectoires, les gymnases, les salles des professeurs. Les détecteurs restant de CO₂ sont transportés d'une classe à l'autre.

Ces détecteurs sont de petits ou moyens objets sur une prise et il a été demandé aux enseignants de faire circuler ces détecteurs entre les classes pour le temps nécessaire entre deux aérations.

Mme Gol-Lescot explique alors que les cours se donnent avec des fenêtres entre-ouvertes malgré le froid.

Elle explique également qu'aucun autre détecteur de CO₂ n'étant disponible actuellement sur le marché, la Commune n'a pu s'en procurer de nouveau et que ces détecteurs sont assez faciles à transporter d'une classe à l'autre.

Mme Gol-Lescot rappelle que la priorité du Collège était d'équiper les salles qui sont partagées.

Elle expose qu'il y a actuellement un grand nombre d'enfants qui sont malades dans les écoles ucloises et de ce fait, beaucoup de classes fermées.

Mme Gol-Lescot signale qu'en plus des enfants « officiellement » malades, beaucoup sont aussi absents des écoles suite à un autotest positif.

Elle rappelle que bien que les autotests sont faciles à utiliser, ils présentent l'inconvénient qu'ils ne sont pas repris dans le comptage des tests officiels, notamment pour les fermetures de classes qui ont lieu à partir d'un certain nombre de cas positifs.

Mme Gol-Lescot explique que l'école du Centre sera fermée jusqu'à mardi suite au nombre important de cas positifs et qu'il ne restait que 22 enfants pour l'ensemble des primaires.

Pour en revenir aux achats de détecteurs CO₂ complémentaires, Mme Gol-Lescot précise que la Commune attend de voir si les fournisseurs en ont de nouveaux de disponibles, ce qui n'est pas le cas pour l'instant.

Quant au port du masque et les réactions des parents, elle expose que les réactions sont partagées entre les parents qui exigent le port du masque et ceux qui sont contre.

Mme Gol-Lescot met en exergue qu'en plus des détecteurs de CO₂, les écoles et la Commune mettent toutes les mesures possibles en œuvre que ce soit la vérification de la qualité de l'air, le nettoyage des mains, les mesures sanitaires, les mesures d'hygiène. Elle ajoute que ces mesures resteront sur le long terme et aideront peut-être en cas d'autres maladies.

M. Cools explique être satisfait de la réponse qu'il a reçue à propos des détecteurs CO₂, mais estime qu'il n'a pas reçu de réponse à propos des aérateurs.

M. Cools conçoit que c'est assez difficile d'en mettre partout notamment dans certains locaux communs, mais il se demande si une politique d'équipement en matière d'aérateur pour certains locaux a été mise en place ?

Mme Gol-Lescot répond qu'il n'y a pas de telle politique actuellement parce que les modèles qui ont été présentés n'ont eu aucun accord de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Elle précise que les purificateurs d'air coûtent environ 1.000 € par local, qu'ils ne sont pas transportables et que la Commune a 468 locaux dans ses écoles.

Mme Gol-Lescot, explique également qu'elle a été voir avec M. le Bourgmestre et M. Biermann plusieurs modèles mais aucun n'est considéré comme tout à fait fiable. Elle conclut par le fait que les modèles mis dans les théâtres ont des prix avoisinant le 10.000 € à multiplier en l'espèce par 468 classes et que ce montant lui semble déraisonnable. Le Collège cherche dès lors activement une solution pour l'aération des classes autre que celle qui consiste à ouvrir les fenêtres même en hiver.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : de covidbestrijding in onze scholen.

De h. Cools herinnert eraan dat de bestrijding van Covid in scholen onder meer een goede ventilatie vereist.

Ramen openen tijdens de winterperiode is niet altijd gemakkelijk.

De h. Cools vroeg of er in de klaslokalen van onze scholen beluchters en CO2-detectoren waren geplaatst en desgevallend hoeveel.

Mevr. Gol-Lescot herinnert eraan dat de raad van december had besloten met spoed 173 CO2-detectoren aan te kopen (€ 22.407,77) en dat er hiervoor een subsidie van € 14.900 was ontvangen. Deze 173 detectoren waren de enige die op de markt verkrijgbaar waren.

Er werd prioriteit gegeven aan de installatie in gemeenschappelijke ruimten zoals refters, turnzalen en lerarenkamers. De resterende detectoren worden van het ene naar het andere klaslokaal gebracht gedurende de tijd die nodig is tussen twee ventilaties.

De lessen worden gegeven met open ramen, ondanks de kou.

Er zijn momenteel veel zieke kinderen in Ukkelse scholen waardoor veel klassen gesloten zijn.

Daarnaast zijn er ook veel afwezige kinderen als gevolg van een positieve zelftest.

Deze zelftests worden echter niet meegerekend in de officiële teststelling, met name voor klassluitingen die plaatsvinden na een bepaald aantal positieve gevallen.

De school Centre zou tot dinsdag gesloten blijven wegens het grote aantal positieve gevallen en er blijven voor alle lagere scholen nog slechts 22 kinderen over.

Er zijn bij de leveranciers nog geen extra CO2-detectoren beschikbaar.

Inzake het dragen van het masker waren de reacties van ouders verdeeld.

Ze benadrukt dat de scholen en de gemeente naast detectoren alle mogelijke maatregelen nemen zoals de luchtkwaliteit controleren, handen schoonmaken en hygiënische maatregelen. Deze maatregelen blijven op lange termijn van kracht en kunnen helpen in geval van verdere ziekte.

De h. Cools was tevreden met het antwoord over de CO2-detectoren maar vond dat hij geen antwoord had gekregen over de beluchters.

Hij is het ermee eens dat het nogal moeilijk is om ze overal te installeren, vooral in bepaalde gemeenschappelijke ruimten, maar vraagt zich af of er een beleid is om bepaalde ruimten uit te rusten met beluchters.

Mevr. Gol-Lescot antwoordt dat een dergelijk beleid momenteel niet bestaat omdat de ingediende modellen niet door de Federatie Wallonië-Brussel zijn goedgekeurd.

Luchtzuiveraars kosten ongeveer € 1.000 per lokaal en kunnen niet verplaatst worden. De gemeentescholen tellen bovendien 468 lokalen.

Ze heeft met de burgemeester en de h. Biermann verschillende modellen bekeken maar geen ervan werd als volledig betrouwbaar beschouwd.

De modellen die in theaters worden gebruikt, kosten bovendien zo'n € 10.000, wat onbetaalbaar is voor 468 lokalen. Het college is daarom actief op zoek naar andere oplossingen voor de ventilatie van klaslokalen dan het openen van ramen.

De Raad neemt kennis.

Björn Becker quitte la séance / verlaat de zitting.
Véronique Lederman-Bucquet quitte la séance / verlaat de zitting.
Hans Marcel Joos Van de Cauter quitte la séance / verlaat de zitting.

20.01.2022/A/0038 **Question orale de M. Godefroid : suivi de la motion en faveur d'une solution pérenne et concertée pour Bois de la Cambre.**

Il y a un an et demi, le Conseil votait à l'unanimité une motion en faveur d'une solution pérenne et concertée pour le Bois de la Cambre. Depuis, le bois de la Cambre a fait couler beaucoup d'encre essentiellement concernant la circulation automobile.

M. Godefroid constate que, l'ouverture à celle-ci du tronçon Lorraine-Avenue de Boistfort-Avenue du Brésil-Roosevelt est intervenue et que cette demande figurait dans la motion. Il s'interroge par contre sur le suivi des demandes formulées concernant les itinéraires cyclables. Il rappelle les demandes votées à l'unanimité à l'époque par le Conseil :

- d'une part, qu'une véritable liaison cyclable confortable, large et sécurisée Ouest-Est (Uccle-ULB) soit réalisée ainsi que le réaménagement des accès De Fré et Churchill afin qu'ils soient rendus plus confortables pour les cyclistes. Pour rappel, alors que la liaison Churchill-ULB est énormément empruntée par les cyclistes (il s'agit d'un ICR) et pourrait être une des pistes cyclables les plus belles et agréables de Bruxelles, elle est l'une des plus dangereuses. En particulier, au carrefour de l'avenue de Diane avec celle de la Lisière. L'alternative que constitue l'avenue Legrand n'est pas plus réjouissante avec ses pavés et les rails du tram.

- d'autre part, qu'une amélioration de la liaison cyclable du Nord (Louise) au Sud (Chaussée de la Hulpe). Si celle-ci a été effectivement grandement améliorée avec l'ouverture à la mobilité douce de la boucle Est du bois de la cambre, la piste cyclable de la drève de Lorraine qui y amène est dans un piteux état.

Quel suivi a été offert à ces points de notre motion ? Qu'est-ce que la Commune envisage pour ceux concernant son territoire (sécuriser la place du cycliste aux différentes entrées du bois, améliorer la piste cyclable de la drève de Lorraine) et quels contacts ont été pris avec la ville pour les points concernant le sien (ICR Uccle-ULB) ?

M. Wyngaard rappelle que le Bois de la Cambre se situe quasi exclusivement sur le territoire de la Ville de Bruxelles et que la Ville de Bruxelles a pris un certain nombre de mesures temporaires visant à sécuriser le cycliste dans l'espace public. Il y a une série de marquages et aussi des potelets qui ont été placés.

Il explique également qu'une étude va être lancée sous peu au niveau du Bois de la Cambre et aux abords du Bois de la Cambre qui porte sur la mobilité en général. Le bureau d'étude désigné devra émettre un certain nombre de recommandations et celles-ci porteront tant sur le trafic automobile que sur la place des transports en commun ou encore sur la place des cyclistes par rapport à laquelle porte la question orale. En ce qui concerne les cyclistes, le Bois de la Cambre étant un site classé zone Natura 2000, à ce stade-ci et sachant que le test et l'étude sont en cours, M. Wyngaard explique qu'il n'y aura pas de mesures structurelles qui seront prises.

Il admet qu'il y a l'un ou l'autre carrefour qui devrait être d'avantage sécurisé mais que pour l'implémentation des mesures structurelles, la Ville et/ou la Région devront solliciter des permis d'urbanisme, permis qui ne seront sollicités qu'après l'étude et les recommandations en la matière. Les différents acteurs ont souhaité agir de cette manière dans le dossier; ce qui semble logique à M. Wyngaard

M. Wyngaard explique que dorénavant, la rue de la Laiterie à partir de l'avenue Diane est une voirie qui est apaisée. Il constate que cela offre un cadre sécurisé même si le

Conseil souhaitait « mieux » dans sa motion en matière de piste cyclable. Il rappelle qu'il y a des mesures qui ont été prise par Bruxelles-Mobilité concernant plusieurs carrefours. A cet égard, il mentionne le carrefour de l'avenue de Waterloo/Montjoie où la bordure a été abaissée, un trottoir partagé a été créé et les cyclistes peuvent aussi d'emprunter le sentier qui rentre dans le bois. Au niveau du carrefour Lorraine/Hulpe, la traversée du carrefour au niveau de La Hulpe a été sécurisée avec un marquage qui n'existait pas auparavant et M. Wyngaard rappelle que la Commune a déjà demandé que la piste cyclable soit rénovée parce qu'elle est dégradée outre le fait qu'elle est particulièrement étroite pour une piste cyclable à double sens.

M. Wyngaard rappelle également qu'il y a aussi eu une sécurisation dans le cas du carrefour Hulpe/Roosevelt. Sur ce point, M. Wyngaard expose qu'il y avait une demande d'une part d'augmenter la place pour le nombre de véhicules en attente à l'approche de ce carrefour et d'autre part de sécuriser l'insertion des cyclistes. Il explique que cette sécurisation a eu lieu et que dorénavant les cyclistes ont un cheminement qui est beaucoup plus confortable et plus sécurisé avec une insertion dans la chaussée de la Hulpe qui, de ce point de vue-là, a été amélioré.

M. Wyngaard se rejoint à M. Godefroid pour répondre aux demandes. Il ajoute que la motion du Conseil devra d'aller plus loin et surtout lorsque les recommandations d'études seront connues. Cela entrainera la demande de permis en bonne et due forme. M. Wyngaard ajoute qu'il insistera particulièrement sur la Drève de Lorraine.

M. Godefroid suggère une solution qui ne nécessite pas de permis d'urbanisme selon lui. Il existe dans certaines villes des feux cyclistes qui s'allument quelques secondes avant les feux automobilistes, ce qui permet aux cyclistes d'entamer la traversée du carrefour avant que les automobilistes d'en face ne démarrent et ne coupent la trajectoire aux cyclistes, ce qui est selon lui l'élément le plus dangereux dans un carrefour.

M. Wyngaard s'engage à relayer l'information.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Godefroid : opvolging van de motie ten bate van een duurzame en gezamenlijke oplossing voor het Ter Kamerenbos.

Anderhalf jaar geleden heeft de raad zich unaniem uitgesproken voor een permanente en gezamenlijke oplossing voor het Ter Kamerenbos. Sindsdien is het bos het voorwerp van veel discussie, vooral over het autoverkeer.

De h. Godefroid merkt op dat het gedeelte Lorraine-Bosvoordelaan-Braziliëlaan-Rooseveltlaan is opengesteld voor het verkeer en dat dit verzoek in de motie is opgenomen. Hij vroeg zich echter af welk gevolg is gegeven aan de verzoeken betreffende fietsroutes. Hij herinnerde aan de verzoeken die destijds unaniem door de raad waren goedgekeurd :

- enerzijds de aanleg van een echte, comfortabele, brede en veilige west-oost fietsverbinding (Ukkel-ULB) en de herinrichting van de toegangen De Fré en Churchill zodat ze comfortabeler worden voor fietsers. Ter herinnering: hoewel de Churchill-ULB-verbinding druk wordt gebruikt door fietsers (GFR) en een van de mooiste en aangenaamste fietspaden in Brussel zou kunnen zijn, is het een van de gevaarlijkste. Met name op de kruising van de Dianalaan met de Boskantlaan. Het alternatief, de Legrandlaan, met zijn kasseien en tramsporen, is niet veel beter.

- anderzijds een verbetering van de fietsroute van het noorden (Louiza) naar het zuiden (Terhulpensesteenweg). Hoewel dit aanzienlijk is verbeterd met de openstelling van de oostelijke lus van het Ter Kamerenbos voor zachte mobiliteit, verkeert het fietspad langs de Lorrainedreef dat ernaartoe leidt in een erbarmelijke staat.

Welk gevolg is er gegeven aan deze punten in onze motie ? Wat denkt de gemeente te doen aan de punten die haar grondgebied betreffen (veiliger maken van de plaats van de fietsers aan de verschillende ingangen van het bos, verbetering van het fietspad van de Lorrainedreef) en welke contacten zijn er gelegd met de stad voor de punten die haar grondgebied betreffen (GFR Ukkel-ULB) ?

De h. Wyngaard herinnert eraan dat het Ter Kamerenbos bijna uitsluitend op het grondgebied van Brussel-Stad ligt en dat Brussel-Stad een aantal tijdelijke maatregelen heeft genomen om het fietsen in de openbare ruimte veiliger te maken. Er zijn een reeks markeringen en ook paaltjes geplaatst.

Hij legt ook uit dat binnenkort een studie zal worden gestart in en rond het Ter Kamerenbos, gericht op mobiliteit in het algemeen. Het aangestelde studiebureau zal een aantal aanbevelingen moeten doen over het autoverkeer, het openbaar vervoer en de plaats van fietsers, waarover de mondelinge vraag gaat. Wat de fietsers betreft, is het Ter Kamerenbos een Natura 2000-gebied en in dit stadium, gezien het feit dat de test en de studie aan de gang zijn, heeft de h. Wyngaard uitgelegd dat er geen structurele maatregelen zullen worden genomen.

Hij geeft toe dat er een of twee kruispunten zijn die veiliger moeten worden gemaakt maar dat voor de uitvoering van structurele maatregelen een bouwvergunning zal moeten worden aangevraagd door de stad en/of het Gewest, die pas zal worden aangevraagd na de studie en de aanbevelingen ter zake. De verschillende actoren wilden op deze manier te werk gaan in het dossier. Dit lijkt de h. Wyngaard logisch.

De h. Wyngaard legt uit dat de Boskantlaan vanaf de Dianalaan voortaan een weg is die wordt gekalmeerd. Hij merkte op dat dit een veilige omgeving biedt, ook al had de raad "beter" gewild in zijn motie over een fietspad.

Hij herinnert de vergadering eraan dat Brussel Mobiliteit maatregelen heeft genomen met betrekking tot verschillende kruispunten. In dit verband noemde hij het kruispunt Waterloolaan/Montjoie, waar de stoeprand is verlaagd, een gemeenschappelijk voetpad is aangelegd en fietsers ook gebruik kunnen maken van het pad naar het bos. Op het kruispunt Lorraine/Hulpe is het oversteken van het kruispunt bij La Hulpe veiliger gemaakt met markeringen die voordien niet bestonden en de h. Wyngaard herinnert eraan dat de gemeente reeds had gevraagd om het fietspad te renoveren omdat het in slechte staat verkeerde en bovendien bijzonder smal was voor een tweerichtingsfietspad.

De h. Wyngaard herinnert de vergadering er ook aan dat het kruispunt Hulpe/Roosevelt ook veilig is gemaakt. Hierover legde de heer Wyngaard uit dat er een verzoek was om de ruimte voor het aantal wachtende voertuigen bij de nadering van dit kruispunt te vergroten en om het voor fietsers veiliger te maken om het kruispunt te betreden. Hij legde uit dat dit was gebeurd en dat de fietsers nu een veel comfortabeler en veiliger route hadden met een invoegstrook in de Terhulpensesteenweg die vanuit dit oogpunt was verbeterd.

De h. Wyngaard sloot zich aan bij de h. Godefroid om op de verzoeken in te gaan. Hij voegde eraan toe dat de motie van de raad verder zou moeten gaan, vooral wanneer de aanbevelingen van de studie bekend zijn. Dit zal leiden tot de aanvraag van een passende vergunning.

De h. Wyngaard voegde eraan toe dat hij bijzondere nadruk zou leggen op de Lorrainedreef.

De h. Godefroid stelt een oplossing voor waarvoor naar zijn mening geen bouwvergunning nodig is. In sommige steden gaan de fietslichten een paar seconden vóór de autoverlichting aan, zodat fietsers het kruispunt kunnen oversteken voordat de auto aan de overkant begint en fietsers afsnijdt, wat volgens hem het gevaarlijkste element van een kruispunt is.

De h. Wyngaard zal deze informatie doorgeven.

20.01.2022/A/0039 **Question orale de M. De Bock : les chalets communaux.**

M. De Bock souhaite connaître le nombre et le coût du placement (personnel compris) des chalets communaux mis en place dans la commune d'Uccle pour les périodes de fêtes.

Il souhaite également connaître les modalités de leur mise à disposition et le choix de leur emplacement, ainsi que le nombre de places de stationnement occupées.

Mme Delwart explique qu'il y avait 3 chalets installés en face de la patinoire pendant une dizaine de jours dans le cadre du festival d'hiver organisé par l'association des commerçants d'Uccle centre et en partenariat avec le service ucclois de la jeunesse.

Ces chalets étaient occupés par des établissements horeca du centre d'Uccle (Chez Tonton et Le Parvis). Il n'y a pas eu de coût direct pour la commune puisqu'ils ont été déduit du subside à l'association des commerçants et le coût de location par chalet était de 300 € donc 900 € payés au travers du subside à l'association des commerçants. Les chalets ont été placés par des ouvriers communaux qui étaient au nombre de 3 pour le transport, le montage, le démontage et le retransport; sans heure supplémentaire puisque tout a été réalisé pendant les heures de bureau.

Sur l'identification des commerçants qui ont pris place au sein des chalets, Mme Delwart expose que les services de la jeunesse et de l'économie ont fait le tour de l'ensemble des commerces d'Uccle centre en proposant d'occuper les chalets soit pendant la durée totale des fêtes de fin d'année soit quelques jours et c'est sur base des retours qu'il a été décidé de réserver 3 chalets pour 4 commerces d'Uccle centre.

Pour ce qui concerne le nombre de places de stationnement, Mme Delwart précise qu'il est identique au nombre de places supprimées pour le marché du dimanche.

M. De Bock estime que les 3 chalets n'étaient pas assez et il est également surpris que la Commune déduise les chalets des subsides des associations des commerçants. Il trouve que si l'initiative était intéressante, elle paraissait assez isolée dans le quartier.

Mme Delwart répond que le nombre de chalets dépendait du nombre de commerçants qui était intéressé. Elle ajoute que si les commerçants sont plus nombreux l'année prochaine, il y aura plus de chalets.

Mme Delwart précise que les 300 € de location n'ont pas été un frein pour le Collège. Elle explique que cette première édition est en cours d'évaluation par la Commune. Elle invite d'ailleurs le Conseil à faire remonter des critiques sur ce projet. Cette initiative et celle de Vanderkindere (dans le tronçon près de Cavell) vient des associations de commerçants, avec le soutien de la Région et de la Commune, qui ont organisé ce village de Noël pendant les fêtes de fin d'année.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : de gemeentelijke chalets.

De h. De Bock zou graag het aantal en de kosten kennen van de plaatsing (inclusief personeel) van de gemeentelijke chalets die in de gemeente Ukkel voor de feestperiodes zijn opgesteld.

Hij wenst ook te weten hoe zij ter beschikking worden gesteld en waar zij werden geplaatst, alsmede hoeveel parkeerplaatsen bezet waren.

Mevr. Delwart legt uit dat er tegenover de ijsbaan gedurende een tiental dagen 3 chalets zijn opgesteld in het kader van het winterfeest dat wordt georganiseerd door de handelaarsvereniging Ukkel-centrum en in samenwerking met de Ukkelse Dienst voor

de Jeugd.

Deze chalets werden bezet door horecazaken van Ukkel-Centrum (Chez Tonton en Le Parvis). Er waren geen directe kosten voor de gemeente aangezien deze in mindering werden gebracht op de subsidie aan de handelaarsvereniging en de huurkosten per chalet € 300 bedroegen, zodat € 900 werd betaald via de subsidie aan de handelaarsvereniging.

De chalets werden geplaatst door gemeentearbeiders die met drie waren voor het vervoer, de montage, de demontage en het terugvoeren, volledig tijdens de kantooruren.

Met betrekking tot de identificatie van de handelaars die hun plaats in de chalets innemen, heeft mevr. Delwart verklaard dat de diensten Jeugd en Economie een rondgang hebben gemaakt langs alle handelszaken in het centrum van Ukkel en hun hebben voorgesteld de chalets voor de gehele duur van de feestperiode of voor enkele dagen te betrekken. Op basis van de feedback is besloten 3 chalets te reserveren voor 4 handelszaken in Ukkel-Centrum.

Wat het aantal parkeerplaatsen betreft, verklaarde mevr. Delwart dat dit identiek is aan het aantal plaatsen dat voor de zondagsmarkt is geschrapd.

De h. De Bock vond dat de 3 chalets niet volstonden en hij was ook verbaasd dat de gemeente de chalets in mindering bracht op de subsidies van de handelaarsverenigingen. Hij was van mening dat het initiatief weliswaar interessant was maar in het wijk nogal geïsoleerd leek te staan.

Mevr. Delwart antwoordt dat het aantal chalets afhangt van het aantal geïnteresseerde handelaars. Als er volgend jaar meer handelaren zouden zijn, zouden er meer chalets komen.

Mevr. Delwart zei dat de huur van € 300 geen belemmering voor het college is geweest.

Ze legt uit dat deze eerste editie door de gemeente werd geëvalueerd. Ze verzoekt de raad tevens om feedback over dit project. Dit initiatief en dat van Vanderkindere (in de buurt van Cavell) is afkomstig van handelaarsverenigingen, met de steun van het gewest en de gemeente, die dit kerstdorp tijdens de eindejaarsfeesten hebben georganiseerd.

De Raad neemt kennis.

20.01.2022/A/0040 **Question orale de M. De Bock : consultation citoyenne Chaussée d'Alsemberg.**

M. De Bock se souvient que le Collège s'était félicité de la consultation populaire organisée par la STIB il y a un an et demi et avait refusé de prendre le pouls de la population avant ces travaux chaussée d'Alsemberg alors que de nombreuses suppressions de places de parking étaient demandées.

Aujourd'hui, le Collège a « dare dare » convoqué des ateliers pour tenter d'impliquer le citoyen a posteriori.

Pourquoi ne pas avoir organisé ces ateliers avant et pas après alors que 181 personnes avaient marqué soi-disant leur satisfaction à 90 %, qu'est-ce qui motive la décision communale ?

Quelles sont les initiatives concrètes prises par la commune depuis 2 ans pour trouver des solutions ?

M. Wyngaard estime que M. De Bock mélange divers éléments dans ce dossier alors que ceux-ci ne sont pas vraiment comparables ou ne portent pas sur les mêmes objets. Il y a effectivement eu une consultation des citoyens contrairement à ce qui a été dit

ou sous-entendu. Les citoyens concernés du tronçon de la chaussée d'Alseberg et des voiries proches ont été consulté dans le cadre de l'enquête publique.

M. Wyngaard explique que deux demandes principales ont émergé dans le chef des comités de quartiers et dans le chef de l'association des commerçants à savoir d'une part, la préservation du stationnement entre De Bue et Asselbergs, à gauche en montant. Il est question de 10 à 15 places de stationnement et d'autre part, le fait d'étendre l'aménagement de plain-pied. Il était prévu que cela se fasse de Globe à Asselbergs.

Il y a eu une demande portée par les riverains et les commerçants et qui a été appuyée, puis relayée et défendue par notre Collège auprès de la Région pour que ces aménagements aillent jusqu'au carrefour avec Floréal et la rue Joseph Bens. Il y a eu des discussions avec la Région et finalement, ces deux demandes ont été rencontrées, tant l'aménagement de plain-pied qui a été étendu, que la préservation d'une petite quinzaine de places de stationnement entre De Bue et Asselbergs.

Par rapport à cette question de l'extension du plain-pied, comme c'était un élément qui n'avait pas été repris dans le cadre de l'enquête publique, M. Wyngaard expose que le Collège a voulu s'assurer que cela correspondait au souhait des riverains du tronçon concerné. C'est une initiative tant Commune/Région, tant Bxl-Mobilité que STIB, que d'organiser cette consultation sur le tronçon Asselbergs/Floréal. Celle-ci a réunie à peu près 190 personnes et atteint 90 % de satisfaction. Le Collège a considéré que c'était un soutien massif et la preuve est que les retours étaient très positifs et les commerçants et riverains du tronçon concerné étaient satisfaits du fait que ce soit un aménagement de ce type là et pas un aménagement classique asphalte, bordure et trottoir.

La consultation portait également sur la configuration de l'espace public qui n'est pas la même. Ce changement de revêtement peut induire un petit peu plus de bruit qu'un revêtement asphaltique et donc il semblait logique au Collège de consulter les riverains et commerçants.

Par rapport à la question du parking, M. Wyngaard explique que la Commune a depuis le départ pris ses responsabilités pour rechercher des alternatives dans le quartier suite à cet aménagement d'une voirie régionale. Il expose avoir eu l'occasion d'expliquer pourquoi il y avait des pertes de stationnement lors d'un précédent Conseil communal. Il rappelle alors les mises aux normes, la règle des 2m de largeur de trottoirs etc Il explique avoir très rapidement envisagé la solution du dépôt de la voirie rue des Fidèles dès que les services auraient quittés les lieux. Il y a également le parking Doyenné/St-Pierre. Il y a par ailleurs des contacts qui ont pris avec des gérants de supermarché pour une mutualisation des espaces.

M. Wyngaard précise que vu la configuration du quartier, l'étroitesse des voiries, le Collège ne savait pas non plus faire des miracles en la matière au niveau communal mais le Collège a voulu prendre ses responsabilités et il lui a semblé intéressant de solliciter l'avis des personnes les plus concernées, c'est-à-dire les riverains et les commerçants qui ont une connaissance, une expertise.

Les ateliers qui se sont tenus lundi soir ont rassemblé un grand nombre de citoyens, une cinquantaine de commerçants et de citoyens présents physiquement et une trentaine en ligne. Il y a eu des suggestions intéressantes qui sont ressorties.

Par ailleurs, le bureau de consultation citoyenne sera également présent un samedi durant toute la journée avec un stand au parvis St-Pierre pour encore interroger les citoyens. Avec ces différents éléments, M. Wyngaard conclut que la Commune ne va pas tarder pendant des mois avant de prendre des dispositions mais le souhait du Collège était de consulter les uns et les autres dans les meilleures conditions, sachant que la Commune a traversé des périodes qui, sur le plan sanitaire, étaient compliquées et durant lesquelles organiser des consultations et des ateliers n'étaient pas toujours évident.

M. de Bock répond que lui-même et M. Wyngaard sont en désaccord sur cette

thématique.

M. De Bock avait alors proposé de faire une consultation papier dans tout le quartier du Parvis Saint-Pierre, pour l'ensemble des rues avoisinantes. Les réunions se tenant soit de manière non-présentielle soit en présentielle le cas échéant.

M. De Bock estime que l'on aurait pu véritablement faire une consultation en amont il y a deux ans, voire un an ou six mois.

Il estime que dans ce dossier le Collège a été très léger et que, pour un Collège qui avait fait de la participation son fer de lance, surtout de la part du parti Ecolo, la participation est trop tardive et il précise que, depuis deux ans dans ce dossier, il n'y a eu aucune anticipation avec les riverains, avec les habitants, avec les usagers et il craint vraiment que les gens aujourd'hui consomment autrement du commerce, commandent en ligne et ne passent plus malheureusement par un certain nombre de magasins.

Il croit que le fait d'acheter en ligne plutôt qu'en magasin, à cause de travaux, pourrait avoir un impact à long terme chaussée d'Alseberg.

M. De Bock pense que c'est une véritable catastrophe pour un certain nombre de commerçants qui depuis, trois ans, écrivent qu'ils souffrent. Il rétorque à M. Wyngaard, qu'il ne doit pas dire aujourd'hui au Conseil communal que tout va bien, **M. Wyngaard** répond qu'il estime n'avoir absolument pas dit cela.

M. de Bock pense que le Collège aurait dû d'aborder les choses avec beaucoup plus d'humilité et reconnaître son erreur.

Il estime que de temps en temps c'est utile de le reconnaître et ça permettrait de simplifier les débats et d'effectivement pouvoir construire ou co-construire ensemble entre la majorité et l'opposition des solutions globales parce que ce n'est pas un dossier facile.

M. De Bock pense que le Collège aurait pu faire ça autrement et de manière beaucoup moins conflictuelle qu'en opposant encore une fois les uns aux autres.

Mme Delwart explique que pour toute clarté, elle voudrait ne pas laisser le doute s'installer sur le grand niveau de concertation dans le dossier depuis le début.

Mme Delwart trouve que les termes utilisés importent peu, participation citoyenne, consultation, concertation, toujours est-il qu'en amont du projet et de l'introduction du permis, il y a eu plusieurs réunions publiques, pas exclusivement celles qui étaient imposées par la législation mais suscitées et organisées par le Collège. Les expressions ont pu être faites.

Mme Delwart exprime l'idée que ce n'est pas parce qu'à l'occasion de ces concertations le point de vue de chacun n'est pas suivi à la lettre que la concertation n'a pas lieu.

Par ailleurs, pendant toute la durée du chantier et encore au mois de décembre dernier, un lundi par mois, un comité de pilotage réunissant les riverains, les commerçants, les opérateurs et la commune s'est tenu de façon à anticiper autant que faire se peut, les difficultés liées à ce chantier.

Mme Delwart estime que résumer, comme le fait M. De Bock, les difficultés auxquelles les commerçants sont confrontés aujourd'hui et que personne ne nie, à un manque d'anticipation dans le chef du Collège, c'est « se mettre le doigt dans l'œil », ne pas faire preuve de lucidité par rapport à la difficulté et donc par définition se tromper quant aux solutions qui peuvent être apportées.

M. De Bock exprime son idée que la manière dont le Collège gère par exemple la rue du Postillon avec ce bloc de béton depuis deux ans et les panneaux de signalisation qui ont été laissés des semaines au coin des rues, empêchant même le passage pour piéton, montre tout le dédain que la commune a eu par rapport aux riverains et aux commerçants

M. Wyngaard répond que le placement des blocs de béton rue du Postillon est une imposition de la police pour des raisons de circulation.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : burgerraadpleging voor de Alsebergsesteenweg.

De h. De Bock herinnert eraan dat het college anderhalf jaar geleden de door de MIVB georganiseerde volksraadpleging toejuichte en weigerde om vóór de werken aan de Alsebergsesteenweg de mening van de bevolking te vragen, ook al werd gevraagd om veel parkeerplaatsen te schrappen.

Vandaag heeft het college "het lef" om workshops te beleggen om te proberen de burger a posteriori erbij te betrekken.

Waarom hebben zij deze workshops niet eerder georganiseerd en niet daarna, toen 181 mensen zogenaamd voor 90 % tevreden waren ?

Welke concrete initiatieven heeft de gemeente de afgelopen twee jaar genomen om oplossingen te vinden ?

De h. Wyngaard is van mening dat de h. De Bock verschillende elementen in dit dossier door elkaar haalt terwijl ze niet echt vergelijkbaar zijn of geen betrekking hebben op dezelfde objecten.

Er is wel degelijk een burgerraadpleging geweest, in tegenstelling tot wat werd gezegd of gesuggereerd. De burgers die te maken hebben met de Alsebergsesteenweg en de nabijgelegen wegen werden geraadpleegd tijdens het openbaar onderzoek.

De h. Wyngaard legt uit dat uit de wijkcomités en de handelsvereniging twee belangrijke eisen naar voren waren gekomen, namelijk het behoud van het parkeren tussen De Bue en Asselbergs, aan de linkerkant van de weg. Er wordt gesproken over 10 tot 15 parkeerplaatsen, en anderzijds over de uitbreiding van de gelijkvloerse bebouwing. Het was de bedoeling dit te doen van Globe tot Asselbergs.

Er was een verzoek van omwonenden en handelaars, dat werd gesteund en vervolgens door ons college aan het Gewest werd doorgegeven en verdedigd, zodat deze inrichting tot aan het kruispunt met Floréal en de Joseph Bensstraat zouden gaan. Er zijn besprekingen gevoerd met het Gewest en uiteindelijk zijn deze twee verzoeken ingewilligd, zowel de gelijkvloerse inrichting die werd uitgebreid, als het behoud van een vijftiental parkeerplaatsen tussen De Bue en Asselbergs.

Met betrekking tot de kwestie van de uitbreiding van het gelijkvloerse niveau, aangezien dit een element was dat niet in het openbaar onderzoek was opgenomen, legt de h. Wyngaard uit dat het college ervoor wilde zorgen dat dit in overeenstemming was met de wensen van de bewoners van het betrokken gedeelte. Het was een initiatief van de gemeente/het gewest, Brussel Mobiliteit en de MIVB om deze raadpleging over het gedeelte Asselbergs/Floréal te organiseren. De raadpleging werd bijgewoond door ongeveer 190 mensen en leverde een tevredenheidspercentage van 90 % op. Het college was van mening dat dit een overweldigende steun was en het bewijs is dat de feedback zeer positief was en dat de handelaars en bewoners van het betrokken gedeelte tevreden waren over het feit dat het om een inrichting van dit type ging en niet om een klassieke inrichting asfalt, stoepranden en trottoirs.

De raadpleging spitte zich ook toe op de configuratie van de openbare ruimte, die niet dezelfde is. Deze verandering van bestrating kan iets meer lawaai veroorzaken dan een asfaltverharding en daarom wou het college de omwonenden en handelaars raadplegen.

Wat het parkeren betreft, legt de h. Wyngaard uit dat de gemeente van meet af aan haar verantwoordelijkheid had genomen om na de aanleg van een gewestweg naar alternatieven in de buurt te zoeken. Hij legde uit dat hij tijdens een vorige gemeenteraadszitting de gelegenheid had gehad uit te leggen waarom er sprake was van parkeerverlies. Vervolgens herinnerde hij aan de opwaardering van de normen, de regel van 2 m trottoirbreedte, enz. Hij legde uit dat hij de oplossing van het depot aan de Gelovigenstraat zeer snel had overwogen, zodra de diensten het terrein hadden

verlaten. Er is ook de parkeergarage Dekenij/Sint-Pieter. Er zijn ook contacten gelegd met supermarktmanagers voor het delen van ruimten.

De h. Wyngaard zegt dat het college, gezien de configuratie van de wijk en de smalheid van de wegen, ook op gemeentelijk niveau in dit gebied geen wonderen kan verrichten, maar het college wil zijn verantwoordelijkheid nemen en het leek interessant de mening te vragen van de mensen die het meest betrokken zijn, d.w.z. de buurtbewoners en de handelaars die over kennis en deskundigheid beschikken.

De workshops die maandagavond werden gehouden, brachten een groot aantal burgers samen: een vijftigtal handelaars en burgers waren persoonlijk aanwezig en een dertigtal online. Er kwamen een paar interessante suggesties naar voren.

Bovendien zal het bureau voor de burgerinspraak ook op zaterdag de hele dag aanwezig zijn met een stand op het Sint-Pietersvoorplein om de burgers opnieuw te ondervragen. Met deze verschillende elementen concludeerde de h. Wyngaard dat de gemeente niet maanden zou wachten alvorens maatregelen te nemen, maar dat het de wens van het college was om iedereen in de best mogelijke omstandigheden te raadplegen, in de wetenschap dat de gemeente periodes had doorgemaakt die vanuit gezondheidsoogpunt ingewikkeld waren en waarin het niet altijd gemakkelijk was om inspraak en workshops te organiseren.

De h. de Bock antwoordt dat hij en de h. Wyngaard het over deze kwestie niet eens zijn.

De h. De Bock had voorgesteld een papieren raadpleging te houden in de hele wijk van het Sint-Pietersvoorplein en alle omliggende straten. De vergaderingen zouden desgevallend virtueel of fysiek worden gehouden.

De h. De Bock is van mening dat er twee jaar geleden, of zelfs een jaar of zes maanden geleden, een echt overleg had kunnen plaatsvinden.

Hij vond dat het college wel erg licht was geweest over deze kwestie en dat voor een college dat van inspraak zijn speerpunt had gemaakt, vooral van de kant van Ecolo, de inspraak te laat kwam en hij wees erop dat er twee jaar lang in deze kwestie niet was geanticipeerd met de omwonenden, met de bewoners, met de gebruikers en hij vreesde echt dat de mensen tegenwoordig op een andere manier handel consumeren, online bestellen en helaas niet meer naar een bepaald aantal winkels gaan.

Hij gelooft dat online kopen in plaats van in een winkel, vanwege de werken, een langetermijneffect kan hebben op de Alsembergsesteenweg.

De h. De Bock denkt dat dit een echte ramp is voor een aantal handelaars die al drie jaar schrijven dat ze eronder lijden. Hij antwoordde de h. Wyngaard dat hij de gemeenteraad vandaag niet moest vertellen dat alles in orde is.

De h. Wyngaard antwoordt dat hij dacht dat hij dat helemaal niet had gezegd.

De h. de Bock is van mening dat het college de zaken veel nederiger had moeten aanpakken en zijn fout had moeten toegeven.

Hij is van mening dat het van tijd tot tijd nuttig is dit te erkennen en dat het de debatten zou vereenvoudigen en daadwerkelijk in staat zou zijn om samen tussen meerderheid en oppositie globale oplossingen uit te werken of mede uit te werken, omdat dit geen gemakkelijk dossier is.

De h. De Bock vond dat het college dit op een andere manier en op een veel minder confronterende manier had kunnen doen dan door weer eens de ene partij tegen de andere op te zetten.

Mevr. Delwart verklaart dat zij voor alle duidelijkheid geen twijfel wilde laten bestaan over het hoge niveau van overleg dat vanaf het begin in het dossier heeft plaatsgevonden.

Ze was van mening dat de gebruikte termen niet belangrijk waren, burgerparticipatie, raadpleging, overleg, maar het feit bleef dat er voorafgaand aan het project en de invoering van de vergunning verschillende openbare vergaderingen waren geweest, niet uitsluitend die welke door de wetgeving waren opgelegd, maar die door het college waren geïnitieerd en georganiseerd. Men kon zich dus uiten.

Ze is van mening dat het feit dat bij dit overleg niet elk standpunt werd gevolgd niet betekent dat er geen overleg heeft plaatsgevonden.

Bovendien is tijdens de gehele duur van het project, en ook nog in december jongstleden, één maandag per maand een stuurgroep bijeengekomen waarin buurtbewoners, handelaars, exploitanten en de gemeente vertegenwoordigd waren om zoveel mogelijk te anticiperen op de moeilijkheden in verband met het project.

Ze is van mening dat het samenvatten, zoals de h. De Bock heeft gedaan, van de moeilijkheden waarmee de handelaars vandaag worden geconfronteerd en die niemand ontkent, tot een gebrek aan anticipatie van de kant van het college, neerkomt op "een oogje dichtknijpen", geen blijk geven van luciditeit ten aanzien van het probleem en zich dus per definitie vergissen in de oplossingen die kunnen worden geboden.

De h. De Bock vindt dat de wijze waarop het college bijvoorbeeld de Postiljonstraat al twee jaar beheert met dit betonblok en de verkeersborden die al weken op de hoek van de straat staan, waardoor zelfs voetgangers niet kunnen oversteken, blijk geeft van de minachting die de gemeente voor de bewoners en handelaars heeft gehad.

De h. Wyngaard antwoordt dat de plaatsing van de betonblokken in de Postiljonstraat een maatregel is die de politie om verkeersredenen heeft opgelegd.

De Raad neemt kennis.

Fathiya Alami quitte la séance / verlaat de zitting.

20.01.2022/A/0041 **Question orale de M. De Bock : les recours au Conseil d'Etat.**

M. De Bock expose que M. l'Echevin Biermann a mentionné que les recours au Conseil d'Etat se multipliaient contre les décisions de permis prises par la commune, traduisant ainsi une politique plus restrictive de la Commune.

Cette assertion ne semble pas correcte à M. De Bock dès lors qu'il faut constater que la commune semble accorder en réalité énormément d'avis favorable à des promoteurs, architectes, demandeurs qui rentrent des permis.

Il souhaiterait dès lors disposer du nombre de permis qui ont fait l'objet d'un recours au Conseil d'Etat pour ces 4 dernières années, en spécifiant les permis qui ont fait l'objet d'un recours du demandeur pour non obtention, ou de riverains ou tiers pour obtention du permis.

M. Biermann répond qu'il est surpris de la rigueur juridique de M. De Bock qui selon lui mélange les concepts.

Il explique qu'il n'y a jamais de recours contre un avis de la commission de concertation mais qu'il y a éventuellement un recours contre un permis délivré ou un refus de permis

M. De Bock fait remarquer que sa question mentionne les recours au Conseil d'Etat contre les décisions de permis et par contre les décisions de la commission de concertation.

M. Biermann répond que ce sont les mots qui viennent d'être prononcé oralement.

Ensuite, M. Biermann explique qu'un avis défavorable de la commission de concertation n'implique pas nécessairement une nouvelle enquête publique. Ce n'est pas prévu par le Cobat. Ce qui est prévu par le Cobat est que si des plans modifiés par rapport à la demande initiale présentent une différence qui est considérée comme importante, qu'il ne s'agit pas de modifications accessoires du projet initial, alors l'autorité à la responsabilité de repasser en enquête publique et en commission de concertation.

Il s'agit d'une appréciation du caractère accessoire ou non des modifications par

rapport au projet qui lui-même a été soumis à la première demande.

La commission de concertation doit identifier dans la demande modifiée s'il y a des nouveaux motifs d'enquête publique qui sont eux établis par le Cobat.

Les chiffres par rapport au recours sont disponibles chaque année dans des statistiques établies par le service de l'urbanisme dans le rapport d'activité de la commune d'Uccle.

M. Biermann a compilé les chiffres mais il ne peut donner oralement la liste de l'ensemble des recours concernés. Il revient également sur certains éléments prononcés oralement et notamment sur les recours au Conseil d'Etat qui sont des recours ouverts à des tiers.

Quand une demande de permis d'urbanisme est introduite, et que vous êtes demandeur, vous avez un recours au Gouvernement ; vous passez d'abord au Collège d'urbanisme et ensuite c'est le Gouvernement qui tranche le recours introduit lorsque vous êtes demandeur. Les recours au Conseil d'Etat sont des recours ouverts au tiers. La Commune elle-même, lorsqu'elle n'est pas l'autorité délivrante, c'est-à-dire lorsque la Région est l'autorité délivrante, dispose également d'un recours au Gouvernement comme le demandeur contre un permis qui est délivré par la Région.

En l'occurrence, si on reprend les chiffres des années 2017,2018,2019,2020 et 2021 comme demandé, on constate qu'il y a eu en 2017 deux recours au Conseil d'Etat et 6 au Gouvernement. En 2018, sept au Conseil d'Etat introduits par des riverains et sept au Gouvernement, en 2019, six au Conseil d'Etat et neuf au Gouvernement, en 2020, 8 au Conseil d'Etat et 15 au Gouvernement et en 2021, 6 au Conseil d'Etat et 14 au Gouvernement.

M. Biermann expose que parmi les recours au Gouvernement, certains sont des recours introduits par la commune contre des permis délivrés par la Région, en général un ou deux par an. A titre d'exemple il y a eu un recours dans le cas de la chaussée d'Alseberg qui a été introduite par la commune. Il y a également eu un recours contre un permis d'école Bel Air 91, il y a eu un recours contre les abattages d'arbres avenue Victor Allard par Infrabel et encore un recours introduit par le Tennis club de l'Observatoire

M. De Bock remercie M. Biermann pour les renseignements. Il explique avoir compulsé le rapport d'activité mais n'avoir trouvé que les désignations par marché des avocats qui ont défendu effectivement les intérêts de la commune, c'est pour cela que M. De Bock posait cette question. S'il l'avait trouvé plus facilement, il aurait posé sa question par écrit.

M. Biermann explique que le fait qu'il s'agisse de recours au Conseil d'Etat donc introduits par des riverains ou d'un recours au Gouvernement introduit par les demandeurs ou par la commune, dans 90 % des cas les intérêts de la commune sont représentés par une juriste qui est un agent communal.

C'est la raison pour laquelle la cellule juridique du service de l'urbanisme a été renforcée par une nouvelle juriste. Il arrive de façon extrêmement rare que la Commune se fasse représentée par un avocat et systématiquement au minimum 3 cabinets d'avocats spécialisé en recours administratif sont consultés.

M. Biermann précise enfin que, sur les deux dernières années le service de l'urbanisme a constaté une augmentation de 30 % des demandes de permis d'urbanisme ce qui a engendré une augmentation de 30 % du nombre de recours introduits par les demandeurs, donc non satisfaits des permis délivrés ou refusés par la commune.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : de beroepen voor de Raad van State.

De h. De Bock legt uit dat schepen Biermann opmerkte dat het aantal beroepen bij de

Raad van State tegen door de gemeente genomen vergunningsbesluiten toeneemt, hetgeen wijst op een restrictiever beleid van de gemeente.

Deze bewering lijkt niet juist omdat de gemeente veel gunstige adviezen lijkt te geven aan ontwikkelaars, architecten en aanvragers die vergunningen krijgen.

Hij zou dan ook graag willen beschikken over het aantal vergunningen waartegen de afgelopen 4 jaar beroep is aangetekend bij de Raad van State, met vermelding van de vergunningen waartegen beroep is aangetekend door de aanvrager omdat de vergunning niet werd verkregen, of door omwonenden of derden omdat de vergunning wel werd verkregen.

De h. Biermann antwoordt dat hij verbaasd is over de juridische strengheid van de h. De Bock, die naar zijn mening begrippen door elkaar haalt.

Er kan nooit beroep worden aangetekend tegen een advies van de overlegcommissie maar wel tegen een afgegeven vergunning of weigering van een vergunning.

De h. De Bock wijst erop dat in zijn vraag sprake is van beroep bij de Raad van State tegen vergunningsbesluiten en aldus tegen besluiten van de overlegcommissie.

De h. Biermann antwoordt dat dit de woorden zijn die zojuist zijn gesproken.

Een ongunstig advies van de overlegcommissie impliceert niet noodzakelijk een nieuw openbaar onderzoek. Het BWRO voorziet hier niet in. Het BWRO bepaalt dat indien de gewijzigde plannen ten opzichte van de oorspronkelijke aanvraag een verschil vertonen dat als belangrijk wordt beschouwd, dat wil zeggen dat het niet gaat om bijkomstige wijzigingen van het oorspronkelijke project, de overheid de verantwoordelijkheid heeft om terug te keren naar het openbaar onderzoek en de overlegcommissie.

Hierbij wordt nagegaan of de wijzigingen al dan niet een aanvulling vormen op het project dat zelf bij de eerste aanvraag is ingediend.

De overlegcommissie moet in het gewijzigde verzoek aangeven of er nieuwe redenen zijn voor een openbaar onderzoek, die door het BWRO worden vastgesteld.

De cijfers betreffende de beroepen zijn elk jaar beschikbaar in de statistieken die door de dienst Stedenbouw worden opgesteld in het activiteitenverslag van de gemeente Ukkel.

De h. Biermann heeft de cijfers opgesteld maar hij kan niet mondeling de lijst van alle betrokken beroepen geven. Hij is ook teruggekomen op bepaalde elementen die mondeling zijn uitgesproken en met name op het beroep bij de Raad van State, dat openstaat voor derden.

Wanneer een aanvraag voor een bouwvergunning wordt ingediend, en u bent de aanvrager, kunt u in beroep gaan bij de regering; u gaat eerst naar het stedenbouwkundige college en vervolgens is het de regering die beslist over het ingediende beroep wanneer u de aanvrager bent. Het beroep bij de Raad van State is een voor derden openstaand beroep. Ook de gemeente zelf kan, wanneer zij niet de afgevende instantie is, d.w.z. wanneer het Gewest de afgevende instantie is, net als de aanvrager een beroep doen op de regering tegen een door het Gewest afgegeven vergunning.

Als we in dit geval de cijfers voor de jaren 2017, 2018, 2019, 2020 en 2021 nemen zoals gevraagd, zien we dat er in 2017 twee beroepen bij de Raad van State waren en zes bij de regering. In 2018 waren er zeven beroepen van omwonenden bij de Raad van State en zeven bij de regering, in 2019 zes bij de Raad van State en negen bij de regering, in 2020 acht bij de Raad van State en 15 bij de regering en in 2021 zes bij de Raad van State en 14 bij de regering.

De h. Biermann legt uit dat een deel van de beroepen bij de regering bestaat uit beroepen die door de gemeente worden ingesteld tegen vergunningen die door het Gewest zijn afgegeven, over het algemeen een of twee per jaar. Zo was er bijvoorbeeld een beroep in de zaak van de Alsebergsesteenweg dat door de gemeente was ingesteld. Er was ook een beroep tegen een vergunning voor de school Bel Air 91, een beroep tegen het kappen van bomen in de Victor Allardlaan door

Infrabel en een beroep van de Tennis Club de l'Observatoire.

De h. De Bock dankt de h. Biermann voor de informatie. Hij legt uit dat hij het activiteitenverslag had doorgenomen, maar dat hij alleen de namen had gevonden van de advocaten die de belangen van de gemeente daadwerkelijk hadden verdedigd, reden waarom de h. De Bock deze vraag had gesteld. Als hij het gemakkelijker had gevonden, zou hij zijn vraag schriftelijk hebben gesteld.

De h. Biermann legt uit dat of het nu gaat om een beroep bij de Raad van State door omwonenden of om een beroep bij de regering door verzoekers of de gemeente, in 90 % van de gevallen worden de belangen van de gemeente behartigd door een advocaat die ambtenaar is bij de gemeente.

Daarom is de juridische cel van de dienst Stedenbouw versterkt met een nieuwe jurist. Het komt uiterst zelden voor dat de gemeente wordt vertegenwoordigd door een advocaat en systematisch worden ten minste 3 advocatenkantoren geraadpleegd die gespecialiseerd zijn in administratieve beroepen.

Ten slotte preciseert de h. Biermann dat de dienst Stedenbouw de laatste twee jaar een stijging met 30 % van het aantal aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen heeft vastgesteld, wat heeft geleid tot een stijging met 30% van het aantal beroepen dat is ingediend door aanvragers die niet tevreden zijn met de door de gemeente afgegeven of geweigerde vergunningen.

De Raad neemt kennis.

20.01.2022/A/0042 **Question orale de M. De Bock : le nombre d'infractions de vitesse relevées en 2020 et 2021 avenue De Fré et Chaussée de Saint-Job.**

Le Conseil prend connaissance. Transformée en question écrite.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : het aantal vastgestelde snelheidsovertredingen in 2020 en 2021 in de De Frélaan en Sint-Jobsesteenweg.

De Raad neemt kennis. Omgevormd tot schriftelijke vraag.

Levée de la séance à 23:50
Opheffing van de zitting om 23:50

Le Secrétaire communal f.f.
De wnd. gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Patrick De Nutte

Aleksandra Kokaj